

possibles

VOLUME 21 ● NUMÉRO 2 ● PRINTEMPS 1997

PER

P-285

BNQ

TRAVAILLER

autrement.

Vivre mieux?



1976

20

1996



TRAVAILLER AUTREMENT VIVRE MIEUX ?

possibles
VOLUME 21 • Numéro 2-3 • PRINTEMPS-ÉTÉ 1997

possibles

B.P. 114, Succ. Côte-des-Neiges, Montréal, Québec, H3S 2S4, 529-1316

Comité de rédaction

Stéphane Aquin, Jean-Marc Fontan, Gabriel Gagnon, Julie Garneau, Stéphane Kelly, Patrice LeBlanc, Jacqueline Mathieu, Raymonde Savard, Daniel Tanguay, Amine Tehami, André Thibault.

Collaborateurs(trices)

Rose-Marie Arbour, Yvan Comeau, Francine Couture, Marcel Fournier, Lise Gauvin, Roland Giguère, Jacques T. Godbout, Suzanne Jacob, Suzanne Martin, †Gaston Miron, †Marcel Rioux, Marcel Sévigny.

Révision des textes et secrétariat

Micheline Dussault

Responsable du numéro

Gabriel Gagnon

La revue *Possibles* est membre de la SODEP (Société de développement des périodiques culturels québécois) et ses articles sont répertoriés dans Repère. Les textes présentés à la revue ne sont pas retournés. *Possibles* est subventionnée par le Conseil des arts et des lettres du Québec et le Conseil des Arts du Canada.

Ce numéro : 10 \$. La revue ne perçoit pas la TPS.
Conception graphique et maquette de la couverture : Nicole Morisset
Typographie et mise en page : Composition Solidaire inc.

Impression : Les ateliers graphiques Marc Veilleux inc.

Distribution : Diffusion Dimedia inc.

Dépôt légal Bibliothèque nationale du Québec : D775 027

Dépôt légal Bibliothèque nationale du Canada : ISSN : 0703-7139

© 1997 Revue *Possibles*, Montréal.



The Canada Council
Conseil des Arts du Canada

TABLE DES MATIÈRES

Éditorial _____ **9**

**Le vieil homme et l'espérance :
tombeau de Marcel Rioux**

LOUIS CORNELIER _____ **15**

Lettre du futur

GILLES HÉNAULT _____ **22**

ENJEUX

Le travail : quelle crise ?

MONIQUE COURNOYER _____ **29**

**La question sociale et la réduction
du temps de travail**

STÉPHANE CHALIFOUR _____ **47**

Quel rôle pour l'économie sociale ?

FRANÇOIS AUBRY _____ **65**

Vous avez dit « économie sociale » ?

YVES ROBITAILLE _____ **82**

**Revenu de citoyenneté ou
allocation universelle ?**

CHRISTOPHER McALL _____ **94**

Un nouveau contrat social

JEAN-LOUIS LAVILLE _____ **106**

PARCOURS

**La vie suit son cours pendant que
le travail passe**

PATRICE LEBLANC _____ **117**

**Aux marges du palais,
y'a une tant belle vie**

ANDRÉ THIBAUT _____ **125**

**Vivre sa vie sans la perdre à
travailler**

JEAN-MARC FONTAN _____ **140**

**Dans la jungle du travail :
des parcours de femmes**

MARIE-FRANCE PROULX _____ **153**

POSSIBLES

Les utopies de l'an 2000

JACQUELINE MATHIEU _____ **175**

Pour que l'espoir renaisse

MARIE NICOLE L'HEUREUX _____ **188**

Individu ou réseau social

JACQUES T. GODBOUT _____ **206**

Nul ne connaît l'avenir

RAYMONDE SAVARD _____ **215**

L'utopie, opium des résignés ?
CHARLES E. CAOUETTE _____ **230**

**Pour sortir de l'économie
néolibérale**
SERGE MONGEAU _____ **250**

**Tout est possible à condition de
retisser le *nous* social**
MICHEL BEAUDIN _____ **265**

IMAGE

La consolation
STÉPHANIE BÉLIVEAU _____ **283**

POÉSIE ET FICTION

Désœuvrement
MADELEINE GAGNON _____ **287**

**Héritiers d'un rêve / Rencontres /
Ressacs**
VERNAU JOSEPH _____ **293**

**L'allergie / Rat de bibliothèque /
Big Bang**
LOUIS GARNEAU _____ **298**

Le royaume endetté
JACKY MALO _____ **307**

DOCUMENT

Un quartier « en santé » ?

ANNE-MARIE CHARLEBOIS

327

Troisième colloque Marcel-Rioux

organisé par
le Département de sociologie de l'Université de Montréal
et la revue POSSIBLES

Travailler autrement. Vivre mieux ? Possibles pour le XXI^e siècle

Maison de la culture de la Côte-des-Neiges
5290, chemin de la Côte-des-Neiges
le vendredi 14 mars 1997

• P R O G R A M M E •

- 9h **Ouverture et présentation**
Louis Maheu, doyen de la FES, Univ. de Montréal
Nicole Laurin, directrice du Département de sociologie, Univ. de Montréal
Raymonde Savard, revue POSSIBLES
- 9h15 **Présentation du colloque**
Gabriel Gagnon, revue POSSIBLES
« Marcel Rioux », Louis Cornellier, revue *Combats*
- 9h30 « **Vers un nouveau contrat social** », Jean-Louis Laville, CNRS, Paris
- 10h45 **Trois chantiers.** Prés. : Nicole Laurin
L'économie solidaire, François Aubry, CSN
L'allocation universelle, Marc Vachon, FAECUM
Le partage du travail, Marie-Nicole L'Heureux, andragogue
- 13h30 **Expériences concrètes.** Prés. : André Thibault, revue POSSIBLES
Stéphane Chalifour, enseignant en science politique au collégial
Marcel Sévigny, conseiller municipal, Ville de Montréal
Ariane Émond, journaliste
Yves Veillette, syndical des employés du Casino de Montréal
- 15h30 **Possibles pour le XXI^e siècle.** Prés. : Raymonde Savard, revue POSSIBLES
Normand Baillargeon, journal *Le Devoir*
Charles E. Caouette, Département de psychologie, Univ. de Montréal
Madeleine Gagnon, écrivaine
Daniel Laprès, revue *Virtualités*

• BULLETIN D'INSCRIPTION •

Nom _____

Adresse _____

Occupation _____

Adresser chèque ou
mandat à :

Revue POSSIBLES
C.P. 114, Côte-des-Neiges
Montréal, H3S 2S4

Info : (514) 529-1316

Frais : 20 \$

Étudiants : 10 \$

Entre la résistance et l'utopie

À relire les quelque quatre-vingt numéros qui jalonnent les vingt ans d'existence de notre revue, nous sommes forcés de constater comment l'approfondissement de nos possibles de départ : la souveraineté, le socialisme autogestionnaire et la création culturelle s'est heurté aux transformations profondes du Québec et du monde.

Nous pensions qu'il fallait critiquer l'État bureaucratique au nom de la société civile. Cet État, il nous faut aujourd'hui le défendre alors qu'il est mis à mal par ses propres gardiens au nom d'un marché inexorable et d'une mondialisation aveugle.

Nous pensions comme plusieurs que la souveraineté serait « le moyen indispensable et la seule décision politique qui rendent possible, pour les collectivités et les groupes à l'intérieur du Québec, la prise en charge d'eux-mêmes et de leur vie » (Marcel Rioux, « Les possibles dans une période de transition », POSSIBLES, vol. 1, n° 1, automne 1976, p. 3). Deux gouvernements péquistes plus tard, il nous faut bien admettre une certaine « décantation de l'utopie ». Si le Québec vient au monde d'ici l'an 2000, il risque d'être tout au plus un nouveau terrain de

chasse ouvert à la férocité du capitalisme international.

POSSIBLES
Travailler autrement
Vivre mieux ?

Nous pensons que, grâce à l'autogestion, le monde du travail deviendrait plus convivial alors que le secteur communautaire alternatif continuerait à se développer : de nouveaux espaces de liberté transformeraient ainsi graduellement les sphères du travail et du temps libre. Nous savons maintenant que ceux qui travaillent encore dans l'industrie font de plus en plus d'heures supplémentaires, que le secteur public s'amenuise, que le secteur communautaire, devenu économie sociale, dépend de plus en plus de l'État, se contentant souvent d'offrir un abri précaire aux victimes de la révolution technologique et aux exclus du secteur public.

Ces belles technologies qui, il y a encore dix ans, nous fascinaient, commencent à montrer leur vrai visage : accès restreint à une minorité privilégiée, croissance sans emploi, exclusion des plus jeunes et des plus âgés, surcharge permanente de travail pour les « survivants ».

Il nous a fallu revenir dans notre dernier numéro aux grands poètes Roland Giguère et Gaston Miron pour constater comment la culture d'aujourd'hui s'insère mal dans un projet d'émancipation, coïncée qu'elle est entre ces promoteurs avides qui n'hésitent plus à prendre la défense de la néfaste industrie du tabac et l'érotisme de certains créateurs qui l'éloignent à jamais de ses sources populaires.

Au moment où la politique cède aux impératifs de la seule rationalité économique, où les valeurs socialistes et écologistes ne sont plus représentées sur la place publique, une revue comme la nôtre doit poursuivre à la fois sa résistance au néolibéralisme et son ouverture vers l'utopie.

Résistance, au nom de l'identité québécoise et de la culture universelle, à l'enfermement d'un monde où la technique et l'argent deviendraient les seuls

critères d'évaluation des individus et des peuples. Résistance à l'exclusion qui perpétue la domination des plus forts et des plus instruits sur ceux et celles qui n'ont pas la possibilité d'être aux premières places sur l'autoroute de l'information. Résistance au démantèlement des institutions durement bâties aux cours des années par les héritiers de la Révolution tranquille : notre système de santé et de sécurité sociale, nos écoles, nos collèges et nos universités, notre radio-télévision publique.

Mais la résistance ne suffira pas. Elle ne réussira que portée par un vaste mouvement social où syndicats, groupes communautaires, intellectuels et artistes réinventeraient une politique originale pour notre société.

Au moment où, en cette fin de siècle, nos interrogations profondes demeurent sans réponse, cette politique originale devra absolument puiser aux sources de l'utopie pour tenter de réenchanter ce monde où les conflits se multiplient, où l'environnement se détériore, où les peuples s'appauvrissent pendant que les États assistent impuissants aux manipulations instantanées des financiers internationaux qui dictent le prix du riz, du pain et du café, le contenu des ondes, le budget des États et le sort des travailleurs.

* * *

En consacrant au travail ce volumineux numéro et le colloque qui le suivra le 14 mars, nous avons voulu nous interroger sur une réalité incontournable qui, malgré les prédictions de quelques futurologues, demeure au cœur des inquiétudes et des débats à POSSIBLES comme dans l'ensemble de la société québécoise.

À partir des parcours individuels esquissés par plusieurs de nos collaborateurs et de l'analyse des nouveaux enjeux qui bouleversent la sphère du

travail, nous avons dessiné les pistes sur lesquelles nous sommes engagés. À partir de ces pistes, nous avons cherché, dans une dernière section, à tracer les contours d'utopies concrètes, de possibles créateurs susceptibles d'alimenter notre réflexion au cours des prochaines années.

POSSIBLES
Travailler autrement
Vivre mieux ?

Curieusement, aussi bien Jeremy Rifkin (*La Fin du travail*, Boréal, 1996) aux États-Unis que les trente-cinq signataires français de « L'Appel à débattre sur les voies de sortie de la crise et du chômage »*, parmi lesquels on retrouve les noms bien connus ici d'Alain Caillé, Jean-Marc Ferry, André Gorz, Jean-Louis Laville, Alain Lipietz, Daniel Mothé et Jacques Robin, s'entendent avec nous sur les trois principaux possibles que nous avons tenté d'explorer dans le contexte québécois pour travailler autrement et vivre mieux.

La question du partage du travail est maintenant au cœur des débats publics, ici comme en Europe. Les observateurs les plus avisés prônent depuis longtemps une diminution généralisée du temps de travail, rendue nécessaire par l'automatisation, qui nous permettrait de travailler tous et de travailler moins. Malheureusement, aujourd'hui, la crise économique vient briser cette évolution naturelle en faisant du partage du travail la dernière façon de conserver des emplois menacés par la rationalisation. Par ailleurs, loin de profiter du désir légitime de plusieurs de ses employés de consacrer plus de temps à leur vie personnelle tout en facilitant l'accès à l'emploi des plus jeunes, le gouvernement Bouchard fait de cette question une simple recette pour la réduction de son déficit. Bien sûr, il faudra bien que le gouvernement implante bientôt la semaine de 35 heures et la réduction du temps supplémentaire dans le secteur privé. Bien sûr, avec les compensations

* Cet appel a été publié dans *Le Monde* le 28 juin 1995 et repris le 15 juin dernier sous forme d'un « Appel européen pour une citoyenneté et une économie plurielle ».

qui s'imposent pour les salariés les moins rémunérés, la semaine de travail pourrait facilement descendre à 30 heures dans le secteur public. Mais les sacrifices nécessaires devront tenir compte d'un partage de la richesse par l'impôt et surtout d'un véritable souci d'intégration des jeunes générations dont l'avenir semble actuellement bloqué.

Qu'on le veuille ou non, au Québec, comme ailleurs dans le monde, le seul secteur susceptible de créer de l'emploi ces prochaines années, c'est le tiers secteur, celui de l'économie sociale. Cependant, l'expansion de cette économie dynamique risque d'être d'abord liée à la réduction des services fournis par l'État et à l'intégration au travail des assistés sociaux. Pourtant c'est là que pourraient se développer la solidarité et l'innovation sociale, à condition que les seuls impératifs de la rationalité économique n'y viennent pas mêler les cartes.

Malgré l'optimisme de la ministre Louise Harel, le secteur de l'économie sociale ne pourra suffire à remettre sur « le droit chemin du travail » les jeunes et les mères de familles monoparentales bénéficiaires d'allocations sociales. Plutôt que de les réduire à un maigre 200 \$ par mois si ils ou elles refusent de suivre le cheminement proposé par l'État vers des emplois improbables ou dévalorisants, il faudra bien à plus ou moins long terme approfondir le débat sur l'allocation universelle ou le revenu minimum inconditionnel ouvert en France à l'instigation d'Alain Caillé (« Vers un revenu minimum inconditionnel ? » *La revue de MAUSS*, semestrielle, n° 7, La Découverte, MAUSS, 1^{er} semestre, 1996).

En songeant à un revenu minimum universel accessible à tout citoyen, on ouvre la porte aux activités créatrices indépendantes de l'emploi rémunéré. On débouche aussi sur une critique nécessaire de la société de consommation, de la publicité et de l'argent qui la maintiennent au cœur de notre imaginaire. À l'avenir, c'est sans doute des artisans de l'économie

sociale que viendront les critiques les plus virulentes de notre société. Grâce à eux, au delà du bungalow de banlieue et de la deuxième voiture, de l'école-caserne, de l'Université sans âme, peut-être pourrions-nous inventer de nouvelles façons de vivre, d'apprendre et d'habiter. La nécessité nous forcera sans doute à l'utopie.

POSSIBLES
Travailler autrement
Vivre mieux ?

Car il n'y aura plus d'Âge d'or, de société sans classe, de monde meilleur. Rien ne nous empêchera cependant de souhaiter que le don, la convivialité, la coopération, la solidarité et la contemplation l'emportent sur le marché, la violence, la compétition, l'égoïsme et l'agitation stérile.

Pendant vingt ans, POSSIBLES fut pour nous un véritable espace de dialogue et de liberté. Défiant la morosité actuelle, nous espérons continuer encore longtemps à explorer avec vous les voies de la critique sociale et de la création.

Gabriel Gagnon
pour le comité de rédaction

LOUIS CORNELIER

Le vieil homme et l'espérance : tombeau de Marcel Rioux

*L'argent n'a pas de patrie, seuls les
hommes en ont une.*

Marcel Rioux, *La Question du Québec*

J'ai lu le nom de Marcel Rioux pour la première fois en avril 1989, dans les pages de la revue *Liberté*, sous la plume de François Ricard. Alors jeune étudiant en études littéraires à l'UQAM, je venais tout juste de dévorer *La Défaite de la pensée* d'Alain Finkielkraut et comme l'article de Ricard traitait justement de ce livre et du débat qu'il avait suscité, j'entrepris donc de le lire afin de pousser la chose plus loin. Or le critique y commentait aussi un autre livre récemment paru : celui d'un dénommé Marcel Rioux dont le titre était *Une saison à la Renardière*. Je ne me rappelle plus très bien le détail de l'argumentation suggérée, mais ce dont je me souviens clairement, c'est que Ricard prenait le point de vue de Finkielkraut contre celui de Rioux. En gros, ça disait à peu près que la Culture doit transcender les cultures et que prétendre le contraire revenait à s'enfermer dans le provincialisme, tentation

à laquelle n'échappait pas ce Rioux qui m'était jusque-là resté inconnu. J'ai photocopié l'article, l'ai perdu par la suite et suis passé à autre chose. Le provincialisme, de toute façon, ne m'intéressait pas.

POSSIBLES
Travailler autrement
Vivre mieux ?

* * *

Avril 1996. Je travaille sur un projet de défense et illustration de la culture québécoise (serais-je devenu provincialiste ?) qui doit passer par une réinterprétation originale de notre histoire et je tombe, recherches à tâtons aidant, sur deux livres de Marcel Rioux : *Un peuple dans le siècle* (Boréal, 1990) et un autre dont le titre à saveur de pamphlet m'attire, *Pour prendre publiquement congé de quelques salauds* (L'Hexagone, 1980). Il me semble y lire des propos originaux et courageux qui m'inspirent. Je poursuis donc plus avant : *La Question du Québec* (Parti pris, 1976), *Une saison à la Renardière* (L'Hexagone, 1988), *Anecdotes saugrenues* (L'Hexagone, 1989) et finalement un collectif, *Hommage à Marcel Rioux* (Saint-Martin, 1992). J'aurai donc découvert le vieil homme et son espérance trop tard pour le lui dire de vive voix : il est mort. D'où ce tombeau, pour saluer les vingt ans de POSSIBLES, pour ne pas oublier et pour poursuivre.

* * *

Tout vise à dissimuler aux individus que l'organisation sociale elle-même est arbitraire et que ce sont les hommes qui créent leurs institutions et qui font leur histoire. C'est ainsi que s'explique, en grande partie, ce que l'on appelle l'inertie des masses ; si on vous serine sans cesse qu'il n'y a rien à faire contre ce que vous croyez imparfait dans la société, il se peut que vous croyiez en la normalité des choses et que vous enduriez. Vous pouvez même en arriver à tolérer Pinochet puisqu'il est utopique de penser à le renverser et à créer un autre type de société.

Marcel Rioux, *Une saison à la Renardière*

Le vieil homme
et l'espérance :
tombeau de
Marcel Rioux

Moi qui arrive sur le tard et avec ma lecture fragmentaire d'un œuvre pour le moins considérable, je sais très bien que je n'apprendrai pas grand-chose de nouveau ou de pertinent aux lecteurs de POSSIBLES en théorisant sur les idées de Marcel Rioux. De plus, pour être tout à fait honnête, je dois avouer que l'autogestion me laisse plutôt froid. Aussi, me contenterai-je ici de commentaires impressionnistes pour saluer la mémoire d'un penseur qui me paraît incarner de la façon la plus noble ce que j'ai appelé, ailleurs¹, *l'humanisme combattant*, Rioux disait « sociologie critique », et que je considère comme la seule position philosophique tenable aux niveaux politique, sociologique et culturel.

Concrètement, qu'est-ce à dire ? D'abord cela qui, en ces temps de fatalisme techno-économique, me semble déterminer tout le reste : pour Marcel Rioux, l'impuissance économique, politique et culturelle n'existe pas ou, en tout cas, ne saurait être absolue et irréversible. Des possibles nous attendent toujours qu'il n'appartient qu'à nous de concrétiser en y mettant les efforts nécessaires. Et ces efforts, pour n'être pas vains voire nuisibles, doivent se fixer comme objectif l'atteinte d'une plus grande autonomie, tant individuelle que collective. Marcel Rioux, autrement dit, tout au long de son œuvre, a cultivé un sens de l'utopie qu'il posait comme incontournable afin d'animer notre résistance à toutes les formes d'aliénation.

Sa position dans le débat concernant le libre-échange, et conséquemment tout le phénomène de la mondialisation, m'apparaît à cet égard exemplaire : « Il m'a toujours semblé que la notion de déterritorialisation, qu'il s'agisse d'hommes, de marchandises ou de culture, est essentiellement une machine de guerre capitaliste et impérialiste et qu'elle

1/ Revue *Combats*, vol. 1, n° 1, éditorial intitulé « Pour un humanisme combattant ».

est utilisée pour le plus grand bien des dominants. »² Et, dans le même sens : « En plaidant pour le Québec, je plaide contre l'Empire russe et l'Empire américain et pour qu'adviennent pleinement les peuples qu'ils asservissent. Autant pour les Américains du sud que pour les peuples ensevelis dans le glacis soviétique. Autant pour les Africains que pour les Asiatiques. Reagan et Gorbatchev symbolisent pour moi des lunes éteintes au firmament des idéologies. Il est du devoir de chaque formation sociale de chercher sa voie propre ; la *pax americana* et la *pax sovietica* se paient toujours par une régression d'humanité et de l'éventail des possibles. »³ Les dominants font toujours des intérêts de classe nécessité et vertu. Marcel Rioux nous disait que nous avons le droit et le devoir de refuser pareille imposture. Cela reste vrai. Devant les assauts répétés de la « culture de la dette »⁴, notre intérêt exigerait peut-être que nous fassions nôtre cette leçon de résistance afin de briser notre fâcheuse tendance de dominés à faire d'une soumission béate une preuve de réalisme.

* * *

À cela, à cette résistance aux forces de l'argent qui puise son courage et sa détermination dans une sorte d'espérance utopique ou d'utopie espérante, il faut ajouter l'héritage réflexif que nous a légué Marcel Rioux sur la question du Québec. Ici encore, ici surtout devrais-je dire, loin de moi la prétention d'apporter un éclairage nouveau sur cet aspect de l'œuvre que je traiterai bien cavalièrement. Toutefois, je tiens à dire que rarement ai-je lu penseur aussi respectueux et amoureux de son sujet qui, il faut l'affirmer, n'est pas le Québec comme entité abstraite, mais bien plutôt les Québécois en tant que

2/ *Une saison à la Renardière*, p. 27.

3/ *Idem*, p. 45.

4/ Voir Patrice Martin et Patrick Savidan, *La Culture de la dette*, Boréal, 1994.

Le vieil homme
et l'espérance :
tombeau de
Marcel Rioux

porteurs de possibles qui n'appartiennent, d'une certaine façon, qu'à eux seuls. J'écris « d'une certaine façon », car il va de soi que le combat auquel Marcel Rioux invite les Québécois, et qui est celui qui consiste « à chercher [leur] voie propre », concerne tous les groupes humains et ceux qui les composent aussi, bien entendu. Mais comme il était d'ici et que cela avait de l'importance pour lui, c'est à ceux d'ici d'abord et avant tout que Rioux s'adressait. Pour leur dire quoi ? Tout simplement que les conditions socio-historiques desquelles ils étaient issus avaient fait d'eux les membres d'un peuple au sens fort du terme. Qu'ils pouvaient bien, s'ils voulaient se nier eux-mêmes et ainsi contribuer à l'appauvrissement du capital humain, se dire français ou américains, mais que cela ne revenait en fait qu'à ne pas reconnaître les possibles que leurs prédécesseurs leur avaient transmis.

Dans *La Question du Québec*, Marcel Rioux propose une interprétation historique claire : « Au moment donc où les Québécois vont être laissés à eux-mêmes dans la vallée du Saint-Laurent, ils forment déjà un groupe distinct des Français. »⁵ En ce sens, la Conquête ne marque pas un point de rupture subit puisque l'identité des Québécois aurait été, au préalable, déjà porteuse de ses propres possibles. J'avoue que, sur ce point, j'ai de la difficulté à adhérer au raisonnement, car la Conquête m'apparaît comme quasi constitutive de la naissance de l'identité québécoise. Il ne s'agit pas, évidemment, de la considérer comme un événement salubre, ni comme une chance, ni comme une malchance pour nous, mais bien comme un fait avéré sans lequel le Québec en tant que nation ne serait peut-être jamais advenu. Néanmoins, d'une façon ou d'une autre, il demeure que la présence du pouvoir britannique a entravé la marche du Québec, le forçant même à se cantonner dans une résistance à l'assimilation plus ou moins passive jusqu'en 1960. À ce stade,

5/ *La Question du Québec*, p. 38.

« Très vite, toutefois, et d'une façon bien concrète, s'est posé le dilemme que j'appelle rattrapage-dépassement. Les deux principales idéologies globales qui se disputent l'adhésion du Québec sont centrées sur ce dilemme. S'agit-il simplement, pour le Québec, d'accomplir des tâches de rattrapage, c'est-à-dire ce que ses voisins ont accompli depuis longtemps pour se mettre à leur diapason ? S'agit-il plutôt, tout en réalisant des tâches de rattrapage, de s'efforcer de créer des choses mieux adaptées à la société d'aujourd'hui et à celle de demain ? »⁶ Fidèle à sa conception utopique de l'action sociale, Rioux, évidemment, opte, contrairement à plusieurs anciens de *Cité libre* par exemple, pour la deuxième solution, celle du dépassement, puisque la première, celle du rattrapage, « est essentiellement négation de la nation québécoise »⁷ puisque trop américanisante. Le dépassement, en d'autres termes et selon Rioux, prône la modernisation du Québec tout en combattant son américanisation, raisons pour lesquelles il préconise l'indépendance nationale et une certaine forme de socialisme.

* * *

Au Québec, en l'espace de quelques décennies, on est passé d'une société où dominaient les clercs à la république des professeurs, puis finalement à celle où domine une nouvelle religion, celle des affaires, celles des petits et des gros Provigo.

Marcel Rioux, *Une saison à la Renardière*

C'est cette utopie du dépassement qui a animé les esprits les plus progressistes du Québec pendant les années 60 et 70 pour, plus tard, après la défaite du référendum de mai 1980 comme date charnière, faire naufrage et laisser toute la place à un néolibéralisme libre-échangiste américanisant. Ce qui a

6/ *Idem*, p. 170.

7/ *Ibidem*, p. 109.

S
civement
aux ?

Le vieil homme
et l'espérance :
tombeau de
Marcel Rioux

fait écrire, en 1990, à Marcel Rioux : « Le 2 février 1988, à la Chandeleur, j'ai pris conscience, et d'une façon qui m'a presque terrassé, que j'étais devenu un vieil homme que l'espérance avait quitté. Non pas à cause de mon âge ni de quelque malheur subit, mais parce que les deux causes auxquelles j'ai consacré une bonne partie de ma vie me sont soudain apparues irrémédiablement perdues. »⁸

Cela signifie-t-il qu'il nous faille renoncer ? Je relis les *Anecdotes saugrenues* de Rioux, petits textes empreints de bonheur simple, de tendresse sincère et jamais hautaine envers les petites gens, d'amour pour l'humain, et je n'arrive pas à me faire à cette idée, comme Rioux, j'en suis sûr, malgré ses aveux, n'y arrivait pas lui non plus. Bien sûr, la période est creuse et la résistance, difficile. Bien sûr, l'angloculture internationale et le capitalisme débridé font flèche de tout bois, réduisant ainsi comme peau de chagrin notre espérance de voir les choses changer à court terme. Mais n'est-ce pas justement là ce qui nous oblige, comme savait le faire Marcel Rioux, à rester « ferme et têtu comme le sont les marins dans les vents difficiles » (Marcelle Ferron) ? J'arrête ; j'entends Rioux rire et me dire que j'ai raison.

8/ *Un peuple dans le siècle*, p. 9.

GILLES HÉNAULT (1920-1996)

Lettre du futur*

L'avenir m'importe, car c'est là que je continuerai à vivre.

Des vagues y viennent choir, mais ce sont des champs ondulants, des parcs, des paquebots d'oiseaux, des fleurs métaphysiques d'une horticulture de serres alimentées par des geysers dont l'eau jaillit, multicolore, dans toutes les fontaines des places spatiodynamiques, même sous la neige. Les glaçons qui s'y forment sont des sorbets de parfums.

La campagne a droit de cité dans l'espace urbain où les énergies solaires, éoliennes, géothermiques ont rendu à l'air sa transparence traversée d'effluves naturelles et artificielles, selon les heures du jour et de la nuit. Partout, dans les jardins, le long des rues sont plantés des arbres fruitiers que des jeunes cultivent avec soin, arrosent, émondent tout en s'initiant aux sciences de la nature. Partout, les hommes, les femmes, les enfants ont accès à des écoles diffuses dans la collectivité, à des ateliers d'arts audio-visuels, à des techniques, à des machines permettant à des

* En hommage à ce poète, décédé récemment, cofondateur de notre revue et prix Athanase-David 1993, nous reproduisons cet article paru dans notre volume 3, n° 1 (automne 1978).

groupes infiniment variés de créer selon les besoins de la ville-campagne. Ce sont des travailleurs-étudiants ou des étudiants-travailleurs de tous les âges. Leurs productions donnent lieu à des expositions, à des spectacles, à des fêtes où le temps se condense en des espaces de plaisirs multiformes.

La ville se signale par la grande variété de ses espaces. Elle s'ordonne à la gamme des états psychologiques. Des parcours kaléidoscopiques s'offrent aux promeneurs selon leur humeur.

Il y a des rues-musées, des rues-restaurants, des rues-spectacles, des rues-rencontres, des rues d'horreur pleines d'étranges rumeurs, des rues océanes avec des promontoires et des vols de mouettes, des rues où se mêlent tous les climats et toutes les races, des rues...

Toute la vie s'organise autour de deux axes : la vigueur du corps et la vigueur de l'esprit, en fonction de ce double plaisir. La ville est comme la floraison de tous les sens, leur représentation théâtrale. La loi des trois tiers ne joue plus : un tiers sommeil, un tiers travail, un tiers loisir, le travail lui-même s'intégrant au loisir, et vice-versa. Le sommeil se répartit selon le rythme biologique de chacun. On voit donc des gens dans les rues à toutes les heures du jour et de la nuit. Les rencontres sont toujours possibles aux immenses terrasses protégées en hiver par un dôme d'air chaud, dans les restaurants cosmopolites toujours ouverts, dans les lieux où les sons, les odeurs et les couleurs se répondent.

Les déplacements sur de longues distances se font en métro dont le réseau est extrêmement bien organisé pour desservir tous les quartiers ainsi que les villes satellites. À l'intérieur de la ville, sur les grandes artères, circulent de petits trains électriques rapides et silencieux. La voiture, telle que nous la connaissons, est devenue un objet de musée. Dans les petites rues transversales ne circulent que des piétons ou des

cyclistes. Selon les saisons, ces rues servent aux jeux, aux spectacles, aux rassemblements, à la danse ou à la fabrication d'innombrables sculptures de neige, grottes ou palais de glace. Les iglous sont les refuges des enfants. L'homme a redécouvert ses jambes.

POSSIBLES
Travailler autrement
Vivre mieux ?

Pour en arriver là, il a fallu empêcher, il y a très longtemps, l'érosion de la campagne par la ville, puis de nouveau « défricher » la ville. En faisant des sols une propriété commune, on a pu supprimer la spéculation sur les terrains, planifier le développement en fonction des besoins réels des populations locales, construire des logements à loyer modique, sur une base coopérative. Ce fut l'époque de la Grande Appropriation, sans laquelle n'existerait pas notre utopie-réalité actuelle. Elle aurait continué d'errer, déchiquetée, dans les brouillards de l'imaginaire, comme un possible infirme et sans corps.

Quand je regarde par ma fenêtre, je vois, un peu partout dans la ville-campagne des constructions bizarres, à petite échelle, comme pour des nains. Ce sont des villages où les enfants retrouvent un monde à leur mesure. Ils s'y rendent au gré de leur fantaisie. Ces espaces ont été imaginés par les enfants et construits par eux, avec un minimum d'aide des adultes, qui veillent aussi à leur subsistance, mais n'interviennent que fort peu dans leurs affaires, sauf pour éveiller leur sensibilité à toutes les possibilités qui les entourent : les jeux, les arts, les sciences, les techniques. Ils tiennent l'écriture en très haute estime, car ils n'en ont plus vraiment besoin : à l'âge de la parole et de l'électronique, c'est une voie privilégiée pour aller vers un passé qui les fascine autant par ses poétiques tentatives d'humanisation, que par sa barbarie.

Ils apprennent ainsi que l'un des premiers grands mouvements dont la floraison a porté des fruits, ce fut celui de l'égalité de l'homme et de la femme qui transforma la famille traditionnelle pour l'ouvrir sur la société.

Puis les travailleurs (hommes et femmes) se sont réapproprié leur travail : la Grande Appropriation fut le point tournant de ce mouvement. Enfin, la campagne et la ville furent réconciliés sous la forme des « campavilles » qui existent présentement. Nous procédons maintenant, par étapes, à l'amalgame du travail manuel et du travail intellectuel afin d'arriver à un plaisir-travail qui soit l'expression totale de l'homme réconcilié avec lui-même et avec son langage : conjugaison de l'action et de la création.

L'été, la plupart des gens travaillent dans les jardins et dans les champs ; l'activité est au ralenti dans les ateliers et les bureaux. L'hiver, c'est évidemment le contraire. Dans certains secteurs, les services sont maintenus toute l'année, mais par un personnel rotatif. D'ailleurs une polyvalence croissante des travailleurs leur permet une mobilité de plus en plus grande.

Beaucoup de pays sont maintenant organisés en « campavilles », et nous avons avec eux des échanges à tous les niveaux : touristes, produits, fêtes, compétitions d'athlètes, spectacles. Tout cela se fait sur une base de troc, et ne coûte rien aux individus, de part et d'autre. Ce sont des échanges de bon voisinage, et quand une catastrophe naturelle frappe un pays, nous mobilisons des volontaires pour aller lui porter secours. Les enfants ont retrouvé avec plaisir dans les livres l'existence de cette forme d'entraide, appelée « corvée » dans les villages et les campagnes d'autrefois.

Comme nous avons joint la campagne à la ville (en leur donnant de nouvelles caractéristiques spatiales) nous tentons de marier le passé à l'avenir (dans une nouvelle temporalité). Ainsi, les possibles s'éploient dans toutes les dimensions spatio-temporelles.

**Bibliographie des textes de
Gilles Hénault parus dans POSSIBLES**

POSSIBLES
Travailler autrement
Vivre mieux ?

1977, « Images d'un coma », vol. 1, n° 2, p. 123-128.

1978, « Lettre du futur », vol. 3, n° 1, p. 37-40.

1979, Une poésie informée... vol. 3, n° 2, p. 121.

1980, « Fable : le faux muet et les faux sourds », vol. 4, n° 2, p. 67-69.

1981, « D'Odanak à L'Avenir », vol. 5, n° 2, p. 129-146.

1984, « La modernité », vol. 8, n° 3, p. 145-148.

1986, « Questions pour survivre », vol. 10, n° 3-4, p. 19-23.

MONIQUE COURNOYER

Le travail : quelle crise ?

ENJEUX

Actuellement, on assiste à une double crise, celle, conjuguée, de l'emploi et du travail. Actuellement, ce qui se décline à voir, c'est une crise de l'emploi dont on pourrait dire qu'elle recouvre tout ce qui qu'elle engendre une crise du travail. Mais à quel concept on peut rattacher cette « crise » que nous traversons ? Le langage médiatisé des politiciens et de tous les acteurs collectifs n'a-t-il d'ailleurs exprimé en quoi il y a crise ? On peut dire dans la mesure où, dans ces, il signale des phénomènes bien réels et dramatiques pour les personnes qui en sont les victimes. Mais, parce qu'il ne fait souvent que formuler et reformuler des propositions d'un des termes qui les traitent et, au fond, les sonorent. Si l'on peut parler de crise, c'est bien évidemment parce qu'on assiste à un fonctionnement hors des biens et services pour ceux et celles qui sont touchés et du mauvais être de la « socio-économie duale » divise le monde en deux, d'un côté le travail, de l'autre le non-travail¹. Mais il y a plus. L'ampleur des tendances qui s'affirment et de l'« responsabilité limitée » de l'économie à couvrir toute la demande créée, qu'on imagine que la nouvelle, en voit poindre à l'horizon un avenir où le travail semble

¹ Cf. Guy Laroche, *Le travail, le chômage, le revenu*, Paris, Seuil, 1983.

1977, « Images d'un crâne », vol. 1, n° 2, p. 123-128.

REVUE
1978, « L'écriture du futur », vol. 3, n° 1, p. 37-60.

1979, « Une poésie informée », vol. 3, n° 2, p. 121.

1980, « Fable : le foux muet et les foux sourds »,
vol. 4, n° 2, p. 67-69.

1981, « D'Orléans à l'Avant », vol. 5, n° 2,
p. 127-144.

1984, « Le cadavre », vol. 9, n° 3, p. 145-161.

1984, « Cadavres pour succéder », vol. 10, n° 3-4,
p. 19-22.

Le travail : quelle crise ?

Actuellement, on assiste à une double crise, celle, conjuguée, de l'emploi et du travail. Actuellement, ce qui se donne à voir, c'est une crise de l'emploi dont on pourrait dire qu'elle recouvre tout autant qu'elle engendre une crise du travail. Mais à quoi correspond au juste cette « crise » que nous traversons ? Le langage médiatisé des politiciens et de tous les acteurs collectifs aide-t-il à faire comprendre en quoi il y a crise ? Oui, parce que, dans le meilleur des cas, il signale des phénomènes bien réels et dramatiques pour les personnes qui en sont les victimes. Non, parce qu'il ne fait souvent que formuler et reformuler ces phénomènes dans des termes qui les justifient et, au fond, les sanctionnent. Si l'on peut parler de crise, c'est bien évidemment parce qu'on assiste à un rationnement forcé des biens et services pour ceux et celles qui sont tombé-e-s du mauvais côté de la « socio-économie duale » divisant le monde en deux, d'un côté le travail, de l'autre le non-travail¹. Mais il y a plus. Compte tenu des tendances qui s'affirment et de l'impossibilité manifeste de l'économie d'absorber toute la main-d'œuvre, autant l'ancienne que la nouvelle, on voit poindre à l'horizon un avenir où le travail semble

1 / Guy Aznar, *Travailler moins pour travailler tous*, Paris, Syros, 1993.

appelé à s'accomplir presque sans travailleurs². Si l'on peut encore parler de crise, c'est aussi parce que les esprits sont hantés par la crainte de voir disparaître ou se tarir, avec le recul de cette activité dans notre société, la source de la valeur qu'elle est censée faire rejaillir sur les êtres et les relations sociales : développement de l'identité, sentiment d'utilité, accès à l'autonomie, intégration sociale, etc. On redoute donc que ne s'ébranle un ordre de valeurs, mais aussi l'ordre tout court, tel qu'il se fonde sur la participation à la production sociale et à la répartition de ses fruits, tout inégale qu'elle soit.

Devant cette situation, on nous propose des stratégies pour « remettre le monde au travail » et « donner de l'emploi » qui, si l'on n'y prend garde, pourraient bien reproduire les impasses dans lesquelles l'économie s'est déjà égarée. On parle beaucoup de relancer l'économie vers la croissance, de produire de la richesse et de stimuler la demande de consommation. On évoque cependant moins souvent les effets négatifs que tout cela peut comporter et combien de temps le nouveau cycle pourra durer. Dans la situation présente, on est témoin, comme l'écrit Méda³, d'efforts de création d'emploi « à tout prix », s'appuyant sur un mouvement de « légitimation du travail ». Cette tendance à revaloriser le travail est sans doute facilitée par le fait que celui-ci est devenu, au fil de l'histoire, un concept véhicule d'une grande variété de significations, indique Méda. En même temps, le travail semble avoir été constitué en valeur dominante, en valeur omnibus, capable d'accaparer toutes les valeurs sociales et individuelles.

Tous les efforts et tous les discours négligent cependant que cette valeur à laquelle on donne tant d'importance est aussi une valeur problématique.

2/ Nous reprenons ici la formule paradoxale de Jeremy Rifkin, *The End of Work*, New York, G.P. Putman's Sons, 1995.

3/ Dominique Méda, *Le Travail. Une valeur en voie de disparition*, Paris, Aubier, 1995.

Le travail :
quelle crise ?

Car, à côté de l'autonomie et de l'accomplissement, il y a l'aliénation dans le travail, l'épuisement, parfois la destruction de soi. À côté de l'indépendance qu'assure le revenu, il y a l'exploitation, à côté de l'intégration, l'exclusion, la discrimination, etc. Cette participation à la production sociale consacrée par l'emploi, exercé la plupart du temps dans le cadre du rapport salarial, on oublie qu'elle s'est implantée de façon sauvage, en déchirant le tissu social, en détruisant des traditions, liens, valeurs et modes de vie⁴. Ce que tous ces efforts et discours ne signalent pas, c'est que la raréfaction de l'accès au travail, par la crise de l'emploi, démontre par la négative la régulation qu'exerce l'économie sur la société, régulation que nous prenons pour acquise et naturelle depuis deux siècles environ, depuis l'avènement de la société productiviste et l'implantation des rapports capitalistes.

Le travail : une « invention » localisée et datée

Pour se dégager des impasses que comportent les stratégies de sortie de crise et les efforts de légitimation du travail dont elles s'accompagnent, il s'avère utile de prendre une perspective afin de décentrer le travail dans notre vision de la société et faire ainsi *tabula rasa* d'une réalité que l'on prend comme allant de soi, universelle et transhistorique, et à laquelle on réduit trop facilement l'activité humaine et le lien d'appartenance à la société.

*Regard au-delà des « sociétés de travail »*⁵

Toutes les sociétés ne s'ordonnent pas autour du travail et par conséquent ne le valorisent pas, du

4/ On n'a pour s'en convaincre qu'à lire ou relire l'œuvre fondatrice de Karl Marx et celle de Max Weber.

5/ Nous empruntons l'expression à Dahrendorf, cité par Clauss Offe, « Le travail comme catégorie de la sociologie », *Les Temps modernes*, mai 1985, p. 2058-2094.

moins pas comme on le fait dans les sociétés productivistes modernes, où elles répondent au modèle de l'industrialisation capitaliste ou socialiste. Les sociétés non productivistes ou préindustrielles (termes englobant une grande diversité d'organisations et de structures sociales) ont une autre expérience du travail que la nôtre et leurs catégories mentales ne le pensent pas de la même manière. Parfois, elles ne le pensent pas du tout, c'est-à-dire qu'elles n'ont pas de concepts pour le nommer. Faisant la synthèse de diverses études sur les représentations du travail, Chamoux⁶ indique que, selon les sociétés, la notion de travail se signale par son absence, son éclatement en plusieurs notions, son décalage ou son débordement par rapport à notre notion occidentale contemporaine et, enfin, par la grande variabilité des antithèses du travail.

Rattachant les représentations du travail à sa réalité dans ces sociétés, Godelier⁷ écrit que celui-ci n'y apparaît pas comme une marchandise que les individus sont forcés de vendre aux autres, en échange de leur subsistance. Les ressources proviennent d'abord de l'environnement naturel et ne sont pas la propriété de quelques individus en particulier, mais appartiennent aux collectivités ou communautés qui conservent un certain contrôle sur leur utilisation. Il n'existe pas non plus d'unités de production organisées de façon distincte et séparée des groupes sociaux (système de parenté, famille nucléaire ou étendue) formant le groupe local. Le but de la production, indique l'auteur, n'est pas de faire du profit ni d'accumuler de la richesse, mais de produire les valeurs d'usage nécessaires à la reproduction des individus et des rapports sociaux dans lesquels ils vivent. La reproduction de ces rapports peut cependant impliquer l'accumulation de certains biens dotés

POSSIBLES
Travailler autrement
Vivre mieux ?

6/ Marie-Noëlle Chamoux, « Sociétés avec et sans concept de travail », *Sociologie du travail*, 1994, n° Hors-série, p. 61.

7/ Maurice Godelier, « Work and its Representations : A Research Proposal », *History Workshop Journal*, 1980, n° 10, p. 164-175.

Le travail :
quelle crise ?

d'une valeur symbolique qui entreront dans des échanges cérémoniels destinés à sanctionner le rang, l'autorité ou le prestige de certains individus dans la hiérarchie locale, régionale ou intertribale. La *kula* en Nouvelle-Guinée ou le *potlatch* des Indiens de la Côte Nord-Ouest illustrent ce phénomène. Enfin, le travail consiste en un ensemble de tâches ou d'opérations que la plupart des membres de la société sont capables d'accomplir, ce qui n'empêche pas l'existence d'une division du travail plus ou moins simple ou complexe, établie selon divers principes (âge, sexe, ordres, castes, classes).

Point à souligner, le travail n'est pas une activité qui encadre et mobilise, de façon régulière et soutenue, un temps considérable dans la journée et la vie des gens, comme le montre l'étude de Sahlins⁸. Les observations de l'auteur revêtent d'autant plus d'intérêt qu'elles s'appliquent à des groupes vivant de chasse et de cueillette que nos conceptions occidentales se représentent en général comme occupés à des activités pénibles et hasardeuses, dans une lutte incessante pour la survie. Bien que disposant d'une technologie plutôt sommaire, les chasseurs-cueilleurs ne consacrent que quelques heures (de 3 à 6 environ selon les cas étudiés) par jour à nourrir le groupe et encore tous ne « travaillent » pas quotidiennement : chez les Boshimans, environ 65 % de la population « travaillent » 35 % du temps et le reste, pas du tout. Tout le monde mange cependant à sa faim, malgré certaines périodes de privation. Le repos, le bavardage, le jeu occupent une bonne partie de la journée. Portant sur une organisation sociale différente, basée sur l'agriculture, l'étude de Panoff⁹ va dans le même sens : une personne adulte travaillant en moyenne quatre heures par jour réussira à nourrir la famille nucléaire et, bien qu'on

8/ Marshall Sahlins, « La première société d'abondance », *Les Temps modernes*, 1968, t. 21, n° 268, p. 641-680.

9/ Michel Panoff, « Énergie et vertu : le travail et ses représentations en Nouvelle-Bretagne », *L'Homme*, avril-septembre, 1977, XVII, 2-3, p. 7-22.

admette la part de peine et de souffrance que peut comporter le travail — ou ce que nous nommons tel — on ne valorise pas en soi l'effort ou le labeur. Les diverses activités destinées, dans ces sociétés, à assurer la subsistance ont souvent un caractère fortement ludique, plus exactement de « jeu social ». On les désigne d'ailleurs parfois du même terme que le jeu. Elles ont également un caractère esthétique ou magique, ainsi que le révèlent le soin minutieux que prennent les horticulteurs Maenge à faire de beaux jardins et les rites qui accompagnent leurs pratiques culturelles.

Dans ces sociétés que l'on peut aussi qualifier de « non marchandes » (signalant par là que l'échange marchand n'y est pas généralisé comme principe organisateur), le « travail » n'exclut pas pour autant tout échange économique, toute recherche de productivité et de rendement, mais il ne s'y réduit pas d'abord et avant tout. Il doit être compris comme un échange plus large, social, symbolique et religieux, mettant en jeu les dimensions qui rattachent le groupe à ses origines, ses divinités, ses mythes. S'y inscrit toujours, selon Panoff, un échange entre humains et êtres surnaturels et en aucune circonstance il n'est conçu ou vécu comme une lutte des hommes contre la nature pour la transformer. Chez les nomades, par exemple, la chasse, plutôt que d'être une opération de production ou de prélèvement sur la nature, apparaît comme une opération de séduction de la nature qui implique un rapport de reconnaissance mutuelle¹⁰. Ici, on est loin de l'idée de combat pour maîtriser et dominer la nature, ingrédient classique de la conception occidentale et moderne du travail que l'image d'*homo faber* véhicule depuis le siècle des Lumières et l'influence de la pensée scientifique et technique sur les procédés

10/ Valérie Kaluzni, « Catégories malheureuses et désignations négatives », in Marie-L. Pellegrin-Rescia et coll., *Sommes-nous tous des « travailleurs » ?*, Marseille, Éditions Hommes et Perspectives, 1994, p. 45-50.

Le travail :
quelle crise ?

de travail. Cette idée, d'après Godelier, renvoie à l'homme transformant la nature, son rapport avec elle et, finalement, se transformant lui-même par son travail.

Un autre intérêt de se tourner vers les sociétés non productivistes tient au fait de pouvoir réinterroger toute une série de concepts liés au travail et que nous prenons également pour acquis, telles la rareté, l'abondance, la pauvreté. Transposés en-dehors de la société de marché, de tels concepts paraissent éminemment fragiles. L'exemple des peuples chasseurs-cueilleurs est certainement des plus instructif à cet égard. Produisant peu et vivant dans la frugalité, on ne peut dire pour autant que les chasseurs-cueilleurs connaissent la misère ni la pauvreté : « [...] les peuples les plus primitifs du monde ont peu de biens, *mais ils ne sont pas pauvres*. La pauvreté ne consiste pas en une faible quantité de biens, ni simplement dans un rapport entre des fins et des moyens ; elle est avant tout un rapport entre les hommes, un statut social »¹¹. D'après Sahlins, la pauvreté vient avec la civilisation qui a introduit la répartition inégale de la richesse, tout comme l'accroissement de la quantité de travail par personne. Chez les peuples chasseurs-cueilleurs, limiter la possession des biens matériels, même celle des instruments utilisés pour la chasse, préserver la mobilité du groupe, au risque de pratiques démographiques draconiennes, ne pas se soucier du lendemain mais ne jamais exploiter au maximum les ressources de l'environnement, jouir de l'instant présent, employer son temps aux échanges sociaux, au repos et au loisir constituent des choix qui, ensemble, forment un tout significatif se définissant comme une culture. Celle-ci intègre et donne sens à chacun d'eux : la frugalité permet la mobilité, celle-ci assure la subsistance, etc. Elle est une réponse créatrice, suggère l'auteur : « [...] Le modèle culturel improvise toujours un rapport dialectique à la nature. Sans pour autant

11/ M. Sahlins, *idem.*, p. 679.

échapper aux contraintes écologiques, la culture les nie, si bien que le système porte la marque des conditions naturelles, et l'originalité d'une réponse superorganique »¹². Si cette notion de créativité s'adresse d'abord à l'environnement naturel, ne peut-elle et ne doit-elle pas être étendue à l'ensemble des conditions matérielles, incluant celles créées par les rapports sociaux ? Ainsi, dans l'idéologie des Maenge¹³, « acquérir » est toujours tenu en équilibre par « échanger », avec toute l'extension que prend ici ce terme. Il s'agit d'une forme parmi d'autres de réponse culturelle empêchant que ne se construisent les inégalités.

Et l'Occident précapitaliste...

S'il est vrai que notre société « chaude »¹⁴ s'est engagée sur la pente de l'histoire sous le signe de la force transformatrice du travail, elle tire en partie ses origines d'une société qui, au contraire, ne se fondait pas sur le travail et ne le valorisait pas. La Grèce antique fournit ici un objet de réflexion passionnant, vu l'héritage que lui doit la pensée philosophique et scientifique moderne et le modèle qu'elle a représenté pour la démocratie. On découvre, avec Arendt¹⁵, que l'Antiquité grecque ne concevait le travail qu'en rapport avec la nécessité, le reléguant à la sphère domestique privée — sphère de l'économie — où il était effectué par les esclaves et les femmes, dominés par l'autorité et la violence du chef de famille. Le travail n'était pas le fait des citoyens, hommes libres se mouvant dans la sphère publique où ils prenaient en mains les affaires de la Cité. La

12/ M. Sahlins, *ibid.*, p. 673.

13/ M. Panoff, *op. cit.*

14/ Cette expression, qui passera sans doute à l'histoire, est de Claude Lévi-Strauss. La question qu'elle soulève est reprise par M. Godelier, *L'Idéal et le Matériel*, Fayard, 1984 et par A. Touraine, *Sociologie de l'action*, Paris, Seuil, 1965.

15/ Hannah Arendt, *Condition de l'homme moderne*, Calmann-Lévy, 1983, (édition originale en anglais, 1958).

Le travail :
quelle crise ?

sphère publique est également celle de la démocratie, et l'on devine sans peine ce qui permettait à ces « hommes libres » de s'y consacrer. Identifié à la nécessité, le travail est destiné à l'entretien et à la perpétuation de la vie de l'individu et de l'espèce. Pour ces raisons, il entraîne la répétition, l'effort et la souffrance et participe de ces choses qui doivent être tenues cachées, dans la sphère privée.

Selon Arendt, le travail dans la Grèce antique était placé au plus bas niveau des valeurs, il ne faisait même pas partie des activités proprement humaines, c'est-à-dire celles qui comportent leur fin en soi, qui mettent en cause le *logos* et commencent une fois les besoins essentiels satisfaits. D'où l'importance invisible mais réelle du travail effectué dans la sphère privée, quoiqu'il fût dévalorisé, car non seulement permettait-il l'entretien et la reproduction des individus, mais encore celle des rapports sociaux. Par conséquent, si l'esclave n'était pas considéré comme un homme, du moins rendait-il possible à certains de l'être et de l'être pleinement, par la participation à la vie de la Cité. À l'encontre du travail, l'action politique, l'éthique et la réflexion philosophique étaient fortement valorisées. Celle-ci, en particulier, sera placée au sommet de la hiérarchie, car, pour les anciens Grecs, la *theoria* est l'activité qui présente la plus grande ressemblance avec l'immobilité et l'éternité, rappelle Méda. Elle nous rapproche de ce qui est contemplé — les essences et figures immuables — et peut en quelque sorte nous soustraire à l'action du temps, alors que le travail soumet au temps et à la finitude, aux « processus dévorants de la vie », disait Arendt¹⁶. Le travail n'apparaît pas ici fondateur de lien social, si ce n'est de façon médiatisée, comme nous l'avons suggéré plus haut. C'est principalement à l'action politique, obligation découlant de la liberté et de l'appartenance à la Cité, qu'est reconnu ce rôle qui s'appuie sur l'exercice

16/ H. Arendt, *idem*.

des droits égaux et identiques dont disposent les citoyens, sur la *philia*, sur la parole, principal instrument politique, insiste Arendt. Comparativement, « le lien matériel oblige des individus dotés de capacités différentes à s'insérer dans des relations de service et de dépendance qui sont aux antipodes du lien politique », écrivait Aristote¹⁷. Il faudra attendre les Temps modernes pour constater la prédominance du travail que ni l'Empire romain, ni les communautés chrétiennes primitives, ni le Moyen-Âge n'ont vraiment glorifié, prolongeant ainsi la tradition de l'Antiquité grecque, selon la thèse d'Arendt¹⁸.

POSSIBLES
Travailler autrement
Vivre mieux ?

Si le Moyen-Âge n'en a pas fait la valorisation, c'est cependant au cours de cette longue étape historique que sont apparues la réalité du travail, tel que nous le connaissons aujourd'hui, et les catégories pour la penser. Divers auteurs¹⁹ montrent les étapes et le développement de ce processus qui s'est lentement, mais sûrement mis en place. Méda fait valoir que la pensée du Moyen-Âge restera partagée entre deux tendances. L'une, longtemps dominante, non seulement ne reconnaît ni ne valorise le travail mais le méprise, le considérant comme une activité dégradante parce qu'associée au commerce et au gain individuel acquis au détriment de la communauté. L'autre cherche à le glorifier en l'assimilant à l'acte divin de la création et, s'exprimant en grande partie à travers les textes doctrinaux, s'efforcera de lui donner un statut, à la faveur d'un ensemble de transformations qui devaient mener à l'affirmation du travail formellement libre et de la production capitaliste. On peut noter à ce propos l'ascension des classes d'artisans et de commerçants à l'intérieur de la vaste classe des *laboratores*, la limitation des protections corporatives, la révision des attitudes et

17/ D. Méda, *op. cit.*, p. 45.

18/ H. Arendt, *op. cit.*

19/ Voir entre autres M. Godelier, « Work and its Representations », *op. cit.*, Jacques LeGoff, *Pour un autre Moyen-Âge*, Paris, Gallimard, 1977, D. Méda, *op. cit.*

Le travail :
quelle crise ?

la diminution progressive du nombre des métiers illicites qui, jusque vers le XI^e siècle, incluait pratiquement tous les métiers, selon LeGoff²⁰. De plus, il faut mentionner les nombreuses inventions techniques qui ont scandé le rythme de pénétration de ce travail libre. Parmi ces inventions, l'horloge mécanique est chargée de signification : elle fait disparaître le « temps incertain » pour imposer le « temps certain », linéaire, métrique, calculé et mesuré en heures et en minutes. L'apparition de l'« horloge du travail » dans les villes introduisait à une autre conception du temps, radicalement différente du temps cyclique et cosmique, approximatif, autour de laquelle s'était toujours organisée la vie. Ainsi devenait présent ce temps dont il ne faudrait plus à l'avenir perdre une seule minute, comme allait le prôner l'éthique protestante mais, surtout, Benjamin Franklin, comme le soulignait Weber.

Même à la fin du Moyen-Âge, précise Méda, le travail n'avait pas encore pris le caractère englobant que nous lui donnons et il conservait sa réputation d'activité déconsidérée et dégradante, pouvant être utilisée comme châtiment. D'ailleurs, le terme de travail, dont l'acte de naissance remonte à la fin du XVI^e siècle, provient du nom d'un appareil à trois pieux, le *tripalium*, souvent utilisé comme instrument de torture. Si l'usage de ce terme semble s'être relativement fixé après la fin du Moyen-Âge, les catégories de pensée reliées au travail et à ses valeurs n'ont pas moins continué de se modifier. Dans une perspective de linguistique de l'énonciation, Pellegrin-Rescia²¹ a fait l'étude de ces transformations, depuis le haut Moyen-Âge jusqu'à nos jours, en passant par la période de l'industrialisation. Son analyse révèle comment les catégories de pensée ont été investies par un ensemble de valeurs, dont celle de

20/ J. LeGoff, *idem*, p. 92.

21/ Marie-L. Pellegrin-Rescia, « Des errants du Moyen-Âge aux travailleurs de l'époque industrielle et ...aux travailleurs », in Marie-L. Pellegrin-Rescia et coll., *Sommes-nous tous des « travaillants » ?*, *op. cit.*, p. 227-251.

l'activité définie par le travail, et comment, suivant les époques, les catégories se distinguent selon qu'elles appartiennent au registre de l'incomplétude ou de la complétude imaginaires.

POSSIBLES
Travailler autrement
Vivre mieux ?

La pensée du Moyen-Âge s'élabore sur le registre de l'incomplétude imaginaire qui donne le ton aux catégories entourant le travail : activité, statut d'actif ou de travailleur, non-travail, pauvreté, etc. Cette pensée fonctionne à l'inclusion, composant avec le « moins » et le « manque », d'où l'absence de dévalorisation des catégories faibles et des personnes qu'elles désignent : inactifs, errants, pauvres, sans armes. Pour ce registre de pensée, la dépendance ne signifie pas déchéance, mais s'insère dans un système de liens d'interdépendance et d'obligations. Pauvres et errants sans travail ne vont pas sans lieux ni liens sociaux. La communauté dont ils sont partie leur doit aide et assistance. Ils ont des droits et, jusqu'au XIII^e siècle, ils jouiront du « droit de l'affamé » qui leur permet de voler pour manger. Ce mode de pensée commencera cependant à s'effriter dès les XI^e et XII^e siècles où l'errant deviendra un « vagabond », les travailleurs saisonniers regroupés en bande, des « brigands ». Au XIV^e siècle, diverses ordonnances rendent le travail obligatoire aux personnes valides, interdisent d'apporter de l'aide aux pauvres trop longtemps et rendent l'oisiveté et la mendicité passibles de mesures de répression. À l'âge classique, ce mode de pensée est remplacé par le registre de la complétude qui prévaudra jusqu'à nos jours. Fonctionnant à l'exclusion et ne sachant tolérer que le « plus » et le « plein », le registre de la complétude imaginaire crée l'exclusion à l'endroit des catégories sociales faibles imaginaires. Seule y est valorisée la figure du travailleur, de l'adulte-actif-producteur, autonome, indépendant et responsable, inséré dans le marché et performant.

Pellegrin-Rescia rejoint de très près les thèses de Foucault selon qui l'enfermement à l'âge classique procède d'une volonté d'ordre et de raison sous-tendue

Le travail :
quelle crise ?

par une morale du travail en puissance. Ce clivage entre raison et déraison qui « permet de rejeter comme dans un autre monde toutes les formes de l'inutilité sociale »²² ne cessera plus d'habiter la pensée de la société occidentale que l'on nommera, deux siècles plus tard, « société de travail ». Pour en arriver là, il aura fallu non seulement la longue série des ruptures idéologiques et sociales opérées tout au long du Moyen-Âge, mais encore l'influence pratique et théorique de la rationalisation du processus de travail et de toute la société, la dissolution des ordres naturels, l'affirmation de l'individualisme et la généralisation de l'échange marchand. Si, au XVIII^e siècle, l'économie classique accouchait des concepts de « travail abstrait » et de « travail-marchandise », c'est cependant le XIX^e qui, selon Méda, théoriserait et glorifierait le travail comme nul autre siècle avant lui. Ce siècle a été témoin de l'industrialisation sauvage, des effets d'une croissance inégalée jusqu'alors de la productivité, de bouleversements sans précédent de l'organisation spatiale (l'urbanisation), de l'emploi du temps (l'allongement historique de la journée de travail) et de l'ensemble des conditions de vie. La pensée de ce siècle a fait du travail l'objet des critiques les plus radicales, mais elle en a aussi fait l'apothéose, la mystique. Enfin, cette étape reste cruciale à l'égard de la formation du droit au travail et des droits du travail. C'est à ces sources que semblent aujourd'hui puiser les démarches de légitimation et de revalorisation du travail.

Que retenir de cette mise en perspective ?

Dans la mesure où on le ferait équivaloir aux activités qui assurent la subsistance, on peut dire que le travail a toujours et partout existé. Il a toujours

22/ M. Foucault, *Histoire de la folie*, Paris, Plon, 1961, p. 74.

fallu que l'on trouve, par quelque moyen, de la nourriture, un abri, des vêtements et divers autres objets pour vivre ou sinon, survivre. Que cela s'appelle « travail » ou non relève de la culture où l'on se trouve. Mais, ici, le propos n'était pas en soi de prouver que le travail est ou n'est pas universel, pas plus qu'il ne voulait suggérer un retour au passé ou l'idéalisation de sociétés autres. Le propos était essentiellement de faire voir que la société peut tenir ensemble sans qu'y prennent forme des rapports, une notion, une valeur du travail semblables à ce que nous connaissons. Aussi, l'idée qu'il faut à tout prix « donner du travail » et « créer de l'emploi » pour que les individus répondent à leurs besoins de subsistance et, par le fait même, aient le sentiment et le droit d'exister socialement est sans doute la forme la plus récente et la plus décadente qu'ait prise l'ordre social fondé sur la régulation économique. On valorise et survalorise le travail par l'emploi, alors qu'il se raréfie sous l'effet de la crise. C'est un appel à l'ordre par le vide. Nécessaire et indispensable pour la subsistance, en l'état actuel des rapports sociaux, ne cherche-t-on pas à faire oublier que le travail n'est pas le seul lien social et, au demeurant, qu'il apparaît comme un lien social et une valeur problématiques ? Le lien social, on vient de le voir, peut emprunter d'autres voies que celle de la production et du travail économiques. Sans nier qu'ils fassent écho à des problèmes réels de pauvreté et d'exclusion, les exhortations et discours actuels laissent entendre qu'il n'y aurait de société humaine que dans le travail, que la « société de travail » existe encore alors qu'elle n'existe plus, ainsi que plusieurs en ont déjà donné le signal.

POSSIBLES
Travailler autrement
Vivre mieux ?

Au fond, l'enseignement à tirer de la perspective tracée plus haut est double. D'abord, loin que les activités visant à assurer la subsistance soient dénuées d'importance, les sociétés non productivistes rappellent qu'elles le sont au contraire tellement qu'elles sont « réglées de l'extérieur, exercées collectivement de façon que personne ne puisse se les

Le travail :
quelle crise ?

approprié »²³. D'autres logiques que l'échange économique structurent ces sociétés : « elles ont un autre rapport à l'extériorité (la tradition, la nature, les dieux) qui détermine les règles sociales et rend celles-ci suffisamment fortes pour tenir ensemble la société »²⁴. S'agirait-il alors de revenir aux « ordres naturels » ? Non dans la mesure où toute régulation non économique ne signifie pas automatiquement le recours aux « garants métasociaux » sur lesquels ces ordres se sont habituellement fondés : principes d'autorité basés sur le rang de naissance, le pouvoir personnel, le charisme, le droit divin.

Le deuxième enseignement nous apprend qu'il n'est pas nécessaire non plus d'envisager un retour à l'âge de pierre ou à l'époque des moulins à vents, le rejet de la technologie et la recherche de l'austérité, mais plutôt qu'il faut se demander comment on peut penser le « vivre ensemble » sans placer toute la mise sur la production des richesses et le travail. Les règles du vivre ensemble font aussi appel à l'activité ou à l'interaction politique dont Aristote disait qu'elle constituait un lien immatériel plus substantiel entre les hommes que le lien matériel constitué par l'échange économique et qu'elle leur apportait le bonheur. Cette conception, reprise depuis Aristote par la pensée philosophique allemande (Hegel, Habermas) veut que la vie, et en particulier la vie en communauté soit « action et non production »²⁵ et que cette action débouche, par la parole, sur la définition d'un bien commun correspondant à autre chose qu'à la somme des biens individuels. On s'éloigne ici de la conception contractualiste du lien social qui fait prévaloir la rencontre et l'arbitrage de volontés individuelles poursuivant des intérêts individuels. On est sur le terrain de la « communauté » politique. Reste à savoir dans quelle direction orienter l'action politique de manière à ce qu'elle s'attaque,

23/ D. Méda, *ibid.*, p. 37.

24/ D. Méda, *ibid.*, p. 36.

25/ D. Méda, *ibid.*, p. 171.

par la définition du bien et du bien-être communs, à la question de l'accès au travail et du partage de la richesse qu'il produit, et replace cette question dans l'ensemble des questions qui confrontent la société civile.

POSSIBLES
Travailler autrement
Vivre mieux ?

Sans prétendre qu'elles résument toute l'action politique, quelques grandes voies paraissent s'offrir à nous. La première est celle de l'action par l'intermédiaire de l'État. Celui-ci, débordé de toutes parts par le raz-de-marée néolibéral, perd ses moyens et sa crédibilité auprès de ses commettants. État-providence devenu État compétitif, il doit s'adapter à la régulation économique mondiale plus qu'il ne peut espérer l'influencer et il a largement perdu le contrôle de l'activité économique sur son territoire. Ce n'est donc pas un investissement de l'État tel qu'il est que l'action politique doit viser, mais une critique pouvant mener à sa restauration si tant est qu'il puisse effectivement servir de miroir, de catalyseur et de médiateur à la communauté. Alors seulement les décisions politiques pourront s'articuler au bien commun, plus qu'aux programmes partisans et aux règles technocratiques qui sont dans une large mesure le reflet du marché, en plus d'être des instruments de promotion d'intérêts politiques spécifiques à des individus ou à des groupes particuliers.

Une deuxième voie pour l'action se rattache au courant de promotion de l'identité collective. Elle n'apparaît pas opposée mais complémentaire et convergente à la première voie suggérée. Bien sûr, l'appel à l'identité fait surgir la crainte du repli sur les traditions, l'irrationalisme et les particularismes, tout comme l'appel à la restauration de l'État peut éveiller celle des tendances holistes et totalisatrices. En réponse à la première, on pourrait dire que l'identité, c'est la base ou le réservoir de créativité auquel puise un modèle culturel. Perret a cette formulation plutôt convaincante : « se reconnaître membre d'une communauté particulière, ce n'est en aucune façon l'idéaliser, considérer qu'elle est

Le travail :
quelle crise ?

composée d'individus meilleurs ou plus dignes d'attachement, c'est d'abord, même si ce n'est pas forcément conscient, prendre en compte les *possibilités de vie et d'action spécifiques* qu'elle offre, particulièrement à ceux qui ont été "informés" par l'éducation des multiples conventions, langagières ou autres, élaborées par cette communauté au cours de cette histoire. L'implicite de l'identité collective, c'est la possibilité expérimentée et reconnue de se comprendre et donc d'agir de manière coordonnée. L'importance des cultures héritées n'est pas seulement sentimentale ou idéologique, mais bel et bien pratique, si l'on garde présent à l'esprit qu'une culture transporte des routines de sens et de comportement qui facilitent le vivre et l'agir ensemble »²⁶.

La troisième et dernière voie découle des deux premières. Elle consiste en un effort pour mettre en place une « société civile plus communautaire » pour reprendre l'heureuse formule de Méda. L'illustre assez bien le rôle, tel que Rifkin²⁷ le décrit, des organismes non gouvernementaux dédiés, à travers le monde, à la promotion du développement économique et social, à la défense des droits et libertés et à la protection de l'environnement, bref à la recherche de solutions en prise sur les réalités vivantes et concrètes. Pour lui, ces organismes ont un potentiel créateur à l'égard du travail et ont eu une grande influence sur la formation de ce troisième secteur économique désormais qualifié d'« économie sociale ». Malgré toutes les réserves qu'on peut entretenir à son sujet, il reste que l'économie sociale est le lieu de débats et de choix dans lesquels s'expriment les volontés collectives quant au travail, son organisation, son partage, sa valeur et la redistribution de la richesse qu'il crée, sa place dans la synchronisation des temps sociaux. Par leurs liens étroits avec les communautés locales, ces organismes

26/ B. Perret, *L'Avenir du travail. Les démocraties face au chômage*, Paris, Seuil, 1995, p. 315.

27/ J. Rifkin, *The End of Work*, op. cit.

sont peut-être, pour s'inspirer d'une formule de Gorz cherchant à définir la démarche politique²⁸, un instrument privilégié d'articulation des tensions entre le nécessaire et le désirable.

POSSIBLES
Travailler autrement
Vivre mieux ?

28/ André Gorz, Préface à G. Aznar, *Travailler moins pour travailler tous*, op. cit., p. 10.

STÉPHANE CHALIFOUR

La question sociale et la réduction du temps de travail¹

La modernité s'est constituée sur la base de la promesse d'un mieux-être général à la fois source de consensus collectifs et d'émancipation individuelle. Engagé avec les autres dans la construction du bien commun, l'homme moderne s'est vu simultanément responsable de son propre sort. C'est d'ailleurs dans le contexte de la révolution industrielle que se transformaient le lien social et, de manière concomitante, le concept même d'identité.

Le travail devient ainsi, au XIX^e siècle, le principal régulateur de l'ordre social. Il donne accès au statut de citoyen et confère désormais à l'individu libéré des contraintes inhérentes aux anciennes hiérarchies traditionnelles, les moyens d'un enrichissement progressif. Comme le faisait remarquer à cette époque le sociologue Émile Durkheim, la nouvelle division du travail découlant des progrès du capitalisme a

1/ Le titre de cet article s'inspire de parutions récentes. Voir le livre de Robert Castel, *Les Métamorphoses de la question sociale*, Paris, Éditions Fayard, 1995, et celui de Pierre Rosanvallon, *La Nouvelle Question sociale, repenser l'État-providence*, Paris, Éditions du Seuil, 1995.

accentué les liens de dépendance entre les individus. Bien qu'il y ait dissemblance sur le plan des réalités quotidiennes (en raison notamment de la multiplication des statuts d'emploi), la signification partagée du travail et la foi dans des lendemains qui chantent allaient constituer, néanmoins, les fondements de la société contemporaine. L'extraordinaire croissance économique de l'après-guerre, laquelle sera accompagnée par l'émergence d'un État-providence, permettra par la suite un renforcement du salariat et, conséquemment, de l'importance du concept de travail dans l'imaginaire collectif.

Les « trente glorieuses » (1945-1975) représentent, à cet effet, les années de prestige du capitalisme dans les pays industrialisés. La redistribution de la richesse assumée par l'État a contribué pendant cette période à créer une relative harmonie dans la société. Alors que s'étendait la protection sociale, les citoyens consommateurs s'adonnaient aux loisirs en s'aménageant un quotidien plus confortable. Ainsi, en dépit des inégalités persistantes, le travail reste, tout au long du xx^e siècle, le lieu privilégié de l'amélioration des conditions d'existence, le mouvement ouvrier se faisant, de son côté, le moteur des revendications populaires.

Toutefois, une crise, dont on sous-estimait les conséquences hier, est en train de mettre un terme à cet épisode. Jamais, dans l'histoire récente, la dynamique évolutive de nos sociétés n'aura posé autant d'enjeux. Cette fin de millénaire coïncide, en effet, avec la remise en question radicale de la place du travail dans les sociétés dites industrielles et, partant, de son rôle normatif.

Bien qu'elle soit d'emblée économique, cette crise prend, chaque jour, l'allure d'une hécatombe sociale dont témoignent, d'un côté, l'exclusion d'un nombre croissant d'individus et, de l'autre, l'émergence d'un apartheid statutaire. De fait, l'éclatement du marché du travail, sa segmentation en catégories inégalitaires,

POSSIBLES
Travailler autrement
Vivre mieux ?

nous renvoie à la question du lien social, à la nécessaire cohésion de la société. En somme, c'est parce qu'il est porteur de conflit que le phénomène de l'exclusion sociale amène à réfléchir sur le sens de la solidarité. À l'évidence, nous ne pouvons penser les rapports sociaux en faisant abstraction de cet élément fondateur du contrat social.

Le lien social menacé

L'appartenance commune au salariat a permis, depuis le XIX^e siècle, d'assurer une relative harmonie entre les différentes catégories sociales. Porteur de progrès, le mouvement ouvrier a notamment contribué à la création d'une identité collective à laquelle adhéraient les moins bien nantis, conscients eux aussi des avantages virtuels inhérents à la mobilisation. De son côté, l'État-providence parvenait, par le biais de la redistribution, à créer une certaine équité entre les individus quel que soit leur rang social. En produisant, par le haut, la solidarité nécessaire au contrat social, il a du même coup assuré l'équilibre global tout en consolidant les consensus collectifs. En même temps, le plein emploi garantissait à tous un confort relatif, la promesse de mobilité vers le haut passant par le travail. Or, la mutation actuelle porte en elle l'éclatement du salariat. C'est, en effet, toute la figure du travail qui est transformée impliquant, de manière sous-jacente, une crise à haut risque des processus d'intégration. Garant de la citoyenneté et source de socialisation, le travail, en se faisant plus rare, est susceptible de se traduire chez tous ceux qui en sont privés par une crise d'identité.

Cette raréfaction des emplois a forcément un effet pervers sur les rapports sociaux dans la mesure où l'égalité, valeur cardinale du projet moderne, est remise en question comme finalité sociale. La tendance lourde à la réduction des inégalités s'étant renversée, la question du « vivre ensemble » se pose

donc à nouveau. Les clivages qui se dessinent sont d'autant plus inquiétants qu'ils achèvent de briser les solidarités en accentuant le caractère individualiste de notre société. Alors que le manque d'emplois engendre une concurrence plus vive entre les individus, ceux qui se sentent menacés de perdre le leur ont tendance à se replier sur leurs acquis. Or, le fossé existant entre ceux qui jouissent de la garantie de voir leur revenu augmenter et les autres pourrait créer une situation explosive. Des tensions naîtront dès l'instant où les mécanismes de redistribution de la richesse et de protection sociale, déjà fragilisés par les politiques d'austérité, deviendront insuffisants pour assurer la survie d'un nombre croissant d'exclus.

« Jusqu'à il y a peu, le conflit de classe était la principale menace pesant sur la cohésion de la société. Ce conflit pouvait être violent mais c'était un conflit producteur d'identité collective et d'intégration économique (...). L'exclusion « moderne » en revanche, résulte de tendances qui sont au cœur du fonctionnement de la société et qui se traduisent par un échec massif des processus d'intégration sociale. Ce ne sont plus des individus, mais des pans entiers de la société qui sont concernés. »²

L'éclatement du salariat prend donc la forme d'un défi de taille pour les acteurs sociaux et, notamment, pour le mouvement syndical. L'absence de conditions équitables d'accès au travail pose aux différents syndicats un problème sérieux de représentation en ceci qu'ils se sont définis traditionnellement par rapport à la protection de leurs membres.

« (...) l'un des aspects les plus graves de la crise du syndicalisme semble être l'incapacité de celui-ci à incarner de manière crédible les idéaux qui l'ont fait naître. Dès lors qu'il n'est

2/ B. Perret et G. Roustang, *L'Économie contre la société*, Seuil, 1993, p. 91. Voir aussi Jean-Louis Laville, « La crise de la condition salariale », *Esprit*, décembre 1995, p. 38.

plus capable d'organiser de manière effective la solidarité avec les travailleurs les plus vulnérables et avec les exclus, sa légitimité morale, et donc les ressorts les plus profonds du militantisme, est affectée. »³

La défense légitime des acquis ne produit plus un effet d'entraînement mais de retranchement, voire de cloisonnement. De plus, la multiplicité des conditions rend pour l'instant impossible l'identification d'un acteur collectif capable de rassembler, dans un même élan, les salariés et les laissés-pour-compte du marché du travail. Sans voix et sans lieu commun, ces derniers ne parviennent pas à créer un rapport de force qui leur serait favorable, d'où leurs frustrations. Il devient alors indécent de tolérer que des individus soient sacrifiés sur l'autel de l'austérité parce qu'ils ont le malheur de ne pas être syndiqués ou tout simplement parce qu'ils n'ont pas assez d'ancienneté. La précarité et l'absence de travail étant des phénomènes qui transcendent la volonté individuelle, la sortie de crise ne peut donc être laissée aux seuls exclus.

Dans ce sens, le mouvement syndical demeure virtuellement un instrument de progrès social puisque le centre de son activité, le travail, constitue encore le vecteur essentiel de distribution des revenus et des statuts. Cependant, la conservation des acquis des uns ne peut plus être pensée en dehors d'une certaine conception de la justice à laquelle, au reste, il faut soumettre entrepreneurs, banquiers et autres spéculateurs.

Réduction du temps de travail et solidarité sociale

En d'autres termes, la reconstruction du lien social exige de reconsidérer à la fois notre rapport au

3/ Perret et Roustang, *op. cit.* p. 274.

travail et le temps que nous y consacrons. Puisque le travail restera encore, dans un avenir prévisible, une voie essentielle de socialisation et de valorisation, il importe d'opérer une réduction substantielle du temps travaillé.

POSSIBLES
Travailler autrement
Vivre mieux ?

« La redistribution du travail doit s'envisager comme une politique d'ensemble inscrite dans la durée qui se donne pour tâche de redistribuer continuellement sur l'ensemble de la population active un volume de travail en voie de contraction, de manière à prévenir le chômage par l'abaissement progressif de la durée du travail. »⁴

À cet égard, plusieurs arguments militent en faveur de la réduction du temps de travail. L'un de ces arguments nous renvoie à l'indiscutable nécessité de répartir la richesse et les avantages sociaux avant que tout dialogue sur les destinées communes ne devienne impossible. À court terme, la réduction du temps de travail et le partage des emplois doivent ainsi viser la réinsertion de ceux et celles qui vivent à la marge. Cette réforme, en plus de soulager ceux qui occupent actuellement un emploi, pourrait permettre un allègement substantiel de leur fardeau fiscal. Nombreux sont d'ailleurs les économistes et les sociologues, ces dernières années, qui ont invoqué le stress lié aux réductions de postes et à l'alourdissement simultané de la tâche pour justifier une diminution du temps de travail. De même, l'exclusion et la précarisation vont entraîner des coûts sociaux (délinquance, drogue, prostitution, dépression, etc.) et financiers que ne peuvent compenser les hausses salariales liées à l'augmentation de la productivité.

À long terme, ce sont les bouleversements démographiques qui justifieront une réduction du temps

4/ A. Gorz, « Dépasser la société salariale », *Transversale Science Culture*, n° 32, p. 8. Du même auteur, voir également « Autonomisation et crise de la société de travail », *Cahier du GRIF*, Paris, printemps 1985. Aussi, *Métamorphose du travail et quête de sens*, Galilée, 1988.

de travail. La population active vieillira rapidement en Occident au cours des prochaines décennies. De fait, les faibles taux de fécondité enregistrés depuis le début des années 1960 ne permettront pas de penser la retraite à 55 ou 65 ans, comme c'est le cas actuellement.⁵ Au contraire, « la survie de nos programmes sociaux, de retraite et de vieillesse passe par une participation accrue des travailleurs âgés au marché du travail. »⁶ Ainsi prévoit-on qu'en 2005, les générations du baby-boom auront toutes passé le seuil des 45 ans. La population active sera alors insuffisante pour assurer un niveau de vie décent aux plus âgés.

« Tout reporter sur la fin de la vie professionnelle revient de plus en plus à rejeter de façon aveugle les problèmes liés à la pénurie d'emplois sur le continent noir qu'est devenu la "vieillesse", avec les questions non résolues de son financement et de l'exclusion des "vieux" de toute activité socialement valorisée. L'enjeu de fond est de savoir comment faire face à l'épuisement du cycle de la vie linéaire à rythme ternaire et au passage à un cycle de vie flexible et pluriactif à tout âge. »⁷

L'extension de l'espérance de vie risque donc de repousser l'âge de la retraite au-delà de 70 ans. Or, en réorganisant le temps de travail de manière à réduire sa durée hebdomadaire, nous pourrions travailler plus longtemps.

Trois critiques

Le partage du travail a fait l'objet de débats passionnés ces dernières années. Nombreuses ont été

-
- 5/ Hélène David, « Rapports sociaux et vieillissement de la population active », *Sociologie et société*, n° 2, automne 1995, p. 62-63.
6/ Jacques Légaré, « Ne criions pas au loup ! Le vieillissement », *Interface*, mai-juin 1996, p. 33.
7/ X. Gaullier, « Pluriactivité à tout âge », *Esprit*, décembre 1995, p. 27.

les critiques pertinentes relatives à cette mesure. Nous en avons retenu trois auxquelles nous tenterons d'apporter des réponses.

POSSIBLES
Travailler autrement
Vivre mieux ?

- 1) *La réduction du temps de travail serait contre-productive et ne répondrait pas aux objectifs de compression des effectifs d'un grand nombre d'entreprises. Aussi n'est-elle pas créatrice d'emploi.*

Selon le Centre universitaire de recherche en analyse des organisations (CIRANO), le programme de réduction du temps de travail appliqué à Bell Canada aurait été abandonné en raison de son inefficacité sur le plan du rendement des employés. Le fait de diviser les 36 heures de travail en quatre jours n'aurait pas donné des résultats très concluants notamment parce que la 9^e heure aurait été improductive. En France, le passage de 40 à 39 heures de la semaine de travail, au début des années 1980, n'aurait créé que 150 000 nouveaux emplois. Au Québec, le programme PACTT (Programme d'aménagement concerté du temps de travail) destiné aux entreprises aurait donné des résultats modestes : 250 emplois à peine ont été créés par une soixantaine d'entreprises entre 1986 et 1991.⁸

La plupart des experts reconnaissent aujourd'hui qu'une réduction infime de la durée du travail hebdomadaire ne permet pas de changer l'organisation du travail. Selon Manfred Bischoff, du département des relations industrielles de l'Université du Québec à Hull, la proposition gouvernementale sur la réduction du temps de travail au Québec ne consiste, pour l'instant, qu'à ramener la semaine de travail au niveau où elle se trouve déjà aux États-Unis depuis 1938, soit 40 heures. Cette diminution ne touchera qu'environ 570 000 personnes tout en ne changeant le statut que de 600 000 heures/semaine, transformées

8/ Luc Rhéaume, « Le réaménagement du temps de travail : plus d'emplois sauvés que créés », *Le Devoir*, 27 avril 1996.

en heures supplémentaires. Une réduction à 38 heures, estime Bischoff, aurait un effet cinq fois plus important : « 900 000 personnes seraient affectées par une telle mesure, qui modifierait le statut de 3,2 millions d'heures. En passant à 35 heures, l'effet serait encore beaucoup plus massif : 1,1 million de travailleurs seraient touchés, pour un volume d'heures de 6,8 millions. »⁹

Ainsi, le cas de Bell Canada ne peut servir sérieusement de contre-exemple dans la mesure où le programme dont il est question n'allait pas dans ce sens. De toute évidence, la compression des heures sur un horaire de quatre jours sans réduction substantielle des heures travaillées ne peut donner de résultats concluants. On peut également douter de la pertinence d'une journée de 9 heures lorsque, dans certains secteurs, la 8^e heure est souvent moins productive que les premières.

D'autres employeurs ont vu dans la réduction du temps de travail un moyen de réduire leurs coûts de production par l'augmentation de la productivité des employés, sur une plus courte période de temps. À cet égard, le gouvernement du Québec lui-même donne parfois l'impression que la réduction du temps de travail est une mesure dont la seule utilité, dans la fonction publique, sera de réduire les salaires et d'alourdir la tâche des employés de l'État.

Cela dit, la preuve que le travail partagé ne crée pas d'emplois n'a pas été faite.

« En France entre 1970 et 1990, le PIB a augmenté de l'ordre de 70 %, alors que le chômage a été multiplié par 4 ou 5. Entre 1980 et 1990, la population active a augmenté de 1 269 000 personnes dont 755 000 chômeurs et 514 000 emplois. De 1970 à 1990, le salaire net de chaque salarié a augmenté de 37 %. Autrement

9/ Jean Pichette, « La réduction du temps de travail risque de polariser les travailleurs », *Le Devoir*, 28 septembre 1996.

dit, les gains de productivité du travail ont servi à augmenter la production et le niveau de vie des salariés ayant un emploi, plutôt qu'à réduire le temps de travail, ce qui a entraîné une augmentation du chômage. »¹⁰

POSSIBLES
Travailler autrement
Vivre mieux ?

En Allemagne, remarque l'économiste Guy Roustang, « grâce à la réduction négociée de la durée du travail entre 1983 et 1992, le nombre de salariés à plein temps a augmenté de 6,5 % bien que le volume du travail en heures n'ait augmenté que de 0,8 %. » Selon l'institut de recherche sur le marché du travail de Nuremberg, un million d'emplois ont été sauvés pendant cette période. Qui plus est, 43 % de tous les emplois à temps plein créés durant la dernière phase de croissance sont à mettre au compte des mesures de réduction du temps de travail.¹¹ La particularité du cas allemand réside dans le cycle de négociations et dans l'enjeu fondamental de celles-ci. Contre le renoncement total ou partiel à la compensation salariale, les hauts salariés ont obtenu une garantie d'emploi pendant la durée de l'accord. D'autre part, l'offre d'une plus grande autonomie individuelle est un élément difficile à quantifier mais qui semble avoir été apprécié par les travailleurs allemands.

Plus près de nous, le cas de l'aluminerie Alcan a été largement discuté en 1996. En vertu de l'entente, les salariés ont accepté de travailler 40 heures par semaine et d'être payés pour 38, mettant en banque deux heures par semaine, à utiliser sous forme de congé. Quelque 112 emplois auraient ainsi été créés l'an dernier dans cette entreprise, ce qui n'est pas négligeable. Il en est de même des employés du Casino de Montréal. Ces derniers sont en effet

10/ Guy Roustang, *op. cit.*, p. 57.

11/ G. Roustang, *op. cit.*, p. 58-59. Au Canada en 1992, 140 000 travailleurs ont participé à un programme et l'on aurait évité quelque 45 000 licenciements. Voir D.-G. Tremblay, « Le partage de l'emploi : panacée ou pis-aller ? » dans *Interventions économiques*, n° 25, 1994.

parvenus à créer 120 emplois en réduisant et en réaménageant le temps de travail.

Ces différentes expériences indiquent qu'il est souhaitable de maintenir le principe de la souplesse dans les modalités de réduction et d'aménagement du temps de travail. Pour être créatrice d'emploi, la réduction du temps de travail doit évidemment être accompagnée d'un réaménagement en profondeur des horaires de travail. De plus, il apparaît important qu'une réforme de cette envergure fasse l'objet d'une loi cadre visant, à longue échéance, une réduction périodique du temps de travail. Des négociations systématiques devraient avoir lieu, parallèlement, dans tous les secteurs afin notamment de contrer le double emploi. Le sommet économique de l'automne 1996, bien qu'il ait permis une ouverture évidente, n'est pas allé très loin sur cette question.

- 2) *La réduction du temps de travail se traduira par un appauvrissement réel, ce qui a pour effet d'engendrer des pressions à la baisse sur la consommation.*

On ne peut penser que la réduction du temps de travail, dans un contexte de rationalisation des dépenses, puisse se faire sans une réduction équivalente du salaire. Désireuses de rester compétitives, les entreprises voient d'un mauvais œil une mesure qui pourrait affecter leur marge de profit. Les travailleurs, de leur côté, seraient vraisemblablement tentés de maintenir leur niveau de vie en comblant le manque à gagner par un autre emploi.

Il semble que la marginalisation d'une portion croissante de la population ait déjà des effets à la baisse sur la consommation. L'insécurité relative des salariés toujours en poste à l'égard de leur propre situation tend également à affecter la demande globale. Néanmoins, l'hypothèse d'une baisse salariale concomitante à une réduction du temps de travail pose, de manière pertinente, la question de l'érosion

du pouvoir d'achat des travailleurs et ses effets sur l'ensemble de l'économie.¹² La majorité des salariés ne peut en effet se permettre une baisse de salaire, d'autant plus que la rémunération nette n'a pratiquement pas progressé au Canada au cours de la dernière décennie, « les seuls avantages sociaux et autres régimes expliquant la hausse des coûts de main-d'œuvre depuis les années 1960. »¹³

Toutefois, s'il ne saurait être question de réductions salariales pour les moins nantis, cela ne signifie pas que ce principe puisse être appliqué dans tous les secteurs d'activité. Plusieurs salariés reconnaissent que le temps constitue une ressource et sont disposés à troquer une partie de leur salaire contre une réduction des heures de travail (ce qui justifie la décentralisation des négociations) l'amélioration de la qualité de la vie n'étant pas un facteur à dédaigner. Nous ne pouvons plus, aujourd'hui, raisonner en vase clos sur la question du pouvoir d'achat des citoyens consommateurs ni sur l'impératif d'une croissance sans fin. Les salariés ne forment pas un bloc homogène et certains d'entre eux seraient sans doute, plus que d'autres, disposés à subir une baisse de leur pouvoir d'achat. Cela d'autant plus qu'une réduction du temps de travail n'engendre pas une baisse salariale équivalente :

« Une réduction du salaire brut se traduira, toutes proportions gardées, par une réduction moindre du salaire net en raison du jeu de

12/ Les faibles taux de croissance ne permettraient plus de financer la réduction du temps de travail : « S'il y a réduction de salaire, il est assez rare que la réduction du travail soit acceptée de façon volontaire, sauf si les employés sont en situation défensive d'avoir à choisir collectivement entre le chômage pour certains ou la réduction du temps de travail pour tous. Si, au contraire, la rémunération est maintenue, ce sont les entreprises qui résistent car elles craignent l'augmentation de leurs coûts. Ainsi le système social est bloqué. » Roger Godino, « La réduction du temps de travail », *Esprit*, juin 1996.

13/ D.-G. Tremblay, *op. cit.*, p. 155.

l'impôt sur le revenu et des différentes cotisations sociales. De plus, dans certains cas, la semaine de quatre jours par exemple, il peut y avoir diminution des dépenses liées à l'emploi (frais de transport, par exemple). »¹⁴

Cela étant dit, ce sont les gains de productivité qui, depuis un siècle, ont permis de réduire le temps de travail de moitié. Pour Jacques Rigaudiat, de l'Université de Paris I, la réduction du temps de travail permettrait toujours de récupérer des gains de productivité grâce à une meilleure utilisation des équipements. De même, « l'exonération des charges sociales faciliterait le financement de la compensation salariale pour les travailleurs autrement pénalisés par la réduction de leur temps de travail. »¹⁵ De plus, la baisse des coûts de l'indemnisation du chômage et de l'assistance sociale qu'entraînerait la création d'emploi pourrait servir également à un fonds destiné à pallier le manque à gagner des salariés au bas de l'échelle.

En matière fiscale, outre la possibilité de jouer sur le taux d'imposition des salariés désireux de partager leur travail, l'idée d'une taxe à l'emploi perçue sur les profits élevés de certaines entreprises et des banques pourrait être étudiée afin de financer une telle réduction. À cet effet, l'économiste Riccardo Petrella signale qu'en imposant une taxe de 0,5 % sur les transactions financières (il y a chaque jour, 1300 milliards de dollars de transactions qui sont réalisées dans le monde), on pourrait recueillir 1800 milliards de dollars par an.¹⁶ La réforme tant attendue de la fiscalité devra prendre en compte ce genre d'hypothèse.

14/ François Aubry et Marc Laforge, *Le temps de travail autrement*, Service de la recherche de la CSN, printemps 1994.

15/ Jean Pichette, « La semaine des quatre jeudis », *Le Devoir*, 22 septembre 1996.

16/ Jean Pichette, « Le globe-trotter de la pensée critique », *Le Devoir*, 10 juin 1996.

3) *À moins de mesures contraignantes et unilatérales, le travail partagé n'est pas une option populaire chez les travailleurs.*

POSSIBLES
Travailler autrement
Vivre mieux ?

Certaines études prétendent qu'en raison de la baisse du pouvoir d'achat et de l'angoisse liée à l'inactivité, bon nombre de travailleurs rejetteraient cette option.

Le temps libre pose, effectivement, la question de son utilisation dans la mesure où il est encore un temps d'aliénation pour certains. L'augmentation de la plage de temps « libéré » nous renvoie à la problématique des nouveaux projets de vie et des nouvelles formes de socialité dont il faudra forcément discuter.

Néanmoins, une enquête réalisée en 1978 aux États-Unis révélait déjà que 59,3 % des employés à temps complet auraient été prêts à sacrifier 2 % ou plus de leurs revenus en échange d'une réduction quelconque de leurs heures de travail.¹⁷ Plus récemment, Radio-Canada révélait que 58 % des Québécois seraient actuellement favorables au temps partagé et que la résistance à l'égard de telles mesures viendrait surtout de certains milieux syndicaux et patronaux. Il n'est pas sûr, par ailleurs, que la crise actuelle n'ait pas agi sur les mentalités. La performance exigée de ceux qui demeurent en poste est un facteur qui mine le moral et, à long terme, l'ardeur des travailleurs. De plus, il y a fort à parier que la perspective d'un alourdissement de la tâche sans compensation salariale équivalente joue, en dernière analyse, en faveur d'une diminution du temps de travail. On peut penser, en effet, que la mondialisation de l'économie et la culture de la performance qu'elle engendre vont modifier la relation des salariés avec le travail. Dès l'instant où l'espace occupé par celui-ci au quotidien tendra à outrepasser ses

17/ Patricia Romano, « Quelques approches à la création d'emplois au sein du réseau collégial », *FAC Similé*, vol. 17, n° 4.

frontières en empiétant sur les sphères non économiques de la vie, c'est la notion même du temps investi dans cette activité qui risque alors d'être interrogée.

Modalités d'application dans la fonction publique

« Entre 1870 et 1960, la semaine de travail est passée, pour l'ensemble du Canada, de 64 à 41 heures. Au Québec, depuis les 20 dernières années, elle est passée en moyenne de 38,5 à 36,8 heures, tendant ainsi à confirmer une diminution lente mais continue du temps de travail qui justifierait de le mieux partager ». ¹⁸

Nous ne pouvons faire l'économie d'un débat de fond sur le travail. Il en va de l'avenir même de notre société. À cet égard, le mouvement syndical a une lourde responsabilité quant à la forme que prendra ce débat et aux résultats qu'il produira. D'emblée, il importe que des mesures sérieuses soient prises contre le double emploi et le temps supplémentaire. Au Québec, 10 % des travailleurs effectuent en moyenne, chaque semaine, 8 heures de travail en temps supplémentaire, ce qui équivaudrait à 52 000 emplois. ¹⁹ Nous pourrions juger des beaux consensus du sommet économique de l'automne dernier aux résultats qu'il donnera dans les prochains mois sur cette question.

Il est souhaitable qu'une réduction des heures de travail soit négociée dans la fonction publique et, notamment, dans le réseau de l'éducation dans des délais rapprochés. Sans entrer dans les détails, cette réduction pourrait prendre la forme d'un allègement de 20 % de la tâche actuelle. Le plus difficile sera de conclure des ententes sur les effets induits par

18/ Jean Pichette, *Le Devoir*, 28 septembre 1996, *op. cit.*

19/ François Aubry, *La Réduction du temps de travail*, CSN, 1994, p. 11.

cette réduction sur la retraite et le salaire. Il est permis de croire qu'en échange du maintien des emplois actuels, une telle réforme demeure souhaitable en dépit d'une diminution possible du pouvoir d'achat à court terme. De plus, à l'heure où le ministère de l'Éducation se targue de vouloir augmenter le nombre de diplômés qu'il décerne, les syndicats d'enseignants ont ici une occasion unique de démontrer en quoi cette mesure irait dans le sens d'une amélioration de la qualité de l'enseignement.

POSSIBLES
Travailler autrement
Vivre mieux ?

D'ici là, il faut continuer à encourager, voire bonifier ce qui existe déjà. Nombre de travailleurs québécois n'ont que 2 semaines de vacances par année alors qu'on en compte 5 à 6 en Europe. L'allongement des vacances annuelles constitue une mesure favorable à l'emploi. Il en est de même des congés parentaux et de perfectionnement. Il serait souhaitable, par ailleurs, de voir les programmes de traitement différé se généraliser tout en devenant accessibles aux non-permanents.

Largement discutée au sein de la fonction publique, la préretraite progressive constitue, à court terme, une autre mesure intéressante. En plus de permettre à l'État d'économiser des ressources sous forme de salaires plus bas (les moins anciens étant moins rémunérés), cette mesure permettrait, dans l'immédiat, de sauver des emplois. Cependant, à long terme, elle ne saurait constituer une voie à suivre, bien au contraire. À l'instar de l'ancienneté, le critère de l'âge ne peut servir arbitrairement à juger des compétences et du dynamisme d'individus dont l'apport à la société perdure bien au-delà de 55 ans.

En cette période de compressions budgétaires, le partage de postes revêt quant à lui une dimension plus intéressante encore. Cet arrangement doit évidemment se comprendre comme un partage des responsabilités, du salaire et des avantages sociaux. Cette forme de temps partiel volontaire pourrait être flexible selon une entente entre professeurs et devrait

être accessible également aux non-permanents. Les employés occupant le haut de l'échelle d'ancienneté et d'expérience devraient être invités, tout spécialement, à envisager cette formule d'autant plus qu'ils sont les derniers menacés par les réductions de budgets. Si l'emploi est une priorité, il importe, le temps que durera la crise et à défaut de pouvoir s'y opposer, que la suppression des ressources soit assumée collectivement.

« (...) le partage de l'emploi ne vaut que s'il permet au plus grand nombre d'accéder à une condition salariale conçue comme un continuum de positions, ce qui suppose en haut de l'échelle sociale la réduction des privilèges dont jouissent les élites organisées en caste, et en bas de la même échelle l'abandon des statuts intermédiaires imposés qui fragmentent les différentes composantes de la population active. »²⁰

* * *

La réduction du temps de travail demeure un impératif qui ne doit pas être évacué par les débats sur ses modalités d'application. L'éclatement du salariat en catégories inégalitaires est source de tensions dans la mesure où le travail, malgré la réduction du nombre d'emplois, demeure un port d'attache déterminant pour tout citoyen désireux de vivre décemment. À l'heure où sa raréfaction effective rend possible un réaménagement du quotidien, c'est la place du travail dans la vie de chacun qu'il apparaît important d'interroger. Les bouleversements subis par la société du travail ne signifient pas que nous soyons à l'aube d'un temps totalement libéré des contraintes inhérentes à la survie individuelle et à la reproduction de la société. Ils indiquent,

20/ J.-L. Laville, « La crise de la condition salariale », *Esprit*, déc. 1995, p. 47. Pour une réflexion plus exhaustive, voir enfin Dominique Méda, *Le Travail*, Aubier, 1995. Aussi Bernard Perret, *L'Avenir du travail*, Seuil, 1995.

cependant, le crépuscule d'un mode d'intégration sociale fondé sur le plein emploi.

POSSIBLES
Travailler autrement
Vivre mieux ?

La crise actuelle s'inscrit dans la dynamique du système économique ; elle est productrice d'exclusion. Or, la menace que fait peser cette dernière sur la cohésion sociale appelle l'instauration de mesures qui pourraient déplaire à certains. On peut penser que, dans ce débat, l'intérêt collectif, ce que nous appelions jadis le bien commun, doit primer sur l'intérêt individuel. La réduction du temps de travail apparaît, dans cette optique, comme un moyen de redynamiser l'organisation sociale et la démocratie par le biais d'une restauration de la solidarité. Le sentiment d'appartenance à une même communauté n'est possible qu'en autant qu'il y a un lieu commun d'intégration à cette communauté dans lequel la reconnaissance réciproque s'effectue. La reconstruction du lien social passe ainsi par la réaffirmation du droit au travail dont la concrétisation, au-delà de l'individualisme triomphant, devra prendre la forme d'un meilleur partage de la richesse et d'un accès plus égalitaire à l'emploi et aux plaisirs que procure le temps libre.

FRANÇOIS AUBRY

Quel rôle pour l'économie sociale ?¹

La montée du chômage et de l'exclusion sociale ainsi que l'approfondissement des inégalités sociales et économiques sont les conséquences sans doute les plus dramatiques de la crise profonde que traverse notre société. Si plusieurs ont longtemps considéré cette situation comme passagère ou conjoncturelle, tous reconnaissent aujourd'hui que cette crise est de nature structurelle en ceci qu'elle ne disparaîtra pas, dans un avenir prévisible, avec le retour de la croissance économique. Nous assistons à une véritable mutation du système capitaliste qui remet en question les fondements mêmes du modèle de développement qui s'était étendu à la majorité des pays industrialisés au cours des trente années qui ont suivi la Deuxième Guerre mondiale.

Une période de mutations profondes

Depuis une vingtaine d'années, plusieurs changements d'ordre économique, social, culturel et politique

1/ Ce texte est tiré d'une conférence prononcée au colloque « Pour un développement sans perdant et solidaire » organisé par le Réseau communautaire pour le développement de Beauharnois-Salaberry et tenu à Valleyfield le 15 novembre 1996. Il s'inspire des travaux effectués au Service de recherche de la CSN par l'auteur et Jean Charest sur la question de l'économie sociale.

sont intervenus qui remettent en question les principaux compromis sur lesquels s'était édifiée la société salariale, tant celui entre le capital et le travail dans l'entreprise que ceux qui constituaient les fondements de l'État-providence et de l'État keynésien.

Il n'est pas inutile de rappeler brièvement un certain nombre de facteurs qui ont alimenté cette crise.

Premièrement les taux de croissance économique ont diminué de manière constante depuis le milieu des années 1970. Plusieurs facteurs qui avaient nourri la forte croissance de l'après-guerre ont disparu. D'abord la reconstruction des pays dévastés par la guerre est depuis longtemps achevée. Ensuite, la demande de biens de consommation s'est transformée au cours des ans. On est passé d'une demande de première acquisition (maisons, automobiles, électroménagers) à une demande de remplacement. De plus, malgré la prolifération de nouveaux biens de consommation, aucun produit important n'a su remplacer l'automobile comme élément d'entraînement de l'économie tout entière. Enfin, le ralentissement de la demande de biens de consommation a été accentué par la diminution des taux de croissance de la population et son vieillissement, la stagnation des salaires et les hausses du chômage qui ont accompagné le ralentissement économique.

De 5 % qu'elle était au cours des années 50 et 60, la croissance économique du Canada s'est rapidement essoufflée et elle atteindra environ 1,7 % au cours de la présente décennie.

Un deuxième changement majeur vient du fait que les gains de productivité engendrés par l'application de la division taylorienne du travail ont atteint leurs limites. À partir de la fin des années 1960, on assiste à une remise en question de ce type d'organisation du travail comme en témoignent le déclin de la croissance de la productivité et

l'augmentation des coûts de non-qualité dans plusieurs pays.

Tableau 1
*Quelques indicateurs du contexte
économique canadien, 1950-1997*

Période	Croissance annuelle du PIB réel	Croissance annuelle de l'emploi	Taux de chômage
1950-1959	5,2 %	3,3 %	4,2 %
1960-1969	5,2 %	2,9 %	5,1 %
1970-1979	4,7 %	2,8 %	6,7 %
1980-1989	3,1 %	2,1 %	9,3 %
1990-1997*	1,7 %	0,8 %	9,8 %

* Moyenne calculée en tenant compte des prévisions de la Caisse de dépôt et de placement du Québec (juin 1995). Par ailleurs, dans le document publié à l'occasion de la conférence sur le devenir social et économique du Québec en mars 1996 (« Un Québec de responsabilité et de solidarité », p. 34), le gouvernement du Québec faisait état d'une prévision de croissance annuelle moyenne du PIB réel de 1,8 % et de l'emploi de 0,8 % pour la période 1990-2000.

La mondialisation de la production, des échanges et des investissements constitue un troisième changement structurel majeur. Elle entraîne une concurrence internationale accrue et une lutte sans fin pour une meilleure compétitivité. On assiste à des relocalisations d'activités dans le but de conquérir de nouveaux marchés ou pour profiter de bas coûts de main-d'œuvre ou d'énergie, d'avantages fiscaux, de faibles protections sociales ou de normes environnementales déficientes. Les nouvelles technologies de l'information et des communications accélèrent le processus. Les entreprises peuvent plus facilement réorganiser leurs opérations dans un système mondialisé de production et déplacer des emplois un peu partout dans le monde.

La déréglementation du capital financier constitue un autre aspect de la mondialisation qui a transformé

en profondeur le paysage économique ces dernières années. Grâce aux technologies de l'information, on assiste à un développement prodigieux du système financier international. En effet, chaque jour, l'équivalent de plus de 1000 milliards de dollars américains sont échangés sur les marchés internationaux dont plus de 90 % sont à la recherche de gains spéculatifs. Les États nationaux sont de plus en plus à la merci de ces mouvements spéculatifs.

POSSIBLES
Travailler autrement
Vivre mieux ?

La mondialisation intensifie la concurrence internationale et pousse les entreprises à améliorer leur compétitivité. Plusieurs grandes entreprises se restructurent et tentent par tous les moyens de diminuer leurs coûts salariaux et d'introduire plus de flexibilité dans leurs opérations. On procède à des mises à pied massives afin de maintenir ou d'augmenter le rendement destiné aux actionnaires. La pénétration des nouvelles technologies de l'information dans presque tous les secteurs d'activité, incluant le secteur des services, augmente de manière importante la productivité et a pour effet de détruire des milliers d'emplois.

Malgré la détérioration continue de la situation, certains soutiennent que des emplois seront créés en nombre suffisant dans les secteurs de haute technologie, dans ce qu'on nomme la « nouvelle économie », pour contrebalancer les pertes dans les secteurs traditionnels. Ces mêmes secteurs cependant, dits de haute valeur ajoutée, se restructurent constamment et créent peu d'emplois, pas en nombre suffisant pour compenser les pertes massives d'emplois dans les secteurs en régression. On parle d'un chômage technologique croissant. De plus, le pouvoir d'achat des ménages stagne et la demande de biens et services augmente peu ; les nouvelles technologies s'appliquent dorénavant dans presque tous les secteurs incluant les services ; il n'existe pas de nouveau secteur, comme ce fut le cas du secteur des services privés et publics, pour accueillir les nombreuses victimes de ces transformations.

Tous ces changements structurels se déploient et semblent s'accélérer sous l'influence dominante de l'idéologie néolibérale qui, pour unique projet de société, prône l'adaptation continue des individus et des institutions à ces nouvelles conditions. On assiste depuis vingt ans à un effritement graduel de la société salariale qui, rappelons-le, était caractérisée par de faibles taux de chômage, des contrats de travail à durée indéterminée et à plein temps.

La montée du chômage et de l'exclusion

Comme nous l'avons vu plus haut, depuis le milieu des années 1970, la croissance économique n'a cessé de ralentir générant de moins en moins d'emplois.

Depuis la fin de la dernière guerre mondiale, et jusqu'à tout récemment, l'État a été un important créateur net d'emplois, ce qui a permis d'absorber une part importante de l'accroissement de la population active. La mise sur pied des grands réseaux de services publics et la création de nombreuses entreprises d'État ont été à la source de ces créations d'emplois. En contrepartie, le prélèvement fiscal global nécessaire au financement des emplois reliés aux services publics a crû rapidement en l'espace de deux ou trois décennies. Toutefois malgré la croissance de l'emploi dans le secteur public, le chômage a augmenté graduellement pendant chacune des décennies de l'après-guerre, engendrant des coûts sociaux et économiques de plus en plus lourds à supporter pour la société.²

Or, dans l'état actuel des choses, rien n'indique un changement en profondeur de ces tendances, bien au contraire. Les prévisions de croissance économique les plus optimistes misent, pour les prochaines

2/ Une étude du Forum pour l'emploi évalue qu'au seul chapitre des coûts économiques, le chômage a engendré, pour la société québécoise, un manque à gagner de 32 milliards \$ en 1993.

années, sur un taux de croissance réelle ne dépassant pas 3 %, ce qui ne peut faire reculer le chômage.³

POSSIBLES
Travailler autrement
Vivre mieux ?

En quelques décennies, nous sommes passés d'une situation où l'exclusion du marché du travail était plutôt temporaire et ne touchait qu'une petite partie de la population, à une situation où elle prend de plus en plus un caractère permanent et touche, bon an mal an, pratiquement un cinquième de la population active du Québec. Les programmes de sécurité du revenu axés principalement sur l'indemnisation des individus semblent mal adaptés à ce nouveau contexte. En effet, il semble que ces programmes de solidarité collective mis en place au cours des trente années d'après-guerre soient de moins en moins adaptés à la nouvelle situation sociale caractérisée par la dualisation de la société, le chômage de longue durée et la diminution de la mobilité sociale. Lorsque les taux de chômage étaient faibles, les gains de productivité élevés et la croissance économique forte, la grande majorité de la population voyait son niveau de vie augmenter. Le chômage était plutôt un phénomène temporaire et de courte durée. Dans le domaine des politiques sociales, l'État pouvait alors se contenter de mettre en place des programmes qui répondaient aux besoins relativement homogènes de clientèles limitées en nombre. Aujourd'hui, la montée des différentes formes d'exclusion et les transformations structurelles du marché du travail (précarité grandissante, besoins accrus de formation et d'adaptation) ont transformé cette réalité. Rappelons qu'en 1975, les trois quarts des prestataires de l'aide sociale étaient considérés comme inaptes au travail. Aujourd'hui, la situation

3/ À titre d'illustration, le budget 1995-1996 du gouvernement du Québec prévoyait qu'avec de tels taux de croissance (3,3 % en 1995 puis 2,2 % pour les années 1996 à 1998), la création nette d'emplois au Québec devrait être de 66 000 en 1995, puis de 40 000 par année pour les années 1996, 1997 et 1998, suffisant à peine à stabiliser le chômage au taux officiel de 11,7 %.

est complètement inversée : plus des trois quarts de ces prestataires sont aptes au travail.

Le phénomène de l'exclusion s'étend graduellement à tous les groupes d'âge, à presque toutes les couches de la société et à presque tous les statuts socioprofessionnels. Il touche plus particulièrement certaines catégories de la population, comme les jeunes et les familles monoparentales.

La précarisation de l'emploi

Le phénomène du chômage massif et de l'exclusion s'accompagne d'une diminution de la part de l'emploi salarié traditionnel comme l'indiquent les quelques indicateurs suivants :

Tableau 2
L'effritement de la société salariale
Quelques indicateurs, Québec, 1976 et 1994

	1976	1994
Taux de chômage (Québec)	8,7 %	12,2 %
Semaines de chômage (Canada)	16,4 %	28,7 %
Ménages à l'aide sociale	218 774	472 939
Personnes dépendant de l'aide sociale	435 231	787 159
Emplois salariés (% de l'emploi total)	90,9 %	85,6 %
à plein temps	81,8 %	68,4 %
à temps partiel	9,1 %	17,2 %
Emplois autonomes	9,1 %	14,4 %
Personnes cumulant deux emplois et plus	1,5 %	2,9 %

Source : Statistique Canada, ministère de l'Emploi du Québec, ministère de la Sécurité du revenu du Québec.

Quelle sortie de crise ?

POSSIBLES
Travailler autrement
Vivre mieux ?

Les anciens compromis sur lesquels reposait le modèle de développement de l'après-guerre sont certes remis en question, particulièrement à cause de la crise majeure de l'emploi et des déséquilibres qu'elle engendre dans les finances publiques, la répartition de la richesse et la cohésion sociale. Aussi vivons-nous une période d'incertitude, quant à l'émergence de nouveaux compromis.

Il nous semble évident qu'une stratégie néolibérale, qui préconise la réduction du rôle de l'État au profit du secteur privé et des « lois » du marché ainsi qu'une plus grande flexibilité du marché du travail, ne peut mener qu'à davantage d'exclusion et d'inégalités sociales. Cette stratégie est prônée avec plus ou moins de vigueur par une partie importante du patronat et par la majorité des gouvernements, tant provinciaux que fédéral. Et l'on ne peut pas dire que cette voie est la moins probable en ce qui a trait à la sortie de la crise ! En effet, depuis quelques années, on observe même une radicalisation de l'idéologie néolibérale en Amérique du Nord, un durcissement encouragé par une série de succès politiques de la droite, comme le contrôle du Congrès américain par les républicains, l'élection de Ralph Klein en Alberta et celle de Mike Harris en Ontario. Le discours d'ouverture de Lucien Bouchard au dernier sommet socioéconomique illustre bien l'influence actuelle de l'idéologie néolibérale au sein de son gouvernement.

Tout n'est pas encore joué cependant puisque, parallèlement au projet néolibéral, s'élaborent d'autres scénarios de sortie de crise qui misent sur la démocratie, la justice sociale et la solidarité. Comme l'a écrit le sociologue québécois Benoît Lévesque :

« On comprendra que dans un tel contexte, la recherche d'alliances pour établir de nouvelles règles de jeu devienne stratégique. Ainsi, les changements de stratégie des groupes sociaux

et les alliances privilégiées entre groupes de différents mouvements sociaux prennent une importance clé dans cette situation de crise où les anciennes formes de solidarité sociale passant par l'État-providence se sont étiolées et où le dualisme économique et social ainsi que l'exclusion permanente d'une portion grandissante de la population menacent de s'implanter comme normalité. C'est que de nouvelles règles du jeu ne sont pas encore fixées. »⁴

Cette citation apparaît des plus pertinentes à la suite du dernier sommet socioéconomique. Il serait évidemment naïf de croire que les résultats de cette conférence constituent la mise en place d'un nouveau contrat social. Toutefois, il importe de reconnaître qu'un certain nombre de résultats vont dans le sens d'un modèle québécois qui s'éloigne d'une stratégie néolibérale. Nous nous référons particulièrement à l'importante déclaration sur l'emploi, au progrès accompli dans la définition et la mise en place d'une politique d'emploi et aux objectifs qui ont été fixés pour tenter de réduire à long terme le taux de chômage. Nous nous référons aussi au consensus concernant les mesures législatives et fiscales qui contribueront à la réduction du temps de travail, aux avancées réelles quoique insuffisantes quant à la clause d'appauvrissement zéro, à l'annonce d'une nouvelle politique familiale et de soutien à la petite enfance ainsi qu'à la reconnaissance de l'apport de l'économie sociale comme composante à part entière du développement du Québec.

Les travaux de cette conférence ont aussi fait ressortir les tiraillements au sein du gouvernement Bouchard entre son option social-démocrate et la tentation néolibérale. En effet, le discours d'ouverture de Lucien Bouchard et certaines positions

4/ Benoît Lévesque, « Deux modèles de développement en présence », in *L'Économie solidaire, une perspective internationale*, sous la direction de Jean-Louis Laville, Paris, Desclée de Brouwer, 1994, p. 169-170.

gouvernementales s'inspirent fortement de l'idéologie néolibérale qui fait de la réduction de la taille de l'État et du déficit deux de ses principaux dogmes. Nous pensons ici à la volonté réaffirmée du gouvernement d'atteindre son objectif de déficit zéro en refusant de considérer sérieusement toute augmentation appréciable de ses revenus, s'en tenant essentiellement à la compression des dépenses publiques, avec comme cible privilégiée les conditions salariales des employé-e-s de l'État. C'est donc sur ce terrain et sur d'autres comme la réforme de la sécurité du revenu, la réforme fiscale, la réforme des services publics, en particulier dans le secteur de la santé, que se poursuivra dans les semaines et les mois à venir un important débat de société dont le Sommet n'a constitué qu'un moment particulier.

Plus globalement, une issue durable à la crise nécessite que des actions soient menées sur divers fronts. Sur le plan international, la mondialisation doit mener à des liens de solidarité beaucoup plus forts entre organisations syndicales et mouvements sociaux. Des efforts importants devront être déployés pour mettre en place de nouvelles institutions internationales qui s'inspirent de valeurs de coopération plutôt que de concurrence. Déjà, à ce sujet, des voix s'élèvent contre les conséquences de l'exacerbation de la concurrence, comme en fait foi le rapport récent du Groupe de Lisbonne qui dénonce les conséquences désastreuses d'une stratégie axée uniquement sur la recherche d'une plus grande compétitivité. D'autres voix se font entendre pour assortir les traités internationaux de clauses sociales et environnementales et pour démocratiser les grandes institutions internationales, comme la Banque mondiale et le Fonds monétaire international. Devant l'instabilité financière grandissante et les dangers d'une crise financière internationale majeure, la réglementation du secteur financier international semble faire l'objet d'une volonté grandissante, au sein même de la classe politique de plusieurs pays industrialisés. La proposition de l'économiste Tobin de taxer les

POSSIBLES
Travailler autrement
Vivre mieux ?

5
certaines
aux?
Quel rôle pour
économie sociale ?

mouvements financiers spéculatifs continue à faire son chemin.

Comme nous l'avons souligné plus haut en commentant les résultats du sommet socioéconomique, toute stratégie de sortie de crise qui s'éloignerait du modèle néolibéral doit aussi reposer sur la reconnaissance de la responsabilité de l'État dans les domaines de la création d'emplois, de la redistribution des revenus dans la société, dans le maintien et la préservation des acquis en matière de protection sociale, d'éducation, de santé et de services sociaux. S'il est vrai, que la mondialisation a tendance à réduire la marge de manœuvre des États nationaux, il est important, cependant, de reconnaître qu'une marge de manœuvre importante subsiste toujours. En effet, l'État dispose de plusieurs leviers économiques et sociaux, que ce soit, à titre d'exemple, dans les domaines de l'éducation et de la formation de la main-d'œuvre, du développement sectoriel et régional, du partage de l'emploi et des droits qui y sont associés, de la redistribution des revenus et de la richesse à travers une fiscalité équitable et par un soutien actif aux initiatives locales qui sont appelées à jouer un rôle de plus en plus important sur les plans social et économique.

L'importance des paliers régional et local dans la recherche de solutions aux problèmes du chômage et de l'exclusion semble se confirmer aujourd'hui. On constate une volonté de plus en plus affirmée des régions et des communautés locales de prendre en main une partie de leur propre développement et un désir grandissant des citoyen-ne-s de s'impliquer plus directement dans la recherche de solutions aux problèmes auxquels ils sont confrontés.

C'est ainsi que depuis plus de dix ans, on assiste au Québec au développement d'un mouvement de valorisation des communautés locales et régionales ainsi qu'à une participation accrue des milieux socio-communautaires et syndicaux aux initiatives

de concertation socioéconomique. En témoignent la mise sur pied de divers comités régionaux de relance de l'économie et de l'emploi, l'organisation d'initiatives de développement économique communautaire sur les plans local et régional, la création de corporations de développement économique communautaire (CDEC), de corporations de développement communautaire (CDC), de sociétés d'aide au développement des collectivités (SADC) ainsi que de plusieurs fonds locaux et régionaux de développement, tels les fonds décentralisés de création d'emplois dans chacune des régions administratives et d'autres initiatives similaires.

C'est bien à l'intérieur de ce mouvement de prise en charge par la communauté que s'inscrit le développement du secteur de l'économie sociale où des activités socialement utiles sont créées grâce à de multiples associations et entreprises de services à la communauté (organismes sans but lucratif, coopératives). Ces expériences contribuent à la recomposition du tissu social, à la création de nouveaux liens de solidarité entre citoyen-ne-s et à l'insertion économique et sociale par la création d'emplois.

Ainsi, nous observons, depuis une dizaine d'années, une prolifération d'associations, d'organismes communautaires, d'entreprises sans but lucratif et de coopératives qui tentent de combler des besoins de tous ordres mal assumés ou simplement laissés en plan par le secteur privé à but lucratif et le secteur public. Ces organisations réussissent, dans des conditions souvent difficiles, à concilier des impératifs économiques et des objectifs sociaux. Ils contribuent à la restauration des liens sociaux et à la revitalisation des communautés et des régions.

La reconnaissance de la contribution de l'économie sociale implique nécessairement certains changements dans le rôle de l'État et une redéfinition de ses responsabilités dans le domaine de la création d'emplois et de l'insertion de la main-d'œuvre dans

POSSIBLES
Travailler autrement
Vivre mieux ?

le marché du travail. Mais contrairement à la stratégie de sortie de crise néolibérale, cette reconnaissance ne débouche pas sur l'affaiblissement du rôle de l'État, mais plutôt sur une redéfinition de ce rôle en vue de renforcer la qualité de la vie démocratique, en donnant plus de pouvoir aux citoyen-ne-s en tant qu'é travailleurs et en tant qu'usagers.

Il faut être conscient cependant que si l'économie sociale peut être porteuse d'espoir, elle comporte aussi un certain nombre de risques. D'abord, il existe un danger bien réel que le secteur de l'économie solidaire soit utilisé pour encourager l'État à se désengager de ses responsabilités, cautionnant ainsi l'idéologie néolibérale. Ce secteur se développerait alors comme un sous-marché de travail réservé aux exclus de la société ou comme un ghetto de sous-traitance et de services bas de gamme pour les plus démunis.

Cependant, il est important de reconnaître que ces dangers ne sont pas uniquement potentiels ou imminents. Ils sont déjà amplement présents. Plusieurs organismes doivent déjà se financer à même les nombreuses mesures d'employabilité qui constituent le plus souvent des culs-de-sac pour les prestataires de la sécurité du revenu. Ces derniers sont souvent obligés de participer à ces mesures sous peine de voir leur chèque amputé. À cause de ces modes de financement, une partie de l'économie sociale constitue déjà un ghetto d'emplois pour une catégorie d'exclus. Le gouvernement du Québec utilise présentement certains organismes communautaires pour se désengager de ses responsabilités. Les organismes communautaires doivent, depuis plusieurs années, se plier à des normes bureaucratiques qui ne tiennent aucunement compte de leur réalité. Les salaires et les conditions de travail y sont déjà parmi les plus faibles de tous les secteurs d'activité.

Si on considère que le secteur de l'économie sociale se développe rapidement au Québec et que

l'ensemble des dangers énumérés ci-haut risquent de se perpétuer et même de s'aggraver, le plus grand piège ne serait-il pas d'adopter une position défensive sur cette question ? Prendre acte de cette réalité et travailler ensemble à la transformer en s'appuyant sur des valeurs d'équité, de justice et de solidarité semble être une voie beaucoup plus prometteuse.

POSSIBLES
Travailler autrement
Vivre mieux ?

Vers la reconnaissance de l'économie sociale

Cette voie est celle qui a été adoptée par le Comité de travail sur l'économie sociale dirigé par Nancy Neamtan dont le rapport déposé au sommet socio-économique prône une vision positive de l'économie sociale.

Il peut être utile de rappeler les principaux consensus qui se sont dégagés sur cette question en citant un document sommaire préparé par le secrétariat du sommet socioéconomique :

« Le groupe de travail sur l'économie sociale, présidé par M^{me} Nancy Neamtan, a déposé un rapport d'une grande qualité qui apporte une réflexion originale et bien articulée sur les réalités de l'économie sociale, sa place dans l'économie et les outils dont elle a besoin pour se développer. Les membres du groupe de travail ont développé des alliances aussi surprenantes que prometteuses avec le secteur privé qui prennent notamment la forme de création de fonds dédiés au financement des entreprises de l'économie sociale.

Le rapport du groupe de travail présente une approche d'entreprise qui s'inscrit dans une logique économique. Les auteurs insistent pour faire de l'économie sociale un secteur à part entière qui procure de véritables emplois et qui assure sa viabilité propre. Cette conception représente en quelque sorte l'adaptation du secteur communautaire à certaines réalités de

BLES
ler autre
meux ?

Quel rôle pour l'économie sociale ?

l'économie, même si tous les organismes communautaires ne peuvent pas se transformer en entreprise d'économie sociale. Les auteurs du rapport reconnaissent, par ailleurs, que la mise en œuvre des projets de l'économie sociale peut susciter des appréhensions de la part des organisations syndicales, mais qu'il n'est pas question d'encourager la substitution d'emploi dans le secteur public. Le gouvernement a donné des assurances à cet égard.

Les participants ont dégagé des consensus afin :

- de mettre en chantier 18 projets acceptés et prêts à démarrer et 7 projets additionnels qui ont fait l'objet d'accord de principe de la part du gouvernement ;
- d'appliquer concrètement le concept d'économie sociale, défini comme suit :
 - l'entreprise de l'économie sociale a pour finalité de servir ses membres ou la collectivité plutôt que de simplement engendrer des profits et viser le rendement financier ;
 - elle a une autonomie de gestion par rapport à l'État ;
 - elle intègre dans ses statuts et ses façons de faire un processus de décision démocratique impliquant usagères et usagers, travailleuses et travailleurs ;
 - elle défend la primauté des personnes et du travail sur le capital dans la répartition de ses surplus et revenus ;
 - elle fonde ses activités sur les principes de la participation, de la prise en charge et de la responsabilité individuelles et collectives ;
- de reconnaître comme une des composantes de la structure socio-économique du Québec le modèle québécois d'économie sociale présenté dans ce rapport ;

- de confirmer, lorsqu'il s'agit de répondre aux grands enjeux du développement socio-économique du Québec, le statut de partenaire à part entière des acteurs de l'économie sociale en assurant qu'ils soient adéquatement représentés dans toutes les instances partenariales et parties prenantes aux démarches de concertation ;
- de voir à ce que l'ensemble des ministères et institutions gouvernementales reconnaissent les organismes et entreprises d'économie sociale comme des intervenants de plein droit et de s'engager à lever les barrières normatives ou administratives qui restreignent l'accès des entreprises d'économie sociale à certaines formes d'aide gouvernementale ;
- de doter le Québec d'une politique de reconnaissance et de financement de l'action communautaire autonome ;
- de modifier la « Loi sur l'aide au développement des coopératives » afin d'autoriser la Société de développement industriel à transiger avec les organismes sans but lucratif dans le but de rendre possible un nouveau partenariat entre les institutions financières, l'entreprise privée et les acteurs d'économie sociale ;
- d'amender la « Loi sur les coopératives » pour autoriser la création de coopératives de solidarité ;
- d'accroître les mesures de soutien à l'entrepreneuriat collectif en consolidant des organismes ayant déjà cette vocation et en créant des mesures favorisant la mise en réseau des entreprises d'économie sociale et de nouvelles formes de partenariat avec les secteurs privé et institutionnel ;
- de dédier à l'économie sociale une partie de ses budgets de développement régional afin de doter les diverses régions ou collectivités locales d'outils et de moyens

LES
er autres
ieux ?

Quel rôle pour l'économie sociale ?

adaptés aux exigences du développement
et des milieux ;

- de permettre la transformation de programmes et mesures de courte durée ("mesures passives") pour les personnes sans emploi en investissant ("mesures actives") dans des emplois durables et de qualité dans le domaine de l'économie sociale ;
- de mettre sur pied un mécanisme spécifique de promotion de l'économie sociale. »

* * *

Ces nombreux consensus, dans la mesure où ils se concrétiseront, constituent sans doute des avancées réelles pour l'économie sociale. Ils contribuent à faire reculer cette vision misérabiliste qui voudrait en faire un secteur marginal au service de l'exclusion sociale.

Il n'y a pas de panacée à la crise de l'emploi et à l'exclusion et l'économie sociale n'en est certes pas une. Elle peut constituer cependant un élément important, sur les plans régional et local, d'une stratégie de sortie de crise qui mise sur la démocratie et la solidarité.

Vous avez dit « économie sociale » ?

Les technocrates, comme les poètes, essaient de changer le monde avec des mots. Là s'arrête cependant la comparaison puisque l'univers du poète lui appartient et qu'il le partage avec qui le veut bien. Le technocrate, lui, s'insère dans tous les domaines de notre quotidien et l'utilisation qu'il fait du langage dans le but de nous amener à voir une réalité conforme à ses objectifs, modifie notre perception.

On s'est tous amusé, un jour ou l'autre, avec certaines terminologies aux consonances barbares. Les plus amusantes, quoique pas aussi inoffensives qu'on voudrait le croire, sont les euphémismes aseptiques qui extirpent d'une appellation toute connotation qui pourrait avoir l'air tant soit peu péjorative. C'est la ronde des malvoyants, des petites personnes, des minorités culturelles ou visibles, des judiciarisés et autres.

Dans une catégorie à part, très en vogue dans la fonction publique québécoise, on retrouve les calembours acronymes qui ont le don de m'énerver. Ça ne vous fait pas chier, vous, de savoir que quelqu'un est payé pour trouver le nom d'un programme qui s'appellera Programme d'aide à l'intégration à

Vous avez dit
« économie sociale » ?

l'emploi parce que ça fait PAIE ou Expérience de travail parce que ça devient EXTRA ? Joli nom pour un programme où le bénéficiaire doit travailler 80 heures par mois pour obtenir un supplément de prestation de 100 \$.

Le maquillage sémantique peut cependant aller plus loin pour donner l'impression qu'une modification importante est survenue dans une situation alors qu'au mieux elle est restée inchangée, et au pire qu'elle s'est détériorée. Pensons au ministère du Développement des ressources humaines du Canada (déjà ce nom est un modèle) avec l'assurance-emploi. C'est à se demander si on reçoit une indemnité quand on se trouve un job. Comme dirait Sheila Copps : « Un petit drapeau avec ça ? »

Le maquillage devient carrément du lifting quand on reprend un vieux concept qu'on affuble d'un nouveau nom technique pour lui donner une allure d'innovation. Ne reconnaît-on pas dans le virage ambulatoire une application de la célèbre citation de l'Évangile : « Prends ton grabat et marche » ? Le miracle en moins, bien sûr.

Un cadeau empoisonné ?

L'économie sociale est un cadeau empoisonné de ce type. Cadeau parce que se faire baptiser par la technostructure procure un statut reconnu. Et ici c'est du sérieux puisqu'on utilise le terme économie, qui, avec le terme industrie, sont les seuls à vous attribuer une utilité réelle et une place parmi les partenaires importants. Pensez à l'industrie culturelle si chère à René-Daniel Dubois. Sauf que souvent la reconnaissance s'arrête là et que de nombreux organismes vont continuer à bénéficier de la politique du « bébé bleu » : maintenir le sous-financement d'un secteur jusqu'à ce qu'il soit au bord de l'asphyxie totale. On lui donne alors juste assez d'oxygène pour qu'il reprenne une couleur normale et qu'il soit capable

de tenir le coup encore un certain temps. C'est une politique que les garderies, présentées par le chantier de l'économie sociale comme un *success story* exemplaire, connaissent bien depuis plus de vingt ans.

Bien sûr, quand la présidente du chantier nous présente l'économie sociale, elle le fait avec un esprit positif en démontrant tout le dynamisme du secteur et en faisant valoir son apport dans divers domaines, arguant surtout que le chantier a su créer de nombreux et bons emplois, que c'est un partenaire sérieux capable de présenter des projets novateurs au sommet.

Mais de quoi parle-t-on ? On assiste, depuis le printemps à un véritable branle-bas de définitions, de commentaires, de suggestions, de stratégies, de dénunciations dans les médias, dans les assemblées et tables de concertation de tout accabit. Avec une question en arrière-plan : que cache ce vocable d'économie sociale et que veut-on nous passer avec ce terme ?

Moi qui fais depuis vingt ans de l'économie sociale comme monsieur Jourdain faisait de la prose, c'est-à-dire sans le savoir, je ne me rappelle pas avoir vu le gouvernement jouer le jeu de la reconnaissance et du partenariat avec le secteur communautaire sans avoir un plan bien arrêté sur ce que sera cette nouvelle collaboration. Pierre Durand, coordonnateur au Carrefour communautaire de Rosemont l'Entre-Gens, écrivait dans un article¹ qu'on constate que peu à peu les groupes d'action communautaire autonomes troquent leur esprit revendicateur et leur spécificité « (...) pour ressembler de plus en plus aux formulaires de leurs bailleurs de fonds, en cloisonnant leurs rapports avec leurs milieux respectifs, pour satisfaire aux exigences de résultats définis, à atteindre ».

1/ « Glissement au-delà du réel » paru dans *Interaction communautaire*, automne 1994.

Vous avez dit
« économie sociale » ?

Les responsables d'organismes doivent investir davantage de temps en concertation, en rédaction de demandes de subventions multiples pour divers programmes de divers ministères en fonction des différentes problématiques de leur clientèle, en recherche de financement supplémentaire, etc. On assiste de plus en plus à du dumping de clientèle lourde par certaines institutions débordées à cause des réductions de budgets, qui ne tiennent pas toujours compte des capacités des nouveaux organismes qui vont la prendre en charge. Des réallocations de fonds de la RRSSS de Montréal-Centre vers ces nouvelles ressources s'accompagnent parfois d'exigences telles dans la négociation du contrat que l'amélioration budgétaire qui aurait été bienvenue en est finalement réduite à peu de chose. On assiste aussi à l'émergence de groupes issus des politiques et programmes gouvernementaux plutôt que de la dynamique des communautés.

On comprend donc la morosité et la méfiance de certains acteurs du milieu dénoncées par M^{me} Neamtan qui propose une vision teintée d'enthousiasme et d'optimisme. D'ailleurs sa définition de l'économie sociale est beaucoup plus large que celle des groupes communautaires. En l'analysant, on se rend compte que pour elle, à peu près tout organisme non gouvernemental dont la structure légale est différente de la compagnie à capital-action pourrait faire partie de l'économie sociale. La cuisine collective est dans le même bain que le Mouvement Desjardins et les coopératives agricoles.

À la grand-messe du Sheraton, tout le monde encensait l'économie sociale à qui on accordait enfin une « reconnaissance historique ». Ça vous a surpris ? Pas moi. Depuis deux ou trois ans, j'assiste à trop de séances de petites tapes dans le dos accompagnées de « lâchez-pas-c'est-donc-du-beau-travail-que-vous-faites » de la part du monde politique, de la fonction publique et même de certains membres du milieu des affaires pour ne pas sentir qu'on arrivait à cela.

L'efficacité, la compétence et l'expertise du milieu communautaire sont beaucoup plus reconnues qu'on veut bien le dire. Quand un brillant représentant d'un centre Travail-Québec est tout fier de dire lors d'une assemblée d'information sur les programmes gouvernementaux que les organismes ne doivent pas hésiter à s'inscrire à des programmes PAIE ou EXTRA parce que sa banque de bénéficiaires est remplie de noms de personnes très qualifiées, avec bacs et maîtrises, prêts à travailler au salaire minimum, on doit savoir quelque part qu'il y a des gens de plus en plus scolarisés et expérimentés dans ces groupes.

Les réalisations des organismes sont tellement évaluées par toutes sortes de sources qu'on connaît bien leur capacité d'obtenir parfois de meilleurs résultats que des institutions jouissant pourtant de ressources supérieures. On connaît aussi l'effet bienfaisant de leur enracinement dans les milieux et de l'implication de leurs employés qui atteint parfois les limites de l'auto-exploitation. Bien sûr, cela n'empêchera pas des planificateurs et des hauts fonctionnaires de se montrer excessivement méfiants, voire méprisants, avant de leur confier des sommes parfois ridicules pour l'utilisation desquelles on exige des contrôles excessifs sous prétexte d'une saine gestion des fonds publics. Or le communautaire peut généralement réaliser une utilisation maximale des ressources financières que beaucoup d'entreprises n'atteignent pas.

Ce qui m'énerve profondément dans le discours des chantres de l'économie sociale tant dans les documents du chantier que dans le document de la CSN² et dans d'autres, c'est d'entendre parler avec ferveur des nouveaux besoins auxquels l'économie sociale peut répondre, générant ainsi des milliers d'emplois nouveaux. Or l'économie sociale existe

2/ François Aubry et Jean Charest, *Développer l'économie solidaire. Éléments de présentation*, document déposé au Conseil confédéral de la CSN.

Vous avez dit
« économie sociale » ?

en majeure partie parce que la population doit absolument se débrouiller pour répondre aux incohérences de la société. Les caisses de crédit n'ont-elles pas été créées pour permettre aux membres de profiter de leurs épargnes plutôt que d'enrichir les banquiers ? Certaines coopératives de travail n'ont-elles pas été formées parce que le gros employeur d'une région quittait ou parce que la population d'une localité résistait à la décision d'un planificateur de Québec de fermer une entreprise, laissant la population désespérée ? Et tous ces besoins nouveaux ne viennent-ils pas de l'appauvrissement et de la tragédie que vivent quotidiennement des milliers de gens ?

Quand, dans les années 70, je participais au mouvement des clubs coopératifs de consommation, nous essayions de maintenir des épiceries où les membres pouvaient payer moins cher grâce à leur implication bénévole. À la suite des féroces guerres de prix dans le monde de l'alimentation, ces comptoirs ont pratiquement disparu pendant les années 80. Aujourd'hui ils sont remplacés par une multitude de banques alimentaires où la nourriture est distribuée gratuitement. Ayant eu, récemment, à vivre l'expérience de recourir à Jeunesse au Soleil pour me nourrir jusqu'à la fin du mois (c'est ce qu'on appelle les joies de la précarité), j'ai moins tendance à vanter l'extraordinaire essor de ce secteur. Surtout quand on constate que depuis les années 80 les principales victoires des mouvements sociaux consistent à ne pas trop reculer.

Il ne faut pas le dire, ça ferait de la peine à M^{me} Neamtan, mais en réalité on est dans l'économie sociale comme on est sur le BS. Et ici, je ne veux pas nier qu'il y a eu des succès et des expériences économiques fort valables. Mais il s'agit d'entreprises qui se débattent dans le marché des biens et services lucratifs. Ce qu'ils démontrent, et c'est un message important qu'on ne répète pas assez, c'est qu'on peut réussir sur le plan économique

en ayant une mentalité d'entrepreneur socialement responsable. Il existe aussi, quoique plus rarement, des compagnies à capital-action qui ont réussi à créer de nouveaux modèles. Mais j'éprouve de la difficulté à considérer le marché financier, la quincaillerie, la foresterie comme faisant partie de l'économie sociale simplement parce que certains acteurs de ces domaines sont des coopératives ou des OSBL.

POSSIBLES
Travailler autrement
Vivre mieux ?

Pourquoi pas l'économie asociale ?

Je veux bien qu'on appelle nos activités économie sociale. Mais alors, comment appellera-t-on l'autre, la vraie, celle qui compte ? Pourquoi pas tout simplement économie asociale ?

Bien sûr, on peut trouver le terme exagéré si on considère la définition du mot asocial : « qui n'est pas adapté à la vie sociale, s'y oppose violemment »³. Mais quand on écoute les discours des porte-parole du milieu des affaires et certains membres du gouvernement qui considèrent que la société doit s'adapter aux besoins des entreprises sans que ce soit réciproque, ce terme est tout à fait convenable. Sous le prétexte qu'ils s'autoproclament créateurs de richesse, ces gens peuvent traiter avec arrogance et mépris les victimes de leur création d'appauvrissement.

Quel est le commentaire de Ghislain Dufour sur la responsabilité des entreprises quant à la création d'emplois ? « On créera des emplois quand il y aura un environnement favorable pour le faire. Ce qui me frappe, c'est que tout le monde, maintenant, est prêt à souscrire à ce genre de discours ». (Cité dans *Le Devoir* du 2 novembre 1996).

Parmi les problèmes de l'environnement, glissons rapidement sur la question de l'instabilité politique. Y a-t-il quelque chose de plus stable que l'instabilité

3/ *Le Petit Robert*, 1994.

politique du Québec ? Ça fait plus de trente ans qu'on nous répète le même refrain.

La patronat réclame à hauts cris la suppression de la taxe sur la masse salariale et celle de la réglementation qui nuiraient selon ses dires à la création d'emploi. Qu'appelle-t-on taxes sur la masse salariale ? Ce sont les contributions des employeurs à la Régie des rentes, au Fonds des services de santé, à la CSST, à la CNT et à « l'assurance-emploi ». Il ne s'agit pas de taxes, mais de dépenses qui diminuent le revenu imposable des entreprises, donc, théoriquement, en partie assumées par l'État puisque ces sommes ne seront pas imposées. L'État force donc les entreprises à assumer une responsabilité pour contrer les effets des mises à pied, des accidents de travail et pour offrir un minimum de protection aux employés. Mais même un minimum, c'est trop.

Les patrons sont champions pour se plaindre de la fiscalité prétendument abusive, car tout objectif de redistribution de leurs profits est inacceptable. Pourquoi payer des impôts pour financer des services à la population si eux-mêmes n'en ont pas besoin ? Ils seraient étouffés par la fiscalité ? Pourtant, en 1995, j'ai entendu aux nouvelles radio qu'un rapport du FMI reprochait au Canada ses politiques fiscales trop généreuses pour les entreprises compte tenu qu'elles créaient peu d'emploi. Cette affirmation ne fut guère publicisée. D'ailleurs la charge fiscale des entreprises du Canada est loin d'être la plus élevée des pays de l'OCDE. Il faudrait peut-être qu'on arrête de nous charrier à ce sujet.

Dans cette mouvance du sus à l'État et du « on est-trop-taxé », il y a aussi cette affirmation qu'on ne peut plus aller chercher l'argent dans les poches des mieux nantis. On retrouvait dans *Le Devoir* du 2 novembre dernier, en page éditoriale, un extrait du *Rapport de la Commission sur la fiscalité et le financement des services publics* qui disait que

« (...) Les contribuables dont le revenu total est de 50 000 \$ et plus paient 42 % du total de l'impôt des particuliers alors qu'ils ne représentent que 9 % des contribuables. (...) Ces données démontrent que la possibilité de prélever des revenus additionnels significatifs en augmentant les contributions des mieux nantis est limitée ».

POSSIBLES
Travailler autrement
Vivre mieux ?

Avant de verser une larme sur le sort de nos pauvres nantis, j'ai fait un tour du côté de chez Léo-Paul Lauzon⁴. À partir des tableaux présentés (issus des ministères du Revenu et des Finances du Québec pour les données de 1993), on se rend compte que ces 9,4 % des contribuables se partagent 33 805M \$ soit 30,5 % du revenu total alors que les 54,2 % de la population dont le revenu est inférieur à 20 000 \$ se partagent 22 049M \$ soit 19,8 % des revenus, pour un revenu annuel moyen de 8 667 \$ quand la moyenne des revenus toutes catégories est de 23 529 \$. Ces chiffres sont plus effarants encore quand on constate que c'est 45,1 % des familles qui ont un revenu de moins de 20 000 \$, pour un revenu annuel moyen de 8 473 \$. La forte proportion de l'impôt payé par ce 9,4 % de nantis vient-il d'une surtaxation ou d'un appauvrissement dramatique de la population ?

Évidemment c'est l'État qui est trop gros, c'est connu, et il faut lutter contre le déficit entre autres, par la privatisation. Au retour de Robert Bourassa, en 1985, on parlait de l'État-Provigo. Aujourd'hui, Lucien Bouchard s'est trouvé un ami chez Jean Coutu. Nos gouvernements aiment bien le commerce au détail. Que l'appareil gouvernemental ait besoin d'une réforme, cela ne fait pas de doute mais pas au point de le transformer en vaste Dollarama. L'histoire des privatisations démontre qu'en réalité il s'agit généralement de privatisation des profits

4/ Dans *L'aut'journal*, voir l'ensemble de ses analyses, mais particulièrement celle de septembre 1996 : « Québec : un enfer fiscal ? »

mais de socialisation des coûts, et qu'on a souvent enrichi des amis avec les fonds publics.

Alors quand j'entends les représentants du patronat se vanter des concessions qu'ils ont faites à ce sommet, dont principalement ce fameux Fonds pour la solidarité, pour nous montrer qu'ils se sentent concernés eux aussi par les difficultés que connaît la population, je ne suis guère impressionné.

La grand-messe du Sheraton se terminait curieusement le jour de la Toussaint et il fallait que tout le monde sorte avec sa petite auréole, communiant au consensus. Il y a eu la sortie des trois représentantes des groupes qui réclamaient la clause de l'appauvrissement zéro. Qu'à cela ne tienne, c'est justement cela qui donne de la crédibilité au gouvernement Bouchard, affirme le subtil Claude Picher de *La Presse*. (Je le soupçonne de rêver que la majorité francophone du Québec redevienne un troupeau de moutons pour qu'on ressemble plus à la Nouvelle-Zélande). Céder aux « caprices du lobby de l'aide sociale » est toujours irresponsable tandis que céder aux chantages constants du monde des affaires, c'est la seule voie du bon sens. Même quand on sait qu'ils vont empocher les profits d'une diminution de leurs responsabilités sociales sans rien nous offrir en retour quoiqu'ils en disent.

Il semble donc que la « reconnaissance historique » de l'économie sociale deviendra un cautionnement du discours de l'économie asociale sous le regard attendri des dirigeants syndicaux.

Au-delà des bonnes intentions

Dans un document de travail préparé en vue du Sommet⁵, Claude Béland du Mouvement Desjardins écrivait :

5/ « L'économie sociale dans le monde ».

« En ce sens l'économie sociale n'est pas nouvelle. ELLE EST L'ÉCONOMIE, telle qu'elle doit être comprise. L'étymologie nous rappelant que le mot ÉCONOMIE signifie *l'ordre dans la maison*, il est évident que l'économie doit assurer l'ordre et faire en sorte que chacun et chacune prenne sa pleine place dans la société et puisse participer activement et dignement à son développement. »

Bien sûr, c'est plein de bonnes intentions et ça donne bon ton à la récupération de l'économie sociale. Mais en même temps ça exprime une vérité oubliée. L'économie est un ensemble de relations sociales, et le capitalisme se prétendait le meilleur système pour assurer la prospérité de tous. Mais le néolibéralisme devient un néo-féodalisme où une classe possédante arrogante détourne la démocratie et la richesse au détriment de l'ensemble d'une population qu'elle appauvrit.

Une véritable économie sociale ne peut reposer que sur la volonté politique clairement établie que tous les « partenaires » doivent être responsables de la prospérité de tous, et qu'il est normal qu'une société exige que le secteur des affaires assume ses responsabilités en matière de licenciements, de formation de la main-d'œuvre, de protection de l'environnement. L'économie est devenue une forme d'égoïsme érigé en système devant lequel tous s'inclinent sous prétexte de mondialisation et de compétitivité.

Il serait temps qu'on arrête de se fier aux sociaux-démocrates de droite actuellement au pouvoir, qui ne peuvent rien redresser tellement ils sont occupés à plier devant les chantages. Est-il si illusoire de croire qu'on peut créer un environnement économique où les chefs d'entreprises sont des gens attachés à leur communauté plutôt que des resquilleurs qui tiennent une population en otage en signifiant que si on les force à avoir une attitude décente, ils

Vous avez dit
« économie sociale » ?

investiront où on respecte leur liberté de s'enrichir sans se soucier des effets néfastes de leurs activités ?

Plus le néolibéralisme gagne du terrain, plus les populations s'appauvrissent. Les éléments de gauche ne sont-ils plus capables de créer une force politique ayant un rayonnement suffisamment fort pour nous sortir de l'ornière de l'extrême centre rampant devant les diktats de l'extrême droite montante ?

Ces temps-ci je ne déborde pas d'optimisme, mais je demeure convaincu qu'il est possible de développer de nouveaux modèles d'organisation sociale, et que les mouvements sociaux doivent faire plus que la belle devant une illusoire « reconnaissance historique » et proclamer bien haut qu'on crée des emplois en ramassant les pots cassés d'une élite inconsciente qui s'en tire très bien. Il est aussi temps pour d'autres d'arrêter de croire qu'il ne peut y avoir de développement économique qu'en se reposant sur une population écrasée.

Revenu de citoyenneté ou allocation universelle ?

La gestion des populations qui sont en âge et en condition de travailler, mais qui se trouvent en dehors du marché du travail et sans les ressources nécessaires pour subvenir à leurs besoins, a eu tendance à osciller entre deux stratégies : une assistance inconditionnelle de dernier recours et une assistance qui, à des degrés variés, est conditionnelle à la participation à des activités de réinsertion au travail. La première vise à pallier une condition de crise, telle que celle qui s'est présentée en 1935 aux États-Unis quand 20 millions d'Américains en âge de travailler se sont trouvés sans emploi. À mesure que la crise s'est résorbée, il y a eu tendance à revenir à des mesures plus incitatives au travail.

L'incitation au travail peut prendre différentes formes : on peut réduire les sommes accordées jusqu'au point où la survie devient difficile et le retour au travail — à n'importe quelles conditions — s'impose (si travail il y a) ; on peut augmenter les sommes accordées à ceux qui participent à des activités de réinsertion sur le marché du travail (où, vu sous un autre angle, diminuer les prestations de ceux qui n'y participent pas) ; ou on peut rendre l'octroi de prestations conditionnel à une telle participation.

Dans tous ces cas, il ne s'agit pas de rendre les emplois disponibles plus adéquats pour ce qui est du salaire ou plus attirants en ce qui a trait aux horaires ou conditions, mais de rendre insupportable l'alternative — celle de ne pas travailler.

Face à ces différentes stratégies, les gouvernements actuels durcissent le ton. Le pendule se déplace de plus en plus vers la conditionalité radicale : pas de recherche active d'emploi, pas d'assistance. Selon le néolibéralisme, qui tient l'individu responsable de sa propre inadaptation au marché du travail, ceux qui ne s'adaptent pas en augmentant leur capital humain ne méritent pas d'assistance.

Dans un tel climat de restrictions et de contrôles où l'« appauvrissement zéro » peut finir par vouloir dire la réduction à zéro de l'assistance et la « disparition » des pauvres (à la Ralph Klein), il est d'autant plus surprenant d'entendre parler de l'allocation universelle comme une alternative possible aux politiques d'assistance actuelles. Et pourtant, c'est bien de cela qu'il s'est agi au mois d'octobre 1996 lors d'un colloque à l'Université Laval qui a réuni universitaires, syndicalistes, représentants de groupes communautaires et fonctionnaires autour du thème de *l'Allocation universelle : utopie ou nécessité ?*

L'allocation universelle

L'idée de fournir une allocation universelle à tous les citoyens, sans condition, ne date pas d'hier. Évoquée déjà par Thomas Paine en 1796, on la retrouve sous différentes formes au XIX^e siècle, notamment chez J.S. Mill. Au début du XX^e siècle on a tendance à l'associer aux anarchistes. Bertrand Russell, par exemple, dans son livre *Proposed Roads to Freedom* publié en 1919, approuve la proposition des anarchistes de fournir à tout le monde les éléments nécessaires à leur subsistance, sans qu'ils soient obligés de travailler. Il considère, cependant, que cette

forme d'allocation universelle de subsistance (en nature) devrait être limitée au strict minimum et accompagnée de la nécessité de gagner de l'argent par le travail salarié pour se procurer plus que ce minimum. Ce serait, selon lui, la seule manière de s'assurer que le travail nécessaire serait accompli.

POSSIBLES
Travailler autrement
Vivre mieux ?

Au colloque de l'Université Laval, la forme d'allocation universelle qui a fait l'objet des discussions a été proposée par Philippe van Parijs, titulaire de la chaire Hoover d'éthique économique et sociale à l'Université catholique de Louvain et auteur, notamment, de *Real Freedom for All. What (if anything) can justify capitalism* (Oxford University Press, 1995). Les positions de van Parijs ont deux fondements principaux : (1) la reconnaissance (à la Thomas Paine) que chaque citoyen a droit à une part de la richesse collective en tant que citoyen, et sans condition ; et (2) la maximisation de la liberté individuelle. C'est pour cette deuxième raison qu'il rejette des approches plus collectivistes. Le socialisme, par exemple, exige la soumission de l'individu à la volonté collective et donc n'est pas compatible avec la maximisation de la liberté individuelle.

L'approche de van Parijs est ainsi non sans lien avec une vision individualiste de l'activité sociale et économique où chacun protège son espace de liberté et négocie sa place sur le marché du travail, en fonction de ce qu'il possède en tant que ressources personnelles et financières. C'est de cette manière qu'une allocation universelle, versée sans condition et à tout citoyen, permettrait à chaque individu d'être moins dépendant vis-à-vis des employeurs éventuels qui auraient pu profiter de son manque de ressources pour lui imposer des conditions inacceptables. L'allocation universelle pourrait aussi permettre à l'individu de bonifier des conditions salariales inadéquates, ou même de ne pas travailler du tout en toute légitimité, ce qui constituerait une brèche importante par rapport aux régimes d'assistance en place.

nu de citoyenneté
ou allocation
universelle ?

Une telle allocation remplacerait les régimes d'assistance sociale actuels, ainsi que la plupart des autres paiements de transfert. En tant que montant fixe et universel elle serait plus facile et moins coûteuse à gérer, d'autant plus qu'elle n'exigerait pas de contrôles concernant les biens dont dispose un individu avant d'y avoir accès, comme c'est le cas des régimes actuels. Étant universelle, elle serait aussi moins stigmatisante que le système actuel où il y a les « assistés sociaux » et les autres ; avec une allocation universelle, tout le monde serait « allocataire ». Même si l'allocation était imposable et ne restait pas nécessairement dans les poches de ceux dont les revenus atteignent un certain plafond, le fait qu'elle paraîtrait sur les talons de paie de chaque citoyen aurait des avantages pour ce qui est de la solidarité sociale et de la responsabilisation des citoyens face au partage et à la redistribution.

Toujours selon van Parijs, l'allocation universelle pourrait aussi avoir des effets bénéfiques pour les femmes au foyer et d'autres catégories de la population qui vivent présentement dans la dépendance économique à l'égard d'une autre personne, en leur donnant une allocation de base autonome. Elle diminuerait aussi l'incertitude qui est présentement liée aux différentes formes d'assistance, où les sommes allouées peuvent varier d'un mois à l'autre ou être tout simplement retranchées pour différentes raisons bureaucratiques. Finalement, elle permettrait de répondre plus rapidement aux problèmes urgents qui se posent aux personnes vivant dans une situation de précarité économique qu'un système d'impôt négatif où le transfert s'effectue selon la déclaration de revenus à la fin de l'année.

La critique économiste

Deux économistes, Louis Lévesque (de Revenu Canada) et Pierre Fortin (de l'UQAM), ont commenté les propositions de van Parijs lors du colloque. Les

commentaires ont porté moins sur le principe — quoique Lévesque ait fait remarquer que le Gouvernement du Canada est en voie d'abandonner le principe de l'universalité — que sur les coûts d'une telle proposition et les pertes qu'elle imposerait à certaines catégories de la population.

Non seulement une telle allocation ajouterait des coûts additionnels insupportables à une période où on cherche à réduire les déficits, mais elle créerait autant de perdants que de gagnants. Tout dépend, bien sûr, de la somme accordée. Mais en présumant, dans les meilleurs des cas, que l'allocation universelle ne dépasserait pas le barème de base de l'aide sociale, il y aurait des catégories telles les personnes âgées et les familles monoparentales qui seraient perdantes, compte tenu du fait qu'elles reçoivent de 2 000 \$ à 5 000 \$ de plus que ce barème. Les prestataires de l'assurance-emploi verraient aussi leur revenu plonger à des niveaux beaucoup inférieurs à ce qu'ils reçoivent maintenant. Même s'il y a d'autres catégories — telles les femmes au foyer et les étudiants — qui sortiraient gagnantes d'un tel régime, les pertes encourues par les familles monoparentales, les personnes âgées et les chômeurs ne seraient pas politiquement acceptables.

Une des conséquences paradoxales de ces changements serait un transfert net de revenu des personnes du bas de l'échelle vers celles du haut, étant donné l'universalité du système et le fait que certaines catégories du bas de l'échelle seraient perdantes. Si, par ailleurs, — et van Parijs lui-même a fait cette proposition — il fallait maintenir différents programmes de supplément de revenu pour ces catégories désavantagées par l'allocation universelle, on reviendrait à la case départ pour ce qui est de la complexité du système. Les deux économistes concluent ainsi à son impraticabilité, même si Fortin s'est dit attiré par le principe de l'allocation universelle.

POSSIBLES
Travailler autrement
Vivre mieux ?

des citoyens
ou allocation
universelle

Le revenu minimum d'existence

Les débats sur l'allocation universelle lors du colloque ont mené ainsi à des doutes croissants quant à la faisabilité et aux coûts d'un tel régime. À mesure qu'on insistait sur la nécessité de maintenir un ensemble de programmes spéciaux pour des catégories spécifiques, ainsi que sur celle de réduire à un strict minimum l'allocation universelle pour des raisons budgétaires, l'intérêt et l'envergure de la proposition initiale diminuait comme une peau de chagrin. Van Parijs lui-même contribuait à cette diminution progressive en acceptant le principe d'une allocation universelle de plus en plus partielle, et même, en apparence à tout le moins, quasiment symbolique.

Il est intéressant à cet égard de se tourner vers un autre auteur, Chantal Euzeby, qui se situe dans la même mouvance que van Parijs — quoique peut-être avec des orientations politiques moins axées sur la maximisation de la liberté individuelle en lien avec le marché. Euzeby n'assistait pas au colloque, mais en 1993 elle a publié un article dans la *Revue du MAUSS* (Mouvement anti-utilitariste en sciences sociales) sur le « revenu minimum d'existence » ou RME. Or, le RME tel que proposé, semble répondre à certaines des critiques soulevées à l'Université Laval concernant l'allocation universelle de van Parijs et du Basic Income European Network (BIEN) auquel il est associé.

Euzeby propose qu'un « revenu minimum d'existence » devrait remplacer les différentes composantes actuelles du système de protection sociale en France. Il s'agit d'un revenu inconditionnel qui serait donné à tout citoyen dès la naissance, et qui remplacerait, entre autres, le Revenu minimum d'insertion (RMI), les bourses d'études, l'Allocation de parent isolé (API), et l'Allocation spécifique de solidarité. Le RME serait le pilier principal d'un nouveau système de protection sociale.

Cette proposition part du constat que le système actuel n'est pas fonctionnel. Le RMI a permis d'assurer un certain filet de sécurité, mais n'a pas produit les effets escomptés par rapport à l'insertion sur le marché du travail. Aussi, les jeunes de moins de 25 ans et les étrangers sans carte de séjour n'y ont pas accès. En plus, l'administration du RMI est lourde, notamment en ce qui concerne le partage des responsabilités entre le gouvernement central et les instances locales. L'allocation est gérée à partir du centre, tandis que l'insertion se fait localement. Ceci implique beaucoup de tracasseries administratives. En plus le RMI et l'API incitent à la décohobitation, dans la mesure où il est plus payant de rester seul qu'en couple.

D'ailleurs, selon Euzeby, la pénurie actuelle et prévisible d'emplois rend caduc le lien qui est fait dans le RMI entre assistance et insertion au marché du travail. D'où, entre autres, la proposition d'un RME qui serait inconditionnel. Il n'y serait plus question de signer un contrat d'insertion comme c'est le cas du RMI. L'objectif du RME serait de protéger, tout simplement, contre le risque de la pauvreté. Contrairement au RMI, le RME serait administré localement, au niveau départemental. Chaque individu y ayant droit sans condition, le RME pourrait avoir un effet positif sur la stabilité familiale. Il rendrait aussi la protection sociale plus solidaire et plus « lisible ».

Le RME est en fait l'équivalent de l'allocation universelle de van Parijs, ainsi que de ce que d'autres ont appelé le « revenu de citoyenneté » (MAUSS), le « salaire de citoyenneté » ou le « revenu social garanti ». Euzeby souligne les mêmes avantages que van Parijs. Le RME serait moins stigmatisant que le régime actuel et plus facile à administrer, et il permettrait à ceux qui le voudraient de réduire leur temps de travail ou de choisir de travailler à temps partiel. Ceci aurait deux conséquences principales : la réduction de l'offre de main-d'œuvre et ainsi la

LES
er civit
ieux ?

nu de citoyenneté
ou allocation
universelle ?

réduction de la pression sur le marché de l'emploi ; et le fait que les personnes ainsi libérées auraient la possibilité de se consacrer à d'autres activités, tels les responsabilités familiales, les loisirs, les sports, ou des activités d'« enrichissement personnel ».

Là où le RME semble répondre à certaines des critiques soulevées au colloque de Laval, c'est dans le lien proposé par Euzeby entre ce revenu d'existence universel et d'autres formes d'assurance ou d'assistance. Le RME serait le pilier principal d'un système qui en compterait trois autres. Il y aurait des programmes d'assurance complémentaires pour couvrir certains « risques » tels la vieillesse, les accidents de travail, les maladies professionnelles et le chômage ; il y aurait également le maintien d'un régime d'aide sociale afin de combler l'écart entre le niveau actuel des prestations aux personnes dans le besoin et le niveau du RME, si celui-ci s'avère plus bas ; et il y aurait finalement, comme quatrième pilier, différentes formes volontaires d'assurance privée, pour compléter le système de protection. Ce régime serait financé à partir de l'impôt sur le revenu des ménages, ou à partir d'une contribution sociale généralisée.

Citoyennetés et non-citoyennetés

Quel impact aurait l'instauration d'un tel régime sur la situation des personnes exclues du marché du travail ? Selon les résultats d'un projet de recherche que j'ai effectué avec l'assistance de Jean-Yves Desgagnés et Madelyn Fournier sur les trajectoires, entre 1988 et 1993/4, d'un échantillon aléatoire de 100 personnes avec responsabilités familiales, vivant à Montréal et inscrites à l'aide sociale au mois de juillet 1993, j'arrive aux conclusions suivantes.

Le problème principal auquel sont confrontés nos répondants est celui de la pauvreté comme telle. Ces répondants avaient tous des responsabilités familiales

et, à ceux qui travaillaient, les conditions offertes par le marché du travail ne permettraient pas, en général, d'assumer ces responsabilités. Quand on est prestataire de l'aide sociale, la pauvreté devient le principal obstacle à toute sortie du système de sécurité du revenu : la pauvreté appréhendée découlant d'un retour sur le marché du travail aux mêmes conditions, et la pauvreté inhérente à la condition de personne assistée sociale, pauvreté qui rend difficile toute tentative de réinsertion (insuffisance d'alimentation, stress financier, transports en commun inaccessibles, etc.).

POSSIBLES
Travailler autrement
Vivre mieux ?

Il est à remarquer qu'à aucun moment au colloque, lors des débats sur l'allocation universelle, a-t-on suggéré l'augmentation des montants actuellement accordés. Au contraire, il s'agissait tout au plus de les maintenir à leur niveau actuel, ou de les diminuer pour certaines catégories de la population. À ces conditions, on peut conclure que l'introduction de l'allocation universelle n'aurait eu aucun impact sur la capacité matérielle de s'en sortir de nos répondants. Par contre, le caractère universel d'une telle allocation aurait eu, probablement, un impact bénéfique, dans la mesure où cette universalité aurait contribué réellement à diminuer les préjugés. Être prestataire de la sécurité du revenu (ou « sur le BS ») est perçu, et souvent ressenti, comme une honte. Une allocation universelle (ou revenu de citoyenneté) devrait normalement avoir raison de ce genre de préjugé, quoiqu'on puisse imaginer que le fait de ne pas travailler et de recevoir une allocation pourrait alimenter des préjugés d'un nouveau type.

Là où une telle allocation aurait sûrement été fort appréciée et utile à nos répondants, c'est en ce qui concerne la stabilité du revenu. Van Parijs a cité des recherches faites en Angleterre sur les conséquences de l'incertitude sur les ménages vivant dans la pauvreté. Nous avons vu la même incertitude chez les ménages que nous avons étudiés, notamment en ce qui concerne la variabilité des revenus mensuels. La

fixité et la régularité d'une allocation universelle serait une grande amélioration — en autant que les sommes accordées permettent de faire face aux dépenses récurrentes.

Le problème principal, cependant, dans tout ce débat, ne relève pas de la manière d'accorder l'assistance ni, à la limite, de la somme accordée, mais davantage de la théorisation de l'univers des rapports sociaux à l'intérieur duquel navigue la personne qui a besoin de cette aide. À aucun moment, par exemple, lors de la présentation de l'allocation universelle, a-t-on mentionné le problème du logement. Or, dans le cadre de notre recherche, Madelyn Fournier a calculé que nos répondants ont dépensé, en moyenne, 51 % de leurs prestations mensuelles pour payer le loyer, et, dans certains cas, plus de 71 %. En plus, le tiers des répondants ont dit avoir été victimes de discrimination, en tant que personnes assistées sociales, dans la recherche d'un logement, ce qui ne fait que confirmer les recherches déjà effectuées dans ce domaine par la Commission des droits de la personne.

Le marché privé du logement, auquel 84 % de nos répondants ont dû avoir recours, compte tenu de la pénurie de logements sociaux, ne correspond pas, dans son fonctionnement, à l'idée de marché qui sous-tendait les débats à l'Université Laval. Les « lois » de ce marché sont loin d'être impartiales ou « naturelles », mais sont imposées par ceux qui le gèrent en fonction de leurs propres intérêts. Les personnes ne se présentent pas sur ce marché comme des individus, ayant chacun la même capacité de maximiser sa « liberté de choix », mais comme les membres de catégories bien définies : « personne assistée sociale », « femme monoparentale », « Noire ». Ce que cette personne « vaut » sur ce marché est beaucoup plus ce que « vaut » la catégorie à laquelle elle appartient que ce qu'elle « vaut » individuellement, — si une telle notion de valeur individuelle est sociologiquement concevable.

Cette rencontre sur le marché du logement nous en dit long sur ce que vivent les personnes exclues du marché du travail dans leurs rapports avec les autres catégories de la population. Quel que soit le niveau de leurs prestations, on va leur demander plus cher pour occuper des logements de moins bonne qualité. S'il est vrai que les personnes assistées sociales au Québec paient, en moyenne, la même proportion de leurs prestations sur le logement que nos répondants, il faudrait conclure qu'approximativement 2 milliards \$ sur les 4 milliards \$ déboursés annuellement en assistance sociale vont directement dans les poches des propriétaires de logements, et pas nécessairement les plus responsables. Étendre cette même logique aux vendeurs de meubles, aux prêteurs, aux employeurs au noir et aux autres catégories qui rôdent autour des personnes exclues et qui « profitent » de la pauvreté montre que le marché idéal imaginé par les économistes disparaît dans les brumes.

Si on ne touche pas à ces marchés de travail, de logement, de consommation et de prêts, si on n'impose pas à ces marchés des règles de fonctionnement plus respectueuses des intérêts collectifs des citoyens, tout « revenu de citoyenneté » ne sera qu'un vœu pieux, les lieux d'exercice de cette citoyenneté n'existant pas. La « citoyenneté » réelle, ou « sociologique », est réservée à d'autres : ceux qui ont tout le loisir d'imposer leurs droits de citoyens sur les territoires qui sont sous leur contrôle.

L'« allocation universelle » en soi, toute seule, n'aurait aucun impact, sinon de créer l'impression de l'universalité au même titre qu'un ministère de la Solidarité peut donner l'impression que la solidarité existe. En réalité, il n'y a pas d'universalité là où ça compte, c'est-à-dire sur les différents marchés de travail, d'études, de logement, de services publics, de consommation, pour ne nommer que ceux-là, où les personnes se présentent quotidiennement. L'allocation universelle, ou le revenu de citoyenneté ou

POSSIBLES
Travailler autrement
Vivre mieux ?

VOIES
d'aller
autres
mieux ?

de citoyenneté
ou allocation
universelle ?

d'existence, pourrait, éventuellement, être un outil formidable de redistribution et de sensibilisation, mais à la condition qu'on impose préalablement nos droits de citoyens sur ces différents marchés.

Un nouveau contrat social

Il importe en premier lieu d'être en mesure de définir ce que nous entendons par « tout citoyen » ou de le « plaindre ».

En effet, pour l'appliquer à tout être humain, nous devons nous interroger sur la nature de ce qui nous rend tous égaux. C'est la question de la dignité humaine, de la reconnaissance de la valeur de chaque être humain, de la reconnaissance de la capacité de chaque être humain à participer à la vie sociale. C'est la reconnaissance de la dignité humaine, de la reconnaissance de la valeur de chaque être humain, de la reconnaissance de la capacité de chaque être humain à participer à la vie sociale.

1. C'est la question de la dignité humaine, de la reconnaissance de la valeur de chaque être humain, de la reconnaissance de la capacité de chaque être humain à participer à la vie sociale.

Un nouveau contrat social

L'aggravation des inégalités est telle qu'elle impose de renouer avec une volonté de justice sociale qui passe par une action en matière de taux d'intérêt ou de rééquilibrage du partage de la valeur ajoutée au profit du travail. Mais ces actions indispensables ne sauraient suffire à fonder un projet politique ; d'abord parce que concernant le niveau macro-économique, elles ne permettent pas aux citoyens de contribuer concrètement au changement social même si elles améliorent leurs conditions de vie ; ensuite parce que le « danger social d'une catastrophe identitaire, d'une perte collective de repères et de valeurs porteuses de sens et d'action existe bel et bien »¹. Avec la mondialisation et la tertiarisation des économies² l'action corrective de l'État keynésien et de l'État-providence sous ses formes traditionnelles ne permet plus à elle seule d'endiguer l'effritement du salariat. Comme le travail salarié

1/ Comme le dit R. Sainsaulieu dans la préface à : B. Eme, J.-L. Laville, *Cohésion sociale et emploi*, Paris, Desclée de Brouwer, 1994, p. 12.

2/ Sur les conséquences concrètes de la mondialisation et de la tertiarisation, cf. G. Roustang, J.-L. Laville, B. Eme, D. Mothé, B. Perret, *Vers un nouveau contrat social*, Paris, Desclée de Brouwer, 1996.

s'était imposé comme le premier vecteur d'intégration sociale, il y a là un nouveau défi.

Comment réagir face à cette situation inédite ?

Refuser les simplismes

Il importe en premier lieu d'éviter les extrémismes du « tout emploi » ou de la « pleine activité ».

En effet, prôner l'emploi à tout prix peut aboutir paradoxalement à ne plus prêter attention à ce qui faisait le caractère intégrateur du salariat, c'est-à-dire l'accès à des protections sociales et à un collectif détenteur de droits. L'impératif de la création d'emploi ne doit pas amener à la prolifération des « petits boulots ». L'avenir que certains nous présentent à base de faux travailleurs indépendants enfermés dans des systèmes de sous-traitance en cascade, d'emballeurs de paquets dans les supermarchés ou de cireurs de chaussures n'est pas celui que nous voulons pour nos enfants.

Il faut se garder à l'inverse du prophétisme de la fin du travail : « La proportion des salariés dans la population active est demeurée pratiquement inchangée depuis 1975 »³. Dans le plaidoyer pour la « pleine activité », l'argumentation débouche souvent sur l'horizon d'un travail plus flexible, moins protégé, plus mobile. Selon cette conception, l'activité devient donc un substitut à l'emploi, ce qui explique la critique selon laquelle l'idée d'activité peut servir de cheval de Troie pour masquer l'incapacité à agir pour l'emploi. À défaut d'emploi on préconise de l'activité.

3/ Pour reprendre le constat de R. Castel, *Les Métamorphoses de la question sociale*, Paris, Fayard, 1995.

Il devient donc urgent de se démarquer d'une pensée dichotomique trop réductrice.

POSSIBLES
Travailler autrement
Vivre mieux ?

Changer de regard sur l'économie

Pour aller dans ce sens, la condition préalable est de rompre avec cette représentation tronquée de l'économie selon laquelle seule l'économie marchande serait créatrice de richesses et d'emplois. Cette vision partielle a été trop intériorisée, y compris au sein des forces de gauche.

En fait, la réalité de l'économie contemporaine est beaucoup plus complexe et d'une nature mixte. Ainsi l'économie de marché bénéficie de nombreux investissements publics. L'entreprise utilise une main-d'œuvre qu'elle n'a ni éduquée, ni formée ; elle hérite d'un capital social et moral qui est totalement ignoré. En outre, l'économie marchande prélève largement sur la redistribution. Par exemple, il a été amplement démontré que l'agriculture productiviste est la plus subventionnée. Les entreprises à forte valeur ajoutée pèsent aussi sur la collectivité à travers les aides et les commandes publiques ou les prêts préférentiels, etc. De même les grandes industries (aéronautique, automobile, sidérurgie, etc) sont largement dépendantes d'une logique de puissance commandée par des choix politiques.

La réflexion sur les rapports entre économie et société suppose donc de s'inscrire dans une perspective plus réaliste : celle d'une économie avec marché, autrement dit, une économie plurielle dont le marché constitue l'une des composantes qui, tout en étant majeure, n'est en rien unique.

L'économie plurielle ne procède pas d'une nostalgie passéiste. Elle ne consiste pas à prôner le retour à un passé idéalisé. Les dépendances dont le salariat a permis de sortir ne pourront être rétablies, malgré les efforts des conservateurs pour

renvoyer les femmes dans leur foyer. En revanche, cette économie plurielle propose un autre cadre d'analyse pour s'attaquer aux problèmes que l'économie marchande n'arrive pas à juguler seule. Elle repose sur la distinction entre trois pôles de l'économie : l'économie marchande, l'économie non marchande et l'économie non monétaire. Les économies non marchande et non monétaire ne sont pas que résiduelles : l'économie non marchande permet, par la redistribution qu'elle opère, à 45 % des résidents adultes en France d'échapper à la pauvreté ; pour sa part, l'économie non monétaire est basée sur la réciprocité et l'entraide mutuelle, et si elle est ignorée par la comptabilité nationale, elle continue à régner dans bien des domaines de la vie quotidienne.

Placer tous les espoirs de sortie de crise dans l'économie de marché, c'est donc s'enfoncer dans une impasse. Par contre, en déplaçant l'analyse la perspective de l'économie plurielle ouvre de nouvelles pistes quant au rapport entre économie et société parce qu'elle distingue plusieurs plans d'action complémentaires dans les économies marchande, non marchande et non monétaire autant que dans leurs articulations, qui peuvent être multiples et à géométrie variable.

Pour définir la meilleure articulation possible entre les trois pôles de l'économie, il faut essayer de préciser les avantages et les inconvénients de chacun d'eux. L'économie marchande peut être source d'efficacité, mais à l'inverse, elle peut engendrer de graves inégalités car elle ne s'intéresse qu'aux besoins solvables. L'économie non marchande peut garantir davantage d'égalité, par exemple dans l'accès aux services publics, mais elle peut être source de bureaucratie, de lourdeur administrative faute de la sanction du marché. Les solidarités de proximité très précieuses qui sont à la source de l'économie non monétaire peuvent aussi être pesantes et entrer en contradiction avec le désir d'émancipation individuelle. Il ne s'agit donc pas de « choisir » l'un

des pôles, mais de rechercher, puisqu'il est clair que nous sommes en crise, de nouveaux équilibres.

POSSIBLES
Travailler autrement
Vivre mieux ?

La complémentarité entre réduction du temps de travail et développement de l'économie solidaire

À partir de cette approche, il devient possible de rompre avec des politiques de l'emploi se traduisant massivement par des effets d'aubaine pour les entreprises, par des effets de cannibalisme entre les firmes aidées et leurs concurrentes, par des effets de substitution entre postulants à un emploi et par des effets de stigmatisation ou de renforcement des inégalités au sein des bénéficiaires⁴. Le redéploiement des aides à l'emploi peut alors s'opérer vers la réduction du temps de travail et l'économie solidaire.

De la réduction du temps de travail

Pour ce qui est du temps de travail, la question n'est pas d'être pour ou contre sa réduction. Il s'agit de se prononcer pour le caractère maîtrisé ou sauvage de ce processus en cours⁵. Aujourd'hui seules certaines catégories pâtissent de l'absence de travail : les préretraités obligés de quitter leur activité alors qu'ils sont en pleine forme, les femmes qu'on essaie de renvoyer à leur foyer, les jeunes qui n'arrivent pas à s'intégrer sur le marché du travail. Éviter l'inégalité du partage de l'emploi implicite qui se pratique depuis 10 ans, suppose un effort de baisse de la durée du temps de travail pour tous. Il importe par conséquent de mettre en avant, malgré toutes les difficultés pratiques, l'objectif d'un partage de l'emploi collectivement négocié et assumé par une société susceptible de redistribuer, à la fois la

4/ Comme le montre, entre autres, M. Lallement, « L'État et l'emploi », in *Cohésion sociale et emploi*, op. cit., p. 73-82.

5/ Cf. Les contributions au débat de J. Rigaudiat.

Un nouveau contrat social

durée du travail mais aussi l'ensemble des garanties associées à ce travail dans une perspective du maintien de ce continuum qu'était le salariat. Sans mésestimer les obstacles concrets que rencontre la réduction du temps, il est primordial de ne pas se laisser manipuler par les idéologues qui voudraient nous y faire voir le symbole d'un renoncement. Le renoncement n'est pas dans l'instauration d'un large débat sur la réduction du temps de travail mais plutôt dans l'évolution actuelle qui est celle d'un partage inégalitaire et insidieux.

... à l'économie solidaire

Mais en plus de la nécessaire action en faveur de la réduction du temps de travail, il y a la nécessité de promouvoir pour elles-mêmes des activités contribuant au lien social et à la création d'emploi. Si la baisse du temps consacré à l'emploi doit être maîtrisée pour qu'elle ne soit pas excluante, elle doit être couplée à une discussion sur les conditions nécessaires à un développement des activités susceptibles de répondre à des besoins sociaux non satisfaits. À cet égard, le problème ne se limite pas à la solvabilisation de ces besoins. Quand la demande est floue et l'offre encore peu organisée, la construction et l'organisation des rapports entre l'offre et la demande qui ne s'établissent pas spontanément doivent être envisagées en même temps que la solvabilisation⁶ faute de quoi cette dernière ne pourrait engendrer que des déceptions.

Le meilleur garant de la réussite dans ce domaine est de ne pas concevoir une politique « descendante » de plus, mais de trouver une forme d'intervention publique qui puisse soutenir, encourager et amplifier les initiatives de terrain. Il est urgent de reconnaître une économie solidaire qui émerge depuis une vingtaine d'années tant en Europe que dans

6/ Cf. J.F. Noel, *Propositions pour développer les services de proximité*, Commission nationale emploi-insertion.

d'autres continents⁷ et repose sur des combinaisons et des hybridations entre les trois pôles de l'Économie. En France, cette dynamique innovatrice n'a pas encore été désignée pour ce qu'elle est, c'est-à-dire un nouvel enjeu politique.

Les initiatives locales sont nées à partir de trois dynamiques distinctes : la préoccupation d'insérer dans l'emploi des personnes exclues du marché du travail, le souci de créer des activités dans des espaces urbains et ruraux « défavorisés », la prise en charge de réponses à de nouvelles demandes en impliquant les usagers concernés et en veillant à l'accessibilité des services, en particulier dans les services de proximité. Les démarches sont donc diversifiées mais elles se rejoignent dans la volonté de réconcilier initiative et solidarité, alors que ces deux valeurs ont longtemps été séparées : à l'économie, l'entreprise et au social, le partage.

Encore faut-il pour cela qu'il n'y ait pas d'erreur sur leur rôle. Elles ne sont pas la solution quantitative au problème du chômage. Leur importance réside ailleurs, dans leur capacité à articuler trois dimensions : création de vrais emplois professionnalisés, renforcement de la cohésion sociale par la mobilisation locale engendrée, contribution à la citoyenneté par l'expression et l'action collectives à propos de problèmes quotidiens. En voulant les rabattre sur de simples gisements d'emplois ou sur des actions caritatives, les politiques publiques ont jusqu'ici entraîné un véritable jeu de dupes : les entrepreneurs sociaux et les militants fortement investis dans ces projets et réalisations ont l'impression d'avoir été trahis tandis que les responsables publics se désolent du manque d'ampleur des résultats atteints. Que ce soit dans l'aide à domicile, l'accueil des jeunes enfants, la culture, le sport, l'aménagement du cadre

7/ Pour une présentation des expériences et de la situation dans différents pays européens et américains, cf. J.-L. Laville, *L'Économie solidaire, une perspective internationale*, Paris, Desclée de Brouwer, 1994.

de vie ou l'environnement, des groupes se sont mobilisés mais leurs efforts n'ont pas été vraiment légitimés. Ramenés à des palliatifs temporaires, ils ont été négligés et amalgamés avec le traitement social du chômage parce qu'on continue à attendre le salut de l'entreprise à but lucratif. Plutôt que de persister dans cette illusion, mieux vaudrait apporter un soutien à toutes ces démarches dont le coût pour la collectivité ne saurait être supérieur à celui apporté à certaines activités marchandes comme l'agriculture ou divers secteurs industriels. De ce point de vue, les difficultés principales ne sont pas d'ordre budgétaire, elles tiennent bien à la focalisation sur la seule économie de marché qui ne laisse pas de place aux autres composantes de l'économie.

De plus, une reconnaissance de l'économie solidaire paraît en mesure de rassembler de nombreux acteurs sociaux qui s'étaient détournés de la politique « traditionnelle » pour s'orienter vers des actions locales, tout en étant conscients de leurs limites. C'est aussi cet enjeu qui est sous-jacent.

C'est pourquoi, combinés avec des mesures macro-économiques appropriées, les deux axes que sont la réduction du temps de travail et le soutien à l'économie solidaire peuvent s'avérer complémentaires dans la perspective d'un nouveau contrat social.

Contre le « Workfare »

À défaut d'une telle évolution, la régression sociale menace. On la voit aujourd'hui s'imposer aux États-Unis où le *Welfare*, l'État-providence, est remis en cause au profit du *Workfare*, le travail obligatoire⁸. Cette tendance n'épargne pas l'Europe où des voix de plus en plus insistantes s'élèvent pour réclamer

8/ Sur ce point, voir M.R. Anspach « L'archipel du Welfare américain, âge d'abondance, âge de pierre », dans *La revue du Mauss*, « Vers un revenu minimum inconditionnel ? », n° 7, 1^{er} semestre 1996.

que le droit aux prestations sociales ait pour contrepartie le devoir de travail et où certaines législations s'infléchissent dans ce sens. La face cachée du libéralisme dogmatique est donc cet autoritarisme qui ne peut s'empêcher de stigmatiser les victimes et qui trouve un écho dans une partie de la population déboussolée par l'ampleur des changements en cours. Le risque d'un retour vers la situation du siècle dernier où la société de marché a déjà fait peser la menace du travail forcé pour les pauvres existe bien. Pour qu'il s'estompe, il est à craindre que les raisonnements « social-démocrates ou progressistes », centrés sur la défense de la redistribution, ne suffisent plus. Il importe de repenser dans leur globalité les rapports entre économie et société afin de trouver une nouvelle façon d'agir en politique. Autrement dit, l'enjeu est de définir un *nouveau contrat social* qui ne soit plus fondé sur le couple marché-assistance mais sur un renouvellement et une réconciliation des valeurs d'initiative et de solidarité. Cette tâche devient urgente pour éviter le pire⁹.

9/ La perspective esquissée dans ce texte est développée dans G. Roustang, J.-L. Laville (et al.), *Vers un nouveau contrat social*, op. cit. et J.-L. Laville, *L'Économie solidaire, une perspective internationale*, op. cit.

SIBLES
aller outre-
mer ?

PATRICE LESBIANC

Le Québec a-t-il des perspectives d'avenir ?
L'immigration est-elle la solution ?

La vie suit son cours pendant que le travail passe **PARCOURS**

À 36 ans, je suis un jeune professeur d'université à statut précaire. Depuis trois ans j'ai eu cinq contrats de deux ou trois ans, un contrat de professeur invité à un temps de 10 mois et un autre de 7 mois, et quelques contrats de recherche. Entre ces différents contrats, des périodes de chômage plus ou moins longues. À mon âge, on nous l'a rappelé lors de la mort l'autonome de nos, Robert Bourassa était premier ministre du Québec. Quelques années plus tôt, à l'apogée de mon âge, Jacques Parizeau était un important sous-ministre et avait déjà contribué à la formation de la Courne de dépôt et de planification de Québec. Bourassa et Parizeau sont dans une certaine mesure des vis d'époque. Tout cela s'est fait, se déroulent pas premier ministre ou important fonctionnaire à 36 ans dans les années 50 et 70. Ma carrière cependant, est, à notre époque, beaucoup plus courante. Les périodes successives de travail et de chômage sont le lot de plus en plus de personnes dans notre société. En 36 ans, le structure du marché du travail et la place que la société québécoise fait à ses jeunes se sont profondément transformés.

PATRICE LEBLANC

La vie suit son cours pendant que le travail passe

J'ai 36 ans, je suis un jeune professeur d'université à statut précaire. Depuis trois ans j'ai eu cinq contrats de chargé de cours, un contrat de professeur invité à mi-temps de 10 mois et un autre de 9 mois et quelques contrats de recherche. Entre ces différents contrats, des périodes de chômage plus ou moins longues. À mon âge, on nous l'a rappelé lors de sa mort l'automne dernier, Robert Bourassa était premier ministre du Québec. Quelques années plus tôt, toujours au même âge, Jacques Parizeau était un important sous-ministre et avait déjà contribué à la formation de la Caisse de dépôt et de placement du Québec. Bourassa et Parizeau sont dans une certaine mesure des cas d'espèce. Tous, tant s'en faut, ne devenaient pas premier ministre ou important fonctionnaire à 36 ans dans les années 60 et 70. Ma précarité cependant, est, à notre époque, beaucoup plus courante. Les périodes successives de travail et de chômage sont le lot de plus en plus de personnes dans notre société. En 30 ans, la structure du marché du travail et la place que la société québécoise fait à ses jeunes se sont profondément transformées.

Il ne s'agit pas tellement ici de décrier une fois de plus la place trop grande qu'occupent les baby-boomers sur le marché du travail, de remâcher le sempiternel discours de la génération lyrique pour qui la vie est si belle, de se plaindre de la génération X qui ne fait rien politiquement, de décrier la situation de la génération Glad, celle qui est bon marché, résistante et jetable. Il s'agit au contraire de parler du phénomène de la précarisation de l'emploi et de ses effets dans la vie de tous les jours de ceux qui la vivent. Bien sûr elle touche plus particulièrement les jeunes, mais elle traverse néanmoins l'ensemble de la société québécoise.

POSSIBLES
Travailler autrement
Vivre mieux ?

La précarité au quotidien

La précarisation du travail vient modifier en profondeur un certain nombre d'éléments de notre vie quotidienne. Notamment notre rapport au temps, notre perception de nous-mêmes et nos liens avec l'entreprise qui nous engage prennent des formes que les générations qui nous ont précédés n'ont pas véritablement connues.

Le travail précaire hachure le temps en périodes plus ou moins courtes de travail et en périodes plus ou moins longues de chômage. Aussi est-ce le temps court qui devient prépondérant dans nos vies, chassant du même coup le temps long des projets. Toute planification doit se faire dans le court terme. Et ce, tant dans les périodes de travail que dans l'ensemble de notre vie. Au travail, sachant que nous ne sommes engagés que pour un an, voire six mois, il est difficile de mettre en place des projets, ou plus simplement d'y participer, sur des périodes de temps plus longues. Comment, par exemple dans mon cas, penser à des projets de recherche d'un peu d'envergure lorsque je ne sais pas si l'an prochain je serai encore à l'emploi de l'université ?

Cette incertitude face à l'avenir complique également les choix que l'on peut faire dans la sphère

ES
r
autres
eux?
ie suit son cours
pendant que le
travail passe

privée. Il devient difficile d'établir ce que d'aucuns appellent un plan de vie. Comment imaginer ce que nous serons dans dix ans lorsque l'année prochaine reste incertaine ? Par exemple, comment planifier avoir et élever des enfants lorsque l'incertitude économique est notre lot quotidien ? Le désir d'avoir ou de ne pas avoir d'enfants est dès lors conditionné la plupart du temps par nos périodes d'optimisme et de pessimisme face à l'avenir et à nos possibilités d'emploi.

Dans le même ordre d'idée, l'achat d'une maison, qui pourrait contribuer d'une certaine façon à assurer tant soit peu nos vieux jours en ces années où il est difficile voire impossible de cotiser à un fonds de pension, est particulièrement compliqué. Il n'est pas facile d'obtenir le financement nécessaire à son achat. D'une part, la précarité ne nous permet pas toujours d'accumuler la mise de fonds initiale. D'autre part, les banques et les caisses populaires se montrent souvent réticentes à consentir un prêt à des travailleurs précaires. Puisque votre contrat n'est que de six mois ou un an, comment ferez-vous pour rembourser votre hypothèque ? se fait-on dire. Par ailleurs, la précarité dans l'emploi demande une certaine souplesse. L'emploi disponible n'est pas toujours dans la ville où l'on vit. Le travail étant rare, il pourra arriver que l'on doive ramasser ses pénates et déménager dans une autre ville. Est-ce bien sage alors de s'enraciner dans un milieu en s'achetant une maison ?

On pourrait penser, en contrepartie, que la précarité nous libère périodiquement de l'emprise du travail et nous permet de vivre plus souvent que nos aînés dans un temps choisi. Rappelons-nous ces titres évocateurs de la fin des années 70 et du début des années 80 : « Travailler deux heures par jour¹ », « La Révolution du temps choisi² », « Le Temps des

1/ Adret, Éditions du Seuil, Paris, 1977.

2/ Échange et Projets, Éditions Albin Michel, Paris, 1980.

initiatives³», « Le Chômage créateur⁴ ». Tous des titres qui chantaient les bienfaits du temps hors travail. Malheureusement, le temps libre qu'entraîne avec elle la précarité n'est aucunement, ou à tout le moins rarement, un temps béni des dieux. Dans ces circonstances, la période entre deux emplois s'accompagne d'incertitude, d'insécurité, d'angoisse et de moments de déprime. Et dans ces conditions, on l'aura compris, le temps de création que pourrait nous offrir l'entre-deux emplois se trouve fortement hypothéqué.

POSSIBLES
Travailler autrement
Vivre mieux ?

Si la précarité entraîne une modification de notre rapport au temps, elle modifie également, parfois, l'estime et l'image que nous avons de nous-mêmes. Dans nos sociétés la construction de l'identité personnelle passe pour beaucoup par le travail rémunéré que nous faisons. Ne répond-on pas la plupart du temps à la question « Qui êtes-vous ? » par notre statut de travailleur : je suis professeur d'université, je suis sociologue ? En situation de précarité il devient plus difficile de répondre avec conviction à de telles questions. Nous sommes moins certains de qui nous sommes et de notre place, de notre rôle dans la société.

Par ailleurs, on a beau essayer de s'encourager en se disant que notre précarité repose sur une structure du marché de l'emploi qui nous dépasse, il n'en reste pas moins qu'on se questionne périodiquement sur nos propres capacités de travailleurs. Si je me retrouve si souvent sans emploi, cela ne découle-t-il pas de certaines faiblesses qui me sont propres ? À la culpabilité initiale et au découragement qui s'en suit, vient s'ajouter une rage quant au choix d'études et de carrière que nous avons fait plus jeunes. Si je suis précaire, ne serait-ce pas parce que j'ai fait de mauvais choix à 17 ou 20 ans ? Pourquoi être devenu sociologue puisqu'il y a si peu

3/ Échange et Projets, Éditions Albin Michel, Paris, 1983.

4/ Illich, Ivan, Éditions du Seuil, Paris, 1977.

IBLES
aller
mieux ?

rie suit son cours
pendant que le
travail passe

d'emploi pour eux ? On se dit qu'on aurait dû regarder plus attentivement les perspectives d'emploi avant de choisir son champ d'étude. (Cette situation se répète d'ailleurs chez les plus jeunes qui entrent aujourd'hui au cégep ou à l'université. Leurs choix sont de plus en plus guidés par la possibilité d'un travail régulier à temps plein bien rémunéré à la fin de leurs études). À long terme, un tel questionnement quant à notre identité personnelle et à nos capacités en tant que travailleur peut nous amener à vouloir jeter la serviette. Nous risquons dès lors d'entrer dans une interminable spirale qui débouche sur l'exclusion sociale. Sans travail, ou avec des boulots de plus en plus précaires, on n'a plus le sentiment de participer utilement à la société.

Enfin, la précarité transforme notre rapport à l'employeur. Paradoxalement cela se fait dans deux directions opposées. D'une part, parce que nous sommes précaires et que nous souhaitons rompre avec cette précarité, nous avons tendance à nous donner à plein, à en faire plus que l'employeur en demande. Engagé pour 40 heures par semaine, nous en faisons 50, si ce n'est 60. De cette façon nous démontrons à l'employeur quel bon choix il a fait en nous engageant et nous nous rassurons quant à nos capacités de travailleur. C'est aussi l'occasion de bonifier notre curriculum vitae, ce qui pourra nous être utile lorsque nous chercherons le prochain emploi. On comprendra que l'employeur bénéficie de cette situation et peut-être même l'encourage. Il a trouvé un employé très performant et face auquel il n'a que peu d'obligations.

D'autre part, parce que nous ne sommes qu'un travailleur de passage, nous ne nous identifions que peu à l'entreprise qui nous engage. Nous ne voyons pas la pertinence de nous donner à elle corps et âme. Nous ferons un travail des plus honnête et de qualité, mais nous ne monterons pas nécessairement aux barricades pour elle. Également, parce que la culture de cette entreprise nous reste jusqu'à un

certain point étrangère, il devient difficile de toujours bien comprendre sa dynamique interne. Pour bien saisir les débats, les discussions de corridors ainsi que les jeux de pouvoir qui l'animent, il faut du temps. Six mois, un an, c'est une bien courte période pour le faire. La précarité a donc un coût pour l'entreprise. Le travailleur précaire, bien qu'il fasse un excellent travail, ne participe pas véritablement à la vie de l'entreprise. Il reste toujours un étranger.

POSSIBLES
Travailler autrement
Vivre mieux ?

La précarité au quotidien s'accompagne donc d'un certain nombre de conséquences qui peuvent rendre la vie au jour le jour du travailleur peu agréable et avoir des implications non négligeables pour les entreprises, et la société dans son ensemble. Y a-t-il moyen de la dépasser ?

Dompter la précarité

La précarité existe notamment, et c'est une lapalissade, parce qu'il y a un manque d'emplois permanents dans notre société. Si les entreprises parvenaient à créer davantage d'emplois, plusieurs travailleurs précaires pourraient espérer dénicher un emploi pour plus que quelques mois à la fois. C'est dans cette voie que semblent vouloir s'engager les gouvernements, les syndicats et les entreprises. Le mot d'ordre est « Créons de l'emploi ». Différentes avenues sont explorées : la diminution du temps supplémentaire, la réduction du temps de travail de quelques heures par semaine, la mise à la retraite d'un certain nombre de travailleurs, etc. Toutes ces propositions reposent toutefois sur la même prémisse : le plein emploi est un objectif atteignable. Pourtant, dans nos sociétés postindustrielles la délocalisation des entreprises et l'utilisation de plus en plus généralisée de l'informatique, notamment, font que l'on produit plus avec moins de travailleurs. Aussi, la solution à la précarité ne passe que difficilement par l'augmentation des emplois disponibles.

Plus fondamentalement, c'est donc notre conception même du travail qu'il faut parvenir à changer. La société québécoise, comme toutes les sociétés industrielles avancées, place au centre de la vie le travail, le travail compris comme une activité rémunérée à temps plein. Sans travail, point de salut, pourrions-nous dire. Pourtant, si pendant longtemps le travail pouvait être vu comme un pôle de stabilité dans nos vies, cela est de moins en moins vrai de nos jours. Un travailleur changera plusieurs fois d'emploi durant sa vie active et il traversera sans doute plusieurs moments de précarité. Aussi, conserver cette conception désuète du travail fait en sorte que la précarité et les problèmes qu'elle entraîne ne peuvent être dépassés.

Il faut sans doute se diriger vers l'idée d'une société de pleine activité. Ce n'est plus tant l'obsession du travail à temps plein, ce qu'André Gorz appelle le travail hétéronome⁵, qui doit nous habiter, mais davantage la création, à côté de cette sphère du travail, d'une série d'activités autonomes dans lesquelles les individus pourront s'investir et ainsi participer pleinement au développement de leur société. Pour ce faire, il faudra cependant réfléchir — comme le font certains ici dans ce numéro de POSSIBLES — à un moyen d'assurer un revenu minimum à tous les individus de la société, le salariat ne pouvant plus être vu comme un moyen efficace de distribution de la richesse, trop de travailleurs étant à l'extérieur du marché du travail pour des périodes plus ou moins longues. Cela demandera peut-être aussi que nous révisions nos modes de consommation. Il faudra peut-être viser une forme de frugalité volontaire.

En somme, le développement important de la précarité dans nos sociétés nous invite à réinventer le travail et à repenser sa place dans nos existences.

5/ Notamment dans *Adieux au prolétariat. Au-delà du socialisme*, Éditions Galilée, Paris, 1980.

Il nous invite à imaginer collectivement de nouveaux modes de vie de façon à ce que la vie puisse continuer de suivre son cours bien que le travail nous glisse de plus en plus sous les pieds. Voilà un des messages que la précarité nous lance.

POSSIBLES
Travailler autrement
Vivre mieux ?

ANDRÉ THIBAUT

Aux marges du palais, y'a une tant belle vie

Les règles du jeu qui régissaient les rapports sociaux au Québec ont été, en 1975, puis de nouveau en 1982 et 1989, secouées sur leurs bases par un véritable tourbillon — pour peu que les mots aient un sens. Apparaissait dans le paysage la Charte des droits de la personne, « une loi fondamentale qui prévaut sur toute autre loi ou règlement relevant de la compétence législative du Québec »¹.

Les avocats entraient dans la danse et les militants sociaux dits « de base » allaient s'y reconnaître de moins en moins. On n'avait plus à revendiquer pour légitimer certains droits mais à manipuler des techniques administratives et juridiques pour en assurer le respect concret. On eut une mauvaise surprise : en même temps que les règles d'admission au banquet se civilisaient, le nombre de places diminuait. De plus en plus de gens avaient droit à de moins en moins d'emplois. La bataille était gagnée sur papier et perdue sur le terrain.

Il est bien certain que les baisses actuelles du niveau de vie ou ralentissements de la croissance

1/ Commission des droits de la personne du Québec, *Mieux gérer en toute équité*, Québec, 1991.

créent de l'insécurité ou de la colère, qui ne sont pas plus drôles que les précédents abus de pouvoir. Mais cela ne débouche pas sur des manifestations de mécontentement collectif. Les jeunes les plus remuants ne sont plus contestataires comme naguère mais se trouvent plutôt du côté des *drop in* qui rêvent de créer leur entreprise à 20 ans et de réaliser leur premier million de chiffre d'affaires avant 30 ans.

Pour que leur investissement professionnel réussisse ainsi, « faut qu'ça plaise », comme le chante Ricet-Barrier. Si on conserve le rêve d'une actualisation par le travail, mieux vaut ne pas demeurer sur place quand ils l'ont envahie.

Le calcul purement mercantile, le conformisme qu'il entraîne, la compétition sauvage et la course fébrile *sont bien adaptés* s'il s'agit de mettre son activité professionnelle au service d'une direction anonyme issue du maillage indéchiffrable de géants financiers dans un marché en expansion permanente hanté par la mondialisation. Pour les échanges de biens et services tout près, avec des partenaires en chair et en os, cette logique perd sa validité. Dans une transaction personnalisée, la connivence s'impose et l'adaptation mutuelle entre les partenaires ne tolère ni la standardisation ni la routine. Tu m'aimes ou tu vas faire des affaires ailleurs. Si les pharmacies Jean Coutu ont senti le besoin d'affirmer dans leur publicité qu'on y « trouve de tout, même un ami », c'est que le rapport pharmacien-client ne peut évacuer la dimension socio-affective.

Comme ce fut longtemps le cas dans les marchés publics de toutes les villes du monde, l'échange économique nécessite alors des préludes non économiques qui constituent l'entrée en contact ; celle-ci n'a que faire des grilles administrées mécaniquement par des psychotechniciens et tout à voir avec la perception intuitive des affinités. Des réseaux se construisent et s'entretiennent à cette occasion ; l'économie remplit sa fonction de ciment social. Les

POSSIBLES
Travailler autrement
Vivre mieux ?

arges du palais,
ne tant belle vie

partenaires sont les employeurs les uns des autres ; aussi longtemps que l'activité de l'autre leur est utile et qu'il leur est agréable de commercer ensemble, il y a du travail pour eux. Je repense aux clients de mon père qui venaient jadis repeindre ma chambre ou qui nous apportaient un quartier d'original parce qu'ils n'avaient pas les moyens de payer en argent l'accouchement de leur petit dernier. Ils n'avaient besoin de formulaire d'autorisation d'aucun ministère ni conseil d'administration.

Désenchantement du grand rêve technologique

Les entreprises qui déçoivent plusieurs d'entre nous, organisations de production logiquement subdivisées en groupes de spécialistes poussant chacun à leur limite optimale les possibilités d'une science ou d'un art, représentent pourtant la réalisation de certaines utopies progressistes du passé, parmi les plus audacieuses et les plus généreuses. On voulait substituer à l'affrontement sauvage des intérêts et à l'exploitation du labeur par la paresse la mise à profit des plus nobles facultés humaines en vue d'améliorer le bien-être général en augmentant la somme des biens et services disponibles pour la collectivité.

Si on essaie de percer cette couverture romantique et de regarder crûment les applications réelles de la raison technologique, le tableau devient fort différent.

D'abord, le discours technologique, à l'encontre de ses prétentions à la rigueur intellectuelle suprême, s'érige lui-même en dogme et se montre fermé aux remises en question. À tout observateur désintéressé, il crève rapidement les yeux que la spécialisation et la hiérarchisation de l'expertise plongent les organisations de production dans une ambiance qui remplit bien mal les promesses de la théorie : les experts se trompent plus souvent qu'on ne s'y attendrait, le

raffinement des présentations déguise souvent des données obtenues au pifomètre, la logique isolée de chaque fonction tend souvent à la schizophrénie, les synthèses et décisions élaborées au sommet ignorent souvent les volumineux rapports des spécialistes pour refléter surtout les rapports de force.

POSSIBLES
Travailler autrement
Vivre mieux ?

Ces manques sont souvent reconnus. Quand il s'agit de les expliquer, rares sont ceux dans l'organisation qui soulèveront des doutes sur l'applicabilité du mythe technico-administratif qui sert de norme de référence. On accuse plutôt un à un les détenteurs de postes de ne pas être à la hauteur de leurs fonctions pour des raisons personnelles. Une variante de cet alibi a valu à son auteur un succès de librairie spectaculaire : il s'agit du canular connu sous le nom de principe de Peter. On commencerait à voir la lueur au bout du tunnel : le fossé qui existe si souvent entre les attentes théoriques et les performances réelles des divers experts de la technique et de l'administration serait imputable, non pas à l'irréalisme du modèle mais au plafonnement des individus à leur « niveau d'incompétence² ». Comme dans tous les systèmes doctrinaires, on préserve la pureté de la doctrine contre les démentis de la réalité en multipliant les blâmes aux pécheurs individuels.

Pour que l'idéologie prônant à la rationalité technique et administrative une vérité et une efficacité supérieures se défende avec tant d'énergie, il faut qu'elle assure ainsi la sauvegarde de quelque chose qui soit plus existentiel que la seule vanité idéologique. De quoi s'agit-il ?

Une constatation s'impose. Reconnaître comme valeur transcendante et indiscutable l'efficacité des

2/ Les hauts gradés et les analystes de notre appareil militaire en sont restés à ces piteuses esquives quand ils ont tenté d'expliquer les stupidités et abus commis en Bosnie par nos glorieux machos en uniformes : les officiers promus en période de paix manqueraient de leadership. Sous-entendu : l'armée elle-même est une institution profondément humaniste !

POSSIBLES
travailler avec
me mieux ?

arges du palais,
ne tant belle vie

organisations productives évite de s'interroger sur l'utilité réelle de cette frénésie quantitative. On n'a pas besoin alors de se demander pourquoi il faut toujours plus d'automobiles, de téléviseurs, de motoneiges, des avions toujours plus rapides, la mise en mémoire de données toujours plus nombreuses, une si grande variété dans les marques de bière et de cosmétiques et une scolarité qui n'en finit pas comme condition minimale d'emploi. Des produits non désirés, ou en quantité supérieure aux désirs, ou dotés de raffinements excessifs, s'imposent *a posteriori* à coups de publicité, pendant qu'ingénieurs, scientifiques et administrateurs tâchent d'accélérer la machine en se murmurant à l'oreille qu'ils font sûrement partie des grands bienfaiteurs de l'humanité.

Cheminer

L'absurdité du système devait éclater un jour. C'est en train de se faire sous nos yeux. Pendant les années d'expansion, l'entreprise réussissait à obtenir une loyale coopération de la part des employés en leur offrant en échange sécurité d'emploi et perspectives de carrière. Puis, il fallut rationaliser encore davantage les opérations, et on n'a rien trouvé de plus brillant que de se mettre à supprimer des postes. La conséquence est visible partout autour de nous : seule une minorité fait encore carrière ; les autres, ils « cheminent »... !

Les termes qui connaissent une faveur soudaine au point de devenir d'insupportables clichés sont toujours des révélateurs très sensibles de la conjoncture sociale. « Comment tu chemines à travers ça ? » se demandent inlassablement, sur un ton confidentiel, amis ou conjoints au cours de l'une ou l'autre des conversations de restaurants qui constituent un des rituels les plus réguliers de la vie urbaine contemporaine. Ce sens du verbe « cheminer » est si récent, passager ou local qu'il ne figure même pas dans la mise à jour de 1994 du *Petit Robert*.

Au-delà du jargon agaçant de la sous-culture de la croissance personnelle, ce vocable symbolise une mutation radicale de la place du travail dans le parcours de l'existence humaine. Depuis l'explosion de la grande industrie et de la grande administration³, les organigrammes, descriptions de postes et lignes de promotion définis unilatéralement par les employeurs programmaient avec passablement de rigidité toute la vie professionnelle de ceux qui bénéficiaient d'une « belle situation » : la vie privée n'avait qu'à s'ajuster ! Les trajectoires avaient la simplicité d'une équation du premier degré à une inconnue. Incluant la retraite : le condo en Floride était lui-même la suite logique de la participation assidue aux palpitantes activités du club de loisirs de l'entreprise. Le bonheur, quoi !

Cheminer signifie que ni la destination, ni même le trajet à long terme ne sont inscrits sur le billet de départ. La carte routière n'est qu'approximative. Le hasard des routes impose des arrêts et des virages et parfois, il offre des choix. Le périple garantit indubitablement moins de sécurité, souvent moins d'aisance financière⁴. Par ailleurs, la personne reprend possession de sa vie. Ce cheminement est strictement le sien, jalonné de contraintes et d'occasions de provenances multiples et non plus dicté par les structures organisationnelles d'un employeur.

Comme toute aventure, celle-ci est pleine de risques. Certains en profitent pour se développer — ou « grandir » pour parler le langage des invités de Janette Bertrand. D'autres, probablement plus nombreux, s'y cassent la gueule... surtout que quelques

-
- 3/ N'oublions pas qu'au Québec, ce tournant n'est devenu prédominant qu'à l'aube de la Révolution tranquille ; il n'a donc touché qu'un peu plus d'une génération.
- 4/ Question de cent mille dollars : avec ces gens de plus en plus nombreux qui apprennent à se serrer la ceinture, où est-ce que l'industrie va trouver les consommateurs que suppose l'expansion de ses marchés ? Si vous connaissez la réponse, écrivez-la moi à l'adresse de la revue. Je vous promets en échange une lettre de recommandation au jury du prix Nobel de science économique.

POSSIBLES
travailler ou
vie mieux ?

arges du palais,
ne tant belle vie

décennies d'adhésion mur à mur à nos employeurs ne nous ont pas du tout préparés à mener notre vie comme un véhicule tous terrains en dehors des sentiers battus.

Sensible au sort de ces accidentés, je serais néanmoins mal placé pour en parler. Ayant volontairement accompli depuis le début de ma vie professionnelle deux virages majeurs dont le dernier a mis fin aux emplois de type permanent, je suis de ceux pour qui les avantages psychologiques, culturels et sociaux d'un cheminement aventureux comparés à une carrière l'emportent de loin sur les pertes financières... et psychologiques (après tout, la sécurité n'est pas une catastrophe !). Presque par la force des choses, les autres pigistes que j'ai l'occasion de côtoyer vivent cette situation plutôt d'une façon qui ressemble à la mienne.

Ce n'est certes pas le paradis du farniente convivial à l'écart de la course des rats. La tentation olympique de toujours performer « plus vite, plus haut, plus fort » est le piège le plus insidieux. On se compare non plus à des collègues — forcément ordinaires — mais à l'idée qu'on se fait de son propre potentiel — facilement prétentiveuse. J'avoue avec candeur qu'en neuf ans, je n'ai pas trouvé de solution satisfaisante à la compulsion de travailler « plus longtemps ». Il est difficile de définir ses limites lorsqu'on fait son propre horaire... J'y reviendrai tout à l'heure.

Mais pourquoi, diable, le travail est-il si central ?

Il faut d'abord reconnaître qu'après mille discours contre-culturels, le travail demeure une valeur culturelle primordiale. L'activité non rémunérée ne valorise quelqu'un que dans son entourage immédiat... et justement, celui-ci a perdu de sa stabilité ! Souvent, seul le travail procure une identité publiquement

reconnue. Le revenu qu'il assure donne accès aux biens et services produits par virtuellement tout le monde. Même lorsque les tâches sont vues comme pénibles, la rémunération est appréciée, ce qui rachète en partie ce caractère désagréable. Enfin, les satisfactions et succès qui couronnent très visiblement le travail de certains aggravent encore le malaise social de ceux qui n'y ont pas accès.

POSSIBLES
Travailler autrement
Vivre mieux ?

Vil matérialisme, l'importance accordée à la rémunération ? Pas si vite ! Elle exprime autant un rapport social qu'un rapport économique. La consommation est un moyen crucial de participation à la société par des expériences communes, donc d'accès aux autres. La pauvreté est un isolement social. De plus, les standards de bien-être sont culturels. En consommant, on manifeste sa position sociale et ses affinités.

Le professionnel arlequin

Assistant l'an dernier à une représentation d'*Arlequin, serviteur de deux maîtres*, j'ai ri dans ma barbe, non seulement de l'ingéniosité de Goldoni et de la prodigieuse habileté scénique du comédien principal, mais de l'actualité inattendue d'une situation qui à l'époque se voulait paradoxale. Enfin, un classique qui parle... de ma vie de pigiste. N'est-il pas jusqu'au costume, « fait de pièces triangulaires de toutes couleurs »⁵, qui préfigure là ce qu'on appelle prosaïquement aujourd'hui la polyvalence ?

Créateurs de nos propres entreprises ? Holà ! Les véritables entrepreneurs format micro tiennent à la distinction et ils ont raison : eux s'incorporent, engagent parfois quelques personnes, choisissent un créneau et l'occupent avec l'opiniâtreté d'un roselin familial qui a décidé de s'approprier un bout de territoire aux dépens des moineaux ; nous, petits contractuels scolarisés, avons avec nos commanditaires une

5/ *Le Petit Robert*, édition de 1994.

POSSIBLES
travailler autre
vivre mieux ?

arges du palais,
ne tant belle vie

relation de type salarial discontinu (et polygame). Avec une marge de liberté accrue (même si l'autocensure empêche plusieurs de s'en servir) et un revenu total généralement moindre que nos homologues salariés. L'épanouissement du savetier a tendance à compenser les pertes du financier. Mais que l'on ne compte pas sur nous pour relancer la consommation !

Alors les débats des économistes sur les conditions de la reprise (la reprise de quoi ?) sollicitent peu notre attention, si ce n'est, à quelque moment de pause, comme excursion épisodique de notre esprit dans un monde virtuel à la limite du bizarre.

« Allume tes lumières ! »

*Idéalement
les phares trouvent*

Gilles Cyr

Comme je l'ai évoqué plus haut, le concept de carrière fait appel à des principes de balistique qui n'appartiennent plus à notre univers. Nous sommes plutôt engagés dans un tango aux trajectoires imprévisibles, n'excluant que la ligne droite. Le tracé varie avec la musique qui se joue autour, notre dynamique propre et celle de nos partenaires.

À la place de la carte routière qui n'est plus fournie avec le véhicule, on apprend à améliorer la puissance et la précision de ses phares, pour réussir à se repérer minimalement dans les horizons nocturnes. Cela finit par nous donner une mentalité de hibou : c'est l'obscurité qui nous paraît normale ! À la personne qui se plaint qu'« on ne sait plus où on s'en va », on a envie de répliquer : « ah ! tu l'as déjà su ? ». Notre degré habituel d'insécurité est plus grand, le choc de chaque insécurité situationnelle, moins dur.

Du côté positif du bilan, j'observe chez les autres autant que chez moi une disponibilité accrue à

l'innovation ; ayant connu le salariat pendant vingt-quatre ans avant de passer à la pige, la mutation chez moi fut radicale. Sur ce nouveau chemin de Damas, l'ordinateur me projeta en bas de mon cheval et j'entendis sa voix s'exclamer : « André, André, pourquoi me persécutes-tu ? »⁶. Il faut dire que mon nouveau statut m'avait préparé à cette conversion. Pourquoi ? Parce que dans cette situation, on n'a rien à perdre, aucun acquis à préserver. Perpétuels néophytes, toujours en train de commencer quelque chose. Devant sans cesse scruter l'inconnu, n'importe quel outil qui améliore la performance de nos phares est bienvenu. Nos partenaires s'y attendent. Ces derniers mois, les gens me demandent mon adresse électronique comme si cela allait de soi ; lorsque je leur réponds, en rougissant comme un jeune homme, que je n'ai pas encore complété mon branchement à l'Internet, leur sourire indulgent serait difficile à interpréter comme un compliment.

Il y a plusieurs années, une équipe de tournage vint chez moi pour une émission sur les gens qui habitent seuls, dans le cadre de la série *Vie privée*. Devant prévoir la mise en image, France Nadeau, la productrice, me demanda, avant même d'avoir vu mon logement, s'il y aurait moyen de tourner ailleurs que devant mon ordinateur : l'importance centrale de cet objet s'était avérée le dénominateur commun de mes homologues. Dans mon quartier, environ trente pour cent des gens travaillent à domicile. Les rideaux ouverts donnent souvent sur une pièce de travail, avec écran cathodique, imprimante et bibliothèque. L'équipement électronique constitue un *coloc* qui prend beaucoup de place... davantage que le ministère du Revenu n'est prêt à en reconnaître (si comme nous, il comptait en temps plutôt qu'en mètres carrés la part de notre domicile consacrée au travail, nous ne paierions presque plus d'impôt!).

6/ Mais à la différence du premier à qui c'est arrivé, je vous promets solennellement de ne pas devenir propagandiste d'une nouvelle religion.

SSIBLES
vailler autre
re mieux ?

arges du palais,
ne tant belle vie

La frontière entre le travail et la vie privée s'estompe au point de frôler la disparition. C'est plus facile pour les gens qui habitent seuls, et Diane-Gabrielle Tremblay a bien mis en évidence que le travail à la maison expose les mères de jeunes enfants à des tensions continues. Un coup que l'environnement de travail a élu domicile avec nous, l'incitation à continuer d'habiter seul se fait très forte. À l'âge où on a son avenir conjugal derrière soi, cette situation nous protège contre les rechutes... ! Mais j'imagine que ça doit compliquer l'existence de jeunes adultes qui rêvent de fonder un foyer et qui souvent pratiquent la pige par obligation et non par choix.

S'il est permis d'avoir l'impudence de révéler à autrui certains aspects des rapports intimes que l'on entretient avec son clavier et sa souris, j'aborderai un peu les changements apportés par ces mystérieux machins à mon activité d'écriture (d'autres pourraient parler du graphisme ou de la composition musicale). « Comment fait-on pour se motiver jour après jour à se mettre au travail ? », interrogent les profanes. La question est tout à fait inappropriée, du moins à propos de tous ceux que je connais et qui persévèrent dans ce style de vie. C'est de maintenir dans des limites raisonnables le temps consacré au travail qui fait problème. Un jour ou l'autre, Santé Canada va nous prévenir que les logiciels de traitement de texte créent l'accoutumance. Bien sûr, chacun le vit à sa façon, mais certaines convergences se dégagent. Je n'aurais jamais imaginé le sentiment de puissance vertigineux que confèrent les commandes « couper » et « coller ». Tout texte devient perfectible à perpétuité. Le premier jet sort plus librement, n'ayant plus rien d'inexorable — adieu à l'angoisse de la page blanche... et bienvenue aux maux de tête éprouvés devant un écrit surabondant et disparate auquel il faut donner enfin une structure communicable.

Un cordon invisible nous relie, nous attache, à la mémoire insatiable de notre disque dur. Esclavage ?

Pas nécessairement. L'anneau par où le cordon nous accroche... peut également se décrocher ! Pour ma part, mon mécanisme de sûreté repose sur la diversification des tâches : chacune impose aux autres des limites et m'oblige à rechercher entre elles un certain équilibre. D'autres personnes ne peuvent bien travailler que sur un projet à la fois et alors, ce sont les échéances établies par les partenaires qui définissent jusqu'où il ne leur est plus loisible d'aller trop loin. Quant à l'écriture littéraire, les très minces revenus qu'elle procure à la plupart de ceux qui la pratiquent imposent qu'on la mette régulièrement entre parenthèses pour laisser place à la prosaïque nécessité de gagner sa croûte (et « c'est pas de la tarte », si on me pardonne un mauvais jeu de mots après ces quelques heures de sérieuse concentration !).

POSSIBLES
Travailler autrement
Vivre mieux ?

Et les loisirs alors ? Et la vie sociale ? Euh !... euh !... ce n'est vraiment pas gentil, votre question ! La plupart des pigistes que je connais, on devient des ours ! Cet aspect de la réalité a un côté pathétique, et je ne connais pas la solution. Problèmes d'argent, pressions de production trop grandes ? Ces raisons, qui ne sont pas fausses, sont celles que l'on donne aux autres pour s'excuser. Le fond du problème est ailleurs. Dans le piège de l'intériorité, dans un certain degré d'exigence qui envahit nos monologues intérieurs. Le spectacle qu'on voit annoncé entre en concurrence avec tel filon qu'on vient d'intuitionner pour la suite de tel texte ou de telle préparation de cours. La pensée d'une rencontre plus mondaine qu'intime soulève l'inquiétude : « de quoi va-t-on parler ? »

Il m'arrivait naguère, « autour de minuit », de me laisser tenter par le dernier set d'un ensemble de jazz qui me plaisait. Si je travaillais le lendemain, j'anticipais comme un inconvénient plutôt léger d'avoir un peu les deux yeux dans le même trou le temps d'un avant-midi (n'en dites surtout rien à mes anciens employeurs). Maintenant, la crainte d'un

avant-midi de moins bonne concentration me fait rentrer sagement chez moi... même un vendredi ou un samedi soir ! C'est qu'il s'est glissé dans le travail un élément de passion que je dois bien qualifier de possessif.

D'ailleurs, le terme même de travail me met mal à l'aise, dans la mesure où il est synonyme de labeur et de contrainte. Qualifier cette activité intellectuelle de loisir engendrerait encore plus de malentendus, car il demeure question de produire quelque chose moyennant rémunération. Il faut recourir à des périphrases, telles que travail autonome. Mais cela ne désigne que le statut de ce type d'occupation. Comment nommer la manière de travailler ? Je parlerais volontiers de travail personnalisé, avec toutes les variations que cela comporte : du plus commercial et racoleur au plus audacieux et expérimental, les produits des pigistes ne présentent ni les garanties minimales de qualité, ni les étroites balises paralysantes des opérations standardisées gérées à l'intérieur des entreprises et administrations. On retrouve sans doute la tradition des artisans.

Alors, est-ce le rêve de recouvrer l'innocence perdue, une dernière trouvaille de la *génération lyrique* ? Je veux bien. Mais peut-être cela signifie-t-il qu'on a enterré bien prématurément certaines utopies contre-culturelles. Que le travail aliéné est fragile à sa racine même et qu'on s'en échappe à la première occasion.

En coulisses plutôt qu'en marge

Mais je fabulerais si j'assimilais mon choix de vie à une fuite dans le désert, à un rejet du monde moderne. Coupé du bourdonnement des vols d'affaires, des comités de gestion et des réceptions mondaines (et tout autant des succès de librairie d'ailleurs), je bricole dans les arrières-cuisines du même village global que tout ce beau monde.

Participation conflictuelle à bien des égards mais intégrée à une même dynamique. Une zone informelle de plus en plus importante s'impose comme *un pôle indispensable du champ social et économique contemporain*. J'ai choisi mes mots : non pas une simple soupape de sûreté pour évacuer les tensions et récupérer les contestataires comme le prétendait un certain discours paranoïaque, mais une des composantes essentielles du type de société que nous sommes en train de constituer.

« Casser le système » a échoué ou a mis en place des formules encore plus désolantes. Il reste à occuper de plus en plus de ces espaces qu'il abandonne parce qu'il n'arrive plus à les gérer. Là où Marx rêvait de la grève générale, ce sont les administrations qui multiplient les *lock-out* partiels permanents, renvoyant à la sous-traitance une part grandissante de ceux dont elles achetaient l'âme à coups de sécurité d'emploi, de mini-promotions à la chaîne et d'avantages sociaux.

À la limite, il ne resterait plus dans les grosses boîtes que les grands *décideux*, leurs secrétaires et leurs chauffeurs. Comme potentiel de création et de production, ça ne ferait pas des enfants forts ! Il va toujours bien falloir que quelqu'un continue à engendrer du contenu dans toutes ces grosses machines. Ainsi, l'Université peut un certain temps couper des postes, couper des cours, paqueter des salles... mais passé un certain seuil, comment justifiera-t-on le poste et le salaire d'un recteur si on ne donne plus assez de cours ? Y contribuer à titre de fournisseur externe plutôt que de membre à part entière est devenu dans les faits le régime professionnel habituel de plusieurs. Des gens qui à chaque mois d'août guettent avec de fortes palpitations chaque passage du facteur au cas où des annonces de dernière minute viendraient arrondir un peu le budget — qui entremêlent le tout d'une petite consultation par-ci, une petite recherche par-là, à moins que ce soit une animation ou un contrat de rédaction — qui tantôt

BLES
ler cour
meux ?

arges du palais,
ne tant belle vie

se tournent les pouces et se rongent les sangs, tantôt s'agitent comme des fourmis compulsives — et qui parfois se gardent précieusement du temps pour écrire, peindre ou composer.

À défaut de vols d'affaires, ils sont devenus experts en forfaits-vacances et font la fortune des gîtes du passant ou des terrains de camping. On les voit aux Maisons de la presse internationale feuilleter des magazines qui parlent de l'Afrique, d'Internet ou de paléontologie. Quand les vaches sont encore plus maigres, ils créent de l'affluence dans la section des périodiques des bibliothèques municipales et universitaires. Ayant réduit leurs sorties en temps normal, ils dégustent le fruit de leurs sélections méticuleuses lors de leur festival favori (l'été tombe bien... les contrats se font plus rares).

Marginaux par rapport aux structures bureaucratiques, mais sûrement pas face à la vie sociale contemporaine, ni même face à la production de biens et services. Et, quant aux structures bureaucratiques, je vous le demande discrètement à voix basse, vous ne trouvez pas qu'elles ont un peu vieilli ces derniers temps ?

Une dernière confidence ; quand il m'arrive de m'ennuyer de mes anciens chèques de paye, je n'ai qu'à repenser aux anciennes réunions et toute nostalgie s'envole en fumée.

Vivre sa vie sans la perdre à travailler

Au Québec, comme partout dans le monde, des personnes font le choix de modes de vie qui sortent des façons de faire traditionnelles. Ces personnes ont une conception du travail et du temps de loisir, de l'implication sociale et des formes de sociabilité qui vont à contre-courant. Cela signifie-t-il que ces personnes ne travaillent pas et qu'elles passent leur temps dans l'oisiveté ? Non, pas vraiment. Ces personnes travaillent. Elles travaillent même beaucoup, mais de façon différente. Cela veut-il dire que ces personnes vivent en vase clos, dans l'isolat de communautés autosuffisantes d'une individualité asociale ? Il n'en est rien non plus. Ces personnes sont au cœur de la vie sociale urbaine ou régionale. Elles vivent leur sociabilité dans une intensité où les rencontres abondent, mettant en scène une grande variété de personnages.

L'objet déclaré de cet article est de présenter deux trajectoires de vie de couples engagés socialement. Leur engagement respectif s'inscrit dans des domaines aux antipodes, en l'occurrence les domaines de la citoyenneté et du journalisme politique, illustrant les possibles à notre portée lorsqu'on veut se donner le plaisir d'affirmer et de vivre sa différence. L'objet

caché, puisqu'il y en a un, est d'illustrer les joies qu'apportent le « vivre autrement » et l'incontournable insatisfaction qui l'accompagne, laquelle est liée aux difficultés de vivre cette différence. Il ne s'agit pas pour nous de glorifier des modes de vie qualifiés par certains d'« alternatifs », mais de souligner que de leur adoption découle une précarité qu'il faut assumer. Nous reviendrons en conclusion sur cette question. Pour le moment, explorons à l'aide de portraits les modes de vie observés.

Portrait un

Juan-Luis a quarante et un ans. Louise en a trente-sept. Ils sont mariés depuis dix ans, non par principe, mais par besoin de naturalisation de Juan-Luis. Bacheliers des sciences sociales — Juan-Luis d'une université argentine, Louise d'une université canadienne — ils ont navigué dans le monde universitaire en s'initiant à plusieurs domaines de connaissance (communication sociale, anthropologie, géographie, psychologie, français, etc.). Avant, pendant et après sa formation universitaire, Juan-Luis a occupé une variété de petits boulots : ébénisterie, commis de bureau, vente de pièces d'automobiles, etc. Après ses études, il a travaillé pour un journal politique sud-américain, ce qui lui a permis de voyager partout en Amérique du Sud et d'écrire des articles sur des mouvements et organisations de gauche latino-américains.

Louise, quant à elle, a aussi connu la réalité des petits emplois, de serveuse à directrice d'une association étudiante, avant de travailler, à la fin de ses études universitaires pour une organisation féministe. Sur le plan de la formation para-universitaire, Louise a participé au programme Katimavik. Elle a aussi participé au programme de coopération cha-peauté par Carrefour canadien international.

Ni l'un ni l'autre n'ont trouvé à l'université « ce qui leur convenait » pour orienter de façon satisfaisante

leur entrée dans la vie adulte. L'université a représenté pour eux un creuset de rencontres et d'apprentissages intéressants mais insuffisants. Ils ont senti le besoin de se définir autrement, en traçant eux-mêmes les voies à suivre. Souvent, on est en mesure de constater que cette quête s'entreprind dans et par le voyage. Ce qui fut leur cas. Ils ont donc quitté, à des moments différents, mais sur des parcours appelés à se rejoindre, leur pays natal pour l'aventure outre-mer.

POSSIBLES
Travailler autrement
Vivre mieux ?

De 1980 à 1986, ils adoptent un mode de vie partagé entre une série de voyages en Europe et en Afrique — gagnant leur vie à partir du travail artisanal, produisant des biens écoulés par la vente directe dans la rue — et de courts retours pour quelques mois ou quelques semaines dans leur pays. Ces retours sont d'ailleurs très difficiles. La situation de voyage rend possible l'incognito et représente un temps privilégié de découverte de rôles à jouer. Le retour auprès des leurs se traduit souvent par une confrontation, ils doivent s'imposer des rôles à jouer, et surtout, il leur faut répondre à des questions du type : « Alors tu reviens pour de bon ? tu vas te chercher un emploi comme tout l'monde ? c'est pour quand le mariage ? les enfants, tu y penses ? tu sais, à ton âge, tes amis-e-s sont déjà installés, casés ! » Le poids de la différence se mêle à leur plaisir d'être auprès des gens aimés. Le désir de choisir librement l'orientation à donner à leur vie les invite à nouveau au départ. Ce désir les pousse à rejoindre ceux et celles qui ne posent pas de questions et qui acceptent d'emblée ce que Juan-Luis et Louise sont devenus, des citoyens du nomadisme planétaire.

Dans un contexte où ils n'attendaient rien, Juan-Luis et Louise se rencontrent par hasard en Espagne. Rapidement, leurs aspirations se rejoignent, leurs projets se juxtaposent et leur vision de la vie se conjugue à l'unisson. Ils décident de cristalliser leur mode de vie nomade en un projet de couple respectueux de ce désir de nomadisme mais sécurisé par une

inscription à définir dans l'économie. Ils prennent la décision de poursuivre dans la voie du travail artisanal en écoulant plus systématiquement leur production par la vente directe dans les grandes ou petites rues commerçantes des villes espagnoles.

Au fil des rencontres de travail, d'autres artisans nomades leur font part de la possibilité d'écouler leur production à Montréal pendant la forte période touristique de l'été. En 1987, ils viennent donc y passer un premier été à titre expérimental. Ce qui s'avérait être un test donne le coup d'envoi à un mode de vie partagé entre la production et la vente de produits artisanaux — du mois de mai au mois de décembre à Montréal — et le voyage tous azimuts de janvier à avril.

Choisir l'artisanat, c'est dire non au salariat et opter pour l'entrepreneuriat. Il s'agit là d'un choix approprié dans une période, comme celle des années quatre-vingt, qui annonce un certain ressac de la place occupée par le salariat dans les sociétés développées. En effet, ce dernier, comme mode d'insertion privilégié des individus dans la vie professionnelle, perd de sa capacité d'intégrer réellement les travailleurs, et surtout, il ne leur garantit plus, comme c'était le cas au cours des trente glorieuses (1945-1975), une mobilité ascendante.

Mais pourquoi choisir d'être son propre patron, et surtout de démarrer une entreprise familiale ? Ni Juan-Luis, ni Louise ne voulaient s'inscrire dans une vie modelée par la routine du 9 à 5, assujettie au stress découlant d'un rythme forcé de travail. Ni l'un ni l'autre ne voulaient se retrouver dans le carcan du dodo-métro-boulot, et surtout, ils voulaient être en mesure de contrôler les temps d'arrêt sans encourir de pénalités, sans se les voir imposés par des conventions qui échappent à la volonté de chaque travailleur. Pour réaliser leurs aspirations, il leur fallait harmoniser la valeur travail aux autres priorités de vie qu'ils avaient adoptées.

Pour Juan-Luis et Louise, l'artisanat permet un travail créatif tout en vivant du fruit de cette création. L'acte de travail ne peut selon eux être désincarné, il est directement lié à l'expression de soi à travers des objets qui devront plaire pour être vendus. Tous les ans, ils innovent dans leur production, en présentant quelque chose de nouveau dans leurs collections. En fait, ils doivent continuellement perfectionner leur art, ce qui exige une autoformation continue. Ce métier d'artisan comporte un volet conception et production, mais aussi un volet marketing et vente. Il a sa part d'administration et de relations avec les fournisseurs de matières premières. Ces entreprises sont situées au Québec, en Espagne et en Italie, indiquant bien qu'à petite échelle aussi, il y a tout avantage à s'inscrire dans le flux des relations marchandes internationales, du moins lorsqu'il est nécessaire de s'approvisionner en matériaux et en outils spécialisés de qualité non offerts sur le marché québécois.

Juan-Luis et Louise travaillent en moyenne huit mois par année, un travail intense qui exige de longues heures passées dans le Vieux-Montréal, dans des salons ou des foires. Ils ont cumulé, au fil des ans, assez de revenus pour se construire un petit fonds de retraite et pour financer les quatre mois passés à voyager. Ce rythme de vie implique d'être locataire, de se limiter dans la consommation de biens et de services, de profiter au maximum des offres de consommation d'activités culturelles gratuites (« Vive CIBL ! », nous ont-ils lancé en riant). Ils ne vivent donc pas dans le luxe, n'ont pas de maison en banlieue avec piscine et tous les autres gadgets liés au soi-disant bonheur des familles nord-américaines. Ils font de modestes dépenses vestimentaires, préférant investir dans de bons repas faits maison regroupant les nombreux amis de passage à Montréal ou les amis d'ici.

Le travail artisanal leur donne un certain contrôle sur leur vie, mais Juan-Luis et Louise nous l'ont bien

POSSIBLES
Travailler autrement
Vivre mieux ?

indiqué, il ne permet pas de vivre à l'extérieur du système économique et politique. Le système économique les assujettit et ils en sentent les effets : positivement quand tout va bien, négativement quand c'est la crise. La crise économique affecte le marché, les consommateurs deviennent nerveux et se soucient de la dépense lorsque le chômage est à la hausse. La crise de 1992-1993, a été particulièrement dure et a provoqué, à retardement, la disparition d'un nombre important d'artisans de la scène économique montréalaise.

Sur le plan politique, les diverses réglementations municipales rendent la vie difficile aux artisans. Ils se sont regroupés en association, l'Association montréalaise des artisans de la rue, à la fin des années quatre-vingt pour faire reconnaître par l'administration municipale Doré le droit de vendre dans la rue. Louise et Juan-Luis ont été les leaders importants de l'AMAR. Depuis le début des années quatre-vingt-dix, une réglementation efficace et simple a été mise en place, mais elle demande une vigilance constante de la part des artisans pour éviter des dérapages. Ils ont obtenu la délimitation de points de vente, des modalités satisfaisantes d'attribution des permis et un type acceptable de surveillance municipale (contrôle des permis, des emplacements de vente, des produits vendus).

Du côté des voyages, ils les font aussi dans une frugalité contrôlée. Ils choisissent des billets économiques pour des destinations peu ou pas touristiques. Le couple séjourne dans de petits hôtels, s'imbibant du rythme de vie local et découvrant lentement de petits villages d'Amérique latine. Parfois, l'invitation au voyage les conduit en Europe, où, pour de courtes ou plus longues périodes, le couple s'insère dans le rythme de vie méditerranéen des arrièrepays. Dans tous les cas, il n'y a pas d'itinéraire défini à l'avance ; une fois sur place, ils se laissent porter par les rencontres qui les informent de lieux à découvrir dans les régions voisines.

Portrait deux

POSSIBLES
Travailler autrement
Vivre mieux ?

François et Caroline ont trente ans. Ils ont un diplôme d'études collégiales professionnelles en réadaptation physique. Caroline a fait ses études à Chicoutimi et François, à Laval. Caroline est venue s'installer à Montréal à la fin de ses études. Ils se sont connus en occupant tous deux leur premier emploi professionnel dans une clinique privée en 1986.

Pourquoi ont-ils choisi le métier de thérapeute ? Rappelons-le, ils appartiennent à la génération des « toujours » jeunes¹. Au début des années 1980, ils étaient bien au fait des difficultés que les jeunes avaient à s'insérer sur le marché du travail. Le critère « choix par sécurité » dicte en quelque sorte leur conduite. Ils optent pour un métier qui était alors en demande. Un métier qui exige une formation professionnelle de niveau collégial, laquelle s'obtient en trois ans sans avoir à investir énormément. La formation se traduisait, à l'époque, par un taux de placement proche du cent pour cent. Le métier de thérapeute en réadaptation physique est relativement bien rémunéré et doté de bonnes conditions de travail.

Un deuxième critère a prévalu pour orienter leur choix de formation. Sportifs tous les deux, ils avaient une image idyllique de l'emploi de thérapeute. Ils rêvaient de travailler auprès d'athlètes, donc de personnes relativement jeunes, que l'intervention thérapeutique remettrait en bonne condition physique et qu'ils pourraient aider à maintenir un bon niveau de performance. Jusqu'à un certain point, ils voulaient avoir un emploi à finalité productive et non sociale.

1/ Au milieu des années 1970, on était jeune jusqu'à la fin des études universitaires, autour de 23-25 ans. Au milieu des années 1980, le seuil est monté à trente ans. Au milieu des années 1990, le seuil monte encore pour atteindre 35 ans.

La réalité fut tout autre. Ils ont trouvé un emploi dans une clinique privée dont la clientèle était âgée. Leur intervention thérapeutique apportait un soulagement certes, mais ne permettait pas de guérir. De plus, l'emploi créatif faisait plutôt place à la chaîne de montage : cinq patients à l'heure, trente-deux patients par jour. En raison du besoin de rentabilité de la clinique, il leur fallait procéder de plus en plus rapidement avec chaque patient. Du point de vue de la satisfaction professionnelle, c'était mince. Les patients, étant âgés, étaient souvent impatients face à une situation corporelle qui se dégradait malgré la variété de soins dont ils bénéficiaient. Leur humeur reflétait plus d'insatisfaction que de satisfaction par rapport au travail de François et Caroline, révélant une réalité que ces derniers n'envisageaient pas au point de départ. Il leur aurait fallu porter en eux une vocation sociale, mais sans elle, du moins sous cette forme, ce milieu de travail en est venu pour eux à perdre de son intérêt.

Ce désenchantement, doublé de la crise qu'a traversé ce secteur thérapeutique à la suite des nombreuses compressions étatiques en matière de santé, a conduit Caroline et François à se retirer de ce champ professionnel. En effet, en 1988, l'État retire les soins de réadaptation physique des services de base remboursés par le régime d'assurance-maladie et dès lors, la clientèle se restreint aux personnes âgées de 65 ans et plus et aux personnes référées par la CSST. Dans ce contexte de transformation de la profession, François quitte lentement le métier. Son temps de travail comme thérapeute diminue progressivement, passant en cinq ans de trente-cinq heures/semaines à quinze heures. Il a abandonné définitivement il y a environ cinq ans.

Caroline s'est retirée plus tard, il y a environ trois ans. Elle disposait de six semaines de vacances payées lorsqu'elle a quitté ce métier. Les gains réalisés au cours de cette période de travail stable ont permis au couple d'investir dans l'achat d'un

appartement en copropriété. Une idée folle qui allait à contre-courant de leur situation de jeunes travailleurs, mais qui, aujourd'hui, représente un acquis important. Le fait d'être propriétaires leur procure une certaine sécurité financière puisqu'ils maîtrisent un des éléments importants de la colonne des dépenses, l'habitation, et leur permet d'avoir un logement de qualité sur le Plateau Mont-Royal. Un pied-à-terre à l'abri des nombreuses reprises de logements et des hausses continuelles de loyer qui ont cours dans le Plateau depuis le début des années quatre-vingt.

Quitter le champ professionnel de la réadaptation physique leur demandait de se réorienter, ce qui exige du temps et une vision de ce qu'ils voulaient faire. Il leur a donc fallu trouver des modalités de subsistance à court terme. Ils ont opté pour la restauration en devenant serveurs dans des cafés et restaurants. C'est ainsi que François a travaillé, dès son ouverture, à l'endroit très branché qu'est devenu le Shed Café. Il travaille présentement à temps partiel au *Santropol*.

François et Caroline ont aussi dû définir leur vision de l'avenir. Dès qu'on remet en question les schémas d'intégration sociale traditionnels, on est confronté à la nécessité d'en découvrir de nouveaux, lesquels passent souvent par une forme intégrative dite de contre-culture. Le passage de François du Shed Café au Santropol rend compte d'une volonté de délaisser les milieux superficiels pour des milieux de travail chargés de sens et pourvus d'orientations politiques engageantes. (Rappelons que le Santropol est un café autogéré impliqué dans le développement communautaire.) En se retirant du monde de l'emploi stable en raison d'un *job* qui ne lui plaisait pas, c'est tout son mode de vie qui se transforme. Il lui faut donc reconstruire un nouveau mode de vie meublé de valeurs et d'éléments différents de ceux portés par le mode de vie lié aux emplois traditionnels. Quels sont ces éléments et de quelles valeurs parle-t-on ?

POSSIBLES
Travailler autrement
Vivre mieux ?

François et Caroline explorent, dès 1987, le monde de la littérature. Ils font partie d'un cercle d'écriture informel, Les mines imaginaires, duquel sortira une production intéressante de nouvelles et de poèmes. François se lance dans un projet de roman en 1992, *L'Enfer comme mode de vie*, qui paraît en automne 1994 aux Éditions des intouchables. Il termine présentement un deuxième roman, dont la parution est prévue pour l'automne 1997. Pour François et Caroline, l'idée de produire par l'écriture est une facette importante de leur vie : la culture n'est pas qu'un produit à consommer sous l'angle de la production culturelle, elle est partie prenante de notre vécu. Pouvoir s'exprimer, dire et redire des choses qui tiennent de l'imaginaire ou qui portent sur l'actualité est vital. Il ne s'agit pas d'écrire pour gagner sa vie, « *si c'était possible ce serait bien* », mentionne Caroline, mais avant tout, écrire s'inscrit fondamentalement comme une activité faisant partie intégrante du quotidien.

Depuis 1994, tous les deux s'impliquent dans un journal engagé politiquement. Ils signent des rubriques diverses à *L'aut'journal*. Cette implication leur ouvre la porte à des réseaux, dont celui des acteurs progressistes québécois — qui s'intéressent aux questions nationale, syndicale, communautaire et autres —, elle permet aussi d'apprendre les bases de nouveaux métiers liés au monde de la presse écrite. Caroline est présentement bénévole à ce journal. Le restaurant pour lequel elle travaillait a fermé ses portes en septembre dernier. Elle se retrouve donc actuellement au chômage.

François et Caroline se sont intégrés à la vie universitaire uqamienne. Caroline détient un certificat en scénarisation et complète, à temps partiel, un bac en littérature. François a entrepris, en 1996, un certificat en comptabilité générale. Il travaille aussi à temps partiel pour la Chaire des études socio-économiques de l'UQAM en tant qu'assistant de recherche de Léo-Paul Lauzon, sur les dossiers de

la privatisation de l'eau et du parc montréalais des stationnements à parcomètres.

POSSIBLES
Travailler autrement
Vivre mieux ?

Changer de cadre de vie professionnelle, c'est aussi changer son milieu de fréquentation. Pour François et Caroline, ce dernier est maintenant constitué de jeunes comme eux — puisque dorénavant nous sommes jeunes jusqu'à trente-cinq ans —, c'est-à-dire d'universitaires fauchés, à statut précaire, occupant des emplois étrangers à leur formation. Ce sont des gens qui aspirent à faire autre chose, mais qui ne peuvent réaliser leurs aspirations parce que la société québécoise, comme la plupart des sociétés industrialisées, est une société bloquée. *Ces gens ont donc un mode de vie alternatif par défaut, en attente d'un statut social décent, d'un job qui les définirait*, pour reprendre les mots de François.

Vivre dans la précarité économique, comme le font Caroline et François, ne signifie pas qu'ils se résignent et acceptent cette situation. Ils sont à la recherche d'une identité économique, ou plutôt ils participent à la production d'une nouvelle identité économique qui n'est plus celle de l'ouvrier ou du professionnel traditionnel qui aspirait à rejoindre la masse hétérogène des individus composant la classe moyenne. Leur rêve, si l'on peut dire, tient à peu de choses : avoir assez d'argent pour vivre, du temps pour écrire, pour s'engager dans des organisations à caractère social, du temps pour voyager. Caroline est allée en Europe à trois reprises et deux fois à Cuba. François est allé en Europe et à Cuba. Il accorde toutefois moins d'importance aux voyages à l'étranger et plus à ceux lui permettant d'explorer les différentes régions du Québec. Par contre tous les deux s'entendent sur l'importance d'avoir un lieu de résidence à la campagne et de faire des randonnées.

Pour Caroline et François, avoir du temps pour vivre signifie d'être en mesure de disposer de temps

pour faire autre chose que de travailler pour de l'argent. Leur mode de vie rend compte d'une volonté d'avoir le nécessaire, mais aussi de se contenter de ce nécessaire pour consacrer une partie de leur énergie à des activités stimulantes intellectuellement, relaxantes, et satisfaisantes sur le plan personnel.

Vivre autrement

Vivre autrement, c'est réaliser une intégration non traditionnelle au système complexe qu'est devenue la société québécoise. Pour certains, comme Juan-Luis et Louise, l'appartenance à la société québécoise s'insère dans une logique d'appartenance à une variété de sociétés du Nord et du Sud. Si le sol québécois leur permet des rentrées de revenu intéressantes, leur insertion réelle, socioculturelle, ne se fait pas en sol québécois, mais dans une multitude de voyages leur permettant de satisfaire leur désir de nomadisme planétaire.

Pour François et Caroline, l'intégration à la société québécoise est laborieuse, car difficile socioéconomiquement parlant. La place qui est accordée aux jeunes tient à leur participation à un travail dans des lieux souvent dévalorisants et fondé sur la production en chaîne. Travail chez McDonald ou au Shed Café, travail de thérapeute, c'est un peu la même chose : faire toujours plus sans accorder de considération autre à la clientèle que celle de voir en elle des consommateurs, sans goût, de services sans contenu et sans saveur.

Des deux expériences de vie dont j'ai parlé transparent un visage ambivalent de la précarité. Cette dernière n'affecte pas également tous les aspects de la vie. Économiquement parlant, Juan-Luis et Louise sont fragiles parce que leur filet de sécurité est mince. Sur le plan social, ils sont plutôt avantagés parce qu'ils vivent pleinement un ensemble d'expériences

très intéressantes. Pour ce qui est de l'orientation culturelle, ils sont insatisfaits car, ce qu'ils veulent être, ils ne peuvent le réaliser puisque la société en général limite considérablement leur marge de manœuvre.

POSSIBLES
Travailler autrement
Vivre mieux ?

Le drame de la postmodernité tient à cette réalité. La société québécoise dans son ensemble est portée par le projet global de modernisation et de complexification des sociétés postindustrielles. Mais ce projet de modernisation et de complexification ne permet pas à ceux et celles qui n'y voient que mensonges et hypocrisie d'avoir accès aux mêmes ressources et pouvoirs que les autres pour construire leur propre monde. Ils se voient contraints d'être en partie ce qu'ils ne veulent pas être tout en essayant, tant bien que mal, de définir au jour le jour les contours d'un espace autonome. Mais n'est-ce pas aussi le propre des sociétés, de devenir un produit autre que celui porté par toutes les composantes qui l'habitent ? En ce sens, une société est plus que la somme de ces parties et certainement pas le produit d'une pensée ou d'un acteur uniques. Elle constitue une mosaïque d'intérêts et d'aspirations qui trouvent moyen de modeler, par les actions d'acteurs diversifiés, le devenir social général. Les marges de manœuvre exercées par Juan-Luis, Louise, François et Caroline prennent ainsi tout leur sens et toute leur valeur.

MARIE-FRANCE PROULX

Dans la jungle du travail : des parcours de femmes

Depuis 25 ans, le monde du travail a évolué branché sur les battements de cœur de l'économie. Quand l'économie prospérait, les emplois se multipliaient ; quand l'économie entrait en récession, les emplois se raréfiaient. Cette évolution a donné lieu à la recherche de nouvelles formules de travail, à l'expérimentation de façons différentes de travailler. Durant ces années, les luttes menées par les femmes dans le secteur de l'emploi ont continué d'avoir comme objectif ultime l'abolition de la discrimination à leur égard, l'amélioration de leurs conditions de travail, la reconnaissance de leur apport à la vie économique et la suppression de leur dépendance économique.

Depuis 1990, le secteur de l'emploi se métamorphose à une vitesse hallucinante ; pris dans les filets de la mondialisation des marchés, il obéit aveuglément à son seul maître, l'économie, et ne respecte qu'une loi, celle de la productivité. Les changements qui surviennent happent presque tout sur leur passage. Une époque prend fin et laisse entiers plusieurs des problèmes qui l'ont caractérisée.

La révolution amorcée divisera-t-elle la société en citoyens travailleurs et non travailleurs ? Le travail

va-t-il devenir le lot non pas de la majorité de la population mais plutôt d'une partie de celle-ci ? Quels seront les emplois de l'avenir ? Qui occupera ces emplois ? Voilà le type de questions que fait naître l'évolution récente du secteur de l'emploi. Quelle sera la situation des femmes dans ce contexte ? Que deviendront leurs luttes dans ces courants qui avalent tout sur leur passage ?

POSSIBLES
Travailler autrement
Vivre mieux ?

Cet article propose le récit de l'expérience de travail de six femmes de 21 à 60 ans au cours des années qui ont mené à leur situation actuelle ainsi que les observations et les questions que leurs parcours soulèvent. Leurs trajectoires empruntent les chemins les plus divers et, dans l'ensemble, elles ne correspondent pas au modèle type du cheminement de carrière, si toutefois il existe. En confiant leur expérience, elles exposent les liens étroits qui existent entre leur vie de femme et leur vie professionnelle, un lien dont l'existence a toujours fait partie de l'histoire des femmes.

Galerie de portraits : des parcours en zigzag

De l'une à l'autre, Diane, Hélène, Jeanne, Marie, Sophie et Caroline ont vécu des expériences fort différentes ; certaines ont rompu avec le monde traditionnel du travail afin d'améliorer leur situation ou de parvenir à concilier vie familiale et vie professionnelle, d'autres tentent de se faire une place au soleil et de tout simplement gagner leur vie. Toutes, elles ont entrepris une démarche de changement et de façon générale, leur récit concorde avec les données présentées dans les analyses et les études sur les femmes et l'emploi.¹

1/ Gouvernement du Québec, ministère de la Santé et des Services sociaux, Plan d'action en matière de condition féminine 1993-1996.

Diane a commencé sa vie professionnelle comme secrétaire. Trente ans plus tard, elle travaille comme intervenante dans une maison d'hébergement pour femmes et enfants victimes de violence familiale. Elle a maintenant atteint la soixantaine, elle est mariée et a cinq enfants. Lorsqu'elle a eu 45 ans, son mari, un professionnel de l'éducation, est devenu invalide et sera placé dans un foyer de soins spécialisés. Bien qu'elle bénéficiera de la pension d'invalidité de son mari, celle-ci ne suffira pas à pourvoir aux besoins de la famille. Diane doit trouver un travail à l'extérieur. Elle effectue un retour aux études et travaille à temps partiel comme secrétaire. Bachelière en travail social à 54 ans, elle se met en vain à la recherche d'un emploi dans le réseau de la santé. Son salaire actuel est inférieur à 30 000 \$. Bien qu'elle ait l'âge de le faire, Diane n'envisage pas de prendre sa retraite dans un avenir rapproché.

Après avoir travaillé pendant dix ans comme médiatrice puis comme intervenante à temps partiel auprès des adolescents, **Hélène**, alors mariée et mère de deux jeunes enfants, décide de retourner aux études à temps plein en psychologie. Dix ans plus tard, à 40 ans, elle réintègre le marché de l'emploi et devient assistante à la direction d'un centre destiné aux mères célibataires. Elle est également en phase de rédaction de sa thèse de doctorat. Séparée et unique soutien de famille, elle gagne un salaire de 35 000 \$. Aux prises avec des dettes d'études astronomiques, Hélène espère avoir remboursé ses prêts étudiants avant l'âge de la retraite.

À 21 ans, **Jeanne** quitte son emploi d'enseignante pour suivre son mari dont la carrière le menait dans différentes villes du Canada. D'un emploi à l'autre, elle devient rédactrice. Dix ans plus tard, mère de deux jeunes enfants et divorcée, elle réintègre le marché de l'emploi à temps plein et après plusieurs années, propose à son employeur, une société d'État, de créer un poste à temps partagé. Peu après, elle quittera ce poste pour devenir pendant 10 ans

travailleuse autonome dans le domaine des services linguistiques. Vers 45 ans, Jeanne retourne aux études de maîtrise à temps partiel et revient à l'enseignement. Présentement, Jeanne travaille comme enseignante et fait partie du personnel à statut précaire. Elle gagne un salaire d'environ 35 000 \$ et ne peut envisager la retraite avant très longtemps encore.

POSSIBLES
Travailler autre
Vivre mieux ?

Anciennement employée des services municipaux, **Marie**, 35 ans, mère de deux enfants, récemment mariée, n'a pas d'emploi. Il y a quelques années, elle a quitté son travail pour terminer sa maîtrise en science politique. Ses études terminées, elle a décroché un contrat de six mois, puis elle a cherché en vain du travail dans son domaine. Elle a ensuite travaillé comme bénévole pour un organisme de femmes. Elle cherche aussi un travail dans le secteur communautaire. Elle vit des revenus de son conjoint, lui-même travailleur à statut précaire.

Âgée de 21 ans, **Caroline** vit en appartement depuis l'âge de 16 ans. Elle a quitté l'école en secondaire II et est aujourd'hui mère d'un enfant de quatre ans qu'elle élève seule. Elle ne reçoit aucun appui de sa famille. Après avoir fréquenté une école pour raccorcheurs, elle vient d'obtenir son diplôme d'études secondaires. Désormais étudiante à temps plein en informatique, elle vient de quitter l'aide sociale pour vivre d'un prêt étudiant de 15 000 \$.

Célibataire et sans enfants, **Sophie**, 42 ans, a décidé il y a dix ans de travailler pour son propre compte. Elle fonde avec son compagnon (invité par son employeur à prendre une retraite anticipée) et associé une petite entreprise de communications. Auparavant, elle travaillait comme directrice d'une publication institutionnelle au sein de la fonction publique québécoise. Sophie travaille régulièrement des semaines de 60 à 80 heures et continue de croire à un avenir meilleur malgré la concurrence souvent féroce. La retraite est davantage synonyme de retraite du marché que de retraite du travail. Le

chiffre d'affaires de l'entreprise oscille selon les années entre 120 000 \$ et 140 000 \$.

Le retour aux études

À l'exception de Sophie, toutes ces femmes sont retournées aux études. La première motivation est sans contredit l'équation entre la formation et l'emploi. Toutes ont constaté que pour décrocher un meilleur emploi, augmenter ses revenus et mieux gagner sa vie ou réorienter sa carrière, il leur fallait augmenter leur scolarité, aller chercher de nouvelles compétences, se spécialiser. Cependant au terme de cette démarche, les résultats obtenus ont déçu plusieurs de leurs attentes.

Par sa formation, **Diane** s'est véritablement donné un métier, mais sa formation n'a pas compensé son inexpérience sur le marché du travail. Sa recherche d'un emploi dans les hôpitaux, les CLSC ou le réseau des affaires sociales a été totalement infructueuse. Elle est plus qualifiée que la plupart des intervenantes avec qui elle travaille et son salaire ne correspond pas du tout à son niveau de compétence.

Le cas de **Marie** est plutôt désolant. Elle a laissé un emploi de col bleu avec sécurité d'emploi et des avantages sociaux appréciables pour poursuivre des études de 2^e cycle. Sa maîtrise terminée, elle constate que les débouchés sont rarissimes. À 35 ans, Marie a, dans le domaine qui l'intéresse, une expérience de travail très mince ; de plus, elle a attendu à la fin de ses études pour avoir des enfants afin d'être mieux en mesure de trouver un emploi qui lui permettrait de pourvoir aux besoins de la famille. Inutile de dire à quel point elle trouve décevante la situation actuelle. Il y a des jours où elle se demande si elle a fait le bon choix d'études et d'autres où elle pense que de toute façon, il n'y a plus d'emplois.

Hélène a entrepris un parcours d'études qui l'a menée du baccalauréat aux portes du doctorat.

Au terme de son parcours, Hélène réalise que toutes ses forces vives ont été consacrées non pas à faire carrière et à exercer sa profession dans le cadre d'un emploi rémunérateur, mais à se former en vue de le faire au prix d'un endettement très lourd, d'un épuisement important compte tenu de son rôle parallèle de chef de famille. Très proche d'atteindre son but, elle constate que les emplois s'évaporent ; que dans le domaine de la recherche, les chercheurs sont de plus en plus nombreux à se partager des subventions réduites et que l'emploi qui lui permettrait de rembourser son importante dette s'éloigne de plus en plus d'elle. Au fur et à mesure qu'elle se rapproche du but qu'elle s'était fixé, elle doit résister à la tentation de se décourager et même de décrocher. La colère qui s'empare d'elle certains soirs finit malgré tout par lui servir de carburant. Tel un leitmotiv, elle se fait souvent la réflexion suivante : « Ce n'est pas vrai, je n'aurai pas parcouru tout ce chemin pour ne décrocher qu'un emploi sous-payé ou pour subsister d'assistantat de recherche en assistantat de recherche, ce n'est pas vrai ! »

Le retour aux études de **Jeanne** correspondait fondamentalement à une décision de réorientation de carrière au terme d'une expérience d'emploi fort diversifiée mais qui lui pesait à bien des égards. Jeanne voulait actualiser ses connaissances, approfondir d'autres perspectives dans le but de réintégrer plus facilement le domaine qui était le sien à l'origine. Augmenter sa scolarité était aussi un moyen de compenser les années d'expérience manquantes dans ce domaine. Sur le plan de la réorientation, cette combinaison de formation et d'expérience a favorisé Jeanne qui a réussi à se réorienter mais sur le plan de l'emploi, la précarité a simplement changé d'habit.

La situation de **Caroline** est certes très poignante. Il est complètement impossible dans son cas de parler de son retour aux études sans parler de sa

POSSIBLES
Travailler autrement
Vivre mieux ?

Dans la jungle
du travail : des
cours de femme

vie : l'un explique l'autre. Issue d'un milieu familial complètement déficient, Caroline adolescente est prise en charge par le réseau des affaires sociales. Bousculée dans sa vie et dans son développement, elle quitte l'école en secondaire II et vit en appartement. Elle se trouve du travail comme vendeuse dans un marché d'alimentation. À 17 ans, très amoureuse d'un jeune de son âge qui vit une situation similaire à la sienne, elle devient enceinte et se retrouve seule quelques mois après l'accouchement. Elle vit alors des prestations d'aide sociale. Après quelques tentatives de retour au travail, trop exploitée, elle abandonne et ne sait plus vers quoi se tourner. Mise en contact avec des intervenantes d'un centre de femmes, elle décide de finir ses études secondaires en s'inscrivant à un programme gouvernemental qui lui permet de retourner étudier tout en recevant des prestations et des frais de garde. Ce type de retour aux études représente un véritable tour de force, celui de la reconquête de l'estime de soi et de la foi en ses capacités intellectuelles. Son avenir, c'est chaque matin qu'il se décide, forgé à la trempe de son caractère et à la force de sa résistance.

* * *

Il ressort de ces parcours que le retour aux études et principalement aux études supérieures n'est plus une garantie d'emploi comme il a pu l'être par le passé. Cependant, la formation supérieure demeure une exigence de l'employeur en cas d'embauche. Un diplôme de premier cycle constitue à cet égard la formation minimale. Or, l'endettement des femmes qui retournent aux études et qui, en plus, doivent emprunter pour vivre et faire vivre leur famille devient extrêmement lourd et ne facilite pas cet accès aux études ; au contraire, il le décourage puisque les emplois qui permettraient de rembourser la dette ne sont plus accessibles.

Dans le cas de la formation élémentaire, le retour aux études est une nécessité lorsqu'il s'agit

d'acquérir une formation de base, soit le secondaire V. Le diplôme d'études secondaires permet de satisfaire aux exigences minimales des employeurs mais il signifie aussi le maintien dans des emplois mal rémunérés, sans aucun prestige social. Par ailleurs, l'absence de cette formation, c'est l'abonnement à vie à la pauvreté et à la marginalisation sinon à la dépendance ; si cette formation ne protège pas nécessairement contre cette vie de misère, elle représente au moins le tremplin qui permet d'accéder à une formation plus adéquate encore.

POSSIBLES
Travailler autrement
Vivre mieux ?

La rupture avec le modèle traditionnel du travail

Sur les six femmes de cette étude, deux ont tenté l'expérience de l'entrepreneuriat : au bout de dix ans, Sophie continue toujours dans cette voie, mais Jeanne a opté pour un retour à ses premières amours. Comment ont-elles pris ces décisions ? Il y a dix ans, Jeanne et Sophie avaient toutes deux, pour des raisons différentes, l'impression d'être dans une impasse : quelque chose devait changer ou bien elles y laisseraient leur peau.

Sophie n'en pouvait plus de n'avoir pas la liberté de manœuvrer comme elle l'entendait, d'être plutôt une administratrice qu'une créatrice, constamment soumise aux diktats d'un employeur qui ne lui permettait pas de réaliser ses plus beaux projets ; elle se disait constamment qu'elle pourrait tout aussi bien réussir seule en affaires.

Jeanne, quant à elle, observait que les possibilités de mobilité et d'avancement à son travail ne la satisfaisaient pas et elle se rendait compte qu'elle resterait au même salaire et occuperait les mêmes fonctions probablement jusqu'à sa retraite. L'expérience de travail à temps partagé (un poste, deux salaires, deux employés) n'avait pas été satisfaisante sur le plan financier. De plus, après plusieurs années

de garde quasi complète de ses enfants, elle constatait qu'ils grandissaient davantage sous le regard de leurs gardiennes successives que du sien. Elle ne pouvait pas compter sur son ex-conjoint pour de multiples raisons et elle consacrait depuis sept ans une part importante de son salaire aux frais de garde alors non déductibles d'impôt. Ses enfants qui seraient bientôt adolescents avaient besoin de plus de présence et d'encadrement. Comment pouvait-elle continuer à bien gagner sa vie tout en assurant à ses enfants la présence dont ils avaient besoin ?

Après avoir mûrement réfléchi, pris conseil, pesé le pour et le contre pendant de nombreux mois, Sophie et Jeanne décident de faire le saut et de devenir entrepreneures. Au début des années 80, encouragé par l'État, l'entrepreneuriat apparaissait comme la solution aux problèmes d'impasse professionnelle et de conciliation entre la vie familiale et la vie professionnelle. Les possibilités de croissance des divers secteurs qui attiraient les travailleurs autonomes (communications, secrétariat, animation, journalisme, traduction, restauration, nouvelles technologies) semblaient alors illimitées et portaient à croire que les résultats espérés parviendraient à équilibrer les risques inhérents à ce type de travail.

En 1982, la récession a sonné le premier appel important de la réduction des effectifs et des compressions budgétaires au sein des gouvernements et des entreprises. L'État invitait les travailleurs à faire preuve de plus de créativité dans le domaine de l'emploi que lui-même n'en avait fait preuve. Créer son propre emploi devint la voie de l'avenir et l'équivalent de la survie pour ceux que le marché de l'emploi laissait sur le carreau. Vers 1986, il y eut une reprise et l'économie s'est quelque peu redressée.

Après des débuts marqués par un travail acharné, un investissement financier et personnel beaucoup plus important qu'elles ne l'avaient d'abord prévu,

Jeanne et Sophie ont quand même été récompensées de leurs efforts. Elles avaient réussi à se bâtir une clientèle, leur bilan comptable suivait une courbe ascendante. Puis, l'économie a recommencé à donner des signes de ralentissement, la concurrence devint très forte dans certains secteurs. Le nombre croissant de nouveaux travailleurs autonomes, d'entrepreneurs et d'experts-conseils commençait à influencer le marché, les prix des services se mirent à baisser par vagues successives. Au cours de cette décennie, l'informatisation massive des travailleurs et des entreprises a également modifié bien des données et a par le fait poussé à la fermeture d'un bon nombre de petites entreprises de services comme les services de secrétariat et de comptabilité.

De plus, le gouvernement a adopté des mesures comme l'imposition de la TPS sur les biens et les services ou la réduction du pourcentage des dépenses admissibles des travailleurs autonomes. Cela a eu pour effet d'alourdir le travail administratif et comptable de ces travailleurs et micro-entreprises et de grignoter en partie leurs avantages et leurs bénéfices. La concurrence ne cessait de s'étendre : la fidélité et la loyauté des clients fondaient comme neige au soleil, le prix le plus bas devenait le seul credo. Pour faire face à un marché de plus en plus changeant et puissant, plusieurs entrepreneurs ont eu comme réaction de s'associer à d'autres, on a assisté à de multiples ventes et fusions d'entreprises. Le nombre des faillites augmentait aussi.

Jeanne et Sophie ont traversé ces années d'abord en progressant puis elles ont consacré toute leur énergie à réagir aux changements que les soubresauts du marché et de l'économie imposaient à leurs projets. La bataille s'avérait beaucoup plus rude que prévu. En dix ans, elles ont eu l'impression d'en avoir travaillé le double. Au cours des dernières années, elles ne visaient plus nécessairement à augmenter leur chiffre d'affaires mais à le maintenir. Comme Sophie, Jeanne dit que les semaines de 60

à 80 heures étaient courantes, que souvent le travail empiétait sur les heures de sommeil ; le soin mis à répondre aux besoins des clients et la concurrence omniprésente imposaient à leur vie un nouveau carcan. Difficile d'avoir une vie sociale, de prendre deux semaines de vacances d'affilée quand on travaille tout le temps, difficile de dire non de peur de perdre un client, difficile d'assumer tous les rôles dans l'entreprise (de la gestion des sous-traitants à l'achat des fournitures, la tenue de livres et l'entretien ménager).

Après dix ans, Sophie continue de croire à son rêve et elle réussit à en convaincre le directeur de sa banque. Bien qu'elle demeure propriétaire de son entreprise, celle-ci compte désormais trois associés, un ex-employé détient un petit pourcentage de celle-ci. Les revenus de retraite de son compagnon leur permet de joindre les deux bouts. De plus, elle a trop investi pour revenir en arrière. Elle passe encore des nuits à préparer des devis et des échantillons pour décrocher des contrats ou pour les exécuter dans les délais demandés. Il y a un fort roulement de sous-traitants dans son bureau, les heures de travail y sont très longues et la rémunération peu élevée. Enfin, la vie personnelle et sentimentale de Sophie est entièrement liée à son entreprise : étant donné le peu de temps qui lui reste à consacrer à sa vie sociale, elle y trouve un certain équilibre.

Au terme de huit ans d'effort, Jeanne a commencé sérieusement à se demander si elle allait pousser plus loin l'aventure. Les données du marché changeaient beaucoup et sa survie de petit entrepreneur ne cessait d'être menacée. Tôt ou tard, elle devrait joindre les rangs d'un cabinet plus important ou le former elle-même, c'est-à-dire embaucher des employés, travailler plus encore comme tant d'autres entrepreneurs autour d'elle qui n'avaient cependant pas ses responsabilités familiales : cela, elle ne pouvait le faire, elle avait atteint la limite physique et morale des efforts qu'elle pouvait déployer. Pendant

deux ans, il y a eu quelques périodes sans travail ; l'entreprise a dû utiliser les économies réalisées. Ensuite, elle a perdu un client important aux mains d'un concurrent. Enfin, elle s'apercevait que les promesses initiales de croissance ne se concrétiseraient pas et elle ne voyait pas le jour où elle pourrait envisager de réduire son rythme de travail. Ses enfants avaient grandi, sa motivation initiale changeait. De son bureau chez elle, elle était désormais prisonnière de son agenda, de son ordinateur, modem, cédérom et télécopieur et des délais plus serrés les uns que les autres.

POSSIBLES
Travailler autrement
Vivre mieux ?

* * *

Le rêve de l'emploi créateur, de l'autonomie professionnelle comme instrument de réalisation de soi n'était-il qu'un rêve ? Qui a trouvé la solution à la difficile combinaison travail-famille ? Quelle est la meilleure formule pour être partout à la fois ?

La grande majorité des travailleurs autonomes ayant vu le jour dans les années 80 ont à peu près tous constaté qu'il travaillaient plus et plus fort qu'avant d'avoir choisi ce statut.

Jeanne et Sophie ne se doutaient pas qu'elles devraient investir autant d'elles-mêmes, autant de temps et d'énergie et qu'elles le feraient parfois jusqu'à l'abrutissement. Les gains qu'elles en ont tirés n'ont pas toujours été des gains financiers. Se battre pour faire sa place, la conserver, l'améliorer leur a permis d'exercer leur créativité et d'aiguiser leur sens des affaires. Dans la mesure où elles pouvaient agir, elles l'ont toujours fait. Cependant, elles ont très vite appris que le marché était devenu leur nouvel employeur et qu'il était souvent le plus imprévisible de tous. Devenir entrepreneur est une chose, le rester en est une autre : pour conserver sa place, il faut demeurer extrêmement vigilant, disposer d'un capital de secours, raffiner le produit ou le service.

Les parcours et la vie de ces femmes : l'indissociable lien

Cet élément revêt une importance majeure : il continue d'être impossible de parler du travail des femmes sans parler de la vie des femmes. Lorsque cette dynamique vient se superposer à la situation aiguë et complexe de l'emploi, on constate que les choses ont peu changé.

La vie de **Diane** correspondait en tous points au modèle traditionnel de la famille : elle demeurait au foyer et élevait les cinq enfants du couple, son conjoint pourvoyait aux besoins de la famille. La maladie grave et soudaine de ce dernier a tout bouleversé. Du jour au lendemain, elle a dû tout revoir dans sa vie et réorganiser une famille de sept personnes sur tous les plans. Elle doit prendre des décisions majeures (le placement de son mari, la vente de la propriété), assumer seule l'adolescence de jeunes passablement affectés par ces changements, continuer l'éducation des plus jeunes et faire vivre la famille. Bien que salutaire, l'assurance ne suffit pas à les faire vivre. Diane se rend vite compte que ses compétences de secrétaire ne la mèneront pas très loin. Tout en travaillant à temps partiel, elle décide d'entreprendre des études en travail social plutôt que de se perfectionner comme secrétaire. Au cours des vingt ans qui suivront, elle mènera une vie remplie d'horaires impossibles, de responsabilités familiales ponctuées de nombreuses crises, de nuits de veille à terminer ses travaux, de solitude, de vacances à s'occuper de la maison et de ce qu'elle n'a pas eu le temps de faire pendant l'année. Elle noircira d'innombrables feuilles de ses calculs et de ses budgets pour parvenir à joindre les deux bouts. De plus, Diane vivra l'angoisse de la réintégration au marché du travail dans la cinquantaine. Devant l'impossibilité d'accéder à un emploi dans le réseau de la santé, elle ira vers le secteur communautaire où elle trouvera un emploi comme intervenante. Aujourd'hui son travail consiste à donner aux femmes

les plus touchées par le manque d'indépendance et d'estime de soi, les femmes victimes de violence, des outils pour qu'elles puissent s'occuper d'elles-mêmes, peu importe la tournure que prend leur vie.

POSSIBLES
Travailler autrement
Vivre mieux ?

Divorcée alors qu'elle n'avait pas trente ans et que ses enfants étaient encore très jeunes, **Jeanne** a vite endossé la double responsabilité de la famille et du travail. Avant son divorce, Jeanne a presque toujours travaillé. Cependant, il n'y a pas eu de continuité entre les emplois qu'elle a occupés. Elle trouvait et quittait un emploi au gré de la carrière de son mari : c'était le mode de vie du couple, fondé sur la durée du couple.

Le divorce de Jeanne a été réglé avant l'entrée en vigueur de la loi sur le patrimoine familial, l'adoption d'un système de garde partagée des enfants et l'instauration de la médiation familiale. Au lendemain d'une âpre séparation, elle recevra une pension alimentaire minimale malgré les revenus de son mari ; celle-ci finira par être indexée par suite d'un recours aux tribunaux ; cependant, l'indexation et, plus tard, la pension elle-même, cesseront d'être versées ; malgré une décision très souple quant à la garde des enfants, Jeanne aura la plupart du temps la garde complète des enfants ; elle devra aussi rebâtir sa vie professionnelle et sentimentale.

Elle trouvera un travail à l'emploi d'une société d'État. Quelques années plus tard, le départ du père des enfants et des problèmes de santé obligeront Jeanne à repenser de fond en comble son mode de vie. Elle reviendra vivre dans son patelin d'origine pour que ses enfants connaissent une vie familiale minimale et en même temps qu'ils puissent compter sur le soutien de sa propre famille.

C'est à ce moment qu'elle quitte son emploi et devient entrepreneur. Son bureau d'abord installé à domicile, (il faudra à Jeanne plusieurs années avant de se doter d'un espace de bureau bien à elle), elle

vivra des cycles successifs de croissance au prix d'un travail acharné et constant. Cette décision, rentable sur le plan de la vie familiale, le sera aussi sur le plan matériel pendant quelques années puis Jeanne décidera de réorienter sa carrière pour les raisons déjà expliquées aux paragraphes précédents. Pour survivre à la période de transition qui durera deux ans, et n'ayant pas droit aux prestations d'assurance-chômage, elle devra puiser assez largement dans les économies qu'elle avait faites en vue de sa retraite. Aujourd'hui, elle a un travail mais son statut d'employée est précaire ; elle envisage l'avenir avec inquiétude.

Hélène a pris la décision d'aller chercher une solide formation en psychologie après avoir réalisé que son travail de comédienne ne lui permettrait pas de faire vivre sa famille et que, sans diplôme, il est très difficile de faire valoir ses idées parce que manque l'autorité que confère ce dernier. À ce moment, elle vivait toujours avec son mari, lui-même artisan de théâtre. C'est à la fin de son baccalauréat que le couple se séparera. Hélène devra vendre sa part du domicile familial sans en tirer de gain et elle ne recevra pas de pension alimentaire, car son conjoint n'est pas en mesure de lui en verser une.

Sa vie d'étudiante adulte et de chef de famille entreront souvent en conflit. Les semaines n'auront jamais assez de jours ou d'heures pour répondre à tous les besoins. Elle mènera principalement une vie de lutte pour obtenir les meilleurs prêts, les bourses les plus généreuses et pour décrocher les notes qui donnent accès à ces bourses. Ce régime de vie se traduit par des années de nuits écourtées à étudier, la mise en place de systèmes de garde et d'arrangements de toutes sortes pour répondre aux besoins des enfants, une vie sociale et sentimentale toujours à la merci du manque d'argent, du manque de temps et de liberté. Assumer seule toute la responsabilité de la famille constituera pour elle un handicap majeur dans la poursuite de ses projets et de

ses rêves. Au bout de dix ans d'études et de privations importantes, Hélène se demande si elle a bien fait d'entreprendre un doctorat, elle se sent également découragée à la pensée de ses dettes qui ne sont pas des dettes de consommation (la voiture, la maison, les vacances, les voyages). La situation si peu encourageante du secteur de l'emploi (dans le domaine de la santé en particulier) lui fait vivre beaucoup d'angoisse face à l'avenir.

Très occupée à bâtir sa carrière et à réussir dans son domaine, **Sophie** n'a pas eu d'enfants et estime qu'avec la vie qu'elle mène, elle n'aurait pas eu la disponibilité requise pour s'occuper d'une famille. À chaque mois, elle doit se redonner comme objectif de conserver au moins une journée de la fin de semaine pour se reposer, faire les courses, le lavage, etc. Comme son conjoint est aussi son associé, c'est souvent l'un des deux qui prend en charge ces activités. Dans la mesure du possible, ils tentent de se réserver au moins un moment par semaine pour faire une activité ensemble, faire autre chose et décrocher : ce n'est pas toujours possible.

Si son conjoint ne partageait pas avec elle ce même rêve de l'entreprise, Sophie se demande comment elle pourrait avoir une vie de couple, sinon une vie sociale. Elle constate également que l'entreprise est au cœur de chacun des aspects de sa vie et que tout y est lié.

Chez les autres entrepreneurs, ses concurrents, c'est le même mode de vie. Les heures sont très longues, la culture de ces entreprises veut que ce soit ensemble que les collaborateurs aillent manger ou prendre un verre tant le travail prend de place dans leur vie. Sophie remarque que la vie des jeunes femmes qui essaient de se tailler une place dans le milieu ne correspond pas au type d'emploi qui leur permettrait de songer à fonder une famille. D'après elle, ce mode de vie est irréconciliable avec la vie d'une jeune famille.

POSSIBLES
Travailler autrement
Vivre mieux ?

De façon planifiée, **Marie** a eu son premier enfant au moment où elle rédigeait son mémoire de maîtrise. Son conjoint, lui, n'a pas terminé sa propre maîtrise. Ils ont tous les deux des dettes d'études, mais Marie a toujours travaillé et a pu payer une partie de ses frais de scolarité. Elle comptait beaucoup sur un emploi pour réaliser ses projets, commencer enfin une vie professionnelle digne de ce nom mais après un contrat de six mois, elle est sans emploi. Le couple décide quand même d'avoir un deuxième enfant ; le conjoint de Marie a fini par décrocher un emploi d'abord à temps partiel puis à temps plein avec un salaire d'environ 30 000 \$. Le premier enfant de Marie est entré à la maternelle cette année, le deuxième fréquente la garderie pendant que sa mère fait des démarches pour trouver du travail ou consacre quelques heures à un travail bénévole.

Enfin, comme nous l'avons vu, la situation de **Caroline** demeure la plus dramatique et la plus difficile. Dans son cas, c'est d'abord comme enfant qu'elle subit les conséquences de la perte d'emploi, de l'absence de formation de sa mère, de la désertion de son père et enfin de la chute libre de sa mère dans la toxicomanie. Caroline est une personne très réfléchie et dotée d'un très haut sens des responsabilités ; convaincue que sa vie sera différente de celle de sa mère, elle croira à 17 ans que l'amour dont elle a tant été privée lui portera chance. Désillusionnée, elle constatera par la suite que ce n'est pas le cas et voudra changer des choses. Mais sa pensée est confuse ; dans son entourage, elle n'a pas vraiment de modèles ; elle voit d'autres adolescentes comme elles avoir un deuxième et parfois un troisième enfant dans les mêmes conditions. C'est par des contacts avec des femmes proches des milieux d'intervention qu'elle prendra la décision de terminer ses études secondaires. Après ces années d'aide sociale, elle est maintenant étudiante à temps plein dans une école spécialisée en informatique et vit de son prêt étudiant. Elle se lève tous les matins

à cinq heures pour étudier avant que son fils se lève ; autrement c'est trop difficile.

POSSIBLES
Travailler autrement
Vivre mieux ?

* * *

Il est toujours saisissant de constater à quel point la vie professionnelle des femmes est indissociable de leur vie de femme. À la lecture de ces récits, on peut se demander s'il est possible dans le couple d'accorder autant d'importance à la carrière des deux conjoints ? La durée couple est-elle un critère suffisamment fiable pour mettre de côté sa propre carrière ? En dépit des lois qui doivent protéger les enfants et partager de façon équitable les responsabilités familiales, il y a toujours des situations qui y échappent et souvent les ententes ne sont valides que sur papier. Les femmes doivent-elles se blinder encore plus qu'elles ne l'ont déjà fait et ne faire aucun compromis sur leur vie professionnelle, leur développement et refuser d'avoir des enfants ? Le taux de dénatalité serait-il une conséquence du peu de sécurité qui entoure la décision d'avoir des enfants ?

Il est difficile pour un couple uni et une famille stable, sans problèmes particuliers, de conjuguer famille et travail ; ce l'est également pour des gens favorisés qui peuvent sans angoisse assurer les frais de garde et tous les autres frais qui résultent du peu de temps dont disposent les familles modernes. Dans certaines familles, les pères sont très présents et participent autant et parfois plus que leurs conjointes à tout ce qui concerne le travail de parent. Mais ce partage des tâches, ce n'est pas la majorité des hommes qui acceptent de le faire. Il y en aurait plus ? Tant mieux. Malheureusement, il y en a plus aussi qui non seulement ne le font pas mais qui disparaissent presque complètement de la vie de leurs enfants.

Que dire alors de toutes les situations en marge de la famille nucléaire, vécues en très grande majorité

par des femmes ? Le moment où l'on consacre le plus de temps à façonner sa carrière est également le moment où on choisit généralement d'élever une famille. Cette période est cruciale dans les deux cas, pour la carrière comme pour l'éducation des enfants.

Être appuyé, soutenu dans sa démarche donne généralement des ailes. On se sent reconnu, apprécié, on existe aux yeux de quelqu'un. Le nombre important de femmes qui dans le silence de leur demeure, une fois les enfants couchés, les adolescents retirés dans leur tanière, ne racontent pas leurs journées est inquiétant pour ces enfants et ces jeunes car si la pauvreté s'apprend et se transmet, la présence s'apprend aussi par la présence.

Ces femmes qui travaillent trop

Les femmes dont nous avons raconté l'expérience ne sont pas des femmes dépourvues de ressources et elles participent plus qu'activement à l'amélioration de leur sort. Au terme de ce récit, une première chose frappe : leur situation financière n'est pas rose et leur retraite ne promet pas d'être dorée. De plus, elles travaillent beaucoup, beaucoup trop dans certains cas, et elles ne gagnent pas le revenu qui correspond à leurs efforts. Lorsqu'elles entrent dans le cycle de la famille et de l'éducation des enfants, elles deviennent très vulnérables si d'aventure leur vie sentimentale s'effrite et bascule. Comme le démontrent aussi les statistiques, c'est en majorité qu'elles sont retournées sur les bancs d'école ; lorsqu'elles en ont la possibilité, les femmes sont des agents très actifs de leur développement.

Malgré tous les progrès accomplis, l'éducation des enfants, les responsabilités familiales et le milieu du travail ne forment pas encore un couple compatible : cela s'avère peu rassurant pour l'avenir. La productivité et l'éducation sont deux notions qui non seulement ne se complètent pas mais s'opposent

vraiment. La première commande la rapidité et ne s'embarasse nullement de principes ; la seconde exige la patience, la persévérance et s'épanouit dans la disponibilité.

POSSIBLES
Travailler autrement
Vivre mieux ?

Face aux bouleversements profonds qui secouent le marché du travail des sociétés ultralibérales, le défi des femmes consistera à lutter pour conserver leur autonomie. À quel prix la conserveront-elles ? L'économie et la famille parleront-ils un jour un langage commun ? Des économistes réaliseront-ils un jour ce qu'il en coûte à l'économie de ne pas le comprendre ? Sans ce travail rémunéré et non rémunéré des femmes, il n'y a pas d'économie, il n'y a pas de société. Le reconnaître, ce serait déjà une mesure productive.

SSIBLES
aller outre
re mieux ?

JACQUILINE MATHEU

Les utopies de l'an 2000

POSSIBLES

Les rêves d'abondance

En 1967, à l'ère des Hommes, le vert était l'optimisme comme toutes les fois où un pays organise une exposition d'envergure. Si l'on lit le sural rétrospectif des nombreuses expositions universelles qui ont été mises sur pied au cours du 19^e siècle, l'on se rend compte qu'elles n'avaient pas uniquement pour but de faire valoir des réalisations techniques et des richesses des pays participants mais également de tracer, sous le mode prospectif, les voies du futur. Vols interplanétaires, mégapoles au désert, cultures futuristes, constructions tentaculaires dans l'atmosphère des deux pôles, les projections futures que l'on y retrouvait n'ont jamais manqué de faire soupirer certains et de faire rêver les autres. Époque où ne se posent pas et certaines propositions que l'on y retrouvait nous permettent de mesurer la distance entre le monde réel que nous habitons et ce que fut de millénaires qui nous ramène à grands pas.

Cité du futur, sans l'implément savamment décodé des cellules cubiques d'habitat et l'occupation de Moshe Safdie sur les pentes du même millénaire, et le futurisme reprenant sous le mode ludique le plan de certaines « îles fortunées » du

JACQUELINE MATHIEU

Les utopies de l'an 2000

Les rêves d'abondance

En 1967, à Terre des Hommes, le vent était à l'optimisme comme toutes les fois où un pays accueille une exposition d'envergure. Si l'on fait le survol rétrospectif des nombreuses expositions universelles qui ont été mises sur pied au cours du ^{xx}e siècle, l'on se rend compte qu'elles n'eurent pas uniquement pour but de faire étalage des réalisations techniques et des richesses des pays participants mais également de baliser, sous le mode prospectif, les voies du futur. Vols interplanétaires, mégalofoles de demain, cuisines laboratoires, communications tentaculaires nous rapprochant des deux pôles, les projections futuristes que l'on y a retrouvées n'ont jamais manqué de faire sourire certains et de faire rêver les autres. Expo 67 ne fut pas en reste et certaines propositions que l'on y retrouvait nous permettent de mesurer la distance entre le monde rêvé des années soixante-dix et cette fin de millénaire qui nous rattrape à grands pas.

Cité du Havre, entre l'empilement savamment désordonné des cellules cubiques d'Habitat 67, prospection de Moshe Safdie sur les demeures du troisième millénaire, et le Labyrinthe reprenant sous le mode ludique le plan de certaines villes forteresses de

l'Antiquité, se dressait L'Homme dans la Cité¹. De forme conique, ce pavillon thématique offrait à travers sept aspects la cité de demain. L'un d'eux « Citérama » conviait les spectateurs à comparer l'homme des temps anciens voué à l'agriculture comme mode de subsistance et l'homme nouveau doté des dernières technologies. D'un côté l'armure de fer rouillé, le casque à visière, de l'autre les tubes de plastique translucides. Le chevalier lourdaud contre le cosmonaute prêt à s'envoler vers d'autres univers. Mais si la « Cité inquiète » montrait les dangers d'une trop grande modernisation, la « Cité quotidienne » pouvait aussitôt rassurer le spectateur en le plongeant, grâce aux marionnettes amusantes et enfantines de Jiri Trnka, dans le monde du farniente et des loisirs. Ainsi l'industrialisation et la robotisation avaient ceci de bon : ils permettraient enfin à l'homme, devenu maître d'œuvre de l'univers, de s'asseoir sur ses lauriers.

Non loin, dans l'île Notre-Dame, fabriquée de toutes pièces pour les besoins de l'exposition, se dressait le pavillon de L'Homme à l'œuvre. Dans une énorme boîte placée à la verticale s'entassaient, dans le bâtiment réservé au « Progrès », les derniers gadgets de notre société de consommation : fer à repasser, grille-pain, rôtière, etc. Hymne à l'ingéniosité de l'homme devenu demiurge, cette sculpture des temps modernes rappelant soit les empilements d'un César ou une version remaniée d'un totem de la côte ouest, selon les références des uns et des autres, côtoyait une usine de trois étages entièrement automatisée où sur deux chaînes distinctes s'assemblaient un appareil de télévision et un projecteur de seize millimètres. Ainsi, pouvait-on conclure, comme le suggéraient si bien les panneaux explicatifs, qu'une seule de ces machines pouvait remplacer un

1/ *Expo 67, Montréal, Canada — Album mémorial de l'exposition universelle et internationale de première catégorie tenue à Montréal du 27 avril au 29 octobre 1967, Canada, Thomas Nelson & Sons Ltd., 1968.*

atelier de cent ouvriers à moindre coût et dans un temps relativement court. Fallait-il pour cela s'inquiéter ? Les deux autres bâtiments de l'Homme à l'œuvre posaient la question en vantant l'ingéniosité de l'homme qui avait su développer les ressources naturelles de la planète pour se chauffer, s'alimenter, se déplacer. L'exploitation intelligente des sources d'énergie et des techniques entraînerait à long terme, assurait-on, des moissons plus abondantes, une baisse générale des maladies contagieuses et une éducation plus généralisée. Ainsi la perte possible d'emplois répétitifs, routiniers, non créatifs pouvait être compensée par de meilleures conditions de vie pour l'ensemble de la société.

Au Pavillon du téléphone, sous le thème de « L'Avenir », différents étalages montraient au spectateur stupéfait des années 60 comment régler à distance le mécanisme de la cuisinière et mettre en marche son arrosoir. L'automatisation et les moyens de communication libéreraient enfin l'homme des conflits d'horaire, suppléeraient à son manque de temps chronique en exécutant les tâches quotidiennes à sa place. La robotisation devenait sa servante soumise, ne réclamant ni hausses de salaire ni pauses syndicales ! (encore que nous ne savions pas quels coûts ces opérations allaient entraîner !) Comment pouvions alors douter des bienfaits des nouvelles technologies ? Un monde entièrement nouveau s'ouvrait alors à l'homme qui pouvait rêver tout haut de consacrer une part de plus en plus grande de son temps à ses occupations favorites : pêche, ski, lecture, expositions, voyages. Le travail pouvait dès lors être encore envisagé comme un mal nécessaire mais relégué en quelque sorte au second plan grâce aux compensations de plus en plus grandes qu'allaient offrir la robotisation et les communications élargies à tous les secteurs d'activités.

Les propositions futuristes que l'on retrouvait dans certains pavillons d'Expo 67 comme dans les autres expositions universelles ou internationales furent

souvent l'œuvre d'artistes fascinés par les possibilités de matériaux nouveaux tels le plastique, le polystyrène et les nouvelles technologies. Derrière « Citérama » se profilent la silhouette de Jacques Languirand, aujourd'hui communicateur radiophonique, et celle de Fusion des arts, regroupement d'artistes multidisciplinaires sous l'égide d'Yves Robillard, sculpteur d'environnement et professeur d'histoire de l'art. Le groupe avait d'ailleurs soumis au comité organisateur de l'exposition de Montréal un projet d'environnement global, à caractère ludique, permettant au spectateur de participer activement au spectacle sonore et visuel que l'on comptait mettre en place au pavillon Katimavik du Canada². Mais le comité opta pour une version plus sage, entachant moins l'image sérieuse et de bon ton que le pays hôte voulait se donner. Maurice Demers eut plus de chance avec *Terre des Hommes* de 1969. Il mit en place les « Mondes parallèles », vision futuriste de la civilisation entièrement automatisée de l'an 2000, laissant libre champ à la détente et aux loisirs pour les futures générations, soit les enfants des baby-boomers.

Si les foires et les expositions d'envergure ont toujours constitué, avec leur large audience, des lieux de choix pour les artistes résolument tournés vers l'avenir, les places publiques, les galeries voire les résidences privées ont pu leur servir également de rampe de lancement. En 1968, Maurice Demers avait ouvert son appartement aux spectateurs les plus curieux et téméraires. Transformés en voyageurs interplanétaires, ces derniers pouvaient se donner l'illusion de voyager dans l'espace. Un plafond peint aux couleurs du ciel, un immense escalier débouchant sur le vide, une cabine-fusée de fabrication maison et le tour était joué ! François Dallegret, pour sa part, connu dans plusieurs pays pour son design avant-gardiste d'automobiles, imagina une ville-fusée

POSSIBLES
Travailler autrement
Vivre mieux ?

2/ Y. Robillard, *Québec Underground*, Montréal, Éd. Médiart, 1973, tomes 1 et 3.

de 240 étages transportant dans la galaxie 7 000 personnes à la fois. Or, si ce projet resta lettre morte, Dallegret réalisa une série d'objets ludiques et étranges pour notre prochaine civilisation des loisirs³.

Ces œuvres visionnaires participent du courant utopiste qui a traversé la civilisation occidentale. N'est-ce pas Homère qui imagina l'île des Bienheureux où, loin des labeurs, l'homme s'adonnerait aux festins et à l'oisiveté ? La tradition chrétienne ne fut pas en reste avec l'Éden, jardin éternel des délices pour les Adam et Ève d'avant la chute. Là, nous dit la Genèse, poussaient des arbres « séduisants à voir et bons à manger » et « l'or y était pur »⁴. Lieu mythique que reprit, avec la renommée qu'elle entraîna, Thomas Moore et l'île Utopia, la « meilleure des républiques », avec sa ville fantôme, Amaurote et son fleuve sans eau, Anhydrys. Au début du siècle, Vladimir Tatline et Kazimir Malevitch, respectivement sculpteur et peintre, imaginèrent des stations interstellaires de relais combinant tous les services essentiels. Plus près de nous, Nicolas Schöffer proposa diverses fonctions et secteurs clés pour les nouvelles cités cybernétiques en réservant une place de choix aux loisirs et à la culture⁵.

Si pour certains le rêve d'un monde meilleur prend l'allure d'un lieu géographique au bout de la terre ou dans la galaxie, pour d'autres, il revêt davantage les traits d'un temps nouveau, se dissociant entièrement du présent. Dans *Ecotopia*⁶, Ernest Callenbach, présupposant l'indépendance d'une partie actuelle de la Californie, imagine un mode de vie allant à l'encontre des valeurs dominantes américaines. Société soucieuse de son environnement, *Ecotopia* a aboli les produits chimiques ainsi

3/ G. Robert, *L'art au Québec depuis 1940*, Montréal, Éd. La Presse, 1973, p. 396.

4/ « La Genèse », *La Sainte Bible*, Paris, éditions du Cerf, 1961, p. 9.

5/ N. Schöffer, *La Nouvelle Charte de la ville. La ville cybernétique (suite)*, Paris, Denoël/Gonthier, 1972.

6/ E. Callenbach, *Écotopie*, Montréal, Opuscule, 1975.

que les matières non dégradables. Les forêts, sans cesse reboisées, approvisionnent en majeure partie les sujets du nouveau pays, tant par leurs arbres que par les animaux qui les peuplent. Les Écotopiens bâtissent eux-mêmes leurs maisons et fabriquent la majorité de leurs vêtements. L'automobile a été supprimée et seul un service de trains à haute vitesse assure la liaison entre le monde urbain et le monde rural. Contrairement à la tendance générale, les villes écotopiennes de la côte ouest ont diminué de taille et d'importance grâce à une politique gouvernementale soutenue de décentralisation. De petites cités-relais regroupant les services communautaires de base, gérées par l'ensemble des citoyens, constituent les points d'ancrage de cette nouvelle société.

Si l'on peut sourire de plusieurs aspects d'Ecotopia reprenant au ^{xx}e siècle certaines caractéristiques des civilisations anciennes tels les rituels de combats, la main-mise des femmes sur les enfants et la vie de groupe, l'on ne peut s'empêcher de rêver aux bienfaits du partage et de l'imbrication des diverses activités au sein de cette société. Contrairement au mode de vie moderne, travail, repos et détente ne sont pas là des moments détachés les uns des autres. Ils participent d'une même volonté de simplifier d'une part la vie des citoyens et d'autre part de leur ménager plus de temps libre. Ainsi le travail, réduit à 20 heures hebdomadaires, s'exerce à proximité des lieux de résidence. Pour ce faire certaines industries et services ont été implantés en région afin de ne pas engorger les villes. Les petites communautés qui en sont nées deviennent de véritables familles élargies, se répartissant travaux extérieurs et tâches ménagères. Ces familles nouvelles, non nécessairement liées par le sang, prennent également en charge le soin et l'éducation des enfants. Ainsi le temps de déplacement a-t-il été réduit ainsi que les coûts qui y sont liés. Travaillant et vivant au sein de son groupe d'appartenance, l'Écotopien peut consacrer plus de temps aux siens et se ménager des moments propres.

POSSIBLES
Travailler autrement
Vivre mieux ?

Balivernes que tout cela ? Les utopies inventées par les artistes et les auteurs futuristes peuvent-elles être prises au sérieux ? Comment prévoir l'avenir sans verser dans les fantasmes les plus fous ? Allons-nous effectivement vers une civilisation des loisirs ou au contraire vers des conditions de travail de plus en plus contraignantes ? Pour tenter de démêler ces questions, tournons-nous vers des penseurs, considérés dans nos sociétés comme plus « sérieux » que les artistes et qui ont tenté, à partir des années quatre-vingt, de baliser les voies du troisième millénaire.

Vers une nouvelle civilisation ?

La grande table des connaissances et de l'information universelle est servie. Approchons-nous si nous avons faim. Maintenant que nous avons des loisirs, nous pouvons nous rassasier sans réserves et sans scrupules⁷.

Si la prophétie de Georges Hourdin lancée en 1961 peut aujourd'hui nous faire sourire, son ton résolument optimiste peut se retrouver dans certaines réflexions plus actuelles. Ainsi dans *L'Homme symbiotique*⁸, Joël de Rosnay décrit les possibilités quasi infinies où nous entraînent les nouvelles technologies. Bientôt tableaux et œuvres d'art de toutes sortes pourront être transmis directement à notre domicile. Les images numérisées que l'on aura choisies dans un catalogue virtuel apparaîtront dans notre salon grâce à des écrans de plasma leur servant de réceptacle. Finis les temples de l'art ennuyeux et coûteux, les longues files d'attente et les gémissements des enfants obligés à suivre leurs parents. Fini également l'achat direct d'œuvres d'art. L'on pourra se servir soi-même sans se déplacer.

7/ G. Hourdin, *Une civilisation des loisirs*, Paris, Calmann-Lévy, 1961, p. 193.

8/ J. de Rosnay, *L'Homme symbiotique. Regards sur le troisième millénaire*, Paris, Seuil, 1995.

Or, si certaines avancées technologiques vont permettre d'accélérer le phénomène du *cocooning*, d'autres vont au contraire, selon l'auteur, favoriser les loisirs collectifs interactifs. Ainsi en serait-il avec le jeu *Cinematix*, déjà en place aux États-Unis, où des participants, regroupés dans une même salle, jouent au tennis, non directement les uns contre les autres, mais tranquillement assis sur leur siège, présentant à l'écran géant placé devant eux tantôt la face verte tantôt la face rouge de leur spatule lumineuse faisant rebondir la balle numérisée. Ce type de jeux réunissant plusieurs personnes dans un même lieu, mais ô combien passif pour le corps !, ainsi que le musée virtuel à domicile s'inséreraient dans cette civilisation de l'image qui fera de plus en plus place à l'émotion, à la rigueur personnelle et au savoir intégré. Nous serions ainsi devant une nouvelle culture ralliant le naturel et l'artificiel, l'apprentissage et le jeu, les connaissances et les sensations.

POSSIBLES
Travailler autrement
Vivre mieux ?

Si une telle lecture peut en laisser plus d'un songeur, la vision à plus long terme de Rosnay sur les conséquences des nouvelles technologies sur les sociétés peut nous aider à mieux comprendre les bouleversements profonds que nous sommes en train de vivre. Les nouvelles collectivités se différencieront des anciennes par une réorganisation non seulement de tous leurs secteurs d'activités mais également par une refonte de leurs structures de base. Embranchée, sur le plan planétaire, en réseaux, chaque entité baptisée pays, État, ville, société ou regroupement, selon les degrés d'autonomie de chacun, formera en fait une sorte de bulle temporelle possédant sa propre vitesse d'évolution. L'on ne pourra plus, à partir de là, comparer le degré de « civilisation » d'une société par rapport à une autre. L'on ne pourra davantage s'attendre à une forme d'homogénéisation ou d'uniformisation ni des connaissances acquises ni des savoir-faire. Chaque bulle sera autonome mais connectée aux autres grâce au développement des communications. Ainsi plus rien dans nos sociétés

ne pourra être appréhendé d'une manière totale, uniforme et linéaire mais le sera en fonction des sous-systèmes que nous examinons. C'est dire que ce que nous appelons encore « la civilisation occidentale », se fractionnera en plusieurs « niches » ou « bulles » spécifiques n'ayant que peu de liens entre elles.

Les différents microcosmes de l'an 2000 développeront une culture et un savoir spécifiques, locaux, de nature « fractale » et non plus encyclopédique, reliés à leurs propres besoins. Chacun d'eux se connectera non à ceux qui partageront le même territoire géographique que lui, la même histoire ou la même langue, mais bien à ceux qui posséderont la même vitesse d'évolution. Nous en arrivons donc à une tout autre vision du monde où le terme même de « société » perd son sens. Si nous suivons cette logique, le Québec ne constituera pas un monde en soi mais plusieurs microcosmes, variés, uniques et possédant des problèmes et des questionnements différents. Ainsi sauterait la dichotomie historique régions et métropole, réalité urbaine et réalité rurale, une ville de province pouvant échanger davantage avec une ville de l'autre bout de la planète qu'avec sa voisine selon le savoir-faire spécialisé qu'elle aura développé.

Cette vision de l'avenir recoupe sur plusieurs points celle qu'a avancée Alvin Toffler dans *La Troisième Vague*⁹. Selon cet auteur, après la phase agricole puis industrielle, nous sommes déjà sur le point d'être submergés par une nouvelle civilisation qui remettra en cause les anciens modes de pensée et les manières de vivre. Basée sur les nouvelles technologies informatiques et les réseaux diversifiés de communication, la « troisième vague » entraînerait une restructuration en profondeur de tous les secteurs de la vie en société, reléguant aux oubliettes l'industrialisation massive et la standardisation des

9/ A. Toffler, *La Troisième Vague*, Paris, Éd. Denoël, 1980.

produits et comportements qui ont été le lot de la période moderne. Prenant appui sur des ressources énergétiques diversifiées et renouvelables, les sociétés du troisième millénaire verront l'effondrement des bureaucraties au profit d'économies semi-autonomes décentralisées et dispersées géographiquement, ce qui confirmerait les intuitions développées dans *Ecotopia*.

POSSIBLES
Travailler autrement
Vivre mieux ?

Au lieu de se rendre tous les matins dans une tour à bureaux anonyme d'un centre-ville engorgé par la circulation, les individus de la nouvelle civilisation travailleront soit directement à la maison soit en petites unités locales, selon leurs besoins et leurs intérêts. Reliés par l'informatique aux réseaux centraux, ils seront dégagés des horaires communs et des distances parfois éprouvantes à parcourir entre le domicile et le bureau. Branchés aux ordinateurs, ils travailleront d'une manière plus isolée mais également plus autonome, libres qu'ils seront de doser leur temps individuel et leur temps collectif et public. Cette nouvelle façon d'entrevoir le travail entraînera ainsi une complète restructuration du temps qui deviendra plus personnel et élastique en fonction des horaires de chacun, du temps réel en société et du temps différé généré par les nouvelles réalités virtuelles. Tandis qu'une personne enverra son dernier devis par ordinateur, une deuxième s'entraînera dans un gymnase et une autre dormira à poings fermés. Ainsi se déclencherait une déstandardisation des activités et des temps communs alloués à chacun. Finis dans cette optique les repas fixes obligatoires, les séances familiales de télévision et les sorties réglées d'avance. Le temps imparti étant de l'ordre de l'individuel, la société de demain se démassifiera au profit d'une plus grande diversité des modes de vie et d'une culture plus personnalisée et « à la carte ».

Recentré pour une grande part à la maison, le travailleur du troisième millénaire, pigiste, contractuel dans la majorité des cas, besognera moins

d'heures que nous mais à son plus grand profit. Rationalisant déplacements et rencontres, il disposera de plus de temps libre qu'il pourra occuper non pas aux loisirs, comme le prédisaient les utopistes, mais à un autre type de travail, non rémunéré celui-là, lui permettant de compenser le manque à gagner de son salaire. Il deviendra, nous dit Toffler, un « prosommateur » actif, réalisant avec l'aide des ordinateurs « intelligents » une bonne part des biens de consommation courante : vêtements, meubles, nourriture, jusqu'à la construction de sa propre maison. Ainsi se développera tout un secteur d'activités, aujourd'hui invisible et non officiel, prenant de plus en plus d'ampleur face à une économie de marché qui perdra certaines chasses gardées. Les biens usinés perdront de leur attrait au profit du *do-it-yourself* qui commence déjà à faire ses ravages avec l'engouement pour le jardinage et l'aménagement paysager.

Le développement du secteur non rémunéré entraînera, selon Toffler, une tout autre vision du chômage. Concept appartenant à la seconde vague de la civilisation occidentale, le temps chômé suppose un marché de l'emploi, des transferts de main-d'œuvre et des cotisations de sécurité sociale qui n'auront plus cours bientôt dans nos sociétés. De plus en plus de secteurs feront appel aux nouvelles technologies, délogeant à jamais des catégories de travailleurs, des types d'emploi qui seront au mieux partagés entre l'effort humain et la machine, l'intelligence de l'un et les programmes perfectionnés de l'autre. Rien se servirait alors de se battre pour préserver les miettes d'un marché en pleine mutation. La solution ? Créer des politiques de « prosommation » plus productives ; assouplir les lois foncières, par exemple, pour permettre un accès plus large des citoyens à la propriété ; mettre sur pied des ateliers collectifs d'artisans et d'experts en bâtiments aidant le nouveau propriétaire à bâtir sa maison, ses meubles, ses biens en équipe avec d'autres citoyens ; abaisser les coûts des matériaux et fournir l'outillage de base ;

développer ainsi un vaste réseau d'échange de services et d'entraide, basé sur la production d'usage, permettant à chacun, malgré une rémunération moindre, de vivre pleinement en fonction des compétences qu'il aura acquises.

POSSIBLES
Travailler autrement
Vivre mieux ?

L'unité fondamentale de demain, prédisent Toffler et de Rosnay, sera le domicile avec en son centre la famille, branché en réseaux sur le monde. Travail, échanges, éducation y convergeront d'une façon marquée. Grâce à la présence accrue des parents y travaillant et des médias interactifs, les enfants de demain n'iront plus comme tel à l'école. Leur apprentissage sera un amalgame de cours à distance et de vécu quotidien familial. Ils participeront activement, et dès leur plus jeune âge, au fonctionnement du foyer en s'impliquant dans le secteur non rémunéré. Ils deviendront ainsi non seulement des consommateurs plus avertis mais également des citoyens à part entière, actifs, débrouillards et autonomes. Ils ne seront pas ces êtres passifs et infantiles que notre système actuel encourage. Confrontés très tôt aux nécessités de la vie, ils devront apprendre tant à cuisiner, à scier une planche qu'à résoudre sur ordinateur une équation algébrique. Les connaissances aujourd'hui apprises sur les bancs de l'école seront ainsi intégrées à tous les segments de la vie.

Loin d'entrer dans une civilisation du loisir généralisé, les sociétés de demain devront composer avec des conditions de vie plus dures que celles auxquelles nous avions habitués les années d'abondance de l'après-guerre. Confrontées à la raréfaction de richesses naturelles précaires et parfois non renouvelables, à des systèmes d'économie en pleine mutation, elles n'auront d'autre choix que de s'appuyer sur les êtres humains, regroupés en communautés d'intérêts et d'affinités. Et contrairement à ce que l'on pourrait croire, les ordinateurs ne remplaceront pas l'individu. Ils le serviront, l'appuieront dans les activités qu'il entreprendra, car la plus grande force

SIBLES
aller outre
e mieux ?

Les utopies de
l'an 2000

du troisième millénaire sera non pas la machine
mais l'imagination humaine. N'est-ce pas là la
preuve qu'utopistes et artistes détiennent encore une
place dans nos sociétés ?

Pour que l'espoir renaisse

Une fin de siècle bien décevante pour ceux et celles qui croient à la nécessité d'idées novatrices qui, seules, permettraient l'émergence d'un projet social alternatif au néolibéralisme triomphant.

On est bien loin de cette société autogestionnaire où l'autonomie individuelle, collective et sociale aurait permis à chaque citoyen et citoyenne d'intervenir sur le devenir du Québec, de construire sa société.

Les leaders sociaux et politiques, loin de nous entraîner dans cette voie d'autonomie, confortent l'idée d'une mondialisation dont les enjeux dépassent notre entendement. Toute analyse, idée, suggestion, qui ne s'inscrit pas dans la rationalité économique sur laquelle se base le néolibéralisme est perçue comme utopique, dans le sens d'irréalisable.

Toute tentative de situer une problématique dans ses dimensions sociales se bute à des arguments d'ordre économique qui, le plus souvent, s'appuient sur des données liées à la conjoncture mondiale. Dénonce-t-on les compressions à l'aide sociale accordée aux personnes sans emploi, que l'on nous répond qu'il est injuste que l'écart économique entre les prestataires et les travailleurs et travailleuses qui

reçoivent le salaire minimum soit si peu important ; que, loin d'inciter les personnes sans emploi à retourner au travail, cela peut être un frein à leur réintégration. Le simple bon sens nous fait alors rétorquer que, comme l'on ne peut décemment réduire ces prestations qui permettent tout juste de vivre avec le strict nécessaire, il faudrait donc augmenter le salaire minimum si on veut rendre économiquement attrayant le travail à bas revenu. On nous réplique alors que le gouvernement n'a pas de choix, qu'il est prouvé qu'un salaire minimum élevé entraîne un taux de chômage élevé ; les entreprises déménageront ailleurs si le coût de la main-d'œuvre est trop élevé comparativement à celui de nos voisins. Même rengaine en ce qui concerne les avantages sociaux : à cause de la concurrence mondiale de plus en plus féroce — grandement amplifiée d'ailleurs par le traité de libre-échange — nos entreprises doivent être compétitives, on termine avec l'argument suprême : « Nous n'avons pas le choix ».

« On n'a pas le choix » dit-on aussi lorsqu'il s'agit de réduire nos programmes sociaux. Encore ici on invoque la mondialisation pour expliquer l'impuissance de notre gouvernement à protéger les acquis sociaux dans les domaines de la santé et de l'éducation et à maintenir les emplois dans les secteurs public et parapublic. Si nous ne réglons pas rapidement la question du déficit, nous ne pourrons plus emprunter à l'étranger, soutient-on. La seule solution — acceptée d'ailleurs, si ce n'est suggérée, par le patronat et plus curieusement par les syndicats — pour régler ce problème : le déficit zéro. Pour y arriver, on doit couper : « On n'a pas le choix... ».

Le néolibéralisme prédomine alors dans les choix politiques de ceux qui se prétendent encore sociaux-démocrates. Quel message nous envoient les leaders politiques ? La situation est grave, trop complexe pour votre compréhension, d'autant plus que la mondialisation nous oblige à des choix que nous

ne ferions pas nécessairement. L'autre soir, Bernard Landry, en remettait. Il disait, à peu près ceci : comme gouvernement social-démocrate, c'est évident que nous agirions autrement si le précédent gouvernement avait légiféré comme un gouvernement libéral, c'est-à-dire effectué des réductions dans les dépenses publiques. Le déficit étant énorme, nous sommes obligés de les faire nous-mêmes, même si, comme gouvernement social-démocrate, nous devrions gouverner autrement. Pour nous tranquilliser, nous croyant assez innocents pour les croire, nos ministres ajoutent alors : il n'y a pas de quoi s'inquiéter, on n'exigera de vous de tels sacrifices que pour quatre ans, après tout redeviendra normal. Et que dire du nouveau refrain, chantonné aussi par le patronat français : « pensons aux enfants à naître ». Comme si les diminutions dans les services essentiels affectant les familles déjà démunies n'avaient aucun impact sur la future génération.

Une fin de siècle bien décevante pour ceux et celles qui croyaient que le développement économique et social au cours du 20^e siècle favoriserait une plus grande implication de citoyens et citoyennes de plus en plus instruits dans la prise de décision politique.

On est bien loin de construire cette agora où tous les individus interviendraient sur le projet social, assumerait leur rôle de citoyens et de citoyennes, prendraient en charge leur avenir. Une société de la parole donnée à tous, écoutée et reçue par tous. Une société pour qui l'égalité, la justice, la solidarité auraient véritablement un sens. Une société qui se réapproprierait le politique.

Une concertation piégée

On est bien loin de cela. Ce n'est pas dans cette voie que nous nous engageons. Le silence s'installe. Ces derniers mois, on ne voit plus et n'entend plus

POSSIBLES
Travailler autrement
Vivre mieux ?

que les représentants des principaux groupes d'intérêts. Ils se réunissent autour de tables de concertation où siège un gouvernement « qui prend acte ». Un consensus à tout prix. L'élaboration de politiques négociées avec les représentants des deux principaux acteurs traditionnels — les syndicats et le patronat — remplacerait-elle maintenant la prise de décisions politiques élaborées à partir de sondages auprès de l'ensemble de la population, dont nous avons déploré les effets lors du précédent régime ? Et le gouvernement dans tout cela ? On a souvent l'impression, ces derniers temps, qu'il se réserve le rôle d'arbitre entre les principaux groupes d'intérêts. Son rôle n'est-il pas de prendre des décisions, de légiférer en fonction du bien-être et de l'intérêt de tous les citoyens et citoyennes, y compris ceux et celles qui, aux forums et sommets, ne sont pas — ou si peu — représentés et si mal écoutés, en tenant compte d'un programme politique élaboré par les membres de son parti puis entériné par la majorité de la population lors d'élections ?

Bien sûr, un gouvernement responsable se doit de consulter tous les principaux acteurs sociaux avant de prendre les décisions difficiles qu'impose la conjoncture actuelle, particulièrement en ce qui concerne la résorption rapide du déficit. Au dernier sommet il est vite apparu évident que l'analyse économique laisserait peu de place à une approche humaniste. Une toile de fond : élimination complète du déficit en quatre ans, augmentation de la croissance économique. Comme plusieurs j'ai eu l'impression de regarder à la télévision un programme intéressant : l'information transmise par le gouvernement était judicieuse et facilement assimilable. Sauf une brève colère du président de la FTQ, le ton était plus que poli, je dirais presque convivial. Lorsque les caméras nous entraînaient dans le vestibule, les couloirs ou les suites luxueuses des principaux partenaires, on se serait cru, à certains moments, à une réunion d'anciens étudiants du collège Brébeuf ou des HEC, ou encore à une fête

réunissant les politiciens de toute allégeance. Le quatrième partenaire, le « puissant lobby » — terme employé sérieusement par un éditorialiste respecté — représentant les organismes communautaires, paraissait cependant moins à l'aise. Presque silencieux. Parole timide qui ose à peine exprimer le désarroi — qui deviendra peut-être colère — des plus démunis, des plus vulnérables. Parole malheureusement divisée, fragmentée, qui rend récupérables les représentants de ce nouveau partenaire qui ne saisit pas encore les règles du jeu. Parole tout de même dérangeante. Trop peu, cependant.

Nous étions probablement plusieurs à nous sentir inconfortables dans le silence, ne sachant trop comment exprimer notre inquiétude, notre solidarité face à ce discours basé sur une rationalité économique d'où le social ne pouvait véritablement émerger. Les personnes et les groupes réunis devant ce grand hôtel du centre-ville pressentaient déjà dès l'ouverture du sommet — bien avant pour plusieurs — que la problématique de l'exclusion ne pèserait pas lourd dans l'analyse économique sous-jacente aux solutions proposées. L'économie sociale perçue comme créatrice d'emploi ? Peut-être. L'avenir nous dira si, à moyen et à long terme, l'argent investi dans ce secteur ne proviendra pas en majeure partie des économies liées à des réductions effectuées dans les services sociaux. L'avenir nous dira aussi si la majorité des postes créés ne combleront pas uniquement les emplois perdus dans le secteur de la santé à cause du virage ambulatoire ou les tâches qui auraient dû être assumées par les CLSC pour répondre à de nouveaux besoins.

Et qu'en est-il de la lutte contre la pauvreté dans un contexte où le chômage demeurera très élevé ? Qui sera le porte-parole des exclus ? Le mouvement syndical ? Malheureusement, pour les individus réunis à l'extérieur du grand hôtel, pour ceux et celles qui, à l'intérieur, n'ont pu se faire entendre, pour tous les défavorisés qui, collectivement silencieux,

recevaient les informations par les médias, le « nous » syndical n'était plus le « nous... les gens ordinaires » des années 70. On percevait à travers l'écran de télévision l'image d'une solidarité entre patrons, syndicalistes et gouvernement autour d'une lutte contre le déficit dont les conséquences touchent en tout premier lieu les plus démunis, peu représentés et isolés dans ce sommet.

Les organismes communautaires ? Leur intégration dans un troisième secteur économique reconnu et financé surtout comme instrument de création d'emploi, leur permettra-t-elle de conserver l'autonomie indispensable pour poursuivre adéquatement leur intervention auprès des groupes moins favorisés ? Pourront-ils éviter la récupération dans un système économique néolibéral ? Le départ trop timide, mais courageux, de trois de leurs porte-parole et l'évaluation critique qui, normalement, devrait en découler, permettent d'espérer d'eux une implication plus grande dans des partis politiques qui travailleraient à l'élaboration d'un projet social alternatif. Cependant le silence de ceux et celles qui sont restés à la table ne peut que nous laisser songeurs. Pourtant ils s'étaient engagés à défendre au Sommet l'adoption d'une clause d'appauvrissement zéro pour les 20 % des gens les plus pauvres de la population. Finalement « appauvrissement zéro » ne s'appliquera que pour 20 % de ces 20 % des plus démunis ; c'est-à-dire celles et ceux « qui en raison de contraintes sévères ou permanentes, ne peuvent réintégrer le marché du travail »¹.

La réforme de la fiscalité ? Le partage équitable des richesses ? Ils étaient bien naïfs ceux qui croyaient qu'une véritable réforme à connotation social-démocrate émergerait de ce sommet où étaient plus que présents les hommes d'affaires et les banquiers les plus riches de notre société. Invités spéciaux, admirés et convoités. Mais qui oserait

1/ Secrétariat du Sommet, *Faits saillants*, 1^{er} novembre 1996.

encore aujourd'hui affirmer qu'il faudrait « faire payer les plus riches » ? Quelques étudiants du collégial ? Qui s'indigne lorsque les banques dévoilent avec orgueil leurs profits records dans une période d'appauvrissement collectif sans nullement envisager d'en redistribuer une partie au nom de la solidarité ? On exige des travailleurs et travailleuses de la fonction publique de « faire leur part » en allant puiser dans leur bas de laine. Mais quels sacrifices demande-t-on aux entreprises ? Peut-être lorsqu'il n'y aura plus un sou à récupérer dans les poches des plus démunis et qu'on aura assez appauvri la classe moyenne, envisagerons-nous une vraie réforme de la fiscalité. Espérons alors que les invités spéciaux et les présidents de chantiers resteront à la table. En attendant, le fossé entre riches et pauvres se creuse davantage chaque jour.

Le sommet de l'emploi ? Si peu en réalité, si on exclut les emplois qui auraient été créés de toute façon et ceux qui seront liés au développement de l'économie sociale. Concrètement il semble y avoir incompatibilité entre une véritable politique de l'emploi et des mesures draconiennes visant un déficit zéro à court terme. Au nom de la lutte au déficit, le gouvernement met à pied les employés de l'État ; au nom de la nécessaire modernisation de l'entreprise, le patronat licencie les travailleurs et travailleuses du secteur privé. On nous présente la situation de la façon suivante : la mondialisation des marchés oblige les entreprises québécoises, pour être compétitives, à intégrer constamment de nouvelles technologies ; cette transformation technologique diminue le nombre de travailleurs requis pour la production de biens et de services ; pour que cet investissement technologique soit rentable, l'entreprise doit rationaliser son fonctionnement, ce qui implique concrètement une diminution des ressources humaines. L'analyse n'étant basée que sur des critères économiques, on licencie ce surplus de main-d'œuvre sans trop de mauvaise conscience : « au revoir » souvent sans « merci ».

POSSIBLES
Travailler autrement
Vivre mieux ?

La pensée unique

Le discours néolibéral devient de plus en plus ambigu si ce n'est contradictoire. Lorsqu'il s'agit de réorganiser l'entreprise, on continue de faire appel à la culture d'entreprise, à l'appartenance, à la nécessité d'assumer des responsabilités accrues, à l'intégration dans des équipes de travail polyvalentes, à la flexibilité dans le travail et dans les heures de travail et même, si « la santé » de l'entreprise l'exige, à une diminution des salaires : l'entreprise progressera, soutient-on, en autant que tous et toutes s'y intégreront, assumeront plus de responsabilité, considéreront que cette entreprise est la leur. Par ailleurs, les dirigeants d'entreprises renvoient aux travailleurs et travailleuses une image de plus en plus dévalorisante : il est plus intéressant et plus rentable d'investir dans la technologie que dans les ressources humaines. Voilà une représentation individuelle et collective d'autant plus difficilement acceptable et dépréciative que nous avons cru aux beaux discours qui valorisaient l'individu et la culture d'entreprise.

On assiste à un retour en arrière vers le capitalisme sauvage. Chaque fois que des amis, camarades ou connaissances me racontent comment s'est effectuée leur mise à pied, je suis frappée et indignée par l'arrogance avec laquelle l'entreprise, le plus souvent, les informe de la situation. En quelques heures, on leur demande de se considérer comme étrangers dans cet univers familier qui était le leur depuis de nombreuses années, dans lequel ils s'étaient intégrés, qu'ils avaient contribué à bâtir et à faire progresser.

Le travailleur qui, dans le passé, avait cru déceler à travers le discours sur la réorganisation du travail prônée par plusieurs gourous formés dans cette coûteuse cathédrale que sont les HEC, une reconnaissance de sa compétence, de son importance dans le processus global de production, doit se retrouver

bien dupé par l'évolution actuelle. L'entreprise, qu'on lui avait présentée comme un lieu d'appartenance, de sécurité professionnelle et économique — la vraie famille idéale en somme — devient tout à coup le lieu d'un passage dont la durée est déterminée par des critères de rentabilité économique. Loin de reconnaître l'apport essentiel des ressources humaines pour la réussite d'une entreprise, le patronat, les politiciens et souvent les médias — si on en juge par les déclarations entourant la nomination du nouveau PDG d'Hydro-Québec — semblent évaluer la compétence d'un cadre supérieur par sa facilité à réorganiser l'entreprise en diminuant le personnel et le coût de la main-d'œuvre sans susciter de vigoureuses réactions. Plus forte fut la « débauche », plus on est jugé compétent. Il semble surprenant que la majorité des spécialistes de la gestion d'entreprise n'aient pas encore trouvé de modèle de gestion novateur et alternatif qui ne subordonne pas le social à l'économie et tienne compte du travailleur et de la travailleuse sans les mettre en compétition avec les nouvelles technologies de production.

J'aimerais bien entendre les dirigeants d'entreprises nous parler du rôle social qu'ils devraient assumer individuellement et collectivement. Jusqu'à preuve du contraire, la solidarité, lorsqu'elle implique une perte de profit, ça regarde les autres. Un excellent exemple : les banques affichent des profits records mais continuent à effectuer des mises à pied importantes. Les dividendes des actionnaires augmentent, les salaires des présidents aussi ; seul diminue « l'investissement » dans la main-d'œuvre. Il ne s'agit évidemment pas ici de licenciements pour motifs économiques !

Le patronat continue à soutenir — mais le croit-il vraiment ? — que la création d'emplois est liée à la croissance économique, qu'elle implique aussi une diminution des taxes et des coûts de la main-d'œuvre. On profite ainsi de la rareté de l'emploi pour remettre en question les avantages et droits acquis

par les travailleuses et travailleurs et pour prôner une déréglementation et une privatisation accélérées. En ce sens, la crise actuelle de l'emploi permet aux patrons de faire ce qu'ils n'auraient jamais pu proposer dans un autre contexte.

Et les syndicats dans tout cela ? Ils semblent démunis face aux répercussions sur leurs membres de la crise de l'emploi et de la lutte contre le déficit : statuts précaires, flexibilité, adaptation continuelle aux changements technologiques, ouverture des conventions collectives, mises à pied massives pour motifs économiques, sous-traitance, augmentation des travailleurs autonomes sans protection syndicale et légale, etc. Ils réagissent mollement, sans projet global alternatif, novateur et mobilisateur. Prisonniers d'un consensus sur l'élimination du déficit, ils acceptent, en fait, d'inscrire leur discours dans une rationalité économique, ce qui ne peut que leur être néfaste à moyen terme. Après avoir accepté un déficit zéro qui, dans la conjoncture actuelle où des ministres ne retiennent que le nom de la social-démocratie, ne pourrait signifier que des réductions dans les services sociaux et une diminution substantielle de l'emploi dans les secteurs publics et parapublic, les syndicats n'ont rien eu à proposer de concret comme alternative, si ce n'est un engagement à ramener le chômage à 8 %, bien faible réponse à l'installation permanente d'une société québécoise à deux vitesses.

L'individu « sans appartenance » se sent de plus en plus isolé, sans lieu d'intervention, sans reconnaissance sociale, sans parole. Le développement économique et technologique progresse de plus en plus sans lui, bien souvent contre lui. La richesse s'accroît, le partage décroît. Le fossé entre riches et pauvres s'accroît. Les transformations technologiques qui devaient être au service des travailleurs, améliorer la qualité de vie au travail, deviennent source de chômage. Les travailleurs et travailleuses sont de mieux en mieux formés, mais ne trouvent

plus d'emploi tout simplement parce que la création d'emplois est perçue comme un frein au développement d'une entreprise ou d'une institution. Ce n'est plus un investissement mais un coût pour l'entreprise, dit-on. L'investissement technologique est tellement plus rentable et moins problématique.

POSSIBLES
Travailler autrement
Vivre mieux ?

Pourquoi une société où le chômage ne cesse de croître, valorise-t-elle autant non pas le travail comme tel mais la rémunération qui s'y rattache ? Tout individu exclu du marché du travail qui reçoit des prestations de l'État est considéré comme un être inutile, vivant aux dépens des autres. Le statut social de l'individu demeure uniquement lié à son intégration dans l'économie de marché, au revenu qui lui permet l'achat de biens de consommation, moteur de la croissance économique. Bravo alors à la baisse des taux d'intérêt qui permettra à plus d'individus de s'endetter pour consommer. Mais égoïste et vilain est le « consommateur frileux » qui « garde son argent dans un bas de laine » au cas où...

L'idéologie néolibérale dévalorise donc socialement l'individu sans emploi qui vit de prestations sociales, elle le culpabilise, comme s'il était responsable de sa situation économique. La société actuelle se donne bonne conscience en envoyant aux chômeurs et chômeuses ce message : « Tu n'as qu'à créer ton propre emploi ». Comme si existait un nombre insoupçonné d'emplois flottant dans le ciel que nous n'aurions qu'à cueillir. Seuls, économiquement démunis, n'appartenant à aucun cercle d'amis influents, je me demande comment ces nouveaux chômeurs, ces femmes et jeunes sans emploi, ces exclus de longue durée pourraient créer leur propre emploi, leur propre entreprise ? Quelques personnes deviendront sans doute des travailleurs ou travailleuses autonomes, quelques jeunes bénéficieront d'aide financière pour créer une petite entreprise, mais les emplois demeureront virtuels pour la majorité des personnes qui sont exclues du marché du travail ou

le seront bientôt. Avec le temps, impuissant à trouver du travail, une occasion favorable, le chômeur intégrera l'image dévalorisante que la société lui renvoie. L'exclusion sociale succédera à l'exclusion économique. D'où repli sur soi, solitude, tristesse, fatalisme.

Le contexte actuel ne peut donc qu'engendrer l'insécurité. Trouver un emploi, pour les uns, le garder pour les autres, devient la préoccupation dominante. On devient de moins en moins exigeant : un travail peu qualifiant c'est mieux que pas de travail ; un travail mal rémunéré, c'est préférable à l'aide sociale. Si aujourd'hui la classe moyenne se sent relativement protégée, elle deviendra rapidement de plus en plus vulnérable, perdant de son importance numérique par rapport aux personnes qui doivent compter sur l'aide de l'État pour subvenir à leurs besoins essentiels.

Nous écoutons en silence. Un silence qui ressemble à de la peur : peur de perdre ce que nous avons ; pour les jeunes, peur de ne pas vivre comme leurs parents. Que la peur soit individuelle ou collective, elle est une bien mauvaise conseillère pour l'avenir. Elle n'incite pas à une réflexion débouchant sur un projet social innovateur.

Silence aussi de la majorité des intellectuels qui cachent fort bien l'analyse critique qu'ils pourraient faire du néolibéralisme. Complicité involontaire des leaders sociaux qui, pour protéger leurs organismes de plus en plus menacés, deviennent les otages d'un patronat manipulateur. Conservatisme des politiciens et du gouvernement qui prétendent essayer de nous sortir sans trop de mal de cette conjoncture difficile en s'inspirant des politiques néolibérales mises en œuvre chez nos voisins.

Vers quoi nous dirigeons-nous finalement ? Vers un retour en arrière faisant disparaître un à un les gains collectifs et individuels que nous avons acquis. Qui décide de notre avenir, qui peut intervenir pour

tracer les grandes lignes de la société de demain ?
Une inconnue, nommée mondialisation.

POSSIBLES
Travailler autrement
Vivre mieux ?

Pourtant rien ne laissait prévoir une telle évolution sociale. Nous avons l'impression qu'il existait au Québec une certaine cohésion sociale reposant sur des valeurs démocratiques et sur une forte solidarité. L'État-providence avait permis l'instauration de mesures sociales universelles qui garantissaient à tous l'accès aux services essentiels en plus d'un soutien financier aux plus démunis ; le syndicalisme avait amélioré les conditions de travail. Nous pensions avec Offe que l'importance des transformations dans la société moderne nous amènerait à nous interroger sur la place et la valeur du travail². Souvent de façon implicite, les individus remettaient de plus en plus en question la place occupée dans la vie par le travail rémunéré aux dépens d'autres sphères d'activités. Collectivement, nous croyions alors qu'il était possible d'intervenir pour changer la société, la rendre de plus en plus égalitaire. On reconnaissait alors les divergences d'intérêts entre les divers groupes sociaux, particulièrement les travailleurs et les patrons, et on n'avait pas peur d'affirmer ses droits pour acquérir plus de pouvoir. On était bien loin de cette vision consensuelle qui dissimule maintenant les luttes cachées pour un pouvoir qui revient finalement aux plus forts.

Comment, collectivement, avons-nous abdiqué si facilement et rapidement ? Pourquoi avons-nous renoncé à définir nous-mêmes notre avenir pour le remettre entre les mains de décideurs qui avouent leur impuissance devant le spectre de la mondialisation ?

Bien sûr, l'obligation de réduire le déficit explique en partie la prépondérance d'une analyse économique qui tient de moins en moins compte des enjeux sociaux. Les principaux leaders sociaux, en

2/ C. Offe, « Le travail comme catégorie de la sociologie », *Revue Les Temps modernes*, mai 1985.

our que l'espoir
renaissance

acceptant de demeurer au sommet sans contester véritablement l'approche à prédominance économique sous-jacente à la politique gouvernementale et aux interventions du patronat, ont semblé reconnaître l'impossibilité d'un projet alternatif. Comment s'étonner alors du silence de la majorité des citoyens et citoyennes ?

Par ailleurs, il est certain que la rareté de l'emploi liée à la diminution des prestations et des services sociaux rend l'individu très vulnérable et ne crée pas un climat propice à la critique sociale et à une véritable répartition du travail. Cette société solidaire et autonome, non centrée sur le travail, que plusieurs voyaient poindre à l'horizon, impliquait le maintien d'un État fort continuant d'assumer son rôle de dispensateur de services essentiels et de redistributeur de la richesse. On a plutôt assisté à un désengagement de l'État au profit d'un libéralisme dont les politiques sont dictées par une minorité d'individus qui en profitent. Le gouvernement intervient de moins en moins, laissant la voie libre au marché.

Il n'y a pas si longtemps, la société québécoise croyait encore que la crise de l'emploi ne serait que conjoncturelle, que la croissance économique permettrait à l'État d'accroître ses revenus, que le « problème de la dette » pourrait se régler sans réductions draconiennes dans l'emploi et dans les services publics. À cette époque, on pouvait encore croire que les politiques sociales ne seraient pas démantelées, que les plus pauvres ne seraient pas encore appauvris. On ne percevait pas encore toutes les répercussions, sur chaque Québécois et Québécoise, de ce fameux déficit zéro de l'an 2000. Voilà ce qui explique en partie le silence des personnes les plus touchées.

Et maintenant ?

La mise en place de politiques évaluées uniquement selon la rationalité économique, nous entraîne

bien loin de cette société où subsisterait l'espoir. Ce virage a pris un tout autre visage. Loin de s'atténuer, le chômage est devenu structurel. Le travail reprend la place que lui réserve une société néolibérale où les individus ne sont évalués qu'en fonction de critères économiques. Est-il plus rentable économiquement d'acheter une nouvelle machine ou d'embaucher des individus ? Pas besoin d'être « voyante » pour deviner la réponse. La société à deux vitesses n'est plus un cauchemar mais une réalité. Nous avons l'impression d'être entraînés, sans avoir été consultés, dans un projet que nous n'avons pas choisi et dont l'évolution nous échappe.

Est-il trop tard pour nous dire : arrêtons quelques instants pour réfléchir ? Si nous affirmions, avant de l'apprendre aux décideurs, que nous ne sommes pas des zombies que l'on mène où l'on veut. Que le monde nous appartient et que nous en sommes individuellement et collectivement responsable. Que nous n'avons aucunement l'intention de laisser à d'autres le pouvoir de décider pour nous, encore moins sans nous.

Nous constaterons alors qu'il existe des possibles à explorer, des solutions de rechange à chercher. Qu'il faut arrêter cette progression aveugle vers un inconnu où l'individu est de plus en plus absent. On se prend en main. On sort nos leaders des tables de concertation. On les ramène dans leurs milieux pour analyser avec nous la situation. Nous pourrions alors imaginer un monde plus égalitaire, trouver des voies pour y arriver. Il faudrait, par exemple, revoir à l'aide de critères humanistes les mesures nécessaires à une lutte efficace contre le déficit qui « ne doit pas se traduire par un déficit social irréversible »³. Pourquoi l'éliminer en quatre ans si cela aboutit à démanteler toute la sécurité sociale ? Qu'est-ce qui nous empêche d'aller chercher des ressources

3/ Le Protecteur du citoyen cité par Norman Delisle, *Le Devoir*, 28 novembre 1996, p. 7.

financières partout où elles existent, dans les profits des banques par exemple ?

Et la création d'emploi ? N'attendons pas du « volontariat » du patronat des mesures efficaces de diminution du temps de travail qui seraient créatrices d'emploi, ce pourrait être très long. Qu'attend-on pour répondre au désir croissant des salariés de voir diminuer le temps supplémentaire ? Il est possible d'imaginer des mesures en ce sens qui, tout en créant des emplois, ne toucheraient pas économiquement les travailleurs et travailleuses les moins bien rémunérés. Mais encore faut-il une intervention de l'État qui devrait finalement reconnaître que la croissance économique basée sur la modernisation des entreprises fait disparaître les emplois.

Qu'est-ce donc qui nous empêche collectivement d'établir des normes pour une véritable répartition des richesses et du travail entre tous ? Pourquoi baisser si facilement les bras, abandonner l'analyse sociale si elle apparaît en contradiction avec les visées économiques ? Il est faux de prétendre que nous ne pouvons intervenir sur le projet social global que dans un cadre élaboré par d'autres en fonction de critères économiques bien précis non modifiables, qui ne rendent pas compte de nos désirs, de nos besoins et de nos attentes. Pourquoi accepterions-nous de vivre dans une société hétéronome plutôt qu'autonome ?

De cette difficile fin de siècle pourrait tout aussi bien émerger une société solidaire où les nouvelles technologies — mises au service des hommes et des femmes et non du capital — permettraient une amélioration des conditions de travail ainsi qu'une diminution du temps de travail pour tous. Les utopistes du possible, je pense particulièrement à André Gorz, entrevoyaient comme réalisable l'avènement de cet univers centré sur la personne individuelle et collective. La sphère du travail rémunéré, nécessaire, mais pour la majorité d'entre nous aliénante, perdrait

ainsi de son importance au profit de la sphère de convivialité. L'individu retrouverait alors son autonomie, récupérerait une partie importante de son temps pour le consacrer à la réalisation de ses besoins personnels, à une implication plus grande dans la famille, le quartier, la société. De ces pratiques émergerait une amélioration de la qualité de vie individuelle, collective et sociale.

POSSIBLES
Travailler autrement
Vivre mieux ?

Cette société solidaire offrirait à tous des possibilités plus grandes de parfaire « l'éducation tout au long de la vie », pour employer le concept du rapport Delors⁴, possibilités de formation professionnelle au sens large du terme, mais aussi de formation générale permettant à tous d'assumer plus efficacement leur rôle de citoyennes et de citoyens. La formation axée avant tout sur le développement et l'épanouissement de l'individu — non seulement sur l'apprentissage d'un métier ou d'une profession et sur l'adaptation au marché du travail — favoriserait une implication active de tous dans les autres sphères d'activités non rémunérées durant le temps libéré.

De là découlerait aussi une implication politique accrue des individus autonomes mais solidaires d'où émergerait plus facilement un projet de société égalitaire, emballant pour tous. Tous pourraient assumer leur rôle de citoyens et citoyennes pour tenter d'inventer un projet social innovateur où les concepts de solidarité, d'égalité et de justice auraient un sens.

Dans cette société où le travail n'occupe plus un rôle central, la reconnaissance sociale de l'individu serait alors liée à sa propre valeur — non à la valeur monétaire —, à son intervention dans les activités conviviales, culturelles, sociales et politiques. Elle serait alors fonction de la richesse humaine, de l'apport de chacune et chacun dans la société. Un

4/ J. Delors, présidé par, *L'Éducation, un trésor est caché dedans*. Rapport à l'UNESCO de la Commission internationale sur l'éducation pour le vingt et unième siècle, éditions Odile Jacob, 1996.

our que l'espoir
renaissance

tel projet, axé sur la solidarité, permettrait ainsi la remise en question de la consommation de biens souvent inutiles, achetés à crédit, pour compenser la frustration et le vide engendrés par la société actuelle.

En cette fin de siècle incertaine persiste cependant l'espoir. Celui que nous prenons conscience de la nécessité d'imaginer un projet de remplacement à l'idéologie néolibérale qui ne peut déboucher, nous le savons mieux maintenant, que sur la pérennisation d'une société duale. Celui que, refusant l'exclusion, nous nous impliquons tous et toutes dans l'élaboration de ce nouveau projet. La crise que nous vivons actuellement nous aura alors permis de percevoir, pendant qu'il en est encore temps, la direction que prendrait la société québécoise si nous ne freinions pas rapidement la montée de l'idéologie néolibérale. Elle nous aura peut-être aussi conduits à prendre conscience de la nécessité de nous réapproprier collectivement le politique si nous ne voulons pas nous retrouver au sein d'un Québec qui nous serait étranger. Elle aura enfin raffermi les liens de solidarité qui unissent tous les Québécois et Québécoises et sans doute accéléré l'avènement de cette société autonome et solidaire où il ferait si bon vivre. Encore faudrait-il retrouver la parole et créer des espaces où affirmer nos inquiétudes, partager nos indignations et concrétiser nos espoirs.

Individu ou réseau social¹

L'objectif de ce texte est de mettre en évidence la nécessité de passer d'une vision individualiste à une approche réticulaire ou « relationnelle »² pour comprendre la crise sociale actuelle. Le problème de l'emploi servira à illustrer le propos.

Si on admet que le plein emploi n'existe plus, et que l'activité valorisée ne doit plus se réduire à l'emploi, il n'en reste pas moins qu'il faut trouver une façon de mieux disposer des emplois qui sont les principaux recours à la ressource monétaire essentielle à la subsistance. Alors se pose la question de la répartition des emplois disponibles. Comment le faire, selon quels critères, comment partager cette nouvelle ressource rare qu'est l'emploi ?

La réponse à cette question est généralement abordée uniquement en considérant des individus, à partir de statistiques qui additionnent des individus qui sont agrégés en catégories. On ne tient aucun compte des liens entre les membres de la société ;

1/ Une version différente de ce texte a paru sous le titre « Solidarité sociale et solidarité familiale », dans *Femmes en marche vers l'an 2000. Faire des politiques sociales un tremplin*, Conseil du statut de la femme, Québec, Gouvernement du Québec, 1995, p. 84-88.

2/ Pierpaolo Donati, « Identity and Solidarity in the Complex of Citizenship : The Relational Approach », *International Sociology*, vol. 10, n° 3, 1995, p. 299-314.

autrement dit on fait abstraction des réseaux sociaux. On ne tient aucun compte du fait que la société est en fait constituée d'un ensemble de réseaux. On peut même affirmer que de ne pas tenir compte des réseaux, c'est-à-dire des particularités, est un idéal à atteindre dans les politiques traditionnelles de l'État-providence qui visent l'universalité. Lorsque ces politiques ne sont pas universelles, elles s'appliquent alors à des catégories abstraites ou statistiques telles que les femmes, les jeunes, les vieux, les pauvres. Ce ne sont pas des groupes sociaux réels. Ce sont des catégories. La thèse que je veux soumettre dans cet article, c'est que cette absence de considération des réseaux sociaux empêche de voir comment fonctionnait le modèle antérieur qu'on a idéalisé sous la forme d'un âge d'or de l'emploi, et empêche de concevoir le rôle de l'emploi dans l'avenir. On pourra donc de moins en moins s'en tenir à cette seule approche catégorielle et individualiste. La solidarité sociale qu'on pourrait appeler de *catégories* devra être complétée par une solidarité de *réseaux* qui reflète mieux la réalité sociale telle qu'elle a toujours fonctionné. Nous ne sommes pas que des individus appartenant à une catégorie sociale définie statistiquement. Nous faisons tous partie de réseaux et c'est là que se situent nos solidarités les plus fortes, nos solidarités primaires : amis, famille, parenté, mais aussi personnes rencontrées lors d'un voyage dans un pays lointain et auxquelles on va ensuite donner si on apprend qu'une catastrophe — naturelle ou « politique » — survient dans ce pays.

On peut donc penser que s'il est nécessaire de se doter de politiques de redistribution fondées sur des catégories comme le revenu, l'âge, le sexe (solidarité abstraite de catégories), il faut également tenir compte, dans l'application de ces politiques, des solidarités concrètes d'appartenance à des réseaux. Autrement dit il faut passer par la solidarité des réseaux pour atteindre la solidarité sociale. Illustrons cette idée à partir d'un des problèmes les plus

préoccupants aujourd'hui : celui de l'emploi et du chômage. Voyons d'abord de plus près la nature du problème, avant de l'envisager dans une approche individualiste de catégories, puis dans une perspective de réseau.

POSSIBLES
Travailler autrement
Vivre mieux ?

Cherchez l'erreur

La discussion du problème de l'emploi part le plus souvent de l'idée que le modèle qui s'était développé pendant les « trente glorieuses » accordait un emploi à tous et qu'il n'y avait donc à cette époque que ce que les économistes appellent dans leur langage imagé un chômage « frictionnel ». Pour un sociologue comme Robert Castel, ce modèle (« le couplage du travail et des protections sociales auquel était parvenue la société salariale ») « a représenté une manière inégalée de vaincre la vulnérabilité de masse ; une manière d'assurer un minimum de sécurité à un maximum de gens »³. Ce modèle s'est effondré avec la crise de la croissance et nous devons aujourd'hui faire face à une économie qui ne peut plus offrir d'emplois à tous. Il faut donc répartir l'emploi, développer l'« économie sociale », etc. Nous croyons que cette vision de l'ancien modèle et de la crise qu'il connaît, parce qu'elle est ne tient compte que des individus, ne montre qu'une face de la société salariale et souffre d'une absence de considération du rôle des réseaux sociaux.

Pour mettre ce défaut en évidence, voyons ce que disent les chiffres sur l'évolution de l'emploi. Les économistes nous apprennent qu'au Québec le taux d'activité des personnes de 15 à 64 ans est passé de 60 % en 1961 à 74 % en 1990⁴. Autrement dit en 1961, 60 % des personnes qui avaient entre 15

3/ Robert Castel, « Débat sur le revenu inconditionnel », *Revue du MAUSS*, n° 7, 1996, p. 174.

4/ Pierre Fortin, *L'Évolution macroéconomique et la question budgétaire au Québec*, Québec, Conseil de la santé et du bien-être, 1994, p. 18.

et 64 ans avaient un emploi rémunéré et faisaient partie de cette « société salariale », alors que ce pourcentage était de 74 % 30 ans plus tard. Ce chiffre est étonnant puisqu'il nous apprend qu'il n'y a pas moins d'emplois, mais plus d'emplois créés en 1990 par rapport à la population en âge de travailler. Autrement dit il y a proportionnellement plus d'emplois lorsque le modèle est en crise que lorsqu'il fonctionne bien ! Devant ces chiffres, toute personne sensée s'attendrait à ce que la société québécoise, ayant généré de plus en plus d'emplois durant toutes ces années, se retrouve avec moins de chômage et que de plus en plus de personnes soient de moins en moins sans emploi. Mais on constate le contraire : de plus en plus de personnes sont « actives », certes ; mais l'économie québécoise engendre aussi plus de chômage.

Ces chiffres mettent d'abord en évidence le fait que cet âge d'or du plein emploi où tous les individus d'une société qui sont « aptes au travail », comme on dit, avaient un travail salarié n'a *jamais* existé. Car, à l'époque où on parlait de plein emploi, ce ne sont pas toutes les personnes qui avaient un emploi, mais principalement ce qu'on appelait les « chefs de ménage » (et dans le cadre de salaires qui augmentaient, ainsi que les conditions comme la sécurité d'emploi, etc. ; on assiste au démantèlement de ce système). Il y avait en fait une proportion beaucoup plus *faible* qu'aujourd'hui d'individus adultes qui étaient salariés à plein temps. Comme on l'a vu, on n'a jamais eu autant qu'aujourd'hui recours au travail salarié. Mais c'est aujourd'hui qu'il y a le plus de chômage, parce que si on se rapproche du plein emploi pour ce qui est des individus, on s'en éloigne en ce qui a trait aux réseaux. C'est ce qui explique que le chômage était négligeable quand seulement 60 % de la population était « active », alors qu'il est aujourd'hui à 12 % lorsque ce taux atteint 74 %.

Quand on envisage les mêmes chiffres non plus comme répartition des emplois en catégories

individuelles, mais comme réseaux sociaux, on constate donc un grand changement. Le modèle antérieur qu'il faut remplacer fonctionnait bien parce que l'emploi était réparti par réseaux, et non pas parce que tout le monde était salarié. Aujourd'hui on pense la société à partir des individus. Voilà la source du problème. Ce n'est pas le nombre de personnes exclues de l'emploi qui a augmenté, c'est le nombre de réseaux.

POSSIBLES
Travailler autrement
Vivre mieux ?

La définition de l'exclusion a aussi changé et s'est progressivement appliquée à toute personne n'occupant pas un emploi dans l'économie formelle. Car il y a eu un profond bouleversement du rapport entre les réseaux familiaux et le travail salarié. L'accès différentiel des réseaux au monde de l'emploi s'est profondément transformé. Auparavant, au moins un membre de chaque réseau avait accès au travail salarié, et les autres membres de ce réseau n'étaient pas considérés exclus, alors que maintenant plusieurs (deux ou plus) membres d'un même réseau y ont accès ; mais pour d'autres réseaux, aucun membre n'y accède. L'accroissement du nombre absolu de personnes actives vu de façon purement quantitative et individuelle cache cette transformation dramatique de sa répartition par réseaux.

Un problème d'équité

Si on adopte le principe de l'égalité des chances et qu'on l'applique aux réseaux et non seulement aux individus, cette évolution me semble poser un problème d'équité fondamental. Si on considère dorénavant le travail salarié stable comme une entité qui n'augmentera plus de façon appréciable par rapport à la population active, et qui risque même de diminuer, et qu'il faudra donc partager — ce que veut dire le partage du travail —, la question suivante se pose : peut-on continuer à ne prendre en considération qu'un partage individuel sans tenir compte de sa répartition selon les réseaux familiaux ?

Un des critères de cette répartition pourrait-il être d'accorder une certaine priorité aux réseaux familiaux dont aucun membre ne travaille ? N'est-ce pas un facteur de plus dont on devrait tenir compte quand on parle de partage du travail ?

Une telle idée ne va pas sans créer de nombreux problèmes et susciter des inquiétudes légitimes. À la limite elle pourrait conduire à exclure une partie des femmes de l'emploi, si cela signifiait revenir à la situation antérieure. Mais une telle conséquence n'a rien d'évident. Car il ne faut pas oublier que la situation et la structure des ménages a elle aussi subi un profond bouleversement. Pensons par exemple à l'apparition et à l'importante augmentation des familles monoparentales. Sans connaître les données exactes de la répartition des emplois selon les réseaux familiaux, on peut facilement penser qu'une politique qui accorderait une place aux réseaux familiaux aurait pour conséquence l'attribution d'emplois aux familles monoparentales, et donc aux femmes. On peut aussi imaginer toutes sortes de nouvelles formules de partage du travail entre les membres du même ménage. Et comme les hommes ont eu historiquement beaucoup plus d'emplois que les femmes, on pourrait aussi en tenir compte si les femmes le souhaitent.

Une telle approche suppose par ailleurs une attitude différente face au travail salarié et à sa valeur sociale. Ne pas avoir d'emploi ne signifie pas nécessairement ne pas être actif socialement. On peut militer, on peut être bénévole. Il me semble pertinent de rapporter ici les propos d'une présidente d'un centre d'action bénévole qui m'a fait beaucoup réfléchir. Ayant fini d'élever ses enfants, elle se consacre à temps plein à son poste de présidente et est très active dans son milieu. Quand je l'ai rencontrée, on venait de lui offrir un poste au CLSC. Après mûre réflexion elle a refusé pour les raisons suivantes : elle aurait pris la place d'une femme dont le mari était chômeur ; en outre, elle préférerait son travail de

bénévole qu'elle trouvait plus valorisant et plus intéressant, à cause de la relation qu'elle avait avec les autres. Elle a dû convaincre son mari, qui a finalement accepté, lui aussi, de sacrifier ce deuxième revenu.

POSSIBLES
Travailler autrement
Vivre mieux ?

Cet exemple me permet de passer à un autre aspect de l'approche qui consiste à voir la société à partir de ses réseaux. Car une telle vision remet en question profondément le modèle libéral de croissance et de consommation. Dans ce contexte cette bénévole est aussi une militante : en refusant cet emploi qu'on lui offrait, elle a fait preuve d'une solidarité de réseau en défendant aussi certaines valeurs, un certain type de société dont les valeurs ne sont pas uniquement monétaires et centrées sur la consommation plus élevée que ce deuxième salaire aurait procuré au couple. Une approche de la société en réseau ne fait pas seulement changer notre façon de voir la répartition de l'emploi disponible. Elle entraîne aussi une vision différente de la place de la production dans la société. Elle conduit à accorder la priorité aux liens plutôt qu'aux biens, aux désirs plutôt qu'aux besoins.

* * *

Après avoir finalement réussi à se convaincre, et les citoyens de même — y compris les femmes — depuis deux siècles, que la seule activité valable (la seule qui compte et la seule que l'on compte) dans une société en croissance était sous forme d'emploi, nos sociétés sont en train de prendre conscience que le paradigme de la croissance est impossible, que toutes les activités d'une société ne peuvent pas (et ne doivent pas) passer par l'emploi et qu'on peut donc être actif, et très actif, sans faire partie de la « population active » définie par les économistes. Sauf dans le modèle productiviste (dans le paradigme de la croissance), ne pas avoir de travail salarié ne signifie pas être inactif pour autant, et ce même si les économistes considèrent que seules les

activités qui entrent dans le PNB produisent de la richesse.

Cela étant admis, il n'en est pas moins vrai que nous sommes dans une économie monétaire, que ça ne va pas changer demain et que dans ce contexte nous avons tous besoin d'argent. L'impasse est donc la suivante : d'un côté, la seule façon considérée vraiment légitime d'obtenir de l'argent, — l'emploi — sera de moins en moins disponible ; de l'autre, nous avons besoin d'argent dans cette société pour nous procurer ce dont nous avons besoin.

Cette constatation conduit de plus en plus de personnes à se préoccuper de la répartition de l'emploi, et non plus seulement de sa création. On en arrive ainsi à la conclusion que le problème du chômage n'est plus d'abord un problème de création d'emplois, mais un problème de répartition de l'emploi disponible (et de reconnaissance de la « valeur ajoutée » des activités non marchandes, au lieu de les ranger dans une catégorie résiduelle, informelle, voire honteuse).

Le problème étant ainsi circonscrit, la perspective individualiste abordera la nouvelle problématique de l'emploi selon les catégories d'individus. On dira qu'il faut que les individus qui ont un emploi partagent le travail, diminuent les heures supplémentaires, passent à la semaine de quatre jours, et ce avec diminution éventuelle de salaire pour permettre à d'autres de travailler. De telles mesures sont certes souhaitables. Mais insuffisantes. Une vision relationnelle de la société y ajoutera la prise en compte de la répartition des emplois disponibles dans les réseaux sociaux et situera le travail salarié dans l'ensemble des activités utiles des membres de la société. Une vision relationnelle nous sort du paradigme productiviste. Une vision relationnelle n'utilise pas le mot « reproduction » pour parler de la naissance et de l'éducation des enfants, ni le mot « ressource » pour parler de la contribution des humains à une tâche.

Le réseau familial n'est pas plus une machine à reproduire que la maison n'est une « machine à habiter », selon le mot célèbre de Le Corbusier. Quelle société étrange qui utilise le mot « création » pour parler d'emplois, et « reproduction » pour parler de la naissance. Une vision relationnelle de la société remet la production à sa place. Elle l'insère dans la société et ses réseaux.

POSSIBLES
Travailler autrement
Vivre mieux ?

TABLES
aller avec
mieux ?

RAYMONDE SAVARD

Nul ne connaît l'avenir

Sans connaître l'avenir, peut-on au moins se donner les moyens de le préparer ? Le voir autrement que comme un prolongement du présent ?

En aval et en amont du Sommet sur l'emploi d'octobre dernier, on a pu rendre visible sur la place publique ce qui jusqu'alors avait été discuté dans les cercles plus restreints des spécialistes : le présent et l'avenir du travail, la question de l'emploi, des jeunes et des exclus, de plus en plus nombreux. La crise dont on parle depuis une vingtaine d'années environ n'en est plus une, puisque la caractéristique principale d'une crise c'est qu'elle se termine un jour alors que celle-ci perdure. Ne serions-nous pas plutôt dans un état chronique de déficience et d'incertitude ? M'inspirant aussi du débat public suscité par les travaux des États généraux sur l'éducation, comment ne pas faire des liens entre travail et éducation ?

La fin d'un couple historique

Ce qui saute aux yeux comme une évidence, c'est qu'ayant moins de travail et surtout moins de sécurité dans le travail, on a tendance à moins consommer. Et comme la consommation diminue, les biens

produits ne trouvent pas preneur et continuent de s'accumuler sur les étalages et dans les parcs industriels. « Le consommateur est frileux, dit-on, et met du temps à ouvrir son bas de laine ». Mais le dit bas de laine n'en finit plus de fouler. Et devant soi, peu de possibilités de retrouver les conditions qui avaient prévalu jusqu'à tout récemment. Henry Ford à la fin du siècle dernier, en plus de produire des voitures, avait pourtant élaboré toute une philosophie de la vie où richesse et consommation, travail humain et production étaient intimement reliés. Il fallait procurer du travail, disait-il, offrir une certaine sécurité aux employés, leur donner accès au crédit, des congés et des vacances pour qu'ils puissent, eux et leur famille, consommer les biens qu'ils contribuaient par ailleurs à produire par leur travail. L'astucieux industriel avait compris, avant d'autres, que seule une consommation de masse pouvait permettre une production de masse et partant, l'accumulation de profits, ce qui constituait, bien entendu, son intérêt premier. Tant qu'il n'y aura qu'une élite, soutenait-il, à pouvoir se procurer nos voitures, acheter terrains, maisons, etc., le système ne pourra que fonctionner au ralenti.

Le travail comme levier économique mais aussi comme morale de vie se taillait une place. En vertu de cette conception, il fallait motiver à la consommation peut-être davantage qu'au travail lui-même, créer chez l'individu et sa famille des aspirations au mieux-être. C'est là l'origine du consumérisme et la banalisation, pour le travailleur et l'ensemble du système, de l'endettement systématique.

Comme on ne pouvait réaliser la croissance économique sans le travail humain, on peut supposer qu'il a fallu recourir à une bonne dose de gratifications à la fois matérielles, symboliques et morales pour y parvenir. Le bonheur devait résider dans ce couple désormais inséparable, travail-consommation.

Remontant encore un peu plus loin dans le temps, tous se souviennent de la fable de La Fontaine,

POSSIBLES
Travailler autrem
Vivre mieux ?

Le Laboureur et ses enfants et de la morale de vie qui s'en dégage. Suivant l'exemple du dernier rapport de l'Unesco sur l'éducation, *L'Éducation, un trésor est caché dedans*, j'ai relu avec plaisir cette fable, qui m'a inspiré les quelques réflexions suivantes.

Que contient le testament du père agonisant à ses fils ? Son message ultime, par le truchement de ce que l'on appelle un pieux mensonge, est l'idée que « le travail est un trésor ». C'est en cherchant un soi-disant trésor dans le sol que les fils apprendront, croit le père, à le remuer, le retourner dans tous les sens pour l'amener à « donner » des céréales, des fruits, des légumes, des racines dont ils pourront s'alimenter par la suite.

Pour les gens pauvres d'une société de castes, comme l'était la société française du XVIII^e siècle, sans autre héritage, trouver un trésor constituait l'une des rares voies vers l'amélioration de leur sort. On imagine facilement que les fils du laboureur, comme tous les autres d'ailleurs, pour qui c'était le non-travail qui était une valeur, n'étaient pas plus vaillants qu'il ne fallait. Le père, soucieux d'assurer leur avenir et voyant se profiler un monde nouveau pour lequel il les trouvait sans doute bien peu préparés, a utilisé la force de son dernier message pour tenter de modifier leur rapport à la terre et au labeur à y apporter.

C'est que dès cette époque de société préindustrielle, il fallait par tous les moyens faire pénétrer dans l'imaginaire cette valeur dont le capitalisme industriel naissant aura si grand besoin : la valeur travail. Jusqu'à ce jour, il avait été le lot des pauvres, des esclaves et... des femmes. C'était le labeur dont étaient exemptés les honnêtes hommes qui pouvaient s'adonner ou à la chasse, ou aux nobles affaires de la cité, ou tout simplement à la fainéantise. Désormais ce sera le travail qui pourra rendre accessible, même au plus démuné, tentait-on de le faire

croire, l'amélioration des conditions matérielles de son existence. On peut supposer que par la suite, les petits-fils et arrière-petits-fils du laboureur mirent toute leur force musculaire, leurs bras et leur énergie à « faire donner » les manufactures et les fabriques que requérait l'industrialisation florissante. Comme quoi la nature peut être modelée à volonté par les impératifs économiques et politiques et que ce qui est, de par sa nature, contrainte peut se métamorphoser en souhait et synonyme du bien. Une fable transmet toujours la morale d'une époque, allant même à l'encontre des pratiques dominantes pour arriver à les renverser. Fallait-il que les récompenses soient fortes pour aller ainsi à l'encontre de tendances millénaires et... peut-être bien à l'encontre de la nature humaine elle-même !

Pour que tant de monde accepte ainsi de s'enfermer dans des univers tristes et pollués, huit, neuf quand ce n'était pas dix heures par jour, cinq ou six jours par semaine, et que cela soit défini comme normal et désiré, il fallut transformer considérablement les structures mentales. En plus de donner accès aux attraits de la consommation, créer des motivations, définir un ordre moral, il a fallu aussi faire de l'activité professionnelle une part importante de l'identité d'une personne quand ce n'était pas la dimension centrale du sens de son existence.

Lieu de l'autonomie des personnes, autonomie financière surtout s'entend, le travail prit une place si importante dans notre imaginaire que tous les groupes qui n'y avaient pas eu le même accès, que ce soit les femmes, les personnes handicapées, les étudiants, ont revendiqué une place dans ce monde, qui leur semblait si merveilleux, du travail et de la consommation.

De plus, et ce fut là un des effets non voulus au départ, les milieux de travail ont été d'importants lieux d'appartenance et de création de liens sociaux. Basés qu'ils étaient avant tout sur la compétition et

Nul ne connaît
l'avenir

la recherche du profit, ils furent souvent des espaces d'échange, de parole, d'organisation et de solidarité. Tous ces gens que l'on avait voulu mettre dans un même lieu pour mieux en contrôler le travail, ont appris à se parler, à lier des amitiés, à s'organiser, à pouvoir développer, selon les circonstances, un rapport de force. Les organisations syndicales ont joué un rôle de premier plan en ce domaine ; en défendant le travail comme mode privilégié de partage de la richesse, elles ont aussi imaginé des stratégies pour tenter d'y parvenir. Ce faisant elles ont contribué au renforcement des valeurs reliées au couple travail-consommation. Bref, le travail, directement ou indirectement, fut un important facteur de régulation sociale.

Et maintenant ?

Ceux et celles qui ont encore un emploi, c'est souvent 60-70 heures par semaine qu'ils travaillent, a-t-on appris au Sommet. On souhaiterait bien ralentir un peu, pouvoir profiter un peu plus des bienfaits que présente l'avantage de gagner de l'argent, mais, sait-on jamais, avec les mises à pied, le chômage qui n'épargne plus aucune catégorie de personnes, autant prendre tout ce qui passe et tenter de faire des épargnes. Quant aux autres qui sont sans travail et doivent se contenter de maigres prestations, ils cherchent plutôt les aubaines, les soldes, deviennent adeptes de la revente ou de l'usagé pour les vêtements, l'automobile, le mobilier, l'électroménager. Les ventes de garage, les marchés aux puces connaissent un grand succès. Le troc, la débrouillardise, les échanges de services permettent de ne pas trop souffrir de cette situation. Mais les biens et les services ainsi consommés, ce n'est pas ce qui fait fonctionner une économie. Ceux qui sont au travail n'ont pas le temps de consommer et ceux qui en sont exclus consomment de l'usagé. La roue a donc de la difficulté à tourner. Quel plaisir peut engendrer encore ce rapport au travail pour la grande majorité ?

Ce qui est en train de s'installer dans l'imaginaire, n'est-ce pas la fatalité des lois du marché : la banalisation de la précarité et l'acceptation passive que tout cela est inévitable, qu'il est normal de vivre ainsi, ballotté par la conjoncture, ne sachant trop de quoi demain sera fait et surtout ne pouvant avoir prise, de quelque façon que ce soit, sur ces lendemains ?

POSSIBLES
Travailler autrement
Vivre mieux ?

Prend place aussi l'idée que la lutte à la pauvreté et pour l'égalité des chances ne fut qu'une des utopies de l'ère de la prospérité. On donne à Centraide, aux organismes de charité, on contribue à remplir son panier de Noël chaque année en décembre, sans voir bien souvent qu'il pourrait en être autrement. La phrase et la réalité « Il y aura toujours des pauvres parmi vous » qu'on avait crue, un moment, reléguées au folklore, reviennent comme une fatalité. Et on s'y fait. On peut se demander : À qui profite la situation actuelle ? Qui en tire satisfaction ? Qui sont les heureux gagnants ? Cyniquement on pourrait répondre que certains doivent être ravis de ne plus se préoccuper de conventions collectives. Les robots n'en demandent pas tant, leurs attentes se limitant à être bien programmés. Ils ne sont jamais malades, n'ont jamais besoin de congés de maternité, de congés fériés, peuvent fonctionner 24 heures sur 24, 365 jours par année sans ressentir la moindre fatigue. Ce serait l'âge d'or pour un certain patronat qui n'a plus à se soumettre à toutes ces « tracasseries » que sont les normes du travail. Son vœu le plus cher, en somme ! Le profit sans partage. Mais où seront écoulés ces biens produits si efficacement ? Qui les achètera ? Voilà le hic. La griserie ne peut être que de courte durée. La richesse n'a peut-être plus besoin des humains pour être produite, mais la consommation aurait besoin d'eux.

Heureux aussi qui peut continuer à voir grossir ses profits, mais en spéculant... sur l'argent lui-même à la condition d'en posséder suffisamment pour l'investir sur les grands marchés, les seuls vraiment

rentables, semble-t-il. Une minorité y a accès. Puissante sans doute, mais minorité quand même.

Par ailleurs, il se trouve peu de groupes organisés, peu de lieux de parole pour défendre aujourd'hui les plus faibles. Que le mouvement communautaire ait obtenu une place, parmi les autres acteurs sociaux clés, au Sommet sur l'emploi est certainement un début de reconnaissance de son implication essentielle dans la prise en charge des problèmes sociaux actuels. Peut-être est-il en train de s'affirmer comme lieu de ralliement, de parole et d'organisation des pauvres et des exclus dont le nombre grossit chaque année. Peut-être, comme le mouvement ouvrier avait su le faire depuis ses tout débuts, pourra-t-il contribuer à humaniser et à civiliser une économie « sauvage » en véhiculant des projets différents de développement et, par conséquent, des valeurs nouvelles. Changer la vision des choses où la qualité des rapports humains, faits de solidarité et de partage, détiendrait une large place.

De la scolarisation à l'éducation

Quand on parle de nouvelles façons de voir les choses, on fait référence nécessairement au travail à long terme qu'il faut faire pour y parvenir. Et on pense alors avant tout aux enfants et aux jeunes. À ceux et celles qui doivent comme jamais auparavant étudier, apprendre pour pouvoir prendre place dans la société de demain, dite société du savoir.

« Qui s'instruit s'enrichit », avait-on affirmé à une époque. Et, comme il se doit, la richesse dont on parlait c'était celle de l'argent et des biens matériels. Tout comme le trésor du laboureur. On a d'abord ouvert les portes des institutions scolaires en investissant dans l'accessibilité aux études. Puis ce fut et c'est encore l'objectif de la réussite du plus grand nombre qui est recherché. Tout ça est très bien mais il faut aller plus loin : arrimer des objectifs d'éducation

à un projet plus global de développement. L'éducation, tout importante qu'elle soit, ne peut se substituer à un projet global de développement ; mais elle doit en être partie intégrante. Elle a un sens plus global que la scolarisation.

Les données des derniers recensements nous montrent bien qu'au Québec, les femmes et les francophones ont fait des progrès notoires en matière de scolarisation depuis une trentaine d'années. Mais la situation sociale d'ensemble de ces deux groupes s'est-elle vraiment améliorée ? Les statistiques nous apprennent aussi que la pauvreté est toujours féminine et que ces jeunes diplômés endettés, devant un avenir bloqué, sont des jeunes francophones comme nous le montre, par ailleurs, l'action du mouvement étudiant à l'automne 1996, comme quoi un projet de scolarisation qui ne s'arrime pas à un projet de développement social et économique, amène à des impasses. Si la réforme des années 60-70 a pu mousser les aspirations, elle a aussi engendré tout un lot de frustrations qui se font jour actuellement.

Sur toute la planète, la scolarisation des populations a fait aussi des progrès remarquables, alors que les clivages sociaux sont plus grands maintenant que jamais. En 1950, 43 % des jeunes de moins de 15 ans fréquentaient l'école et en 1990, c'est près de 60 % qui le font¹. Pendant ce temps la richesse du monde a triplé et les écarts entre riches et pauvres n'ont fait que s'agrandir. Le cinquième de la population mondiale accapare 80 % des richesses produites et les deux derniers cinquièmes, 3 %. La mondialisation des économies dont on ne finit plus de nous parler, a entraîné aussi une mondialisation de la pauvreté et des problèmes qui y sont rattachés. Pauvreté et richesse se côtoient non seulement dans le Tiers-Monde, mais au cœur même de nos cités avec les risques de reculs démocratiques que cela

1/ *Rapport mondial sur l'éducation 1995*, Paris, UNESCO, 1995.

comporte. Susciter ainsi des aspirations sans permettre l'accès aux moyens de les réaliser, cela ne risque-t-il pas d'entraîner le découragement, l'amertume, le cynisme et ainsi de préparer le terreau aux dérives sociales que sont les petites et les grandes violences ?

La hausse de la scolarisation arrivant en même temps que l'ébranlement de la société salariale explique en partie que nous en soyons arrivés là. En partie seulement car le problème est surtout celui de la mauvaise répartition des richesses et du travail. C'est cette situation qui est dangereuse pour l'avenir de la démocratie à la fois sur la planète et dans nos propres sociétés. S'il y a lieu de se réjouir du fait que plus de gens un peu partout sur la terre, et ici particulièrement, peuvent s'instruire il faut voir aussi les limites et les dangers de faire miroiter ainsi des avantages sans les rendre accessibles par ailleurs.

De l'éducation au développement

S'il y a frustration chez les individus, il y a gaspillage de ressources pour l'ensemble de la société.

Le gaspillage, tant de fois dénoncé et associé au consumérisme-productivisme, consiste en une utilisation abusive, sinon en un pillage, des ressources naturelles : forêts, mines, eau, air, engendrée par notre mode de développement industriel. Il est un gaspillage, cependant, d'un autre ordre, plus dramatique encore, dont on parle moins : c'est le gaspillage de ressources humaines que ce système produit. Il revêt des visages multiples dont les principaux m'apparaissent être :

- la non-utilisation ou sous-utilisation des talents, compétences, expériences de trop nombreuses personnes. C'est pourquoi la préoccupation de faire une place à chacun, chacune, doit être inscrite dans tout projet de développement ;

- le travail à rabais des jeunes diplômés. Par exemple, un détenteur de doctorat devant être, à vie peut-être, « chargé de cours » à l'université sans autre perspective d'avenir à l'horizon, ou devant enseigner dans une école secondaire, ou avoir un contrat pour travailler aux projets de recherche d'un prof senior, ou faire le travail qu'une secrétaire spécialisée pourrait effectuer avec, évidemment, le salaire de la secrétaire, etc. Quand on considère les coûts entraînés par la formation d'un jeune jusqu'à la maîtrise, le doctorat et même le post-doc, c'est là, d'un strict point de vue comptable, un autre visage du gaspillage : investir dans la diplomation sans exploiter les possibilités d'enrichissement collectif que ces diplômes permettent.

Faire une place au soleil à tous ces jeunes et moins jeunes n'apporterait-il pas du sang neuf à des institutions qui bougent difficilement, ou bougent à hue et à dia, occupées qu'elles sont à « gérer la crise et la décroissance » ? Des idées nouvelles, l'enthousiasme de qui se voit confier des responsabilités à sa mesure, n'est-ce pas ce qui nous manque le plus ? Injecter des jeunes diplômés dans une économie qui se languit, ne serait-ce pas un des moyens de la faire sortir de la morosité dont on nous parle tant ?

- la mise au rancart précoce des plus âgés sous prétexte d'ouvrir les portes aux jeunes. Avec cette manie des vases communicants typique d'une vision à court terme, ne va-t-on pas se rabattre automatiquement sur la retraite prématurée des gens de 55 ans et plus ? C'est une autre forme que prend le gaspillage de ressources humaines que de se priver ainsi des services de quelqu'un ayant souvent accumulé une grande expertise dans un domaine précis. L'insécurité causée par la crainte de se voir mis de côté par des jeunes loups ne favorise pas non plus l'imagination essentielle à l'élaboration de projets, et ce bien

avant qu'ait sonné l'heure fatidique. À quoi bon ouvrir de nouveaux secteurs de recherche, continuer à s'impliquer dans un milieu si le départ obligatoire est dans le tableau ? La combinaison expérience-nouveauté n'est-elle pas celle ayant le plus de chance de sortir gagnante quand on pense ouverture vers de nouveaux sentiers ? À la condition que chacun, chacune sente qu'il a sa place et qu'il y est valorisé.

Bref, il faut lutter contre le gaspillage de ressources humaines, pouvoir les mobiliser toutes au contraire, dans une perspective de développement durable.

« Mais si, comme on dit, nécessité fait vertu », il y a dans le contexte actuel une chance dont nous pourrions profiter pour construire sur des bases différentes. Si le couple travail-consommation ne peut plus être le lieu promis du plaisir — l'a-t-il déjà été ? — peut-être que les gratifications pourraient provenir d'ailleurs : de la qualité plus que de la quantité. Peut-être même d'une certaine frugalité ? Une telle fin de couple serait-elle si triste ?

Vers l'éducation à la citoyenneté

Comme se demande Castoriadis, traversons-nous une période de sommeil, de longue germination vers quelque chose de mieux ou entrons-nous dans une époque de régression historique où tous les acquis dits de civilisation seront menacés : droit au travail, droit à l'éducation, meilleure distribution de la richesse ? C'est un moment de l'histoire où tout est long et lent en matière de pensée humaine pendant qu'en d'autres domaines, technique et économique, cela va si rapidement. « Mais, affirme ce penseur, je ne suis pas impatient ».

Ne pas perdre patience. Agir maintenant pour un avenir meilleur, miser sur les cerveaux, les jeunes, les enfants pour imaginer autrement le développement

et le fonctionnement de nos sociétés, vouloir léguer autre chose que des dettes et un environnement spolié, croire encore en la recherche de l'égalité des chances. Tout ceci ne nous mène-t-il pas tout droit vers le système d'éducation ? Car s'il est avant tout investissement dans les ressources humaines, il devient la pierre d'assise d'un développement plus global. Et l'une des dépenses actives de l'État. Au moment où j'écris ces quelques réflexions, il est question d'un autre train de mesures d'austérité en éducation pour les années à venir. En même temps on entend déclarer, sur les diverses tribunes patronales ou gouvernementales, que « l'éducation est la priorité de l'heure ». Encore une fois, un tel écart entre la parole et le geste a tout pour rendre sceptique. Ceux et celles qui croient que la richesse à produire dans une société n'est pas que matérielle, qui, par conséquent, sur le terrain du quotidien, ont encore le goût et l'imagination de faire les choses autrement, ne vont-ils pas se décourager ? Comment ne pas les comprendre ?

Mais puisqu'on ne peut se contenter de dénoncer une situation ni assister passivement à la déconstruction de ce qui structura si efficacement nos vies aussi bien que nos façons de voir les choses, il faut continuer de mettre le cap sur l'avenir. C'est ainsi que l'éducation, vu sa triple mission, économique, sociale et éthique, est toujours un endroit stratégique pour le présent et pour le futur à la condition qu'aucune de ces trois missions ne soit mise en veilleuse. Un système d'éducation doit viser, bien sûr, à former des jeunes capables de prendre place dans la division du travail. Mais dans ce que l'on nomme une économie du savoir, la mission économique est plus vaste que cela. Aux niveaux supérieurs d'éducation, elle consiste aussi à orienter la recherche vers la production de biens et de services utiles, ouvrir de nouveaux créneaux pour élargir le bassin de tâches à accomplir en misant, entre autres, sur l'évolution technologique actuelle et ses nombreuses possibilités. Si les champs du savoir sont illimités, on n'a

POSSIBLES
Travailler autrement
Vivre mieux ?

Nul ne connaît
l'avenir

qu'à y pénétrer avec une vision large des choses. La recherche, trop souvent collée aux intérêts immédiats, sous-utilise peut-être aussi les capacités d'imagination des scientifiques.

Mais l'éducation comme outil de transformations profondes, lieu de formation à la citoyenneté, c'est celle de la petite enfance, de l'enfance et de l'adolescence. Tous les enfants d'un groupe d'âge peuvent avoir accès au savoir et à l'information ainsi qu'aux moyens techniques pour y parvenir. Surtout dans un contexte où le jugement, le discernement, la capacité d'analyse, de solution de problèmes, de travail en équipe seront bien plus nécessaires que la résistance physique et la force musculaire.

L'école est le milieu où les enfants passent la majeure partie de leur période de socialisation, 12, 13 ans si on tient compte des années de maternelle ou de prématernelle. Ils y apprennent beaucoup de choses dans les livres et en classe ; ils y apprennent aussi le savoir-vivre au contact quotidien de leurs semblables.

Semblables et différents puisque l'école est, dans sa nature même, le lieu de l'hétérogénéité, trait qui n'est pas que montréalais ou urbain. Par rapport à la famille, à la parenté, aux réseaux d'amis, au quartier, l'école met constamment l'enfant face à la différence : des modes de vie, des milieux sociaux, des croyances, etc. Se pose alors la question de l'attitude à promouvoir. On a beaucoup insisté sur le « respect de la différence » comme voie de la tolérance, mais la culture de demain exigera aussi la recherche de ce qui est semblable et commun sur quoi prendre appui pour construire ou reconstruire. Comme le montre l'ouvrage collectif publié aux PUL, *Les Frontières de l'identité*², dans une société

2/ Elbaz, Fortin, Laforest, *Les Frontières de l'identité*, Québec, PUL, 1996.

pluraliste, la question identitaire présente un danger de repli sur soi et de ségrégation ; elle peut signifier tout autant l'ouverture généreuse vers autrui. Savoir qui l'on est n'empêche pas de se reconnaître aussi dans l'autre, bien au contraire. Une culture et ses nombreux dénominateurs communs peut servir de point de ralliement de la diversité et le savoir, rattaché à une tradition, être vu comme l'un des fondements de la solidarité entre les humains. Que les enfants puissent découvrir tôt dans la vie que leur propre identité a plusieurs facettes, comme le milieu où ils vivent, c'est là une grande richesse à développer et à sauvegarder.

POSSIBLES
Travailler autrement
Vivre mieux ?

S'il n'est pas possible de savoir de quel type de travailleurs nous aurons besoin dans le futur, nous savons qu'il nous faudra des citoyens de mieux en mieux informés, ouverts et responsables, dont l'identité, riche et complexe, ne pourra pas se limiter à une place à détenir dans un système économique.

Enfin l'imaginaire se nourrit aussi d'images, de sons, de fantaisie et de créativité. Il faudrait retrouver dans l'individualisme, le sens qu'il eut un jour sur les campus américains et en mai 68 en France : revendication des espaces de liberté, opposition à l'autoritarisme et au militarisme omniprésents dans nos cultures, prise de parole, affirmation de soi, expression sous toutes ses formes, car l'autonomie des êtres n'est pas financière. Et bannir ce qu'est devenu l'individualisme en période de restriction de l'emploi et de crise aiguë des finances publiques : compétition, égoïsme et lutte individuelle pour sa propre survie, sans se soucier des autres. Ce sont là les dimensions de la citoyenneté : savoir, enracinement, liberté, identité multiple, souci de l'autre, imagination, créativité. Sans connaître l'avenir, elles sont les éléments du long et lent mûrissement vers le futur que souhaite Castoriadis. Et nous avec lui.

En paraphrasant la fable de La Fontaine dont il était question plus haut, le dernier rapport de

l'Unesco sur l'éducation, dit rapport Delors³, parle de l'éducation comme du trésor à découvrir de cette fin de siècle. Il ne s'agit plus de cultiver la terre pour en tirer des fruits à la sueur de son front, mais de cultiver des cerveaux, des intelligences et des sensibilités. Les exigences de la société de l'information sont telles que pour sauvegarder la démocratie dans nos sociétés, il faut véritablement rendre le savoir accessible à tous et à toutes et ce, dès le plus jeune âge et de façon continue, dit-on dans ce rapport.

Que laisserait comme message, en 1997, le vieux père agonisant à ses enfants ? Il ne serait plus laboureur, bien sûr, mais entrepreneur, ouvrier, professeur, ingénieur, technicien, chômeur, que sais-je ? Désirant leur plus grand bien et percevant au loin l'émergence d'un monde nouveau dont il ne sera pas, que trouverait-il de mieux à leur laisser en héritage ? Sage et intuitif, ne leur dirait-il pas : « Apprenez à connaître, à découvrir. À lire, à écrire, à compter. À chanter, à faire de la musique, à dessiner, à rêver. Apprenez à parler, à aimer, à partager » ?

Peut-être ses enfants, produits du siècle, auraient-ils préféré qu'il leur laisse le billet gagnant de la 6-49 ? Mais cela, c'est une autre histoire.

3/ Jacques Delors, prés., *L'éducation, un trésor est caché dedans*, rapport de la Commission internationale sur l'éducation pour le vingt et unième siècle, Paris, Odile Jacob, 1996.

L'utopie, opium des résignés ?

La société dite moderne est en train de changer ; elle change à un rythme effréné. Cela est d'autant plus déstabilisant et inquiétant qu'elle change sans orientation précise, on peut même dire sans plan ou projet de changement.

Ce changement est particulièrement rapide et agité dans le monde du travail et de l'emploi. Les frustrations et l'anxiété des travailleurs et, surtout des non-travailleurs, atteignent des niveaux et une généralisation qui semblent avoir peu de précédents dans l'histoire de l'humanité. Ce n'est ni tout simplement une crise de l'emploi, ni une crise de valeurs, c'est une crise de civilisation. C'est ce phénomène qu'analyse de façon éclairante Fritjof Capra dans *Le Temps du changement*¹.

C'est à très court terme, si l'on peut garantir une survie valable de l'humanité et de la planète, que les humains doivent apprendre, de gré ou de force, à travailler autrement et à vivre autrement, à vivre en bonne santé et ensemble *autrement*.

1/ F. Capra, *Le Temps du changement*, Éditions du Rocher, 1983.

L'utopie, opium des
résignés ?

Les pouvoirs en place, pouvoirs économiques et politiques, s'acharnent à maintenir à flot le bateau de l'économie de marché, bateau dans lequel ils sont relativement confortables et privilégiés. Ils crient donc vite à l'*utopie* dès que des individus ou des collectivités proposent des changements majeurs, voire une révolution en profondeur. Tandis que les victimes de la situation économique actuelle tentent de s'accrocher à une utopie (un paradis perdu d'avance !) qui les aide à se résigner en espérant des jours meilleurs pour les générations futures, d'autres font de leur utopie un projet collectif. Ces derniers veulent *choisir* parmi les futurs possibles celui qui respectera davantage l'être humain dans ses besoins fondamentaux, dont celui d'être aussi heureux que possible. Ils veulent participer activement à ce changement et influencer dans le même sens les décideurs économiques et politiques. Cet engagement ou cette « militance politique » est non seulement efficace dans l'immédiat, l'effet de domino en est en effet déjà perceptible, mais il est facteur de santé mentale, car il maintient les personnes qui assument cet engagement dans un sentiment de dignité et un sens de la responsabilité collective qui contribuent très intensément à donner un sens à leur vie.

Et à la source des malaises, voire de la détresse psychologique, qui affectent la très grande majorité des travailleurs stressés et des chômeurs marginalisés et dévalorisés, la très grande majorité des jeunes angoissés face à un avenir de plus en plus incertain et privés de leurs rêves et même de leur droit de rêver, face à l'insécurité de leurs propres parents, face au mal de vivre d'une partie sans cesse croissante de la population, autant dans les pays dits industrialisés que dans ceux que l'on considère en voie de développement, alors même que la plupart de ces derniers sont en voie de désintégration sociale, à la source de ces malaises il y a la *perte de sens*. Les humains sont en train de perdre le sens de l'aventure humaine, le sens de la vie, le sens de leur propre vie.

Et c'est à cet égard que la mission de l'éducation doit être corrigée au plus tôt et modifiée en profondeur. L'école, en particulier, doit au plus tôt revenir à sa mission essentielle d'éducation de l'être humain. En se mettant à la remorque de l'entreprise, des valeurs qu'elle véhicule, en adoptant elle-même le « modèle industriel », l'école s'est progressivement détournée de sa mission première, et toujours indispensable, de formation d'êtres humains aussi complets et achevés que possible, pour devenir un lieu d'instruction, un lieu de formation à court terme de travailleurs dociles, productifs et rentables. Et, à cet égard, il ne faut pas n'en vouloir qu'à l'école : en se détournant de sa mission, l'école ne fait que se plier aux demandes pressantes du marché du travail et de nombreux parents, beaucoup plus préoccupés de l'avenir de leurs enfants que de leurs besoins actuels et immédiats, notamment leur besoin de se développer sous toutes leurs dimensions et de s'approprier toujours davantage la responsabilité de leur vie.

Il est de plus en plus déconcertant de voir que le système scolaire est lui-même ballotté dans diverses directions. Les dirigeants du système ne semblent avoir aucune vision globale, aucune philosophie cohérente de l'éducation et de la mission spécifique de l'école. Et cela tient tout particulièrement, semble-t-il, au fait que l'école n'a ou n'exprime aucun regard critique sur les changements actuels de la société, ni surtout ne fait aucune démarche prospective : quelle sorte d'avenir collectif devons-nous choisir et bâtir ensemble ? Quelle doit être la contribution spécifique de l'école au sein de cette démarche prospective et au regard du nouveau projet de société à élaborer et réaliser ensemble ?

Même après le dépôt du rapport des commissaires des États généraux de l'éducation, il semble que les politiciens vont surtout éviter de prendre des positions pourtant très logiques, mais politiquement incorrectes ou inopportunes, concernant particulièrement

POSSIBLES
Travailler autrement
Vivre mieux ?

topie, opium des
résignés ?

la professionnalisation des structures administratives scolaires (les commissions scolaires) et le financement public (c'est-à-dire par le grand public) des écoles privées, sélectives et accessibles à une minorité relativement privilégiée seulement. Bien sûr, on va tenter d'accroître la qualité de l'enseignement par l'enrichissement des programmes des matières essentielles, et on va également tenter d'accroître le taux de diplômation. Mais tout cela, en désinvestissant concrètement du côté de la formation personnelle, sociale et morale des jeunes et du côté de l'encadrement. De ce côté, d'ailleurs, on risque beaucoup plus d'accroître la surveillance et les mesures disciplinaires que d'assurer un accompagnement plus individualisé et l'aide dont les jeunes ont besoin pour mieux comprendre le sens des apprentissages trop « académiques » qu'on leur impose, le sens de leur propre développement comme personnes, futurs parents et citoyens, le sens de leur vie, de leur avenir et de leur devenir *individuel* et *collectif*.

L'école, en cherchant par-dessus tout à les préparer au travail, les prépare mal à un marché du travail qui se transforme beaucoup plus rapidement et allègrement que le milieu d'éducation, empêtré dans ses propres structures administratives hyperbureaucratiques et hypertecnocratiques, dans des normes, des règles et des conventions elles-mêmes trop rigides et de moins en moins « professionnelles ».

Même si l'école réussit à accorder plus de diplômes aux jeunes, des diplômes qui ne garantissent pas toujours une compétence réelle et généralisable, on sait très bien que les diplômés ne créent pas d'emploi. On le constate déjà facilement à l'université : beaucoup de diplômés doivent se contenter d'emplois de type subalterne, d'autres se font même refuser ces emplois parce qu'ils sont considérés comme trop qualifiés, qu'ils peuvent exiger des salaires trop élevés ou risquent de perdre rapidement tout intérêt au travail.

Aussi longtemps que, sous la domination excessive de l'économisme, on ne cherchera qu'à parvenir (enfin !) au plein emploi, aussi longtemps qu'on fera croire aux jeunes, et à leurs parents, que c'est par une scolarisation plus poussée qu'ils accéderont à l'emploi stable et permanent qu'ils recherchent, on fera fausse route puisque tous les spécialistes du monde du travail et de l'économie s'entendent pour parler d'une révolution inévitable qui est déjà en train de se faire à ce niveau. Qu'on parle d'économie non monétaire, d'économie solidaire ou sociale, le monde de l'économie va bientôt perdre son hégémonie actuelle : notre univers politique, social et culturel cessera d'être sous sa domination totale. Ce sont à la fois les valeurs de travail et d'argent qui vont se modifier ; les préoccupations de mode de vie et de qualité de vie et, tout particulièrement, les préoccupations de signification de la vie vont prendre le dessus, guider les revendications des travailleurs et de la population en général et influencer les politiques. A cet égard, il est particulièrement stimulant de lire l'ouvrage de Dominique Méda, *Le Travail, une valeur en voie de disparition*².

Nous n'en sommes pas là, c'est certain, et pourtant, il est évident qu'il ne s'agit pas d'une utopie. Il s'agit d'un *projet collectif* auquel il devient de plus en plus urgent de travailler, tous ensemble. Une si belle utopie ne doit pas servir à endormir, à faire rêver tous ceux qui se sont résignés à un *statu quo* dont ils se plaignent pourtant ; l'utopie ne doit pas leur servir d'opium.

Mais pendant que se font ces changements inévitables dans l'économie d'un marché de plus en plus fébrile et que résiste un néolibéralisme pernicieux, que fait le monde de l'éducation ?

2/ D. Méda, *Le Travail, une valeur en voie de disparition*, Paris, Aubier, 1995.

Logop, opium des
résignés ?

Il tente encore de régler à la pièce ses problèmes internes de mécanique (structures administratives, approches pédagogiques, nouveaux programmes, etc.) ; il tente encore de combattre des problèmes majeurs sans considérer ce qu'ils sont de fait, à savoir les symptômes d'un malaise profond et d'une incohérence interne majeure. C'est le message pourtant clair qu'expriment présentement le désintéressement quasi généralisé des jeunes, une sous-performance décevante, des échecs scolaires et un décrochage qui sont dramatiques pour la société tout entière autant que pour les jeunes eux-mêmes, la dévalorisation sociale ressentie par un nombre croissant d'enseignants, dont plusieurs vivent très difficilement, parfois même dans la détresse psychologique et la peur du *burn out*, les années qu'il leur reste à compléter pour accéder à la retraite.

C'est cette déprime généralisée des adultes que les jeunes perçoivent autour d'eux et qu'ils ressentent eux-mêmes face à un marché du travail de plus en plus fermé et sélectif. Ce trait psychologique est aisé à observer chez les jeunes, tant au niveau des études secondaires et collégiales qu'au premier cycle des études universitaires. Près de 80 % des jeunes, ceux qui réussissent bien, autant que les « moyens » et les plus faibles, développent une *image négative* d'eux-mêmes, de leurs ressources, de leur capacité de prendre réellement en main leur avenir personnel et collectif. Comment pourra-t-on bâtir un pays dynamique, enthousiaste et audacieux si l'école et la famille aussi continuent d'éduquer des jeunes sans image positive d'eux-mêmes, sans espoir et sans projet individuel et collectif d'une vie réussie et heureuse ?

Pour une éducation réformée en profondeur

Il est indispensable et urgent que l'école cesse d'être à la remorque de l'entreprise et de ses attentes

et qu'elle assume de façon concrète et officielle le leadership qui lui revient dans les changements en cours. L'école prépare la génération montante et c'est un nouveau type d'hommes qu'elle doit au plus tôt former : des hommes qui apprendront, avec l'aide d'éducateurs compétents et socialement engagés, à prendre en main leur propre destin plutôt qu'à se résigner au sort que semblent leur réserver le marché du travail, la compétitivité internationale et la fameuse mondialisation des marchés.

Éduquer un être humain autonome et responsable individuellement et collectivement, voilà le défi énorme auquel doit immédiatement s'attaquer l'école d'aujourd'hui. Demain ne sera différent que si l'on commence aujourd'hui à vivre, à travailler et à éduquer *autrement*. Ce sont de nouvelles valeurs, de nouvelles attitudes, de nouvelles qualités et compétences que l'école doit au plus tôt développer chez tous les jeunes, chez les jeunes de tous les pays.

Il est curieux que dans les réformes de l'éducation proposées jusqu'à maintenant, on s'en soit surtout tenu à tenter de corriger les « curriculums » officiels des études. Et pourtant, c'est en ce qui concerne le curriculum caché que la réforme est la plus urgente. Ce n'est pas sans conséquence grave et à long terme sur le « produit humain », en effet, que l'on conserve une pédagogie centrée sur l'enseignement, c'est-à-dire sur la transmission presque mécanique de contenus peu signifiants, et sur une évaluation valorisant avant tout la reproduction aussi fidèle que possible des discours de l'enseignant ou du contenu des manuels.

Comme plusieurs des enseignants et des cadres scolaires s'interrogent sérieusement sur de nouvelles façons de faire, qu'ils seraient d'ailleurs prêts à adopter pour peu qu'on les y encourage, et comme beaucoup de parents cherchent eux-mêmes un autre type d'éducation qui respecterait davantage les jeunes et qui maintiendrait, surtout, leur enthousiasme face

POSSIBLES
Travailler autrement
Vivre mieux ?

aux études et à l'avenir, nous prendrons le temps d'indiquer quelques pistes de changement et de les illustrer, à l'occasion, par des expériences très réelles qui se font déjà dans certains milieux d'éducation. Pour fins de clarté, nous distinguerons, de façon relativement artificielle, puisque dans la vie tout est intimement relié, les dimensions pédagogiques et les dimensions socio-affectives de l'intervention éducative.

Des pistes de changement

Dimension pédagogique

L'école actuelle maintient une approche pédagogique mécaniste et déterministe de l'apprentissage. Même si dans son langage, c'est-à-dire dans les textes officiels, l'école a beaucoup « évolué », elle conserve dans sa pratique quotidienne sa pédagogie de *transmission* et de *mémorisation*. Elle croit qu'il suffit que le maître ou le manuel exprime telle connaissance devant l'étudiant pour que celui-ci l'acquière et l'intègre. Et l'illusion que l'étudiant a acquis et intégré telle notion ou tel savoir est entretenue par le type d'évaluation que l'on fait généralement, laquelle ne demande à l'étudiant que de reproduire, par mémorisation à court terme, ce qu'il a lu ou entendu. C'est aussi inapproprié et illusoire que de croire que de raconter en détail ce qu'on a mangé lors de tel repas peut nourrir celui qui écoute.

Si l'on veut une éducation qui soit efficace, et qui le soit à long terme, il faut au plus tôt passer de cette pédagogie de transmission et de mémorisation à une véritable pédagogie d'acquisition et d'intégration du savoir. En d'autres termes, il faut passer d'une pédagogie centrée sur l'enseignement (c'est-à-dire sur l'activité du maître) à une pédagogie centrée sur l'apprentissage (c'est-à-dire sur l'activité de l'étudiant lui-même). Il faut que la classe devienne un lieu de *création collective du savoir*. C'est personnellement et en interaction avec les autres que

les jeunes doivent *prendre le temps* de découvrir et de recréer le savoir, et de lui trouver du sens. On n'épargne pas de temps en croyant qu'il vaut mieux ignorer les questions que se pose l'étudiant pour l'amener plutôt à recevoir (subir) nos questions et à y donner nos réponses, celles qui sont déjà inscrites dans le programme et qu'il faudra reproduire au moment où la question sera posée à nouveau. C'est ainsi que les enseignants ont appris et réussi jusqu'à l'université ; c'est donc ainsi qu'ils enseignent, par une sorte de mécanisme subtil qui rappelle parfois l'identification à l'agresseur. Comment faire autrement ? C'est ce que nous tentons maintenant de proposer et d'illustrer.

Tout d'abord, il faut rendre les apprentissages et les contenus *significatifs* ; il faut qu'ils aient du sens pour celui qui apprend.

Or, il ne suffit pas de dire à l'étudiant que tel savoir lui sera utile plus tard, surtout au moment de l'examen, pour croire que ce savoir prend du sens. Il faut que ce savoir réponde à des questions que l'étudiant se pose lui-même, qu'il réponde à des besoins de savoir qu'il ressent personnellement, et que ce savoir se raccroche à son vécu. C'est à cette seule condition que le savoir est intégré et qu'il stimule le désir d'acquérir de nouveaux savoirs et de nouvelles compétences. C'est dire aussi que c'est beaucoup plus sur les étudiants, leurs préoccupations et leurs besoins d'apprendre que l'enseignant doit se centrer que sur son manuel et son programme déjà tout fait. Mais déjà, beaucoup d'enseignants commencent à paniquer : s'il fallait que les étudiants ne se posent pas les bonnes questions, s'il fallait que les questions qu'ils posent ne correspondent pas au programme « qu'il doit couvrir », s'il fallait que les étudiants passent au niveau suivant sans avoir acquis les contenus prérequis, ou qu'ils échouent aux examens faits par d'autres ! Et voilà, il y a dans notre système scolaire actuel une telle logique linéaire, une telle mécanique rigide que tout changement réel

topie, opium des
résignés ?

ne peut se faire sans bouleverser l'ensemble de la machine. Voilà pourquoi le *statu quo* se maintient aussi fermement dans notre système d'éducation. La très grande majorité des enseignants ne savent faire autrement, n'ayant jamais expérimenté d'autre type de pédagogie, tandis que d'autres qui sauraient faire autrement, ou qui voudraient tout au moins essayer, sentent tellement la pression du milieu, des collègues, des parents et la menace grandissante de l'évaluation faite par les autres, qu'ils n'osent se marginaliser et innover.

C'est cette observation qui nous a amené à dire que l'innovation consiste essentiellement à « cesser de vivre des contradictions internes et à accepter de vivre des conflits externes ». Dès qu'on cesse de faire les choses auxquelles on ne croit pas, comme conserver une pédagogie traditionnelle, archaïque et inefficace, on trouve beaucoup de temps et surtout de l'énergie et du plaisir à innover. On retrouve le plaisir de faire les choses auxquelles on croit véritablement, on se centre sur les jeunes plutôt que sur les programmes, on redonne la priorité à la relation éducative, on se préoccupe du développement intégral des jeunes ; bref, on redevient des éducateurs, on redevient de véritables professionnels de l'éducation, conscients que c'est au développement d'êtres humains plus vrais et à un nouveau projet de société que chacun est appelé à collaborer.

En second lieu, la pédagogie doit se préoccuper non seulement d'assurer chez les étudiants la maîtrise de connaissances et de techniques de base dans divers domaines, mais surtout de développer chez eux la capacité d'apprendre par eux-mêmes et de diverses façons. En termes plus clairs, la pédagogie doit d'abord se préoccuper de rendre les étudiants plus intelligents. Elle doit développer chez eux les stratégies cognitives, c'est-à-dire leur apprendre de façon concrète et opérationnelle à bien observer, à recueillir les données pertinentes d'un problème ou d'une situation, à bien comprendre le

problème ou à se poser eux-mêmes des questions appropriées. Ils doivent apprendre à formuler des hypothèses, à envisager diverses solutions, à choisir celle qui est la plus efficace et « économique » en énergie et en temps, appliquer cette solution et la vérifier.

L'apprentissage par problème, qui est de plus en plus connu et expérimenté, par exemple par la Faculté de médecine de l'Université de Montréal, est une approche pédagogique qui rend plus intelligent et plus capable d'apprendre par soi-même et de faire des transferts d'apprentissage. Et pourtant, cette méthode qui devrait d'emblée s'imposer, surtout dans les écoles primaires et secondaires, continue de soulever énormément de résistance chez les enseignants. D'une part, ceux-ci se sont toujours définis et valorisés par leur compétence dans une discipline spécifique ; d'autre part, les fabricants de programmes maintiennent des approches disciplinaires cloisonnées. Les enseignants ayant, par ailleurs, peu appris à travailler en équipe, et aucun d'entre eux n'ayant pour responsabilité propre et formelle d'assurer chez les étudiants l'intégration des savoirs, on continue toujours de laisser à l'étudiant les tâches les plus difficiles de l'apprentissage, celle de *découvrir la signification* du savoir et celle de *l'intégrer*. Par ailleurs, chacun des enseignants, du secteur primaire à l'université, est bien content de n'avoir jamais à vérifier ce qu'il reste de son enseignement quelques années ou même quelques mois après la fin de son cours. Somme toute, on demande à l'enseignant de faire de son mieux ce que n'importe quelle machine à enseigner, n'importe quel manuel d'enseignement programmé ou n'importe quel logiciel pourraient faire avec encore plus de compétence et de patience.

Et au lieu de se demander toujours comment motiver davantage des étudiants de moins en moins intéressés, comment faire pour ne pas avoir chaque année à reprendre une bonne partie de ce qu'ils

topie, opium des
résignés ?

sont censés avoir appris l'année précédente, au lieu de se demander comment il se fait qu'un grand nombre d'étudiants deviennent des analphabètes fonctionnels après huit ou même dix ans de fréquentation scolaire, on continue de prôner la réussite scolaire et l'excellence. Comme si c'étaient d'abord les élèves qui devraient réussir et être excellents, alors qu'il est pourtant clair que c'est l'école elle-même qui doit réussir et être excellente auprès de chacun des jeunes qui lui sont confiés. En effet, *chacun* des jeunes, quels que soient ses aptitudes et le milieu socioéconomique d'où il provient, devrait pouvoir vivre à l'école des expériences positives d'apprentissage, de succès et de valorisation. Il est carrément inacceptable que ce soit à l'école que les jeunes perdent le goût de l'école, le goût d'apprendre et de se développer, qu'ils y perdent surtout la confiance en eux-mêmes, en leurs ressources et en l'avenir. Il est urgent que cesse un tel gaspillage des ressources humaines et que des générations complètes de jeunes soient ainsi déformés, aliénés et dépossédés de leurs véritables ressources et talents, de leur créativité, de leur émotivité et de leurs rêves par une école qui cherche à standardiser et uniformiser les jeunes, à les mettre au pas et en rang pour éliminer (progressivement) les moins dociles, les inadaptés ou les « hyperactifs » toujours plus nombreux, et pour sélectionner les plus doués, c'est-à-dire les plus performants et dociles, ceux pour qui sont grandes ouvertes les portes des institutions supérieures d'enseignement et celles du marché du travail.

Il demeure tout de même curieux et déconcertant que les réformes proposées en éducation, même les plus récentes, touchent si peu le problème de fond de l'école, à savoir son mandat, sa pédagogie de transmission, ses programmes cloisonnés et proposent si peu de redonner la priorité à la relation éducative qui est l'un des facteurs les plus importants de la motivation scolaire, de l'intégration des savoirs et du développement intégral personnel et collectif.

Ce n'est pas sans des effets très néfastes sur le plan intellectuel et cognitif que l'école maintient, avec quelques retouches de surface, un *statu quo* de plus en plus archaïque et inapproprié aux exigences croissantes du travail qui, comme tous les autres secteurs de la vie, va exiger l'apport de personnes capables de penser de façon personnelle et critique, de gens capables de découvrir, d'appliquer le savoir et de le partager. Des gens capables aussi de créativité, capables d'intériorité et de méditation. Ce sont là des compétences prioritaires qui s'apprennent mais qui, malheureusement, ne s'enseignent pas ; c'est ce qui explique sans doute la piètre performance de l'école qui continue, pourtant, de prêcher « l'excellence ».

S'il faut considérer avec plus de soin ce que l'école réussit à faire apprendre, et oublier en grande partie, à nos jeunes, il faut examiner avec la même sévérité ce que l'école fait vivre aux jeunes à travers son *curriculum caché*.

Les conditions dans lesquelles les enfants vivent leur vie scolaire sont tout aussi « déformatrices » sur le plan socio-affectif qu'elles le sont sur le plan intellectuel et cognitif. Qu'on songe, par exemple, à la façon dont les enfants sont regroupés par âges, et parfois même subdivisés en sous-groupes fermés selon les aptitudes intellectuelles. Si on s'appuie sur la psychologie de l'enfant et la psychologie de l'apprentissage, rien ne justifie en aucune façon que tous les enfants de six ans soient ensemble, ni ceux de huit ou dix ans. Or, la règle est claire et stricte : les enfants qui ont eu six ans avant le 1^{er} octobre sont classés en première année, et tous ensemble, à part ceux qui échouent ou qui ont quelques handicaps très particuliers (les surdoués en font partie !), ils graviront les degrés scolaires, un à la fois.

Pourquoi des enfants de même âge et de même niveau ? Parce que l'enseignant doit *enseigner* le

Utopie, opium des
résignés ?

même programme, à tout le monde à la fois et au même rythme, et que tous les élèves devront passer le même examen au même moment. Donc, c'est pour l'enseignant et son programme que les élèves sont ainsi classés, et c'est pour que l'évaluation soit objective et « discriminante » qu'elle doit être appliquée à tous le même jour. Et cette pratique pédagogique perdure alors que dans les *textes officiels* du ministère de l'Éducation et des Commissions scolaires on continue de parler de *respect des différences individuelles*, on parle même, parfois, de *respect des différences collectives*. Si des enfants, ayant des aptitudes différentes, des cultures différentes ou même des handicaps particuliers d'ordre intellectuel, sensoriel, neurologique ou moteur, par exemple, n'ont jamais l'occasion de se connaître, de se côtoyer, de partager et de coopérer, comment apprendront-ils à respecter dans la vraie vie les différences individuelles, c'est-à-dire à respecter pour le vrai des enfants différents ? Il y a là, sans aucun doute, une déformation importante. L'école fait apprendre aux enfants de façon subtile l'individualisme, l'intolérance et la fameuse méritocratie : ce n'est pas de sa faute si on est plus doué que les autres, on mérite quand même son succès et les meilleures places !

Mais il n'y a pas que les rapports normaux et sains entre enfants qui sont déviés et déformés par l'école, il y a aussi tout ce rapport à l'adulte, à l'autorité qui décide (ou qui s'appuie sur les décisions de ses propres autorités) ce qui doit être appris, ce qui est bien ou mal, ce qui mérite la bonne note ou la mauvaise. Les enfants sont mis en rang et ils doivent vite apprendre à respecter ce rang. Il est parfois surprenant, par ailleurs, d'apprendre que les plus brillants ont également souffert d'être traités de « bolés » et de s'être sentis rejetés des autres, mais continuellement maintenus sous pression pour performer toujours davantage et dépasser les autres. Les autres deviennent ainsi perçus, de façon ouverte ou subliminale, comme des concurrents qu'il ne faut

pas aider : ce serait mauvais pour soi et jugé comme de la tricherie par les autorités.

POSSIBLES
Travailler autrement
Vivre mieux ?

Il devient ainsi évident que ces jeunes, qu'on oblige tous à fréquenter l'école (ce n'est pas pour rien !), y développent des attitudes et des habitudes de vie qui cadrent bien avec celles de notre société individualiste et capitaliste. Mais une telle école prépare très mal les citoyens de demain qui devront, de toute évidence, apprendre surtout l'autonomie intellectuelle et affective, le respect d'eux-mêmes, la tolérance, le sens des responsabilités individuelles et collectives, le partage, la coopération, l'interdépendance et, le plus tôt possible, le sens du travail et de la vie, le sens de l'appartenance et de la responsabilité à l'échelle de la planète.

« Si l'on veut aboutir à un nouveau contrat social, écrivent Roustang *et al.*, la fonction de l'école doit être repensée. Elle est en effet susceptible de jouer un rôle déterminant, comme instance de socialisation, comme lieu d'apprentissage à l'échange et à la socialisation »³. Ces spécialistes, qui étudient la façon dont se transforment rapidement le marché du travail et aussi la façon dont les hommes et les femmes devront adopter, de gré ou de force, de nouvelles façons de vivre et de travailler ensemble, réalisent-ils que ce qu'ils recommandent, ce n'est pas simplement de « repenser la fonction de l'école », mais bien de procéder le plus tôt possible à sa *transformation radicale* ?

Cette fois, on ne parle plus de « projet démesuré, irréalisable, de chimère », mais d'utopie comme « tentative d'inventer l'avenir », affirme F. Ainsa⁴. On est en plein dans un rêve dont il faut au plus tôt faire un projet collectif, un projet dynamique et mobilisateur, faisant autant appel à l'imaginaire

3/ G. Roustang, J.-L. Laville, D. Eme, D. Mothé et B. Perret, *Vers un nouveau contrat social*. Paris, Desclée de Brouwer, 1996.

4/ F. Ainsa, « Les utopies sont mortes, vive l'utopie ! » *Le Courrier de l'UNESCO*, février 1991.

créatif qu'à l'analyse critique dépourvue de toute complaisance. « L'approche utopique de l'éducation apparaît aussi essentielle qu'une approche de type scientifique. L'éducation de demain sera vraisemblablement le résultat d'une collaboration étroite de la raison et de l'imaginaire... Aller à la réalité en passant par l'acte créateur »⁵.

Pour rassurer ceux qui laissent tomber les bras dès que le changement apparaît trop considérable, et pour encourager surtout ceux qui ont déjà commencé à œuvrer à des changements significatifs en éducation, rappelons brièvement deux expériences pédagogiques innovatrices auxquelles nous avons été étroitement associé. Ces expériences qui, au départ, ont été jugées par beaucoup comme étant trop « flyées » voire carrément utopiques⁶, se poursuivent déjà depuis une vingtaine d'années.

L'école alternative Jonathan est une école primaire publique qui a été fondée en 1974, donc il y a 22 ans. Dans les trois ou quatre groupes-classes d'une vingtaine d'enfants, les enfants ont de 5 à 12 ans. Parmi eux se retrouvent aussi des enfants qui, dans d'autres écoles, seraient placés dans des classes spéciales ou auraient besoin de mesures d'orthopédagogie. Les enfants ne sont pas « assujettis » aux programmes standard d'enseignement. Ils apprennent à leur rythme, à leur manière, ils apprennent surtout par projets et ateliers, le problème de l'intégration du savoir se pose là beaucoup moins qu'ailleurs, puisque les savoirs ne sont pas présentés par disciplines cloisonnées. De plus, l'enfant apprend très tôt à développer sa propre manière d'apprendre, à améliorer ses stratégies cognitives et à corriger ses déficiences.

5/ G. Leclerc, « Changer la vie ou l'éducation permanente », *Le Courrier de l'UNESCO*, février 1991.

6/ Nous ne pouvons nous empêcher de rappeler la réponse d'un cadre supérieur de l'éducation à qui nous avons demandé s'il croyait à l'innovation pédagogique et qui avait répondu avec toute la sécurité d'un bon administrateur : « Je crois à toutes les innovations pédagogiques qui ont fait leurs preuves ! »

Depuis des années, nous suivons avec grand intérêt comment les anciens de Jonathan s'adaptent à l'école secondaire et y réussissent. Là-dessus, les données recueillies sont tout à fait rassurantes, puisque leur adaptation et leurs performances scolaires sont tout à fait comparables à celles des élèves provenant d'écoles régulières. Quant à leur motivation à poursuivre les études, elle se révèle particulièrement présente chez eux puisque après plus de 20 ans, on ne compte à peu près aucun décrocheur parmi eux. Il ressort donc que le fait d'assurer une éducation intéressante et valorisante au primaire, et de responsabiliser les jeunes face à leurs études, demeurent encore les meilleurs moyens de prévenir chez les jeunes du secondaire un décrochage scolaire dont le taux est tout à fait dramatique.

Par ailleurs, il importe peut-être de rappeler une autre dimension essentielle du projet Jonathan. Dès sa conception, en effet, l'école Jonathan a voulu être une école communautaire, c'est-à-dire définie, gérée et évaluée par l'ensemble de la collectivité. Les parents ont donc toujours été sollicités et aidés à réfléchir ensemble sur leurs propres valeurs et attitudes éducatives et sur leur responsabilité de contribuer activement au changement de l'éducation et de la société. Dans le contexte global actuel, l'école Jonathan, comme les autres écoles alternatives, doit consacrer énormément d'énergie, d'une part, pour résister au massif retour à droite et à ses effets pervers et, d'autre part, pour demeurer en processus continu de recherche et d'innovation. Elle doit demeurer une *utopie* bien vivante et en évolution.

La seconde expérience pédagogique innovatrice qui mérite également d'être soulignée consiste en un programme d'autoformation assistée qui est offert à des étudiants de maîtrise et de doctorat en psychologie de l'éducation. Ce programme, qui a débuté en 1976, a déjà formé plus de 200 étudiants. Là encore l'approche pédagogique met l'accent sur la mise en situation. Dès le début de ses

topie, opium des
résignés ?

études, l'étudiant peut ainsi déceler les besoins du milieu et définir les interventions professionnelles les plus aptes à répondre à ces besoins. C'est pour acquérir les compétences d'observation, d'intervention, de communication et d'évaluation que l'étudiant élabore son programme personnel de formation et d'apprentissage. Dans cette démarche, l'étudiant bénéficie de l'aide vigilante de trois professeurs et de l'apport de ses six ou huit collègues, vivant des expériences différentes dans d'autres milieux de stage. Outre cette démarche de groupe importante, l'étudiant reçoit une « supervision-intégration » individuelle hebdomadaire qui l'aide, d'une part, à intégrer les divers savoirs et savoir-faire qu'il acquiert et, d'autre part, à investir intensément dans son développement intégral, comme personne, comme professionnel et comme citoyen responsable. Cette démarche conjointe de l'étudiant et de son superviseur s'appuie notamment sur le « journal de bord » rédigé quotidiennement par l'étudiant.

Ces deux expériences brièvement esquissées ont, entre autres, le mérite de démontrer que des changements ou des innovations demeurent possibles, même à l'intérieur des structures et des normes rigides de nos systèmes formels d'éducation. De plus, ces projets font bien voir que les futurs professionnels ne deviendront jamais des agents de changement audacieux et efficaces s'ils n'ont jamais appris à vivre eux-mêmes des changements les concernant durant leurs années de formation, et s'ils n'apprennent pas aussi que les changements, même s'ils sont souhaités par beaucoup, demeurent toujours exigeants et qu'ils sont beaucoup plus tolérés par le milieu qu'encouragés et valorisés⁷.

* * *

7/ C.E. Caouette, *Si on parlait d'éducation*. Pour un nouveau projet de société, VLB éditeur, 1992.

À travers tous les changements qui se font présentement, et de façon quasi anarchique, l'éducation doit prendre les devants et assumer le leadership qui lui revient dans la construction d'une *nouvelle société*.

Or, l'école actuelle, qui vise pour les jeunes une réussite qui n'est encore définie qu'en termes de performances scolaires (mesurables et quantifiables), fait carrément fausse route. Non seulement elle prépare mal les jeunes, mais elle déforme ceux qui réussissent et détruit ceux qui échouent. L'école doit au plus tôt cesser de ne transmettre que des connaissances livresques (qui sont le plus souvent dépassées avant même d'apparaître dans les manuels scolaires) ; elle doit développer chez les jeunes des compétences générales et transférables, stimuler un imaginaire et une créativité qui deviendront à court terme des conditions de survie dans le respect de soi et la dignité ; elle doit les aider à se construire une vision globale, une philosophie et une échelle de valeurs leur permettant de donner un sens à leur vie.

L'école doit sortir de son « isolement social » et faire comprendre aux jeunes les changements sociaux en cours, l'avènement souhaitable et à favoriser concrètement de ce qu'André Gorz appelle la « civilisation du temps libéré » ; elle doit les préparer à l'activité et à l'économie plurielles et leur en donner le goût. Elle doit aider les jeunes à développer un regard critique face à la mondialisation des marchés et aux risques que celle-ci comporte. « Cela aussi, c'est extraordinaire », écrit Riccardo Petrella, l'un des fondateurs du Groupe de Lisbonne, « que l'on puisse dire, sans que nous tous ne nous révoltions dans nos tripes, dans nos têtes, dans nos cœurs qu'avant la société, il y a le marché du travail et qu'au fond, la chose la plus importante, c'est le marché, non pas les citoyens et la société »⁸.

8/ R. Petrella, « Les dangers de la mondialisation », *Options*, CEQ, n° 15, 1996.

Les jeunes de nos écoles vivraient moins de désarroi et de détresse psychologique si, au lieu simplement de les pousser vers des emplois de plus en plus incertains et souvent aliénants, on les aidait à comprendre le sens de cette *compétitivité internationale* dont on leur rebat les oreilles et dont ils sont victimes dans leur propre cheminement éducatif. En effet, on leur fait vivre dans leur processus même d'éducation cette compétition malsaine que connaissent les milieux de travail confrontés à l'économie de marché. « Être compétitif aujourd'hui signifie non pas faire mieux que l'autre, mais empêcher l'autre d'être innovateur »⁹. Aidés par des éducateurs compétents, les jeunes peuvent mieux saisir les enjeux actuels d'une société que les pouvoirs économiques et politiques en place tiennent à conserver centrée sur la production et la consommation effrénées, pour le « profit » et les privilèges d'une minorité. Ils peuvent déjà comprendre que le chômage, la pauvreté, la marginalisation sociale ne sont pas d'abord dus à leur manque de formation et de compétence, mais qu'ils sont les effets pervers du système économique actuel, de son pouvoir excessif, de ses ambitions démesurées et de sa croyance « utopique » en une croissance illimitée. « Il est devenu de plus en plus évident que l'obsession compétitive des dernières années a conduit à une suppression importante d'emplois et à une diminution de la qualité de vie »¹⁰.

À l'utopie des économistes, les jeunes doivent opposer leur propre utopie : celle d'une société fondée sur des valeurs de respect, de partage, de coopération, de transcendance, une société prioritairement préoccupée de convivialité et de qualité de vie.

9/ *Idem*, p. 24.

10/ D. Latouche, « La compétition peut-elle gouverner la planète ? », *Options*, CEQ, n° 15, 1996.

Pour sortir de l'économie néolibérale

À Copenhague en 1995 avait lieu le Sommet mondial pour le développement social. Parallèlement à la rencontre officielle se tenait le sommet alternatif, au cours duquel plus de six cents organisations non gouvernementales (ONG) ont adopté la « déclaration alternative de Copenhague », où elles faisaient les constatations suivantes :

« Le système dominant néo-libéral a échoué comme modèle universel de développement. (...)

Ce système a pour résultat une concentration accrue du pouvoir économique, politique, technologique et institutionnel sur l'alimentation et les autres ressources essentielles dans les mains d'un nombre relativement petit d'entreprises financières. Un système qui place la croissance au-dessus des autres objectifs, y compris du bien-être des personnes, démantèle les économies plutôt que de les régénérer, tout en exploitant le temps, le travail et l'identité des femmes. Il incite le capital à externaliser les coûts sociaux et environnementaux. Il engendre une croissance sans création d'emplois, il déroge aux droits des travailleurs, il restreint le rôle des syndicats »¹.

1/ *Bulletin d'information du Centre de ressources sur la non-violence*, vol. 8, n° 2, décembre 1995.

Le poids des ONG est bien faible en face des géants que sont le Fonds monétaire international, la Banque mondiale et le gouvernement des États-Unis, dont les deux premiers ne sont finalement que les marionnettes. Aussi le point de vue de la classe des entrepreneurs-financiers continue-t-il à prédominer. Malgré une aggravation évidente des conditions de vie presque partout sur la planète, la plupart des gouvernements continuent à suivre l'« évangile » néolibéral ; ou ils y sont forcés par les organisations financières internationales, ou ils croient encore à ces deux mythes à la base du capitalisme : l'économie de marché est génératrice en elle-même de liberté et la croissance économique entraîne nécessairement des retombées positives pour l'ensemble de la population.

Dans son livre *Le Défi du XXI^e siècle*², Teddy Goldsmith explique bien comment le développement du marché a été une perte pour l'humanité : « Dès que le marché cesse d'être accessoire, les sociétés qu'il envahit et les écosystèmes où elles sont implantées sont condamnés à la désintégration accélérée »³. Cet effet est très clair dans les pays de l'ancien bloc soviétique qui ont ouvert toutes grandes leurs portes à l'économie de marché. Comme le souligne Goldsmith, « les partisans du libre-échange font croire qu'il libère l'individu opprimé d'un ensemble d'entraves que des gouvernants et des régimes tyranniques lui avaient imposées comme à ses ancêtres. Mais l'"individu" qui bénéficie du libre-échange, c'est en réalité la multinationale... » qui acquiert la liberté de saccager la nature, d'exploiter le travail des affamés, d'augmenter le nombre de pauvres dans les pays riches...

L'autre mythe, selon lequel la croissance économique profite à tous car il y aurait plus de miettes qui tomberaient de la table des riches, ne résiste

2/ Monaco, Éditions du Rocher, 1994.

3/ Cité dans *Silence*, n° 179-180, juillet-août 1994.

pas non plus à l'analyse. Les statistiques montrent que depuis quelques années partout dans le monde les écarts s'accroissent entre les riches et les pauvres ; la richesse se concentre constamment entre les mains d'un nombre de personnes toujours plus restreint.

POSSIBLES
Travailler autrement
Vivre mieux ?

L'économie de marché, le libre-échange et la mondialisation du commerce nous conduisent directement à notre perte. Il faut descendre l'économie du trône qu'elle occupe dans nos sociétés : nous sommes devenus les serviteurs de l'économie, attentifs à ses moindres vacillations, obéissants à ses besoins. Comme si l'économie était une entité autonome. On soigne maintenant l'économie au détriment des êtres humains. Le moyen est devenu la fin.

S'inquiéter de la santé de l'économie amène à proposer des « remèdes » : impôts « plus justes », abolition des paradis fiscaux, diminution des taux d'intérêt, etc. Mais rien de cela ne porte atteinte au mal fondamental à l'origine de tous les autres : la propriété privée. Tant qu'on acceptera comme légitime que certains êtres humains puissent posséder en propre toute la richesse qu'ils peuvent acquérir alors qu'à côté d'eux d'autres êtres humains meurent de faim, le système sera injuste. Et ce n'est pas par des réformettes qu'on va le changer.

Il n'y a vraiment que ceux qui ne veulent pas voir qui ne se rendent pas compte de l'urgence d'agir et de modifier en profondeur notre système économique, qui est à la base de toutes nos relations, dans nos sociétés capitalistes. C'est aujourd'hui l'argent qui mène le monde, et ce n'est pas normal.

À la base du problème, je l'ai dit plus haut, se situe la question de la propriété privée des biens et de l'usage que peut en faire son propriétaire. Le fait qu'une personne puisse posséder davantage que ce qu'elle peut utiliser pour répondre à ses besoins conduit à la volonté d'accumuler, au profit et finalement à l'exploitation — des uns par les autres et

des ressources naturelles. Jamais dans l'histoire humaine n'a-t-on poussé si loin qu'aujourd'hui cette notion de propriété. La planète est de plus en plus morcelée en parcelles sur lesquelles le propriétaire (un individu ou une entreprise) peut faire ce qu'il veut, sans avoir à se préoccuper des autres ou de l'avenir collectif. Il n'existe pratiquement plus de terres communales, même dans les lieux les plus reculés. Les inventions — toujours le fruit de l'addition de connaissances provenant du patrimoine collectif — et les médicaments sont brevetés, même les gènes sont répertoriés et mis en réserve pour profits futurs.

L'économie capitaliste est un monstre insatiable. La doctrine qui la soutient — le libéralisme du libre-marché — séduit tous les dirigeants politiques, à l'Ouest comme à l'Est, au Nord comme au Sud ; plus que jamais, le politique est au service des possédants qui se réfugient derrière de gigantesques institutions financières ou entreprises transnationales pour augmenter encore leur pécule. Ces institutions dictent leurs conditions aux gouvernements et aux organismes internationaux.

Comment échapper à ce nouvel impérialisme ? Il ne faut pas se faire d'illusions, la lutte sera longue et devra être menée sur divers fronts, tant par des actions collectives qu'individuelles, les unes et les autres s'appuyant et se complétant.

Sur le plan collectif, je vois trois types d'actions primordiales : renforcer nos associations, nous donner des moyens de faire circuler l'information par des médias libres et finalement développer une nouvelle économie.

Renforcer les associations : au pouvoir de l'argent, il faut opposer le pouvoir du nombre. Quand une population se mobilise, elle réussit à imposer sa volonté. Mais la mobilisation n'est pas spontanée : c'est toujours le résultat d'un long travail de

sensibilisation d'abord, puis d'organisation ensuite. Alors qu'un fort sentiment d'impuissance affecte une proportion importante de la population, il devient essentiel que celles et ceux qui veulent encore agir se serrent les coudes, se concertent et se donnent des instruments efficaces. Les problèmes que nous avons à résoudre sont locaux mais aussi mondiaux, et nos organisations doivent être locales mais souvent s'articuler sur des stratégies mondiales, sans quoi on ne fait que refouler nos problèmes dans la cour de l'autre. Syndicats, groupes écologistes, mouvements de consommateurs, groupes pacifistes et autres ont tout intérêt à établir des liens, à se consulter, à former des alliances et dans certains cas à mener des luttes conjointes.

Se doter de médias libres : les moyens de communication modernes constituent des instruments d'endoctrinement d'une puissance phénoménale ; ceux qui ont intérêt au maintien du *statu quo* l'ont bien compris. Aussi ont-ils vu à les contrôler presque complètement, en faisant des outils de *manufacturing consent* et des instruments de promotion de la consommation débridée. Pour faire contrepoids, il s'impose d'intensifier la critique des médias en place et de développer des solutions de rechange : médias communautaires, revues, maisons d'édition, etc.

Développer une nouvelle économie : dans le système économique actuel, nous nous retrouvons constamment dans une situation piégée. En tant que producteurs, avoir un « bon emploi », de ceux qui sont bien rémunérés, signifie presque toujours travailler au service de ceux qui, par leur appétit incontrôlé de profit, provoquent la destruction de nos structures sociales et de notre environnement ; et en tant que consommateurs, nous contribuons le plus souvent à enrichir des entreprises qui à un titre ou à un autre sont fondées sur l'exploitation. Dans son livre sur les moyens de rebâtir nos communautés, Marcia Nozick affirme : « Ce qu'il nous faut, c'est une nouvelle conception de la santé économique qui

POSSIBLES
Travailler autrement
Vivre mieux ?

fasse la distinction entre ce qui *produit* la vie et ce qui la *détruit*, une approche du développement qui encourage la création de la vie plutôt que sa destruction »⁴.

Même si agir sur les associations et sur les médias me semble fort important, je voudrais m'étendre sur l'économie alternative, question de « coller » au thème de ce numéro de POSSIBLES. Dans la présentation du livre *L'Autre Économie — une économie alternative ?*, Benoît Lévesque décrit les orientations d'une telle économie :

- « — Accorder la priorité aux personnes sur les choses (et donc refuser de se laisser enfermer dans la seule logique de la production) ;
- tenir compte de la diversité des besoins et des intérêts de l'homme (et donc remettre en cause la vision néoclassique de l'*homo economicus* et la rationalité économique) ;
- prendre en charge l'ensemble du travail concret et non seulement du travail rémunéré (ce qui laisse supposer la nécessité d'une alternative à la valeur) ;
- prendre en considération la disponibilité des ressources naturelles (et donc tenir compte du long terme et des externalités) ;
- valoriser la qualité plutôt que la quantité, l'être plutôt que l'avoir (et donc tenir compte du développement personnel et de la sociabilité) ;
- tenir compte de l'utilité sociale de la production, etc. »⁵

4/ *Entre nous — Rebâtir nos communautés*, Montréal, Éditions Écosociété, 1995, p. 103.

5/ Textes réunis par B. Lévesque, A. Joyal et O. Chouinard, Presses de l'Université du Québec, 1989.

La transition vers cette nouvelle économie, que de plus en plus de gens souhaitent, doit venir de la base. Deux voies peuvent nous y conduire ; les deux se renforcent mutuellement. D'une part, il s'agit de s'engager résolument dans des initiatives qui relèvent de l'économie alternative, par la façon de gagner sa vie et par la manière de la vivre. D'autre part, il faut tenter d'amener les pouvoirs publics à comprendre que la solution aux problèmes économiques actuels ne se trouve pas dans la création d'emplois à tout prix.

Commençons par les pouvoirs publics. Bien sûr, il ne faut pas trop espérer de gouvernements si liés au monde de la haute finance. Mais déjà nous possédons plusieurs programmes sociaux qui pourraient être modifiés pour faciliter la transition ; nous devons aussi reconnaître que les gouvernements constituent maintenant l'instance la plus importante de redistribution de la richesse collective. Jean-Paul Maréchal, dans *Le Monde diplomatique* de mars 1993, présente deux solutions au chômage massif que connaissent nos sociétés industrialisées : un revenu garanti dissocié du travail auquel pourrait s'ajouter un revenu d'activité ; ou bien un « deuxième chèque » compensant la perte de revenu entraînée par la réduction de l'horaire de travail. Maréchal mentionne diverses études expliquant la faisabilité de l'une ou l'autre solution et montre que la conception actuelle qui veut que « le revenu est la contrepartie d'un travail, lui-même unique mode de socialisation, (...) ne correspond plus, et depuis longtemps, à la réalité. En France, 34 % des revenus des ménages sont déjà actuellement constitués par des prestations sociales, c'est-à-dire des versements (allocations logement, allocations familiales, etc.) attribués à des personnes en raison de leurs besoins spécifiques ou de leur situation particulière ». L'État assume déjà aussi une partie des coûts du chômage. Il suffirait donc de réaménager les allocations sociales pour trouver une bonne part de ce qui pourrait constituer le « revenu de citoyenneté », qui permettrait à

POSSIBLES
Travailler autrement
Vivre mieux ?

chacun de se procurer le minimum vital ; ceux qui voudraient consommer davantage pourraient le faire à partir des revenus qu'ils tireraient du travail qu'ils accepteraient d'accomplir.

Dans notre éthique productiviste, la libération de l'obligation de travailler semble une idée bien saugrenue. Aux yeux de plusieurs, si personne n'était obligé de travailler, le risque serait grand que personne ne veuille le faire et que les tâches essentielles au bon fonctionnement de la société ne soient plus accomplies. Mais il faut comprendre que le revenu de citoyenneté permet seulement de répondre à ses besoins vitaux ; la motivation à obtenir d'autres revenus demeure. De plus, même si parallèlement à l'instauration du revenu de citoyenneté s'opérait une valorisation des activités non rémunérées comme le bénévolat ou la création artistique, plusieurs continueraient à vouloir s'insérer dans la société par un travail rémunéré. De toute façon, si jamais il y avait tellement de personnes qui choisissaient de ne pas travailler que les tâches sociales essentielles commençaient à être négligées, il serait toujours temps d'assigner à chacun à tour de rôle les fonctions considérées comme indispensables.

La solution du « deuxième chèque » est expliquée par René Passet : il s'agit d'une prime qui serait versée aux gens acceptant de travailler à mi-temps : « Cette prime augmenterait de 40 % les gains de deux travailleurs se partageant un poste à plein temps. Il n'en coûterait rien à l'entreprise ni à l'État. La première, en effet, verserait deux demi-salaires au lieu d'un salaire plein, cependant que le second trouverait, dans la réduction des dépenses de chômage, les moyens nécessaires à son intervention »⁶.

Sans renoncer à ce type de mesures qui requièrent l'intervention de l'État — l'État, ça pourrait être « nous » en vraie démocratie ! — mieux vaut ne pas

6/ « Sur les voies du partage », *Le Monde diplomatique*, mars 1993.

les attendre avant d'agir. Et il ne manque pas d'actions possibles pour qui désire passer à l'autre économie.

POSSIBLES
Travailler autrement
Vivre mieux ?

Quatre tendances me semblent caractériser l'« économie triomphante », galopante et dominante :

- *la mondialisation de la production et des échanges* : on fabrique là où les coûts de production sont les plus bas, grâce à une main-d'œuvre docile et sous-payée, à des avantages fiscaux importants et à l'absence de réglementation environnementale ;
- *la spécialisation des tâches* : la connaissance est de plus en plus fragmentée, ce qui rend les travailleurs de plus en plus souvent cantonnés dans des tâches répétitives qui empêchent leur développement intégral tout en les rendant plus facilement remplaçables ;
- *l'individualisation et la désolidarisation* : les milieux d'affaires et de la finance mènent une lutte sans merci (et souvent victorieuse) contre les mesures de protection sociale et la réglementation qui nuiraient au « libre jeu de la concurrence ». Travailleuses et travailleurs sont de moins en moins bien protégés, leurs syndicats s'affaiblissent et la solidarité sociale disparaît progressivement ;
- *la stimulation de la consommation* : la bonne marche de l'économie requiert une augmentation constante de la consommation de luxe, au profit de ceux qui ont l'argent pour payer. Cette consommation est attisée par une publicité fort habile à créer de faux besoins.

Toute action qui contrecarre ces tendances m'apparaît valable. Comme l'écrit Theodore Roszack, même quand rien ne semble bouger d'en haut, reste toujours une voie qui nous mène en avant : « la création d'exemples en chair et en os de consommation minime et d'alternatives de haute qualité au courant dominant (...) Ce que les gens doivent voir, c'est qu'une vie écologiquement saine et socialement responsable est une *bonne* vie ; que la simplicité, la

modération et la solidarité permettent une existence qui est libre et fière »⁷.

Le retour à la terre constitue sans doute l'un des meilleurs moyens de retrouver « une vie écologiquement saine et socialement responsable ». C'est ce que pensent Teddy Goldsmith et nombre d'autres écologistes. Il me semble également primordial, pour l'avenir de l'humanité et de la planète, que nous rétablissions avec la terre les liens que l'urbanisation à outrance nous a amenés à rompre. L'éloignement de la terre, des phénomènes naturels, des éléments essentiels que constituent l'eau, le vent, la terre et le feu, tout cela nous prive des conditions qui permettent notre plein épanouissement.

Vers la fin des années 60, nous avons connu au Québec un mouvement de retour à la terre ; ce fut surtout le fait de jeunes qui rejetaient les valeurs dominantes et qui voulaient refaire un autre monde grâce à la vie en commune ; un certain nombre d'intellectuels ont aussi acquis des terres pour s'y installer. Le manque de préparation et la volonté d'aller trop vite ont mené à des échecs nombreux. Pour réussir ce genre d'expérience, il est nécessaire de se bien préparer ; aujourd'hui, il faut encore davantage, puisque l'agriculture moderne a subi d'énormes transformations qui rendent fort difficile l'installation de nouveaux agriculteurs. Les bonnes terres se vendent à des prix inabordables, elles sont aménagées pour les grandes monocultures qui requièrent beaucoup de machinerie et d'intrants chimiques... Ce n'est pas en adoptant ce modèle d'agriculture industrialisée qu'on effectue un retour à la terre valable. Il faut plutôt viser du côté des petites productions et de l'agriculture biologique, et pour acquérir la terre nécessaire à ce type de cultures, il faudra former des coopératives ou développer des

7/ *Where the Wasteland Ends*, New York, Doubleday & Company, 1977, p. 387. Voir aussi mon livre *La Belle Vie ou le bonheur dans l'harmonie*, Montréal, Éditions Écosociété, 1996.

fiducies foncières communautaires. Cette dernière formule est fort intéressante ; Marcia Nozick la décrit ainsi :

POSSIBLES
Travailler autrement
Vivre mieux ?

« Une fiducie foncière communautaire (FFC) est un terrain acquis collectivement par une communauté pour utilisation à *perpétuité* par cette même communauté. Voici comment cela fonctionne : des parcelles de terrain ou, dans certains cas, des quartiers tout entiers, sont soit légués, soit achetés par un groupe et intégrés à une fiducie foncière. Le terrain est ensuite loué, généralement pour une période de 99 ans, aux membres du groupe qui acceptent d'*utiliser* celui-ci pour une habitation (si la fiducie foncière est située en zone urbaine) ou à des fins agricoles (si elle est située en zone rurale) — selon les objectifs que s'est fixés le groupe »⁸.

Les municipalités rurales qui cherchent à se revitaliser pourraient facilement constituer de telles fiducies en achetant quelques terres ou à partir des terres saisies pour non-paiement de taxes. Ces terres pourraient être divisées en plus petits lots qui seraient loués aux personnes s'engageant à faire de la culture intensive selon les méthodes biologiques.

Il n'est évidemment pas nécessaire de devenir agriculteur pour reprendre contact avec la terre. On peut jardiner à temps partiel, pour répondre à ses besoins ou pour se faire un revenu d'appoint ; et cela peut se faire en ville ou en banlieue, quand on dispose d'un terrain assez grand. Il me semble cependant qu'il y aurait de nombreux avantages à ce que s'effectue un nouveau retour à la vie rurale, non dans un esprit de fuite de la ville, mais dans une perspective de revitalisation de sa vie et de celle de son milieu. Les petites villes et les villages s'avèrent en effet des milieux plus propices à la vie communautaire, à l'édification de nouvelles solidarités et à la prise du pouvoir par la base.

8/ *Op. cit.*, p. 138.

Avec les moyens modernes de communication, beaucoup d'entreprises, en particulier dans le domaine des services, peuvent s'installer loin de leur clientèle. En situant des entreprises alternatives en dehors des grandes villes, il serait possible de mener simultanément des expériences intéressantes sur les plans travail, communauté et qualité de vie.

Qu'elles s'organisent en milieu rural ou en milieu urbain, « il n'existe pas de frontières bien précises entre les alternatives économiques et les alternatives culturelles », ainsi que le signale Benoît Lévesque ; il note cependant que si l'on s'en tient au volet économique, on retrouve dans ces alternatives :

- « — l'expérimentation de *modes alternatifs de consommation* et de comportement : nouveaux styles de vie mais aussi nouvelles habitudes de consommation comme par exemple la réduction volontaire de la consommation (*Voluntary Simplicity*) qui valorise plus l'être que l'avoir, les valeurs d'usage que les valeurs d'échange, etc. ;
- des expérimentations allant dans le sens de l'*autoproduction*, de l'autosubsistance, du troc, des réseaux d'entraide, etc. ;
- de *nouvelles méthodes de production* : technologie à visage humain ou technologie douce, production à faible consommation d'énergie ou faisant appel à des formes alternatives d'énergie comme l'énergie solaire, unité de production de faible dimension, etc. ;
- de *nouvelles formes d'entreprise* qui se caractérisent par la gestion collective, une forte implication des travailleurs, l'utilité sociale de la production, la recherche d'une rentabilité sans enrichissement ;
- des expériences de *développement local et communautaire* qui favorisent le contrôle

de la communauté sur son environnement et son destin ;

- le *partage du travail et la pluriactivité*, soit une réduction du temps de travail et une alternance du travail rémunéré et du travail non rémunéré (cet élément débouche sur une approche plus macro) »⁹.

On ne peut parler d'entreprises — aussi alternatives et aussi limitées soient-elles — sans aborder la question de leur financement. Rares sont les personnes qui disposent elles-mêmes des fonds nécessaires pour lancer une nouvelle entreprise ; il faut donc qu'elles trouvent d'autres moyens de financement.

Au départ, les entreprises vraiment alternatives, à cause justement de leur fonctionnement hors normes, trouvent difficilement de l'aide du côté des institutions financières traditionnelles ; et quand elles reçoivent une oreille attentive à leurs demandes, elles deviennent de moins en moins alternatives pour répondre aux critères des institutions prêteuses. Il y a aussi les taux d'intérêt qui prennent une telle part des revenus qu'ils élèvent considérablement le seuil de rentabilité de l'entreprise qui emprunte. En fait, une entreprise alternative devrait l'être jusque dans son financement. Et il existe des moyens d'y parvenir.

Une entreprise peut se financer en trouvant une clientèle qui lui achètera ses produits en les payant d'avance. À leurs débuts, c'est de cette manière qu'ont fonctionné les éditions de l'Hexagone ; quand on projetait de publier un livre, on l'offrait à une liste de souscripteurs qui l'achetaient à l'avance. C'est une formule semblable qui est utilisée dans les groupes de Community Supported Agriculture¹⁰.

9/ *L'Autre Économie : une économie alternative ?*, op. cit., p. 30.

10/ Voir Brigitte Pinard, « Un contre-projet au système agro-alimentaire industriel », *Perspective*, vol. 8 n° 1, automne 1995.

Certains artistes recourent à leurs amis et connaissances pour financer leurs projets de disque, exposition ou livre. Des artistes régionaux emploient ce moyen avec succès ; les gens sont souvent fiers de contribuer à l'épanouissement de la culture locale. Un des auteurs des Éditions Écosociété a soumis son projet de livre à une dizaine d'organismes susceptibles d'être intéressés par la problématique qu'il traitait et il a demandé à chacun une contribution de 500 \$ pour lui permettre de se consacrer pendant quelques mois à la rédaction de ce livre ; la plupart des groupes ont répondu favorablement.

Pour les projets plus importants, il est possible de former une coopérative dans laquelle les personnes qui lancent le projet font chacun une mise de fonds ; peuvent également y participer des sympathisants ou d'éventuels utilisateurs des services.

À certains endroits, des groupes populaires ont réussi à mettre sur pied des caisses communautaires de prêts. L'Association communautaire d'emprunt de Montréal en est une ; elle se définit ainsi :

« L'Association communautaire d'emprunt de Montréal est une corporation sans but lucratif. Elle accepte des prêts venant d'individus aussi bien que d'institutions et emploie le capital ainsi constitué pour accorder des prêts à des conditions abordables pour des fins de développement communautaire. Ainsi, l'Association pourra prêter ce capital plusieurs fois durant la période convenue entre elle et son prêteur. Ceci a un effet multiplicateur bénéfique puisque le même capital permet de financer plusieurs projets utiles à la société.

(...)

L'Association favorise les emprunts accordés à des groupes ou à des individus qui ne peuvent obtenir, pour leur projet, un capital de départ auprès des institutions financières traditionnelles. Chaque fois que cela est possible, elle fait aussi en sorte que l'emprunt accordé puisse

faciliter pour l'emprunteur-emprunteuse l'obtention de prêts provenant d'autres sources »¹¹.

POSSIBLES
Travailler autrement
Vivre mieux ?

Évidemment, ces caisses ne peuvent répondre à tous les besoins. Il est cependant souvent possible aux initiateurs d'un projet alternatif de trouver, parmi leurs amis et leurs connaissances, un certain nombre de personnes qui acceptent de faire un prêt sans intérêt pour un laps de temps plus ou moins prolongé. C'est là une façon de développer la solidarité dans nos communautés.

La solidarité ! C'est en effet sur elle que repose notre avenir, c'est grâce à elle que peut se développer cette économie alternative qui est l'unique voie qui nous permettra de survivre. Car comme le constate René Passet, « On s'acharne à raisonner en termes de production alors qu'à l'échelle du monde toutes les pénuries — y compris alimentaires — sont techniquement vaincues. Le problème se déplace vers le partage : partage de l'emploi et des revenus dans les pays industrialisés, partage des savoirs et des moyens avec le monde sous-développé, partage de la planète avec les générations futures. Tout reste à inventer »¹². Aujourd'hui, il ne s'agit pas que de déplorer le démantèlement des solidarités anciennes : on peut en développer de nouvelles et reconstruire la société sur d'autres fondements que la lutte à la performance et la compétition, tant par des actions globales que par des initiatives personnelles.

11/ Dépliant publié par l'Association.

12/ « Sur les voies du partage », *Le monde diplomatique*, mars 1993.

ES
e autre
eux?

MICHEL BEAUDIN

Tout est possible à condition de retisser le *nous* social

À mesure qu'elle s'approfondit, la crise du travail apparaît de plus en plus comme une crise de toute la société moderne et même de la civilisation occidentale. Nous avons beau nous acharner à n'y voir que des problèmes « passagers », l'évidence se fait insistante : c'est bien à une mutation que nous avons affaire, à un changement de paradigme. Comment envisager celui-ci ?

Penser notre avenir commun exige de prendre en compte non seulement la facticité des processus qui nous entraînent, mais également l'atmosphère de désespérance qui entoure ceux-ci, le sentiment d'impuissance qu'éprouvent aujourd'hui les gens devant la force prodigieuse des obstacles qui s'accumulent pour bloquer une route dont on discerne d'ailleurs mal le tracé. Cette réaction même pourrait contribuer à transformer le pire en prophétie autoréalisatrice ? Les jeunes éprouvent avec une acuité particulièrement profonde cet état de choses. Les menaces d'hier qui ne restaient qu'éventualités quelque peu improbables ont fait place à la réalité quotidienne, omniprésente et écrasante d'une compétition économique éliminatrice dont l'impact destructeur se fait sentir

jusque sur l'environnement naturel. « Qu'on soit un individu, une entreprise ou un pays — déclarait récemment au Forum économique de Davos, M. Helmut Maucher, patron de Nestlé, — l'important pour survivre dans ce monde, c'est d'être plus compétitif que son voisin »¹. Un tel monde a cessé d'être un endroit où il fait bon vivre.

Notre entreprise exige, en conséquence, de proposer un projet qui tienne compte de celui qui est en train de s'imposer, qui en épouse donc l'ampleur et la structuration, mais en inversant le sens. Cette réflexion doit tendre vers une *utopie* capable de mobiliser tant les cœurs et les esprits que les conduites. Autrement dit, il n'y aura pas d'avenir si l'humanité ne débloque pas d'abord son imaginaire, à l'encontre d'un présent où ce sont les businessmen qui définissent à la fois le possible (le fonctionnement de la société) et l'admissible (les finalités, les valeurs et les normes de l'existence).

Les poètes et les artistes font chanter le monde. Quel souffle nous soulèvera ? Un proverbe biblique dit bien : « Quand il n'y a plus de prophétie dans le pays, le peuple périt » (*Prov.* 11, 14). Le changement commence donc bien avant son organisation et ses mécanismes ; il commence, au plus intime, par le sursaut de notre humanité disant « non » à la fatalité, après avoir aperçu, quelque part, le « oui » d'un horizon en train de s'ouvrir. Il faut faire appel au meilleur de l'humanité, et même si nous ne sommes pas des poètes, tenter quand même de déblayer et de baliser les chemins de nos rêves. Essayons donc de creuser les racines et les médiations tant de la désespérance actuelle que de l'utopie qui, l'une comme l'autre, ne tombent pas du ciel, mais s'articulent en des processus historiques concrets.

1/ Cité par Ignacio Ramonet, « Davos », *Le Monde diplomatique*, n° 504, mars 1996, p. 1.

ES
r autres
eux ?
Tout est possible
à condition de
peser le nous social

Plusieurs facteurs me semblent avoir concouru au développement d'un sentiment personnel et collectif d'impuissance : a) l'ampleur évidemment bien réelle des blocages dans une société de surcroît très complexe et où les problèmes prennent un caractère systémique ; b) une relative incompréhension des phénomènes qui nous confrontent ainsi que de leur dynamique. Cet « analphabétisme social » accroît l'insécurité devant une menace qui est fortement ressentie, mais qui demeure trop imprécise ; c) l'absence, dans l'espace public, d'une perspective alternative forte et attrayante ; d) la perception d'une disproportion entre les moyens dont nous disposons et ceux du processus dominant que nous voulons contrer, combinée à l'ignorance des tentatives de résistance réalisées un peu partout, en raison du caractère polycentrique de celles-ci, et à un manque de confiance dans la capacité des groupes humains de changer l'ordre des choses ; e) il faut ajouter à cela, enfin, que le terrain de l'idéologie et de l'imaginaire est déjà agressivement occupé par un néolibéralisme qui, prétendant avoir créé le meilleur des mondes possibles, s'acharne à discréditer comme « irréalisme » tout ce qui nous paraissait s'apparenter à des solutions et au progrès : droits, égalité, fonction redistributrice de l'État, solidarité sociale, etc. Nous en venons, dans ce contexte, à réaliser intimement que notre intégration sociale et même notre droit de vivre dépendent étroitement de notre seule « utilité » économique, forcément temporaire, d'où la culture larvée du désespoir qui se développe maintenant.

Une fois notre paralysie relativisée, et faisant davantage confiance à notre intelligence collective, une double démarche d'analyse paraît ici s'imposer. Sur un premier versant, il s'agit d'abord de *comprendre au mieux la dynamique ou le projet de société qui occupe déjà le terrain* et qui, loin de se limiter à de simples « mécanismes » opératoires, comporte d'autres dimensions ou ressorts profonds sur lesquels j'insisterai plus loin. Je distinguerais, ici, au sein de

cet ensemble : a) la constellation des mécanismes économiques et politiques actuellement articulés dans le modèle néolibéral en voie de planétarisation rapide ; b) le néolibéralisme comme épisode accéléré du processus de marchandisation du monde, mis en place à partir du XVIII^e siècle, et qui disloque constitutivement la société ; c) le néolibéralisme comme éthique, ou normativité, et comme idéologie ; d) et, enfin, aspect peu souvent abordé, le néolibéralisme comme intégrisme fondamentaliste, et plus précisément comme « religion » sacrificielle où la sacralisation des institutions, des règles et des objectifs entraîne le sacrifice de « perdants ».

Ensuite, sous les mêmes rubriques mais dans l'ordre inverse, il s'agira, sur le second versant, de proposer une autre logique, celle de la *résistance*, et une *perspective différente* qui fasse sens en opposition à celle qui nous accable. J'aborderai cette vision successivement comme mystique, comme éthique, comme culture et, à un niveau plus opérationnel, comme politique et comme pratique quotidienne. Par ailleurs, l'objectif principal de mon propos étant d'évoquer le sens d'un parcours et de ses étapes, on comprendra que je ne fasse qu'esquisser l'analyse de chacune de celles-ci.

La dynamique néolibérale

Le néolibéralisme comme projet économique et politique

Le premier niveau de lecture du néolibéralisme comme reconfiguration structurelle de l'économie et de la politique est relativement familier². Je veux retenir la mise en place initiale par certains États puissants (États-Unis, Grande-Bretagne) d'un nouveau

2/ Je renvoie, par exemple, à un texte récent du Groupe de théologie contextuelle québécoise : « Le néo-libéralisme triomphant », *L'Action nationale*, LXXXVI, 5, mai 1996, p. 61-87.

cadre juridique qui allait « libérer » le capital du carcan national et social pour lui redonner l'initiative à l'échelle planétaire. Il en est résulté un processus intense de libre concurrence qui jette entreprises et populations les unes contre les autres, dans une course désespérante et sans fin.

Enfermée dans une logique autoréférentielle, l'économie néolibérale divise la croissance de l'emploi, nivelle par le bas les conditions de travail et de vie et bloque l'emploi comme voie d'accès principale au nécessaire revenu, tout en murant la sortie de secours des prestations sociales. Elle nous ramène à la norme séculaire du capitalisme, la précarité, mais cette fois au sein de la surproduction de richesses. Au Nord comme au Sud, le néolibéralisme fabrique massivement des inutiles et éteint l'instance démocratique prise dans les rets des marchés financiers. En un mot, que j'emprunte à M. Marc Blondel, secrétaire général du syndicat français Force ouvrière et participant du Forum de Davos : « Le marché gouverne. Le gouvernement gère »³.

Le néolibéralisme comme société de marché

Le néolibéralisme n'est, en fait, que l'accélération et la dernière figure en date d'un processus qui s'établit à partir du XVIII^e siècle : le basculement de la socialisation dans l'économie, faisant de celle-ci le fondement de l'ordre social et, du marché prétendument autorégulateur, son principe d'orchestration. Deux moments caractérisent cette mutation de la société en marché : d'abord l'autonomisation de la rationalité économique puis, d'autre part, l'assujettissement à celle-ci de tous les domaines de la vie jusqu'à transformer la substance même de la vie et la soumettre aux normes de tout business. Même les personnes et leur travail en sont réduits au statut de

3/ Cité dans Ignacio Ramonet, *loc. cit.*, p. 1.

« ressources », « jetables » à terme quand il s'agira de « dégraisser » les entreprises.

POSSIBLES
Travailler autrement
Vivre mieux ?

Par ailleurs, ce processus de marchandisation constitue une singularité historique absolue en ce sens que, pour la première fois dans l'histoire, le lien social se fonde sur l'opposition ou la compétition économique entre les sociétaires. Ce processus fait coïncider la désolidarisation sociale avec la dynamique sociétale par le biais d'une redéfinition marchande de celle-ci. Il inscrit l'anti-solidarité dans la fibre même de l'économie et de la société et fait coïncider la violence avec le cours « normal » de l'économie, « naturalisant » en quelque sorte le phénomène d'exclusion qui en résulte, et occultant, du même coup, toute responsabilité identifiable : « c'est la loi du marché », entonne-t-on invariablement.

Hervé Defalvard a mené une remarquable enquête sur les rapports, à travers l'histoire, entre les marchés et les formations sociales où ils s'inscrivaient et qui leur donnaient leurs tours. Une constante se dégage : depuis la Grèce ancienne jusqu'à nos jours, le détachement du marché par rapport aux repères collectifs « manifeste un temps de crise », et la domination de l'économique sur la vie des gens est rendue possible par un affaiblissement du « Nous » et de sa traduction dans l'autorité politique⁴. Le secrétaire américain au Travail, Robert Reich, faisait directement écho à cette thèse récemment à propos des mises à pied massives et de l'écart grandissant entre riches et pauvres : « si nous persistons dans la voie actuelle, disait-il, c'est-à-dire en séparant les gagnants et les perdants, nous perdons, il me semble, l'autorité morale... qui nous a toujours liés les uns aux autres »⁵.

4/ *Essai sur le marché*, coll. « Alternatives économiques », Paris, Syros, 1995, p. 188-190.

5/ Cité dans Associated Press, « Les compagnies américaines ne se vantent plus de faire du dégraissage », *La Presse*, 4 juin 1996. C'est moi qui souligne.

Le néolibéralisme comme idéologie et comme éthique

À un autre niveau, la marchandisation de la société et son dernier avatar, le néolibéralisme, sont aussi animés par une idéologie et une éthique qu'Alice Amsden a nommées l'*economically correct*⁶, et par lesquelles on tente d'emporter l'adhésion des esprits et de subjuguier notre imaginaire.

Sur le plan idéologique, le marché trace les « limites » de l'économiquement possible. Il exige la soumission à la « réalité », mais en prenant soin, au préalable, d'enfermer la définition de celle-ci dans une conception purement formelle de l'économie. Le possible est préajusté à une définition du réel déjà façonnée par les paramètres du capital, ce qui permet de fonctionnaliser à l'intérieur du système économique toute activité et même le sens de la vie humaine.

C'est ainsi qu'une entreprise ne peut subsister que si elle s'avère rentable et compétitive ; que les services à la population ne peuvent être assurés que si les budgets gouvernementaux ont d'abord « rassuré » les marchés financiers ; que le travail ne peut être reconnu que comme emploi ; que les besoins de base ne sont pris en compte que s'ils peuvent se traduire en demande solvable ; que des régions entières même n'ont le droit de survivre que si leurs initiatives économiques et leurs ressources y sont plus compétitives qu'ailleurs. En somme, rien ne peut être valorisé ailleurs que dans la logique du capital.

Et le vocabulaire même est appelé à la rescousse pour conforter cette vision idéologique. Ne parlez-t-on pas du capitalisme comme de l'« état de nature »

6/ « From P.C. to E.C. », *The New York Times*, 12 janvier 1993. Le « *politically correct* », si souvent décrié, est peu contraignant comparativement à la rectitude économique qui a l'avantage de correspondre aux grands intérêts néolibéraux qui voient, d'ailleurs, dans le premier une entrave à leurs desseins.

de l'économie ? Les grandes manœuvres boursières sont ainsi décrites comme des « tempêtes sur les marchés financiers », par exemple. Le travail lui-même, à travers les effectifs dont on veut se débarrasser, est décrit comme un poids et une souillure. D'ailleurs, les fusions, fermetures d'usines et licenciements ne sont-ils pas assimilés à des « rationalisations », terme associé à la grandeur de l'être humain, mais qu'on fait justement jouer à l'encontre de celui-ci ? Le langage de la santé est aussi mis à contribution dans les « fractures sociales », la « maladie du chômage », l'« assainissement » (« couper dans le gras ») des finances publiques, etc., tous des malheurs « naturels » auxquels le néolibéralisme a opportunément des « remèdes » à proposer.

Sur le plan de l'éthique, le marché définit aussi l'économiquement *admissible*. C'est ainsi qu'il absolutise le critère de la rentabilité maximale relative et à court terme. Les actionnaires n'ont donc plus à être fidèles à une entreprise. La logique néolibérale commande plutôt que, profitant de la mobilité du capital, ils investissent là où, à ce moment-ci, on leur offre le meilleur rendement. La compétitivité, appliquée aux taux de rendement, au prix des marchandises ou aux ressources humaines, devient la seule norme, totalitaire.

Plus largement, les règles du marché en viennent à tenir lieu d'éthique et d'éthique unique, ce qui abolit l'écart, constitutif de toute éthique, entre ce qui est et ce qui devrait ou pourrait être. C'est là l'héritage de la tradition d'Adam Smith et de quelques-uns de ses contemporains qui avançaient que la poursuite par chacun de son intérêt propre allait automatiquement résulter en mieux-être général. La solidarité et le bien commun n'ont plus alors à être visés directement, mais constituent plutôt la retombée indirecte, aléatoire et non intentionnelle d'une tout autre visée. Du coup, l'égoïsme devient l'expression la plus haute de l'altruisme. À partir de là, plus rien ne peut, éthiquement, arrêter le

POSSIBLES
Travailler autrement
Vivre mieux ?

ES
r autres
eux?
re ser le nous social

capitalisme qui peut alors élever la brutalité au rang de vertu et d'amour du prochain.

L'équation smithienne et toute la tradition libérale consacrent la neutralité et même la bienveillance éthique des règles du marché. Les résultats de celles-ci, les inégalités structurelles, par exemple, peuvent alors être considérés comme inévitables et même acceptables. En somme, chacun, gagnant ou perdant, mériterait son sort. Cela s'est traduit, aux États-Unis, puis maintenant au Canada, par le passage de la « guerre à la pauvreté », dans les années 60, à la « guerre aux pauvres » sous le néolibéralisme. Un déplacement s'est donc effectué depuis Smith. La compétition (poursuite de l'intérêt propre) a d'abord été vue comme un moyen par rapport à une finalité de solidarité. Le néolibéralisme, plus nietzschéen, ne s'embarrasse pas de telles précautions. N'obéissant plus qu'à une logique circulaire, la compétition est devenue sa propre finalité, intégrant parfois, de façon instrumentale, la solidarité (alliances, etc.). Aussi devrait-on maintenant parler d'un système non plus de concurrence mais d'élimination !

Le néolibéralisme comme « religion » sacrificielle

À un quatrième et dernier niveau de lecture, celui de l'horizon de sens, le néolibéralisme peut encore être saisi comme « religion » fondamentaliste et sacrificielle.

Le capitalisme ne fait pas que « naturaliser » ses institutions, mécaniques et règles, il va jusqu'à les « sur-naturaliser » ou les sacrifier. Il est décrit comme un « ordre spontané » (F.A. Hayek), ce qui présuppose l'existence, en son sein, d'une sagesse plus grande que celle des humains, et disqualifie à l'avance, en raison de cela, toute intervention extérieure. Cette autoréférentialité du néolibéralisme économique se double encore de sa qualification

de « fin de l'histoire » (F. Fukuyama), en ce sens qu'il serait qualitativement et chronologiquement indépassable. Ce caractère anti-utopique du capitalisme complète son processus d'autotranscendance. Ultime instance toute-puissante et autoproclamée de l'organisation de la cité humaine, ce système ne manque pas de transférer sa propre absolutisation aux entreprises, aux marchandises (qualité totale, etc.), aux buts de la vie (enrichissement, etc.) et aux lois du marché elles-mêmes.

L'*economically correct* reçoit ici une formidable caution. C'est précisément par la médiation de ce qui est *economically correct* que seront relativisés ou « sacrifiés » les perdants : personnes, populations, entreprises et même régions entières, jugées moins performantes, et donc indignes du salut ou « ciel » capitaliste pour n'avoir pu suivre à la lettre la seule voie ou « évangile » admissible : la compétitivité. « Normal » et mérité, leur sacrifice est sans appel. L'anti-solidarité se mue, ici, en sacrificialité.

Smith avait déjà prévu ce prix de la course au profit : « pour un homme très riche, il faut qu'il y ait au moins cinq cents pauvres ; et l'abondance où nagent quelques-uns suppose l'indigence d'un grand nombre »⁷. Lors d'entrevues auprès de vingt-quatre hommes et femmes d'affaires de Montréal, tous, sans exception, m'ont affirmé qu'il était inhérent au capitalisme de faire des victimes. L'économiste F.A. Hayek, père du néolibéralisme, le confirmait encore, à sa façon, en déclarant : « alors, les seules règles morales sont celles qui ont trait au calcul des vies : la propriété et le contrat »⁸.

Quand le néolibéralisme se transforme ainsi en fatalité inexorable et sans recours pour les perdants actuels ou éventuels, on ne s'étonnera pas de voir

7/ Adam Smith, *Recherches sur la nature et les causes de la richesse des nations*, coll. « Idées », n° 318, Paris, Gallimard, 1976, p. 363.

8/ F.A. Hayek, entrevue au journal chilien *El Mercurio*, 19 avril 1981.

LES
er autre
ieux ?
Tout est possible
à condition de
ser le nous social

grandir, au sein des populations, un sentiment d'impuissance et même une culture du désespoir, et chez les plus pauvres, la honte d'eux-mêmes.

Les diverses dimensions analysées à propos du néolibéralisme évoquent la face obscure de la dynamique sociétale actuelle. Mais il existe aussi une autre face, celle de la résistance à cette logique et des initiatives qui en inversent le cours. J'en ai fait abstraction jusqu'ici pour mieux cerner la spécificité néolibérale. Mais la dynamique alternative n'en est pas moins, en un certain sens, déjà en marche. Je me propose maintenant de lui rendre justice en essayant d'esquisser la figure de l'utopie en l'abordant sous les mêmes angles que la dynamique régnante, mais en commençant par l'approche la plus large : celle du sens.

Une dynamique alternative

Le néolibéralisme représente, à l'évidence, un enlisement de la société. Au lieu de poursuivre cette fuite en avant, ne faut-il pas plutôt faire marche arrière et repartir dans une autre direction ? Examinons cette possibilité à partir de son horizon de sens.

L'alternative comme horizon de sens et comme mystique

Comme théologien, j'inscrirais normalement ici une relecture de la tradition judéo-chrétienne où j'ai cherché à débusquer une interprétation sacrificielle de la foi qui pourrait bien avoir servi de matrice à la sacrificialité du libéralisme économique, lequel en constituerait donc une version sécularisée. Mais j'y ai aussi rencontré une interprétation farouchement anti-sacrificielle qui continue d'inspirer de larges secteurs des Églises chrétiennes, en particulier l'Église et la théologie de la libération en Amérique

latine, et desquelles l'idéologie néolibérale a fait ses cibles privilégiées. Je ne vais pas rendre compte ici de cette exploration, mais je ne saurais passer sous silence, cependant, tout ce que mes options essentielles, surtout au présent niveau de détermination de l'utopie, doivent à cette seconde interprétation.

POSSIBLES
Travailler autrement
Vivre mieux ?

C'est à la fois négativement et positivement qu'on peut dessiner l'horizon de sens de l'alternative. En contrepoids à l'autotranscendance du capitalisme néolibéral, il faut opposer le *refus de la sacralisation des règles du marché*, telle, par exemple, l'obligation absolue, pour les peuples du Tiers-Monde, de rembourser les dettes contractées par leurs dirigeants et qui aurait pour prix le sacrifice de leurs enfants, ou de laisser le sort de régions entières se décider sur leur seule compétitivité relative. Quand la loi se fait totalitaire, c'est la désobéissance à celle-ci qui est morale. Ne faut-il pas aussi *refuser le décret de la fin des utopies*, décret d'ailleurs lui-même utopique ? L'utopie est nécessaire aux sociétés humaines, car en dépend leur capacité de reconnaître le caractère limité de leurs projets historiques, et donc d'éviter l'enfermement dans les folies totalitaires.

J'avancerais, enfin, le *refus radical des sacrifices humains*, au nom de la dignité absolue des personnes, injustement relativisée par le néolibéralisme. Aucune d'entre elles n'est de trop ou sacrificable ; sinon, toutes le sont, potentiellement. Il en est de même de la valeur absolue de la société, à cause de la socialité inhérente à la personne. Ceci ne doit pas être négociable, sinon la dérive devient inévitable.

Sur le versant de l'affirmation, nos sociétés ont un urgent besoin de profession d'espérance, à l'encontre de la morbidité du néolibéralisme et de la fascination de la mort et du suicide collectif qui habitent celui-ci. Cette affirmation est, en même temps, celle du caractère irrépressible de notre humanité. Dans le contexte conflictuel décrit plus

5
outen
aux?
Tout est possible
à condition de
riser le nous social

haut, le témoignage du sens s'exprime d'abord dans la lutte : on a le droit de perdre, mais on n'a pas le droit de s'écraser et de baisser la tête. Il s'exprime aussi dans la solidarité prioritaire avec les sacrifiés ou perdants, contrepied direct de l'anti-solidarité sacrificielle qui sous-tend le néolibéralisme. L'alternative suppose donc, d'abord, une mystique de la dignité humaine et sociale.

L'alternative comme éthique de la solidarité et idéologie du « socially correct »

Sur le plan éthique, comme concrétisation de l'horizon de sens esquissé plus haut, l'alternative implique de récuser la réduction de l'éthique aux seules règles de la compétition. Tissés depuis déjà quelques siècles avec le fil de l'intérêt propre et de l'anti-solidarité, nous devons nous retisser avec un autre fil, celui de la solidarité, avec les plus faibles en particulier. Ce qui ne peut manquer de nous faire entrer en collision avec l'éthique du marché.

Si nous inscrivons cette proposition dans l'horizon de l'histoire, nous devons retourner au slogan programmatique de la modernité : « liberté, égalité, fraternité ». Tragiquement, ces trois idéaux ont été isolés les uns des autres, ce qui a provoqué leur dénaturation et leur dérapage, car ils n'ont de sens qu'au sein de l'unité dialectique qu'ils forment ensemble. L'Ouest a privilégié la liberté, mais en coupant celle-ci de la visée égalitaire et de leur « âme » : la fraternité ou la solidarité. Il en est résulté une caricature de la liberté, réduite à l'absolutisation de l'initiative privée. L'Est a tout misé, quant à lui, sur l'égalité. Le frein imposé à la liberté des privilèges abusifs a fini par dissoudre la liberté tout court. L'égalité, sans projet de fraternité, n'a pu s'imposer qu'artificiellement, par la force. Ces deux totalitarismes ont fait la preuve que les projets de liberté et d'égalité se déboussolent, entrent en contradiction et se nient eux-mêmes quand ils cessent d'être

animés par la solidarité, sans laquelle, rappelait Soljenitsyne, « il n'y a rien qui tienne, ni village, ni ville, ni la terre entière »⁹.

POSSIBLES
Travailler autrement
Vivre mieux ?

On se doute bien que les peuples du Tiers-Monde n'ont pu profiter de la liberté et de l'égalité, monopolisées au Nord. Ils n'ont pu survivre que par ce dont le Nord ne voulait même pas, la solidarité, aujourd'hui rudement mise à l'épreuve par la pénétration du néolibéralisme. À l'heure où l'obscurité s'allonge sur notre monde, ne faudrait-il pas de toute urgence remettre le programme de la modernité à l'endroit en redonnant à la fraternité la perspective centrale ? Plus précisément, cela voudrait dire de retrouver la flamme de l'espoir du côté des perdants, du côté de tous ceux que le néolibéralisme est en train de sacrifier au Nord comme au Sud. Ce test est décisif.

Sur le plan idéologique, j'avancerai seulement cette idée d'opposer à l'« *economically correct* » une opinion publique définissant elle-même ce qui serait « *socially correct* »¹⁰. On sait les limites de la rectitude, mais comment donner quelque force idéologique aux critères éthiques d'une alternative au lieu de rester à la merci de la seule norme de la « tolérance » aveugle qui nous jette pieds et poings liés aux pieds de l'idéologie totalitaire du marché ? Le « *socially correct* » doit évidemment être balisé, mais n'est-ce pas quelque chose de cet ordre qui a soulevé l'opinion américaine contre les entreprises qui tiraient prestige de milliers de mises à pied et qui récompensaient proportionnellement en fonction de celles-ci leurs dirigeants ?

Le « *socially correct* » ne signifierait-il pas de nommer les « mains très visibles » qui fixent les règles du jeu, que ce soit, par exemple, par la vigilance

9/ *La Maison de Matriona*, coll. « Le livre de poche », n° 3411, Paris, Julliard, 1974, p. 78-79.

10/ Une sorte d'équivalent de ce que l'historien E.P. Thompson appelait la *moral economy*.

BIEN
lier autre
mière ?

Tout est possible
à condition de
résister le nous social

à l'endroit des décisions des hautes instances économiques internationales ou par une meilleure connaissance, dans la population, des manœuvres des lobbies d'affaires, en somme, en forçant les véritables acteurs de l'économie à sortir de l'arrière-scène et en les pressant d'adopter collectivement (puisqu'ils ne le peuvent individuellement) des règles compatibles avec la cohésion sociale ?

L'alternative comme reconstitution du sujet social

Le niveau suivant appelle une inversion du mouvement d'avalement du politique et du social par l'économique ou du processus de marchandisation du monde. Traduites dans les termes qui nous intéressent ici, les trois valeurs du slogan de la modernité équivaldraient au marché, à l'État et à la société civile. Comme la fraternité, le troisième acteur, la société, a aussi été écarté et dissous, ce qui devrait entraîner le dévoiement des deux premiers comme en témoigne le néolibéralisme aujourd'hui.

La grande perspective qui surgit, ici, c'est celle d'une resolidarisation sociale, d'une reconstitution du sujet social, seul acteur éventuellement apte à nous faire sortir de l'oscillation stérile entre l'État et le marché, et seul capable, sans abolir ceux-ci, de les maîtriser et d'en fixer l'ordre du jour. Voilà l'immense reprise de travail sur elle-même à laquelle l'humanité est conviée plutôt que de rester à la remorque du marché. La société doit être sa propre providence plutôt que de compter, comme actuellement, sur l'État-providence ou sur le marché-providence, quitte à déléguer à ceux-ci une part de cette responsabilité. En termes très simples, la tâche, c'est de nous reconstituer en « nous ».

Cette perspective peut donner unité et cohérence à des millions d'initiatives les plus diverses et à partir d'autant de points de tous les milieux. Et le processus qui lui correspond permet la large participation de

tous, depuis l'entraide de voisinage jusqu'à la transformation des rapports structurels. Il conjoint solidarité et responsabilité. C'est sur ce critère à la fois moral et très concret de la resolidarisation que l'état de la société devrait être évalué. Misant sur la contagion ou l'effet d'entraînement à travers la membrane sociale à retisser, ce processus fait de la solidarité non plus seulement le sens, l'éthique et l'idéologie de l'alternative, mais également sa culture.

POSSIBLES
Travailler autrement
Vivre mieux ?

L'alternative comme politique

Nous voilà revenus au niveau le plus tangible, à celui des orientations et des pratiques économiques et politiques. C'est celui où la société civile ne se contente pas d'être *l'un des pôles* du trio déjà mentionné, en développant de solides mouvements syndicaux et communautaires, par exemple, mais où elle cherche à *investir les domaines économique et politique*. C'est ainsi que, guidée par les perspectives déployées plus haut, elle se fera présente dans les partis politiques ou en créera de nouveaux, qu'elle fera des représentations vis-à-vis des instances gouvernementales et participera aux consultations publiques sur divers projets.

C'est ainsi, d'autre part, que la société civile prendra l'initiative de reconstituer une régulation sociale et politique de l'activité économique tant sur le plan régional que national et mondial, et suscitera les conditions favorables à la coexistence d'une pluralité de types d'économie (privée, communautaire, publique, coopérative, etc.). Au sujet du problème de l'emploi, seul un mouvement social profond peut contraindre les entreprises et les gouvernements à une réorganisation qui permette de résoudre l'équation du temps de travail socialement nécessaire compte tenu des capacités productives actuelles de l'économie, et du revenu d'emploi comme condition d'accès aux biens nécessaires.

On pourrait multiplier les exemples de déploiement de la nouvelle perspective. Résumons simplement en parlant, ici, de la solidarité comme exercice effectif et vigilant de la citoyenneté et comme politique au sens plénier du mot.

Au terme de ce parcours, j'espère seulement avoir réussi à suggérer que l'alternative pouvait être pensée en cohérence et à partir d'une compréhension articulée de la situation actuelle vue comme une dynamique multidimensionnelle. J'ai modestement voulu insister sur l'urgence de démystifier la fiction néolibérale, de débloquer l'imaginaire et de rallumer l'espoir à partir d'une perspective stimulante qui nous fasse sortir de notre torpeur. Surtout, j'ai voulu laisser entendre que rien, même pas les indispensables médiations institutionnelles de la solidarité, ne pouvait se substituer à notre volonté vigilante de former un *nous*.

J'ai aussi essayé d'attirer l'attention sur le processus sociétal (en négatif et en positif) sous-jacent aux aménagements économiques, politiques et sociaux concrets. D'une part, la mobilisation peut être facilitée si elle s'accompagne de la vision claire d'un processus de changement perçu comme cohérent et libérateur de la créativité. Cela permet, par exemple, à une population de tenir le cap au delà des échecs ou des réussites à court terme. D'autre part, le processus de resolidarisation proposé promet de nous faire vivre *en chemin* ce qui est visé à son *terme*, ce qui lui assure une certaine autonomie, un dynamisme propre.

Au fond, j'ai cherché comment on pourrait réunir toutes les conditions d'une dynamique qui nous donnerait le goût de nous démarquer de la fatalité faussement invincible du néolibéralisme et d'emprunter des chemins de libération, non à partir d'une idée de quelque expert ou sous l'emprise d'un pseudo-messie, mais à partir de la société elle-même se donnant l'intelligence de sa route en même temps

qu'elle se la tracerait, mue par la seule passion de vivre autrement. Impossible? De grands changements survenus un jour dans l'histoire paraissent, la veille encore, improbables. Ce n'est qu'après coup qu'on a réalisé que des forces avaient soter-
rairement travaillé au mûrissement des situations, les faisant accéder au seuil critique. Alors, qui fera à nouveau chanter le monde?

POSSIBLES
Travailler autreme
Vivre mieux?

Résumons en terminant, la perspective alternative : *une solidarité qui doit être à la fois une mystique, une éthique, une culture, une politique et une pratique, au fond, une manière de vivre personnellement et socialement.* Mais comme tout cela se présente toujours, dans le concret, sous la forme d'initiatives ou de projets possibles, il n'est peut-être pas inutile de formuler trois critères susceptibles d'y vérifier l'intégration de l'ensemble de cette perspective : a) ce projet favorise-t-il la resolidarisation entre les gens? b) resolidarise-t-il avec les perdants ou exclus? c) enfin, au moins à long terme, vise-t-il un changement structurel?

LES
er auf
meix ?

IMAGE

qu'elle se le permette, mais par la seule présence de
une certaine transparence? De grands changements
arrivent en fait dans l'ère, et combinent
la ville avec, inévitablement. Ce n'est qu'après
avoir vu ce qui est que des formes peuvent rester
certaines formes de mouvement des situations,
les formes de leur vie sociale. Alors, qui sera
le monde?

BOANI

Il y a une certaine perspective d'avenir
une certaine qui doit être à la fois une machine,
une éthique, une culture, une politique et une pro-
prieété, au fond, une manière de vivre personnelle
et socialement. Mais comment tout cela se
présente toujours, dans le concret, sous la forme
d'initiatives ou de projets possibles. Il n'est guère
plus facile de formuler les critères, susceptibles d'y
valider l'existence de l'ensemble de nos particu-
laires? Le projet favorise-t-il la réalisation et le
les gens? Il renforce-t-il avec les personnes ou
exclut-il celles, au moins à long terme, vers-t-il un
changement structurel?

BOANI
L'ÉTHIQUE
L'ÉTHIQUE



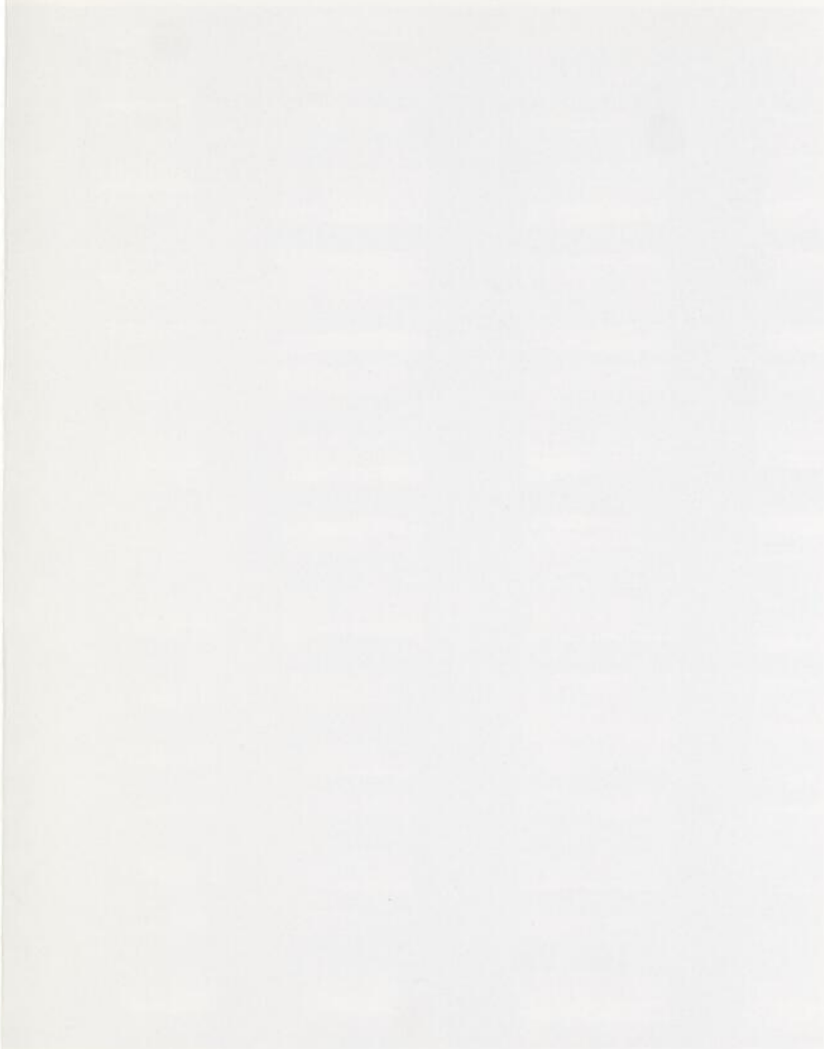
STÉPHANIE BÉLIVEAU

LA CONSOLATION

Techniques mixtes et collage sur toile, 1996

160 × 244 cm

Collection particulière

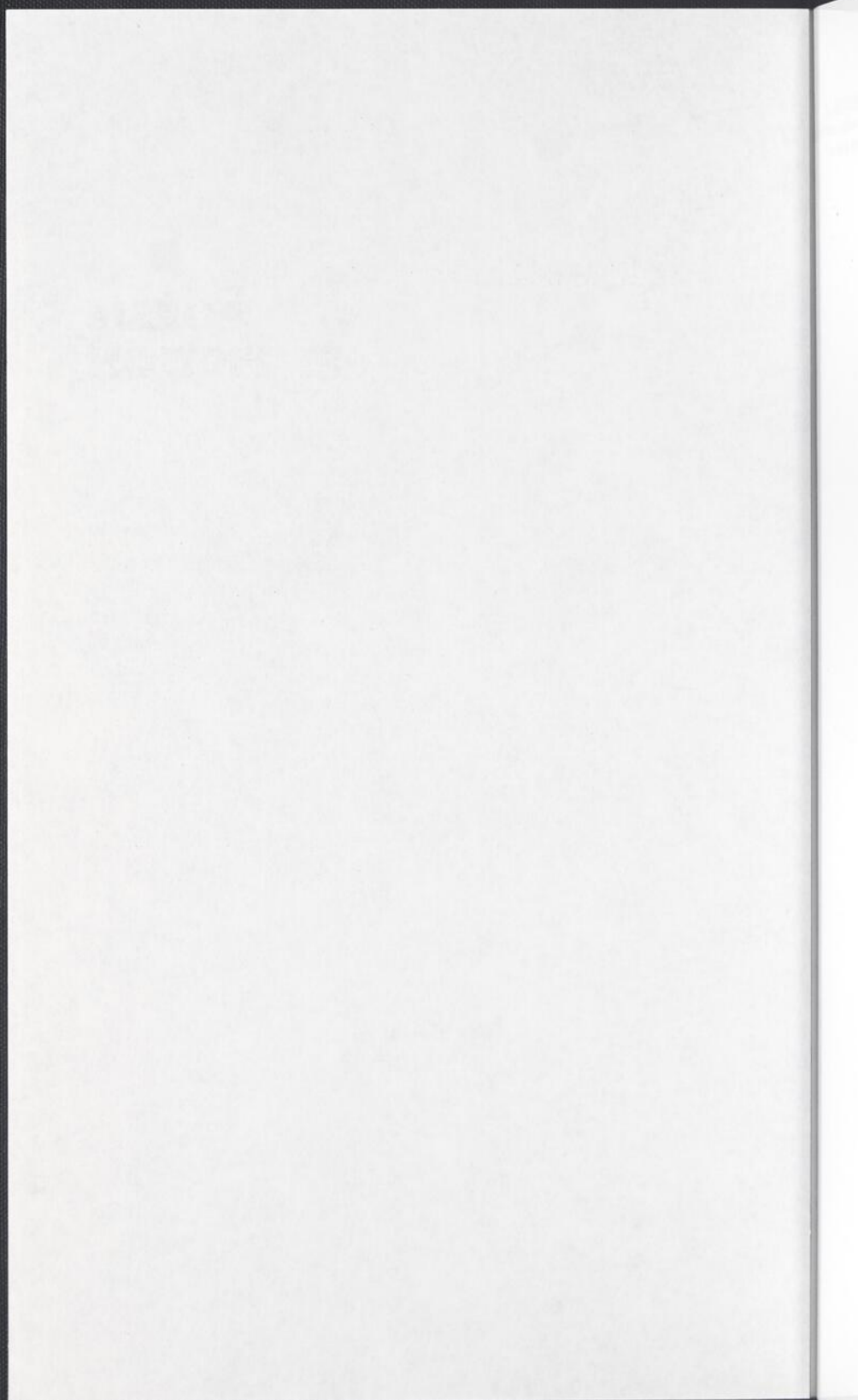


MADELINE GAGNON

Découverte

POÉSIE ET FICTION

Cette année-là, pour l'été, le ciel, à la même heure le matin ou à peu près, se demandait bien ce qui s'était passé, quelle différence était-ce le jour venu, ce se demandait tout. C'était l'été de la fin des choses ou dans les choses, dans les grands et dans les champs d'été, avec des prévisions sans l'été ou sur les deux côtés ou sur les côtés des regards sur le ciel, parfois avant que n'ait sonné le grand jour de l'été d'été. On se demandait bien, les yeux d'été, ce qui les yeux avaient en l'été. On se demandait les yeux les yeux, de ce qu'il se passait tout le long de l'été, mais de l'été d'été, dans les champs d'été de l'été de l'été même. Quelle différence était-ce le jour venu, il avait l'été d'été?



MADELEINE GAGNON

Désœuvrement

Comme chaque jour s'était levé le soleil, à la même heure toujours ou à peu près, on se demandait bien ce qui s'était passé, quelle différence dites-moi le soir venu, on se demandait trop. Coups sourds au fond des ruelles ou dans les caves, dans les greniers et dans les chambres closes, avec des griffonnages sous l'oreiller ou sur les draps défaits ou sur les tables des étudiants partis trop tôt, partis avant que n'ait sonné le gong prévu du corps. Désœuvrés. On se demandait bien, les mères affolées. Et puis les pères revenus en catastrophe. On se demandait sur tous les tons, du cri à la gorge rouillée jusqu'à celui, muet, de l'œil perdu dans les champs anciens de sang de lait mêlés. Quelle différence dites-moi le soir venu, si tant de fils suicidés ?

Pendant que la ville grouille et geint sirènes au vent, des mères à la fenêtre parlent aux étoiles, fixent leurs yeux aveugles. Et les pères, venus en catastrophe, sont déjà repartis. En plein deuil, une mère a vu l'étoile polaire glisser sur Vénus. Ça arrive rarement. À l'équinoxe vernal seulement, quand on regarde la voûte, direction nord-ouest. La peau des mères devient frémissante, tremblante de ce frôlement d'étoiles d'habitude lointaines. La peau des mères, sanglot de soie dans la musique céleste de la nuit. Les mères des fils en-allés trop tôt deviennent alors tragiques. Les garçons ont traversé, aveugles aussi, l'ultime passage et elles le savent là. Pour se consoler, certaines disent : « Mon enfant peut maintenant parler aux étoiles ». Elles dansent et chantent face à l'univers muet comme les tombes. Elles ont l'étrange don, ces mères, de ne pas être au désespoir. Les fils n'ont pas su cette confiance des mères. En pure énigme, ils sont partis.

Désœuvrement

Le lendemain d'une traversée folle de Montréal en ambulance, la tête de son fils entre les mains, regard scrutant deux yeux déjà de l'autre côté, mais où ? « Est-ce le Néant, se demande la mère, ou serait-ce une autre vie inimaginable, impensable ? » ; le lendemain de ce jour de colère où l'univers entier se fracasse contre le roc de l'absurde de cette seule mort-là, une mère s'est vue à la fenêtre, son tablier déjà noué, une serviette à la main, un ustensile. S'est vue regarder une volée d'oiseaux migrateurs, les observer, les contempler. S'est entendue chanter vers eux. S'est demandé encore, avant de ne plus penser jusqu'à la fin des labeurs et des tâches, comment-pourquoi n'avait-elle pas sombré dans l'abîme de l'insensé ? Le soir venu, à l'heure du sommeil qui tardait, derrière ses paupières closes, défilèrent paisibles tous les enfants vivants qu'elle aimait, chaque visage dessiné, chaque nom épelé. Ses jeunes gardiens de nuit la veillèrent, lovés où ça rêve, en silence.

Un père a raconté sa fuite étrange vers d'inconnues contrées, juste après les derniers rituels des funérailles. Au volant de l'auto qui se conduisit seule, lui sembla-t-il, il avait entendu sans pause aucune des musiques de Beethoven et de Wagner et de Mahler pendant que défilaient par cœur des versets entiers de Shakespeare et de Goethe. S'était réveillé saoul au fond d'un motel délabré, n'avait plus rien entendu, ni musique ni poésie. Dans le grand silence, noirceur habitée de poussiéreux rideaux fermés, « un flot de larmes retenues depuis l'enfance », disait-il, s'était mis à couler tout l'après-midi et jusqu'à l'autre soir venu. Cette nuit-là, sans fermer l'œil, il dit avoir été ce tout petit garçon abandonné donnant la main à l'homme du désastre qu'il était devenu depuis la mort brutale de son fils tant aimé. Le jour d'après, il avait su qu'il reviendrait parmi les siens. Mais quand ? ça, il ne le savait pas.

Héritiers d'un rêve

Ces garçons nous laissent presque tous des manuscrits inachevés. L'impossible mise à jour de l'œuvre sans cesse butée à la non moins possible mise à jour de vie. Ils nous lèguent cette œuvre de mort, proprement impensable, disséminée en autant de livres posthumes. Avortement de sens avant son avènement. Impasse. Route sans issue. En restent des égratignures, tatous sur les parois des corps opaques, indélébiles soulignages. Mémoires à vif dans la bouche de l'aube muette, endormie. Et cette promesse, tenant à bras-le-corps les survivants, arrachée au sol aride du désœuvrement, transplantée où ça croît jusqu'à l'achèvement. Interminable promesse tenue, à peine dicible, instant après instant. Quand le temps découpé goutte à goutte se donne des allures d'éternité.

J'ai connu des mères et des pères de fils partis trop tôt. Des amis. Avant leur départ, ces garçons ont beaucoup parlé. Longuement, à plusieurs d'entre nous, adultes ou jeunes comme eux. Monologues. Roches sans cesse remontées-déboulées dans les bras déjà lourds de Sisyphe désabusés, comme aux enfers déjà. Avec ceux-ci, le plus souvent la parole était vaine. Il y eut des présences remplies de silences. De musiques, parfois. Je me souviens d'un lendemain de mort de l'un de ces garçons. Je n'avais rien à faire de tout l'après-midi. Tous mes proches travaillaient. C'était lundi. Après la pluie de la matinée, il y avait eu soudain une trouée de soleil dans les nuages indigo d'automne. Continuant de m'attarder à ne rien faire, caressant l'oisiveté comme un joyau, face au froid jardin de ma ville, bouquet électrique givrant les étoiles, tout simplement et comme à mon insu, j'avais mis une musique : Mozart, *Sonates*. Violon et piano. Les dernières. Avec Nishizaki et Jandó. Mine de rien, le soir avait glissé sur l'oreiller du temps.

Héritiers de quel génocide sommes-nous d'une
vendetta ?

POSSIBLES
Travailler autrement
Vivre mieux ?

De quelle chimère sommes-nous le brasier
incandescent
pour être pris de stupeur dans les forges de la
douleur ?

Que sommes-nous confondus dans ce bouillon
d'alchimiste :

cette savane sang de reptile :
ce couloir trop vide mon enfance égarée nos
angoisses dévoilées

et je meurs doucement comme la violence
seule sait s'y prendre.

Comment de nous de moi je ne sais plus
toute cette noirceur, limpide,
est monté du péril sans fond
d'une odeur jaune le soufre
à l'épée tranchante : sa main infernale, son
principe destructeur,

jusqu'à la source minérale,
ce désir pavé de ruines aux recoins j'ai
tant souffert,

ce désir plus que la chair mon souffle d'une
mutation la misère,

ce désir je ne peux connaître tant le silence.

Qu'ont-ils de nos voix

qu'ont-ils de nos voix

qu'ont-ils de nos voix déchiré la substance,

enchaîné le murmure, dévasté la parole ?

Qu'adviendra-t-il de nous nos peurs les plus
célestes

quand le soleil, par son dernier roman, aura
dissous mon seul refuge

je ne sais pas je n'ai pas su et je meurs

Héritiers
d'un rêve

comme l'ouragan ne peut se contenir
jusqu'aux racines, pénétrer la terre
m'assoupir.

Serions-nous là autre chose que ce mensonge
perpétuel
d'éphémères espérances ?

Pourrions-nous être, plus que ce parchemin inondé
d'hécatombes,
le rêve nouveau d'absolution toute ma genèse
démystifiée ?

Pourrions-nous être, plus haut que les marais,
la rosée qui appelle le jour ?

Comment de nous viendront luire les rimes du
ralliement

nos adieux enfin dissipés

tant de nos délires la beauté s'est accoutumée,
la vie s'est énoncée

et tous ces geysers d'une revanche douce
s'est imposé l'avenir étranger.

Rencontres

POSSIBLES
Travailler autrement
Vivre mieux ?

Nous avons dû, ma chère amie, longtemps marcher
dans ces flaques sous la pluie
pour échapper à la fortune qui de boulevards en
boulevards

nous poursuivait au son de ses klaxons affamés.
Toujours nos pas en cadence ont cherché la route
qui par l'abondance de ses dunes réchauffe les
cœurs,

mais nos pensées se sont à maints tourments
dérobées

de spasmes et d'incertitude nos mémoires
se débattent se noient.

Atrocement là,

nous avons parcouru des villes durant
pour ne trouver que la fuite
comme seule légion.

Nous n'avons pas su nous ressaisir
des détours qu'ont chantés nos colères.

Ce qui loin derrière brouillait l'écho de nos pas
nous ne l'avons exhumé

et la distance s'est emparée de nos mains.

Nous avons marché, pour ne pas mourir
pour ne pas souffrir.

L'absence nous a travestis en statues de bronze
à une fontaine l'un de l'autre

atrocement là,

sous le vacarme des pigeons
dans ce parc immobile.

Ressacs

À la confluence nos mémoires
se jette un tourment notre histoire désolée.
Les reptiles, dragons précieux et autres poissons
migrateurs
s'agitent sous l'écume cette tension
où tant nos rivages ont pris le large
où nos pieds mordus par le sel
ont crié d'irréremédiables blessures.
Dans cette articulation même, nos corps disloqués,
nos visages rompus dans le doute,
des charmes, ont succombé à la mort,
prétentieuse et sans remords,
s'insinue par nos entrailles, lapidaire, douloureuse
vers notre chute comme l'automne innocente.
Elle a confondu nos larmes en de saignants
poignards,
rivé nos mains à l'impuissance de notre révolte
et s'est emparée de ce nœud nos corps
amnésiques.

L'allergie

Je ne suis pas le seul à avoir connu une personne allergique au travail. Le genre fainéant que toute besogne décourage et qui rechigne dès qu'un acte exige tant soit peu d'ardeur ou d'énergie est une espèce répandue dans bien des sociétés.

À peu près tout le monde, un jour ou l'autre, a croisé sur son chemin ce genre d'allergique au travail. Mon ami Pierrot n'était pas de ceux-là. Son allergie avait quelque chose de tragique, ce qui n'est évidemment pas le cas de tous les feignants oisifs souvent fiers de leur torpeur. Allergique au travail, Pierrot l'était au sens propre. Au sens physiologique du terme : affaiblissement de l'organisme, difficultés respiratoires, diminution générale des signes vitaux. En fait, pour être plus précis, au risque de rendre la chose encore plus incroyable, Pierrot n'était pas allergique au travail mais à l'idée du travail. Ce n'était pas tant travailler qui le rendait malade que de savoir qu'il travaillait.

Son allergie ne s'est pas déclarée tout de suite. Tant qu'il ignora le concept de travail, tout alla pour le mieux. Pendant sa jeunesse, son père l'emmenait travailler avec lui en forêt. À douze ans il faisait déjà l'ouvrage de deux bûcherons bien costauds. Il était beau à voir. En fait, s'il était allergique à cette

époque, c'était plutôt à l'oisiveté. Incapable de rester plus de quelques minutes sans rien faire. À la maison comme dans les bois. Il faisait toutes les tâches ménagères avec bonne humeur. Le soir, il travaillait dans ses livres d'école avec une passion à rendre jaloux tous les parents du monde. Il était phénoménal. Un petit surhomme. Je crois que le secret d'une telle vaillance reposait sur le fait que tout était loisir pour Pierrot. Il n'avait pas conscience de travailler. Il était heureux.

Comment sa déchéance a-t-elle commencé ? Difficile à dire. Personne n'a pu prouver quoi que ce soit. À mon avis, ce qui l'a perdu, c'est d'apprendre que le travail n'est pas un loisir. Tout en lui, sa nature, son caractère, son tempérament, sa joie de vivre, le prédisposait à haïr l'acception courante attachée au concept de travail. En distinguant le travail du loisir et en associant au premier les notions d'effort, de labeur, de sacrifice, de fatigue, de contraintes, d'obligation sociale, et au deuxième celles de liberté et de plaisir. Pierrot déclencha sa mystérieuse allergie. Dès qu'il apprenait qu'une activité appartenait à la catégorie du travail, il devenait physiologiquement incapable de la pratiquer. Comme si un cancer frappait l'organe ou les muscles sollicités par le travail et provoquait une désintégration des cellules. Il n'était plus question pour lui d'aller dans les bois avec son père. L'activité qui le rendait jadis si heureux, si fier, menaçait de le détruire. Quelques jours de travail l'avait rendu méconnaissable. Il ne pesait plus que trente kilos. Le moindre travail physique pouvait l'achever. Quant au travail intellectuel, il réduisait tellement vite ses facultés mentales que la seule activité qui ne comportât aucun danger fut bientôt la télévision. Et malheur à lui s'il y était inattentif, ne fût-ce que deux minutes, afin de réfléchir. Son cancer reprenait de plus belle.

Pendant quelques jours le peu d'intelligence qui lui restait s'est accroché désespérément à la

télévision. Mais de fait, l'inévitable ne put être évité. Une émission de vulgarisation scientifique compara stupidement le corps humain à une usine dans laquelle chaque cellule travaille jour et nuit à la production d'enzymes. La nouvelle l'a foudroyé comme un éclair. Il ne fut même pas possible d'autopsier son corps pour mieux comprendre sa maladie. Le travail l'avait complètement anéanti. De Pierrot, il ne resta pas même une seule cellule.

POSSIBLES
Travailler autrement
Vivre mieux ?

Rat de bibliothèque

Les bruits ont commencé peu après la disparition de mon chat Léon. Toutes les nuits à la même heure, un petit cliquetis venait me réveiller et m'empêchait parfois de dormir jusqu'au matin. Cela venait du salon. Cric, cricric, le bruissement durait souvent une heure complète. Quand ma femme a compris qu'un rat avait élu domicile chez elle, elle voulut tout de suite un chat pour remplacer le brave Léon. Je lui fis accepter d'attendre encore un peu mais je m'engageai néanmoins à nous débarrasser au plus vite de l'intrus. Ne connaissant absolument rien aux rats et n'en ayant même jamais vu un seul de toute ma vie, je crus stupidement qu'un piège appâté d'un bon morceau de fromage allait régler le problème. Si ce genre de piège à cons a déjà fonctionné pour d'autres rats, alors celui contre lequel je luttais était visiblement plus futé que les autres. Pendant deux semaines, près d'un kilo de gruyère a disparu sans jamais déclencher la petite guillotine à rongeurs. J'abandonnai finalement le combat, plus amusé que frustré par mon échec.

La nuit suivante, dès que le premier crépitement se fit entendre, je bondis hors du lit pour surprendre le rat en personne et, qui sait, l'attraper de mes mains comme un habile félin. Vaine espérance. Le rat avait fui avant même que je pénètre dans le salon. Un livre était ouvert au pied de la bibliothèque : *Le Journal d'un fou*. Je me rappelai très vaguement la nouvelle de Gogol comme le récit d'un fou qui se met à entendre parler les chiens. Comment le livre se trouvait-il là ? Je n'y avais pas touché depuis

au moins dix ans. Cela aurait bien pu être ma femme. Évidemment ! Pourtant, je ne pensai même pas à cette possibilité. Dieu sait combien de gens sont enclins, la nuit, à imaginer des choses étranges, à voir des fantômes ou des esprits. Je ne suis pas de ceux-là. La raison est mon seul guide et j'éternue comme un allergique dès que j'entends prononcer le mot surnaturel. Toutefois, comment l'expliquer, une curiosité éveilla dans mon esprit un scénario incroyable. J'étais persuadé que le rat qui savait tellement bien déjouer les pièges que je lui tendais venait lire la nuit dans ma bibliothèque. Jusqu'à la fin de toute cette aventure, je ne doutai pas une seconde de mon explication. Je n'en parlai jamais à ma femme, ni à personne d'autres, mais si j'avais connu à l'avance le dénouement de l'histoire, j'aurais entraîné un témoin à me suivre dans mon enquête.

POSSIBLES
Travailler autrement
Vivre mieux ?

La nuit suivante, caché derrière la bibliothèque, j'attendais le retour du rat. Je ne savais pas ce que j'allais faire. Je voulais savoir. Le rat n'était pas un imbécile. Et il avait bon flair. J'aurais dû savoir que l'animal est meilleur chasseur que l'homme. Il s'est approché lentement de la bibliothèque en faisant cric, cricric puis il s'est immobilisé dans une position de défiance. J'ai vu frémir ses babines pleines de moustaches. J'étais repéré. Il a fait demi-tour, et hop, salut la visite ! Sans réfléchir, je suis sorti à sa poursuite. En pantoufles et en pyjama, dans les rues désertes et sombres de la ville, je suivais la trace d'un rat. Heureusement, il ne passa pas par les égouts. Mais il alla loin. Aux limites de la ville. Dans un terrain vague, derrière une usine désaffectée. Une petite cabane de la grandeur d'une salle de bain. Je suis resté à une dizaine de pieds de son refuge. J'entendais quelque chose comme une radio qui provenait de chez lui. Au bout d'une heure, il est sorti et, sans me voir, est reparti en direction de la ville. Une fois dans son abri, je reconnus la voix de l'animatrice de *L'Embarquement pour si tard*, une émission radiophonique de nuit. À côté du poste de radio, un cahier fermé sur lequel était écrit *journal*

d'un rat. Je lus les premières pages avec l'agitation d'un fou en état de panique. Horrifié, je refermai le livre brusquement. Je venais de commettre un geste irréparable. En même temps que j'apprenais le don surnaturel du rat, je l'anéantissais. Dans son journal, le rat expliquait que si quelqu'un prenait connaissance de son pouvoir, il le perdait aussitôt. Il était en mesure de communiquer avec nous, avec notre langage, mais se voyait contraint à la solitude et à l'isolement le plus complet. Je devinais la souffrance du rat et je n'étais plus sûr si mon indiscretion le privait de quelque chose de merveilleux ou si elle le délivrait d'un maléfice. J'avais encore son journal dans les mains quand je vis le rat derrière moi. Il n'eut que le temps de me dire : « Vous savez ? »

Je hochai la tête, coupable. Alors, son regard s'est éteint comme si son âme s'envolait, puis avec l'air hébété et stupide d'un rat pris au piège, il a disparu dans un trou. J'ai gardé son journal que je n'ai montré à personne. À quoi bon le faire lire aux autres ? Qui croirait que son auteur est un rat qui venait lire la nuit dans ma bibliothèque ?

Big bang

POSSIBLES
Travailler autrement
Vivre mieux ?

Aussi fière qu'a pu être l'humanité du progrès accompli grâce à la technologie moderne, je crois néanmoins qu'il est permis d'affirmer que la connaissance à caractère véritablement scientifique n'est possible que depuis quelques jours, et ce uniquement à l'intérieur des quatre murs du laboratoire où je travaille. L'expérience qu'ont réalisée, le mois dernier, les plus grands savants de l'humanité, permet effectivement de décrire tous les événements survenus dans l'univers depuis l'origine même du cosmos avec une précision inouïe, qui surpasse de loin toutes les hypothèses et tous les calculs accomplis jusqu'ici par la science. Je n'ai pas l'intention de dévoiler un secret d'une si haute importance. Je n'écris ces lignes que pour moi-même, et peut-être qu'en cas de catastrophe elles témoigneront de ce qui menace de se produire en ce soir du 24 septembre 1996. Il ne me reste donc que quelques heures pour terminer le récit de cette invraisemblable histoire.

Il y a de cela un mois, après des années de recherche, d'expérimentation, de ratés, de découragement, de folie aussi, se produisit devant les yeux ahuris et incrédules d'une centaine de scientifiques l'invention la plus spectaculaire jamais tentée par l'être humain : la reconstitution *in vitro* de la création de l'univers, l'équivalent du big bang à une échelle microscopique. Par la fission du noyau d'un seul atome d'hydrogène relié à un ordinateur superpuissant contenant toutes les informations physico-mathématiques relatives à l'hypothèse du big bang,

Big bang

un univers miniature, semblable au nôtre, se développe dans nos laboratoires à une vitesse prodigieuse. Dans la mesure où la matière est infiniment plus petite au sein de ce cosmos *in vitro*, son expansion est, comment dire, un peu plus rapide. Pour être précis, le cosmos-éprouvette croît à une vitesse approximative d'un demi-milliard d'années par jour. Le calcul est simple : les quatorze milliards d'années qui nous séparent de l'origine du monde vont être franchies par notre cosmos-éprouvette en moins d'un mois. Dix jours après le big bang apparaissait déjà la terre dans le laboratoire. Les dinosaures sont disparus pendant la nuit et voilà qu'en fin d'avant-midi, entrain en scène l'humanité. L'évolution du cosmos miniature est en tous points conforme à celle de notre univers. Tout ce qui s'est passé pendant les milliards d'années de l'histoire galactique se reproduit une seconde fois de façon parfaitement identique. Grâce aux données informatiques recueillies par l'ordinateur, nous connaissons absolument tout ce que nous avons toujours voulu savoir sur l'univers. Aucun détail, le plus insignifiant soit-il, la construction des pyramides, l'identité de l'assassin de Jules César, l'amant de Marilyn Monroe le soir du dix octobre 1960, rien ne pourra échapper désormais à la volonté de savoir de l'être humain. Nous entrons enfin dans l'ère de la connaissance universelle.

J'en viens maintenant au motif qui me fit entreprendre de relater tous ces événements. Tout à l'heure, alors que les scientifiques étaient réunis pour faire le point, j'ai surpris leur conversation. Personne n'arrivait à s'entendre sur ce qui se passera au moment où l'univers *in vitro* rattrapera le temps actuel, c'est-à-dire au moment où l'instant présent sera dédoublé et que chaque conscience individuelle, la mienne, la vôtre, celle de tous les hommes existera en double, dans l'univers réel et dans l'univers-éprouvette. Cela ne durera évidemment qu'une infime fraction de seconde puisque l'évolution du clone est plus de quinze milliards de fois plus rapide que la réalité.

Mais qu'advendra-t-il pendant cet éclair ? Certains prétendent que le chevauchement ne provoquera aucun incident et que l'univers *in vitro* continuera d'évoluer, nous donnant ainsi accès à la connaissance du futur et de notre destin à tous. D'autres affirment qu'il produira une fulguration de la matière susceptible d'anéantir l'univers. Je n'ai pas pu savoir de quel univers il était question ; le vrai ou son double miniature ? J'ai peur que nous soyons, hélas, allés trop loin. J'ai peur et je prie pendant les dernières secondes avant le moment fatal.

POSSIBLES
Travailler autrement
Vivre mieux ?

* * *

Au même instant, une explosion gigantesque mais imperceptible détruisit la totalité de la matière cependant que continua à s'expandre le cosmos-épreuve au milieu du néant. Ainsi, dans la conscience de ceux qui vécurent la tragédie du 24 septembre 1996, c'est comme si rien ne s'était produit.

JACKY MALO

Le royaume endetté

Il marchait dans la ville incognito. C'était l'un de ses plus grands plaisirs. Il voulait se rendre compte par lui-même de la pauvreté grandissante que la télévision montrait jour après jour comme ces gens qui dorment dehors, sous des abris en carton. Alors qu'il longeait un hôpital, un graffiti sur le mur le frappa. Il était écrit : « Les banquiers et les économistes ont plus de sang sur les mains que les médecins ». La lecture de cette phrase bouleversa le monarque démocrate. Il continua sa promenade, en affichant un air de plus en plus triste. Il était plein d'amertume car il se rappelait la prospérité de son pays avant les ravages de la peste financière.

* * *

De retour dans son palais le roi, encore tout ébranlé, appela ses deux fils célibataires non pas pour les marier comme dans les contes merveilleux, mais pour leur confier une mission secrète. Le roi raconta sa sortie incognito dans la ville. Il leur fit jurer de ne parler à personne, surtout pas aux membres du gouvernement, de ce qu'il allait leur dire.

« On devra même ignorer votre absence, dit le roi.

— Mais enfin, dit un des fils, quelle est cette mission secrète que vous voulez nous confier ?

POSSIBLES
Travailler autrement
Vivre mieux ?

— Voici, dit le roi. Nous savons tous que l'endettement est un péché. Mais les conditions de remboursement de notre dette ne sont plus supportables. Pour rembourser cette dette, nous avons dû dévaluer la monnaie, réduire les dépenses du pays, baisser les salaires, licencier des fonctionnaires, réduire les dépenses de santé, d'éducation et de protection sociale. Malgré tout cela, le problème de la dette demeure. Alors que nous-mêmes, la famille royale, nous ne payons pas d'impôts.

— Cher père, venez-en au fait ! Nous savons tout cela. D'ailleurs nos chiffres ne sont pas si mauvais. »

Le roi réplique : « Bien sûr le gouvernement n'a aucune envie de publier les mauvais résultats. Il n'a aucun intérêt à dévoiler la croissance de la sous-alimentation, la baisse de la scolarisation, ou encore l'augmentation des sans-abri... »

— Mais j'espère, dit son fils aîné, que vous ne pensez pas répudier votre dette car alors une tragédie plus grande frapperait le pays !

— Oui ! Oui ! dit le roi, je connais le point vue du pays créancier. C'est pourquoi votre mission a pour but de rapporter de nouveaux faits pour remettre en cause les arguments des créanciers. Vous allez donc vous rendre au pays créancier. Votre mission est de retrouver le grand économiste Milton Freemanne, un ami du regretté Keynes, un opposant aux politiques du MFI (Ministère des Finances internationales). Aujourd'hui il vivrait en résidence surveillée. Il lui est interdit de sortir de son pays, de parler aux journalistes, de rencontrer des économistes.

— Père, dit son fils cadet, voilà pourquoi vous m'envoyez également en mission. C'est parce que je suis ni journaliste, ni économiste.

— Tu as deviné, dit le roi. Et comme tu ne connais pas grand-chose à l'économie, tu partiras avec deux disquettes. Tu devras les remettre en main propre à Freemanne.

— Et moi, dit l'aîné qui est économiste, quel sera mon rôle ?

— Rien ne vaut le contact direct, dit le roi. Tu pourras lui décrire notre situation réelle et lui demander ce qu'il ferait s'il était à notre place. Comme cela, nous nous donnons deux chances de réussir cette mission. »

Le roi leur donna encore plusieurs conseils. Il choisit pour chacun d'eux un nom de code. À l'aîné il donna le nom de Hayek, ce qui l'amusa beaucoup. Tandis qu'il surnomma le cadet Déby, une allusion directe à la mission. Les deux fils quittèrent leur père et partirent chacun de leur côté pour se préparer à leur voyage.

* * *

Hayek marchait vers ses appartements quand il croisa la Ministre des finances qui allait rejoindre le roi pour la réunion mensuelle. La Ministre le salua et lui demanda :

« Le roi est-il de bonne humeur aujourd'hui ?

— Ah ! Madame la Ministre, ne me parlez pas de l'humeur du roi. Figurez-vous qu'il est sorti incognito dans la ville pour voir les conséquences de nos politiques sur la population. »

La Ministre déconcertée ne répondit rien.

« Puis-je vous faire une confidence, reprit Hayek, mais promettez-moi de ne rien répéter à quiconque.

— Vous me connaissez, dit la Ministre, je sais garder un secret, encore plus quand il est question d'un secret d'État.

POSSIBLES
Travailler autrement
Vivre mieux ?

— Bien ! »

Mais Hayek hésite, se rappelant tout à coup sa promesse au roi.

« Vous me le jurez, reprend Hayek. Vous ne répétez cette conversation à personne... »

— Bien entendu, répond la Ministre.

— Voici, le roi nous envoie, mon frère et moi, en mission secrète dans le pays voisin pour rencontrer l'économiste Milton Freemanne, l'ennemi, comme vous le savez, des politiques d'ajustements préconisées par le MFI. Notre père a même prononcé le mot tabou de « répudiation » de la dette. L'heure est grave.

— Mais, dit la Ministre en colère, c'est une défiance envers le gouvernement et sa politique et surtout envers moi, la Ministre des finances !

— Je suis d'accord, dit Hayek, aussi dès que je serai au pays créancier, j'en ferai part aux experts du MFI, ainsi qu'à tous nos amis.

— Mais votre frère...

— Ne vous en faites pas, dit-il. Il ne connaît rien à l'économie. Il ne parle, ou si peu, ni n'écrit la langue du pays. Enfin, à ce que je sache, il n'a aucun contact important là-bas. »

Il passa sous silence le fait que son frère partait avec deux disquettes d'ordinateur, l'idée lui étant venue que son frère serait peut-être en danger si cela se savait.

« De plus, poursuivit-il, que pourrait-il annoncer au roi comme changement ? Nous savons vous et

moi qu'il n'y a qu'une politique possible : il faut couper ! couper dans les dépenses sociales. Voilà la seule façon de diminuer le déficit ! Comme le faisait remarquer un humoriste : Si vous voulez de l'argent, cherchez-en là où il est le plus abondant, c'est-à-dire chez les pauvres.

— Ils sont les plus nombreux et on peut toujours en créer de nouveaux », conclut la ministre.

Là-dessus, ils se quittèrent.

* * *

Déby venait de passer incognito la frontière. Il se trouvait dans un autocar de touristes en direction de la capitale. À son arrivée dans le centre-ville, une personne assez laide avec une petite houppe sur la tête l'aborde et lui dit que son frère les a trahis.

« Mais qui êtes-vous ? », demande Déby qui croit pourtant avoir déjà vu cette tête-là quelque part...

« Un ami, répond l'inconnu.

— Est-ce que mon frère m'a donné ?

— Je ne peux pas vous en dire plus pour le moment. Faites-moi confiance.

— Mais..., insiste Déby, êtes-vous au courant de ma mission ?

— Oui, répond l'inconnu. Mais ne restons pas là, on pourrait nous remarquer. »

Déby pensa que décidément il n'y avait pas que la fuite des capitaux dans son pays de débiteurs. Depuis un moment Déby suivait l'inconnu à travers la ville sans savoir où il l'amenait. Il constata avec effroi qu'il ne comprenait rien à ce qui était écrit sur les affiches, sur les murs... Après mille détours,

ils arrivèrent devant une modeste maison construite en briques rouges.

POSSIBLES
Travailler autrement
Vivre mieux ?

L'inconnu pousse Déby à l'intérieur, ferme la porte et tourne le verrou. Ensuite, il se dirige vers la cheminée où il appuie sur un bouton. Un des montants de la cheminée s'écarte.

« C'est par là qu'il faut passer, dit l'inconnu. Suivez-moi, je vous montre le chemin. »

Tous deux se glissèrent par l'étroite ouverture et débouchèrent dans une pièce aménagée de tout le confort moderne.

« *You'll be quite safe here* », dit l'inconnu dans sa langue, par pur réflexe.

Déby fait semblant de comprendre, mais l'inconnu n'est pas dupe.

« Comprenez-vous notre langue, demande-t-il ?

— Heu !... heu !... pas très bien, finit par avouer Déby.

— C'est pourtant aujourd'hui la langue universelle, ajouta l'inconnu. Mais ce ne sera pas comme la célèbre loi 101 ! Ce ne sera pas un obstacle pour vous. Nous avons développé un ordinateur à réseau neuronal de la taille d'une pastille. Nous allons vous l'implanter sous le cuir chevelu par une petite intervention chirurgicale. Il vous permettra de comprendre et de lire notre langue. Vous allez vivre une expérience de bilinguisme en temps réel ! »

* * *

La pose de l'implant terminée, Déby, avec l'empressement du dominé, avait hâte de s'entendre parler dans sa nouvelle langue. Il demanda :

« *Why do you do it ?* »

L'inconnu au lieu de répondre à sa question, lui parla de leur sécurité en lui disant :

« La raison nous commande que vous en sachiez le moins possible. »

Puis, il lui démontra que s'il était arrêté, il ne pourrait rien dire. Déby ne connaissait pas son nom, ni le lieu où se trouvait la maison. Quant à faire son portrait, il serait vite accusé de se moquer de la police... Non, la seule chose que Déby devait savoir, c'est que l'inconnu était un ami de son pays et de Milton Freemane. En retour l'inconnu demanda à Déby :

« Avez-vous confiance en nous ? »

Déby le regardant dans les yeux lui dit :

« Monsieur, je n'ai aucune méfiance. Que dois-je faire ? »

— Pour aujourd'hui et peut-être pour les prochains jours, il n'y a rien à faire. Mais je vous demande de vous tenir prêt. »

Sur quoi, l'inconnu lui décrit ce qu'il doit entreprendre pour organiser la rencontre avec Freemane et le quitte.

Déby se retrouva seul dans cette pièce confortable mais sans fenêtre où la lumière du jour et l'air pénétraient par des fentes invisibles de l'extérieur.

Après deux jours, l'inconnu était de retour.

« Le moment est arrivé, annonce-t-il à Déby. Vous allez vous déguiser en touriste. Un habillement à la fois voyant et passe-partout. Ainsi votre accent se remarquera moins », lui dit-il en souriant.

Déby s'habilla.

« Venez au milieu de la pièce, dit l'inconnu. Superbe ! Vous avez l'air d'un vrai touriste. Personne ne pourra soupçonner qu'il y a un fils de roi sous ce déguisement ! »

POSSIBLES
Travailler autrement
Vivre mieux ?

Déby se regarde dans le miroir sans se reconnaître.

« Je vais sûrement me faire prendre dans cet accoutrement.

— Mais non, une fois à l'extérieur vous verrez que vos doutes ne sont pas fondés. Cependant une fois dehors, soyez naturel, soyez simple et surtout n'oubliez pas que vous êtes en voyage de plaisir.

— Si j'ai bien compris vous ne m'accompagnez pas ? interroge Déby.

— Oui et non, je serai là mais dans l'ombre et prêt à intervenir en cas de difficultés. Mais voici le plus important, le signal : vous frapperez trois coups puis un silence de trois secondes puis deux coups pour vous faire reconnaître auprès de Freemanne. »

Muni de tout le nécessaire pour remplir sa mission, Déby prit congé de l'inconnu.

* * *

Grâce au déguisement, à sa connaissance de la langue et aux indications très précises données par l'inconnu, Déby arriva sans encombre devant la demeure de Freemanne. Mais le plus dur restait à faire. Il lui fallait entrer sans se faire remarquer alors que la garde autour de la maison avait été renforcée. Déby compta quatre policiers de plus que le nombre donné par l'inconnu.

Sur les conseils de l'inconnu, Déby devait entrer dans la maison par la porte principale car même si c'était l'entrée la plus voyante, c'était aussi la plus naturelle et il valait mieux être pris là, si quelqu'un

devoir le surprendre. L'heure du dîner arrivée, Déby se dirigea vers le restaurant-traiteur qui livrait les repas de Freemanne. Il demanda à parler au livreur, un ami de Freemanne. Il se présenta, lui expliqua ce qu'il attendait de lui et l'affaire fut vite conclue. À midi la camionnette s'arrêta devant le domicile de l'économiste. Déby déguisé en livreur se présenta à la porte et avant qu'il ne fut entré le vrai livreur l'avait rejoint. Le livreur referma la porte comme s'il sortait, puis remonta dans sa camionnette et partit continuer sa tournée habituelle. L'exécution du plan fut si bien faite qu'aucun garde ne s'aperçut de la substitution.

Déby se dirigea vers la porte qui se trouvait au fond du hall d'entrée, frappa trois coups puis compta jusqu'à trois et frappa deux autres coups. La porte s'ouvrit mais Déby s'étonna de ne voir personne. Il entra et se retrouva dans une cour intérieure. Personne ! il avança hésitant. On l'appela soudain d'une fenêtre pour lui faire signe de monter à l'étage. Arrivé devant la seule porte, il frappa.

« Entrez ! », répond une voix.

Déby se trouva en face de Milton Freemanne. Un personnage de grande taille, aux cheveux blancs, au regard profond, habillé en homme du peuple. On sentait en le voyant pour la première fois que cet être était d'une grande vigueur physique et morale. Il flottait autour de lui une majesté antédiluvienne.

« Bonjour », dit l'économiste, le défenseur de la doctrine de l'abondance en lui tendant une main franche.

« Comment allez-vous, Monsieur Freemanne ? », dit Déby en lui serrant franchement la main.

« Ah, je me sens comme en prison, s'exclama l'économiste en le regardant. Vous êtes un ami, Monsieur heu !... »

— Déby, répond le fils du roi.

— D'accord pour Déby, répondit Freemanne en rigolant. Asseyez-vous. Quelles sont les nouvelles ? »

Déby commença par déposer le repas auquel Freemanne ne semblait pas s'intéresser.

« Je vous..., commence Déby.

— Un moment ! »

Se levant brusquement, le prix Nobel d'économie se précipite vers la porte et met la chaîne de sûreté. Puis il va à la fenêtre et tire vivement les rideaux.

« Avez-vous les disquettes ? », demande Freemanne.

Déby un peu surpris, enlève sa veste de livreur, soulève son tee-shirt et détache sa ceinture-passeport. Freemanne prend les disquettes que lui tend Déby.

« Pendant que je vais prendre connaissance du contenu de ces disquettes, jetez donc un coup d'œil sur ce numéro du magazine *Timeless*. »

Ouvrant le magazine au hasard, Déby tombe sur le titre suivant : « Condamnés à la dette ? » Encore émerveillé de pouvoir lire grâce à l'ordinateur à réseau neuronal, il commence à lire un passage :

« De façon à pouvoir rembourser sa dette extérieure, un pays doit vendre à l'étranger plus de marchandises et de services qu'il n'en importe ; de même, un pays créancier, s'il souhaite être entièrement remboursé, doit acheter à l'étranger davantage de marchandises et de services qu'il n'en exporte. On mesure la volonté d'un pays à être remboursé à ses excédents d'importations. » Un non-sens économique, pensa Déby. La suite de l'article laissa Déby perplexe. Mais il comprenait mieux pourquoi

le royaume endetté

son pays était condamné à rester éternellement endetté.

* * *

Au bout d'une heure Freemanne ferme son ordinateur, se tourne vers Déby, lui tend une nouvelle disquette et commence à lui expliquer qu'il faut s'opposer aux principes qui sous-tendent la politique du MFI :

« Le MFI soutient que pour assurer le bien-être de l'humanité, il faut qu'il y ait la meilleure répartition du travail possible : chaque pays doit produire des biens pour lesquels il est le plus adapté en fonction de sa situation, de son climat, de ses avantages naturels et artificiels, et il doit échanger ses marchandises avec les produits des autres pays. Cette conception du bien-être de l'humanité par le libre-échange se révèle être une catastrophe pour un pays très endetté comme le vôtre. Et la contradiction, c'est qu'il s'est endetté précisément en appliquant ces principes. Comment un pays comme le vôtre peut-il rembourser sa dette quand il n'a aucune prise sur le prix de ses exportations, ni de ses importations ? Le seul élément qu'il puisse contrôler, c'est le coût de la main-d'œuvre. Pour rester compétitif, votre pays doit tenir ses salaires aux niveaux les plus bas. Ce qui oblige votre gouvernement à des dépenses sociales plus élevées. Mais celles-ci sont contraires aux politiques défendues par le MFI qui préconise des réductions importantes des dépenses sociales. Le MFI est contre les hausses de salaires et pour la réduction des dépenses sociales, deux mesures essentielles pour le remboursement de votre dette. Enfin, j'espère que mes explications ne sont pas trop difficiles à comprendre.

— Non, non ! » le rassure Déby par politesse.

Vers minuit, alors que Déby et Freemanne conversaient toujours, quelqu'un vint frapper à la porte

trois coups, un silence, puis deux coups. Freemanne alla ouvrir. Le visiteur s'adressa à Déby.

POSSIBLES
Travailler autrement
Vivre mieux ?

« La voie est libre. Faisons vite, il faut partir maintenant. »

Déby prend congé rapidement de son hôte, encore tout ému. Ouvrant la porte pour laisser passer Déby, l'économiste le suit des yeux et le regarde disparaître. Il reste un instant immobile, comme s'il pesait les chances qu'il a de le convaincre et envisageait, s'il y arrive, une nouvelle période de prospérité pour ce pays endetté.

Plusieurs heures plus tard, Déby est de retour à la frontière. Il fait ses adieux à l'inconnu. Il passe la frontière, toujours déguisé en touriste. Pris d'une forte envie de s'assoupir, il cherche un endroit pour dormir.

Au même moment son frère est de retour au palais et raconte sa fausse rencontre avec Freemanne...

* * *

À son arrivée au palais, Hayek se rend tout de suite chez le roi qu'il sait dans son bureau à cette heure-là.

« Ah ! mon fils, tu es le premier à rentrer. As-tu des nouvelles de ton frère ? Une rumeur dit qu'il nous aurait trahi. Cela m'étonne beaucoup.

— Non, aucune père.

— Mais as-tu réussi, toi, à rencontrer Milton Freemanne ? lui demande le roi.

— Oui, Sire ! D'ailleurs il vous transmet toute son amitié, dit Hayek en exagérant son enthousiasme.

— Enfin, demande le roi marquant son impatience, qu'a-t-il dit à propos de notre situation ?

— En premier il a confirmé que notre pays ne peut refuser les offres faites par le MFI, sans s'attirer les foudres de celui-ci et celles des créanciers. Quand je lui ai dit que vous pourriez avoir l'intention de ne plus payer ou de limiter le remboursement de la dette, il m'a décrit la situation à laquelle vous devriez faire face : les créanciers saisiront tous nos biens, sur terre, sur mer, dans les airs. Ils bloqueront tous les comptes bancaires de nos ressortissants à l'étranger ; plus un seul de nos bateaux ne pourra toucher un port étranger, plus un seul de nos avions ne pourra atterrir sur un aéroport situé en dehors de nos frontières sans faire immédiatement l'objet d'une saisie. Et si notre pays se déclare en défaut de paiement, c'est tout le système bancaire qu'il aura contre lui.

— Devant de telles menaces, que pouvons-nous faire, nous qui, pour plaire aux créanciers, avons dû faire baisser davantage le niveau de vie de la population et plus vite que le plus rapace des créanciers n'aurait jamais pu l'espérer ? Mais de telles réductions peuvent-elles encore durer longtemps ?

— Malheureusement, répond le fils du roi, nous ne pouvons pas y échapper. Il n'y a pas d'autre politique possible. Même Freemanne est persuadé que pour nous sortir de l'impasse, le MFI doit opérer un contrôle encore plus strict de notre économie.

— Je trouve, dit le roi, cette volte-face de Freemanne un peu suspecte. Il faut sûrement la mettre au compte des pressions qu'il vit. Je cause, je cause, mais tu dois être très fatigué et avoir hâte de te reposer !

— Oui, vous avez raison, je vais aller me reposer un peu. »

Là-dessus, ils se quittèrent. Le roi se préparait à une réunion importante avec ses proches conseillers, où ils devaient justement discuter le problème du remboursement de la dette. Son fils cependant n'alla

pas se reposer. Il se rendit directement chez la Ministre des finances pour une rencontre secrète.

POSSIBLES
Travailler autrement
Vivre mieux ?

* * *

Le sommeil gagne de plus en plus Déby qui cherche toujours un endroit pour dormir. Il aperçoit un camping et n'hésite pas à s'y arrêter puisqu'il est toujours déguisé en touriste. Il y loue une caravane pour la nuit. À peine allongé sur la couchette, il s'endort.

Au bout d'un certain temps, des frôlements sur sa poitrine le réveillent. Se dressant sur son coude il aperçoit un homme qui quitte la caravane précipitamment. Il bondit hors de sa couchette et va regarder dehors. Tout est silencieux, l'homme a disparu. De retour dans la caravane, il vérifie s'il a encore sa ceinture-passeport anti-pickpocket. Il regarde à l'intérieur et constate que la disquette est toujours là. Il pense que le voleur en voulait plutôt à son argent. Ouf ! il bloque la porte de la caravane avec une chaise, et se rendort.

Aucun incident ne vient le troubler le reste de la nuit. Le lendemain il repart en direction du palais. En route, il apprend qu'il est recherché pour cause de haute trahison. Il est heureux d'avoir choisi de garder son déguisement et de pouvoir parler la langue universelle. Arrivant près du palais, il se joint à un groupe de touristes en route pour une visite guidée. À l'intérieur, il suit le groupe en écoutant le guide d'une oreille distraite. Il espère tomber sur quelqu'un, un ami, à qui il pourra décliner son identité. Quand le groupe arrive à proximité des appartements privés de sa majesté, un brouhaha se fait entendre. Parmi les touristes, on chuchote que c'est le roi qui sort ou qui rentre, on ne sait trop. En entendant cela, Déby se précipite en direction des bruits confus. Il aperçoit le roi très entouré. Le cœur battant, il se fraye un passage jusqu'à lui et tombe à genoux.

ES
de l'autre
peux ?

royaume endetté

« Je suis votre fils, Sire ! »

Voyant que le roi ne le reconnaît pas, Déby enlève sa perruque, sa fausse moustache...

« Ah pardi ! mon fils cadet ! »

Il le prend dans ses bras. Le roi, sous l'effet de l'émotion, a oublié la trahison de son fils. Mais bientôt elle lui revient à la mémoire. Il repousse son fils, fait demi-tour et lui dit :

« Suis-moi, nous n'allons quand même pas continuer à nous donner en spectacle devant ces touristes à devises imposés par le MFI. »

Arrivé à son bureau, le roi, d'une voix forte, lui demande des explications sur sa trahison. Déby se jetant de nouveau à genoux, jure qu'il n'a pas trahi. Il demande d'où vient cette rumeur.

« Du palais, de ton frère, dit le roi. Alors ! qui dois-je croire ?

— C'est lui qui a trahi », dit Déby avec véhémence.

Déby relève son tee-shirt pour prendre la ceinture-passeport et en sortir la disquette.

« La voilà la preuve ! J'ai la disquette que m'a confiée Freemanne.

— Mon pauvre ! dit le roi, il n'y a pas plus facile que d'avoir une fausse disquette. D'ailleurs ton frère m'en a remis une aussi », mentit le roi.

Peu après, Déby fut obligé de reconnaître qu'il ne savait pas, de toute façon, ce qu'elle contenait. Pour montrer sa bonne foi, Déby décrivit dans le détail la maison de Freemanne, mais le roi resta inflexible. Il ne connaissait pas la maison de Freemanne. Déby voulut savoir ce que son frère avait raconté. Mais le roi refusa de le lui dire en

prétextant que cela pourrait aider Déby dans son mensonge et pourrait nuire à son frère. Le roi réfléchissait à une solution pour sortir de cette double accusation de trahison qui lui faisait penser au jeu de ping-pong. Après quelques hésitations le roi lui tint ce langage :

« Mon fils, tu dis avoir rapporté une disquette de Freemanne et l'avoir rencontré. Très bien. Pour te mettre à l'épreuve, pour avoir une preuve de ton innocence, tu vas me répéter les propos que t'a tenus Freemanne et je les comparerai au contenu de la disquette. »

Déby raconta dans le désordre ce qu'il avait retenu de son entretien avec Freemanne. Il dit que Freemanne voulait renverser des idées fausses comme celle-ci : « Qu'une hausse des revenus des travailleurs et des bénéficiaires est inflationniste tandis qu'une hausse des intérêts est déflationniste. » Il poursuivit en disant que Freemanne soutenait que le « gouvernement devait reprendre aux banquiers privés le pouvoir de créer la monnaie, et utiliser de la nouvelle monnaie pour rembourser la dette publique ». Enfin Déby rappela cette question de Freemanne : « Pourquoi le gouvernement devrait-il emprunter aux banques et payer des intérêts sur de la monnaie qu'il est parfaitement capable de produire lui-même, sans frais d'intérêt et sans endettement ? »

Après ce discours un peu décousu de Déby qui essayait du mieux qu'il le pouvait de transmettre le message entendu de la bouche de Freemanne, le roi conclut qu'il y avait de grandes similitudes avec le contenu de la disquette qu'il venait de parcourir sur l'écran de l'ordinateur royal. Le roi fut convaincu de l'honnêteté de Déby et de la trahison de Hayek. Il comprit que son fils aîné voulait qu'on poursuive les politiques actuelles malgré toutes les souffrances humaines qu'elles infligent.

* * *

Quelques jours plus tard, à l'issue d'une réunion extraordinaire, le roi démit son fils aîné de toutes ses fonctions officielles. Pour récompenser son fils cadet, il le nomma pour lui succéder à sa mort à la place de son frère à qui pourtant, en tant qu'aîné, le poste revenait. On raconte que le jour même où le fils aîné apprit la nouvelle, il ne songea plus qu'à la manière de se venger. Quant au roi, il cherchait déjà pour son fils héritier la plus belle des princesses, car le successeur au trône devait se marier pour y accéder.

Il était une fois...

Un quartier « en santé » ?

DOCUMENT

Le réseau des Villes et Villages en santé¹ lancé au Québec depuis 1988, il faut le reconnaître de la qualité de vie en milieu urbain en adoptant une approche de concertation avec les différents services municipaux, les organismes de soins et les citoyens. Il s'agit d'une gestion des affaires de l'administration municipale qui place le citoyen au centre de toutes les préoccupations.

En 1990, le Vieux Montréal adhère officiellement à ce réseau et s'inscrit, conformément à la politique de développement communautaire, le programme Vieux Montréal en santé. Au sein d'une équipe d'équité de concertation et de participation, ce programme vise, entre autres, à établir des dialogues entre un comité de concertation qui valide les stratégies d'intervention auprès des communautés locales. Ce comité réunit non seulement des représentants regroupements multiraciaux et interethniques, mais il assure aussi le rôle d'un porteur et d'un interlocuteur privilégié vis l'administration municipale.

¹ L'Association québécoise des Villes et Villages en santé (AVVS) a été créée en 1988. Elle vise à promouvoir l'adoption de pratiques de gestion communautaire.

DOCUMENT

Un quartier « en santé » ?

Le réseau des Villes et Villages en santé¹ existe au Québec depuis 1988. Il fait la promotion de la qualité de vie en milieu urbain en préconisant une approche de concertation entre les différents services municipaux, les organismes du milieu et les citoyens. Il favorise une gestion des activités de l'administration municipale qui place le citoyen au centre de toutes les préoccupations.

En 1990, la Ville de Montréal adhère officiellement à ce réseau et lance, conformément à sa politique de développement communautaire, le programme Vivre Montréal en santé. Axé sur une approche d'équité, de concertation et de participation, ce programme vise, entre autres, à établir dans chaque quartier un conseil de concertation qui valide les stratégies d'intervention auprès des communautés locales. Ce conseil reconnaît non seulement tous les autres regroupements multiréseaux et intersectoriels, mais il assume aussi le rôle d'un partenaire et d'un interlocuteur privilégié de l'administration municipale.

1/ Réseau québécois de Villes et Villages en santé, *Villes et Villages en santé*, Un mot du président, Document de promotion du réseau québécois, mars 1993.

Est-il réaliste de croire qu'une organisation communautaire de ce type, qui vise une stratégie de concertation, de participation et de responsabilisation du citoyen peut s'implanter, se maintenir et performer dans un quartier urbain à forte mobilité, composé d'une population très hétérogène ? J'analyserai, dans ce texte, comment cette expérience a été vécue dans le quartier Parc-Extension, quartier naturellement bien délimité, caractérisé par une population multiethnique, mobile et de faible niveau socioéconomique. Au moment où la Ville lui propose l'adhésion au comité de Quartier en santé, cette population profitait déjà d'une organisation communautaire bien établie et très diversifiée. Mon travail portera sur le succès ou l'insuccès de ce nouvel organisme (PEQS, Parc-Extension Quartier en santé) en fonction de sa capacité à susciter la participation des citoyens et à promouvoir la concertation.

Une tour de Babel

Selon les statistiques de la Ville de Montréal², le quartier Parc-Extension compte en 1991, environ 30,845 habitants dont 92 % proviennent de l'extérieur du Canada. On dénombre environ 40 groupes ethniques sur ce territoire et quelque 80 langues et dialectes parlés. Près de 30 % des immigrés sont en attente de citoyenneté ou possèdent un statut de réfugié. Par ailleurs, 52,9 % des ménages vivent sous le seuil de la pauvreté. Cette population est constituée de familles nombreuses, peu scolarisées, entassées dans des logements vieillissés ou détériorés et trop densément peuplés. La socialisation se fait par blocs d'habitation ou par ethnie dans des lieux informels et exclusifs. Le sentiment d'appartenance au quartier est presque absent. Il s'oriente plutôt vers le pays

2/ Ville de Montréal, *Annuaire statistique des quartiers de planification de la Ville de Montréal*, Recensement de 1991, profils A et B, partie 1, Services des affaires institutionnelles, module de la recherche et des relations gouvernementales, mai 1994.

Un quartier
« en santé » ?

d'accueil et vers la communauté ethnique d'origine. On observe donc dans ce quartier des problèmes majeurs de communication, d'intégration, d'interaction sociale qui s'accompagnent de criminalité, d'insécurité et d'isolement, etc. Pour reprendre les termes de Michel Rouge³, ce quartier nécessite en fait, une valorisation multiforme, c'est-à-dire à la fois marchande et d'usage.

Une organisation communautaire diversifiée

Le CLSC joue un rôle primordial dans la valorisation du quartier. Il interagit directement avec la clientèle en offrant des services de santé, d'accueil et d'interprètes. Mais il collabore également avec certains organismes communautaires par un soutien financier et la mise à leur disposition de ressources multiples. L'organisation communautaire du quartier s'est donc diversifiée et consolidée. La consultation du bottin local nous indique effectivement l'existence d'environ 70 organismes. Sept d'entre eux sont considérés comme les chefs de file de l'action communautaire. Deux grandes motivations semblent être à la base de cette action : la volonté de faire pression ou de suppléer aux autorités locales et le désir de développer la socialisation et l'identité communautaire. Depuis quelques années, la concertation entre ces groupes a donné naissance à deux tables de concertation : le Regroupement en aménagement de Parc-Extension (RAMPE), qui englobe quatorze organismes, et la Coalition Jeunesse (COJ) qui en rassemble vingt et un. Ces deux tables fonctionnent en parallèle et certains organismes travaillent avec les deux.

3/ Michel Rouge, « Développement social des quartiers, l'implication des habitants en phase préopérationnelle » in *Banlieues, immigration, gestion urbaine*, Université Joseph Fourier, Grenoble, Institut de géographie alpine, Actes du séminaire, Grenoble, 26 et 27 mai 1988, p. 385-397.

L'implantation du projet de Quartier en santé

POSSIBLES
Travailler autrement
Vivre mieux ?

En 1991, le Comité promoteur de la Ville propose au RAMPE et au CLSC d'adhérer au projet de Quartier en santé. Quoiqu'ils craignent un dédoublement d'organisation et une récupération de l'action communautaire par la Ville, ces organismes donnent leur accord. Entre 1991 et 1993, le Comité promoteur de la Ville enclenche le processus d'établissement d'un comité permanent de Quartier en santé. Dans une première étape, on propose des thèmes et des initiatives prioritaires en s'appuyant sur le profil statistique du quartier et sur la consultation de 493 habitants. Dans une deuxième étape, on réévalue ces priorités dans un forum, ouvert à toute la population, mais auquel seulement 90 personnes, en majorité des intervenants et des représentants d'organismes, participeront. Finalement, la population est convoquée à une assemblée générale afin de former le Comité permanent. Il aura pour mission de promouvoir la qualité de vie dans le quartier, d'assurer la solidarité locale et de faciliter l'interaction entre les différentes communautés ethnoculturelles. C'est avec la participation des citoyens et par la concertation entre le communautaire, le public et le privé que PEQS prévoit de réaliser ses priorités.

À cette assemblée générale, seulement 8 individus se sont présentés à titre de citoyens. C'étaient pour la majorité des Québécois de souche francophone, âgés et anciens dans le quartier. Le reste de l'assemblée était formé par des gens déjà impliqués dans le milieu. Trois modes d'accession au Comité permanent ont été privilégiés, pour combler les 37 sièges disponibles. Les membres représentant les institutions, les services publics et les tables de concertation (17) ont été nommés. Les élus des différents paliers gouvernementaux (5) sont membres d'office du Comité. Tous les autres membres (15) ont été élus par le biais de collèges électoraux. Parmi les mem-

Un quartier
« en santé » ?

bres du Comité, 3 sont des citoyens, 17 sont des francophones de souche, 7 autres sont grecs. La grande majorité (33) ont une scolarité de type universitaire, et le plus bas niveau d'éducation est le secondaire V (1). On observe également que la grande majorité (30) n'habitent pas le quartier et que 33 d'entre eux sont des salariés dans l'organisme qu'ils représentent.⁴

Des citoyens impliqués dans PEQS ?

Si l'on s'en tient à la philosophie de base et à la mission de l'organisation de Quartier en santé, il va de soi que le citoyen y prend une place extrêmement importante. Cela a d'ailleurs été reconfirmé lors des entrevues : « VMS confronte surtout la culture des organismes, par lesquels la participation des citoyens est hypersollicitée »... « un quartier en vie est impensable sans la dynamique du citoyen »... « les institutions ne doivent pas prendre la place des citoyens »... « VMS permet une nouvelle façon de voir la citoyenneté dans l'imputabilité par rapport à son milieu ». (Ville de Montréal)

M. Rouge disait la même chose : « la place de l'habitant est particulière parce qu'ils sont les seuls à pouvoir décider de s'y insérer »⁵. Pour PEQS l'idée du projet ne vient pas de la base. Les citoyens ne cherchent pas à se situer collectivement, ni individuellement comme partenaires. Et la place qui leur est accordée leur vient essentiellement de la consultation. Une consultation, qui selon Rouge, « comporte toujours un certain fatalisme parce que de toute façon tout est décidé d'avance ».⁶ Le document de la Ville de Montréal cité plus haut y insiste : « La population participe dans la partie qualitative du

4/ Les enquêtes à la base de l'analyse de l'organisation dans le quartier ont été faites en automne 1994. La situation peut s'être modifiée depuis.

5/ Michel Rouge, *op. cit.*

6/ *Idem.*

portrait du quartier, les citoyens sont très rarement impliqués dans des processus à la base de la formation du projet ».

POSSIBLES
Travailler autrement
Vivre mieux ?

Les trois sièges du Comité permanent de PEQS offerts aux citoyens sont comblés par des Québécoises scolarisées qui habitent le quartier depuis 30, 10 et 5 ans. Bien qu'elles ne représentent pas d'organismes en tant que tels, ces trois personnes sont actives dans la communauté par le biais d'une association culturelle, une œuvre de charité et une communauté religieuse. Certaines d'entre elles ont même déjà travaillé dans le domaine politique à l'échelle du quartier alors que d'autres siègent simultanément au conseil d'administration du CLSC et à PEQS.

Il ne fait pas de doute que tous les citoyens sont invités à participer aux réunions de PEQS à titre d'observateurs mais sans droit de vote. Cependant très peu d'entre eux viendront. C'est une structure complexe et lourde. Ceux qui s'y dévouent sont scolarisés ou jouent déjà un rôle important dans un organisme du quartier. Ou encore, ils ont déjà été conscientisés dans leur pays d'origine par le militantisme ou l'engagement politique. Même parmi ceux-là, tous ne s'impliqueront pas dans PEQS car malgré leurs dispositions et leurs motivations, « la technicité, l'opacité et le jargon technocratique », pour reprendre les termes de Dansereau et Séguin⁷, caractérisent bon nombre d'interventions et découragent la participation populaire. Le champ est donc laissé aux experts. De plus, les participants doivent faire face à une structure élitiste que l'on pourrait qualifier de wébérienne. Il n'est donc pas étonnant que le citoyen démuni ne s'engage pas dans un organisme comme PEQS. Voici ce qu'en dit une citoyenne : « Les gens impliqués travaillent mais ne résident pas dans le quartier »... « Autrefois les gens

7/ Francine Dansereau et Anne-Marie Séguin, *La Cohabitation inter-ethnique dans le logement social : état de la question*, rapport d'étude réalisée pour la Société d'habitation du Québec, INRS-Urbanisation, juin 1993, 66 p.

Un quartier
« en santé » ?

s'impliquaient dans les activités paroissiales. Maintenant les gens sont moins religieux, ils s'impliquent parce que l'ethnie est présente en majorité ou parce qu'ils travaillent dans le quartier. Ce sont quelques personnes, toujours les mêmes qui s'impliquent à différents niveaux » (...) « Les nouveaux ne sont pas acceptés, l'intégration est difficile parce que ce sont toujours les mêmes qui sont là, ils forment une clique » (...) « L'organisation est trop bureaucrate, les vrais problèmes ne sont pas touchés ou ne sont pas touchés de la bonne façon. On parle trop, on agit peu. » (Une citoyenne)

De ces remarques, on peut prédire que ceux qui réussiront à dépasser ces contraintes finiront par perdre intérêt, entre autres, parce qu'ils considèrent qu'ils ont peu d'écoute, qu'ils ont très peu de pouvoir et peu de chance de passer à l'action. « Il faudrait donner du pouvoir aux citoyens, aller le chercher mais ne pas lui imposer quoi faire. On se sent impuissant, on perd de l'intérêt. Moi je crois que je n'irai plus aux réunions »... « Oui j'essaie de m'exprimer et de dire ce que je pense, l'autre jour par exemple je trouvais important de discuter sur... on m'a dit que j'étais hors d'ordre. Je leur ai répondu c'est pas grave, l'important c'est que vous sachiez ce que j'ai à dire... », disait encore une citoyenne.

Sans représentation, le citoyen n'a pas le soutien des structures, les décideurs peuvent à leur gré considérer son discours comme légitime ou illégitime, d'après les règles qu'ils ont produites unilatéralement. Certains préféreront se taire, d'autres braver le système en tentant de prendre la parole. Mais chose certaine, ce sont ceux qui sont le plus familiers avec les structures bureaucratiques qui réussiront à respecter les règles établies, qui pourront exprimer leur point de vue.

« Les participants ne sont pas des citoyens », a dit un intervenant, « ce sont des responsables

d'organismes, ils font partie des gens les plus scolarisés ». Rouge⁸ arrivait ainsi à la conclusion que ce sont ceux-là qui gagnent : « ainsi le processus de décision d'engager une action de revalorisation devra en général bien peu à l'intervention des habitants ».

POSSIBLES
Travailler autrement
Vivre mieux ?

Des citoyens représentés ?

Le citoyen, celui qui, selon une interprétation de la définition de Godbout⁹, est affecté par les décisions et les actions, et celui qui n'est pas membre officiel des organismes, est donc presque absent de ce comité. Mais on pourrait s'attendre, en raison du grand nombre d'organismes communautaires présents dans PEQS (17 OSBL et 5 élus), qu'il soit très bien représenté. Car c'est bien souvent l'intervention d'un organisme tiers qui permet d'établir le véritable contact. On constate toutefois que dans PEQS, tous ces organismes ne sont pas représentatifs de l'ensemble de la population. Parmi les organismes de PEQS, très peu présentent un nombre de membres important. Certains offrent des services ou des activités à une clientèle spécifique et leur rayonnement se limite à cette clientèle. Celle-ci peut être d'origine ethnique multiple, mais la majorité s'attarde à une communauté culturelle spécifique. Voici ce qu'en disent des intervenants : « La majorité de ces organismes ne consultent pas la population parce qu'ils n'ont pas les moyens financiers de le faire ou n'ont pas le temps, etc. Ce sont les permanents qui représentent les organismes qui pensent les besoins et bâtissent les projets en fonction de leurs observations » (...) « Les organismes communautaires n'ont pas la possibilité de faire participer la population, nous n'avons pas les mécanismes nécessaires à la

8/ Michel Rouge, *idem*.

9/ J.T. Godbout, et al., *Participation : Structures, Power, Values*, texte destiné au World Health Organization Annual Healthy Cities Symposium, Pécs, Hongrie, 28 septembre-1^{er} octobre 1989.

Un quartier
« en santé » ?

motivation de la population, ni les ressources, ni les finances. Pour faire appel à la population on fait une demande directe, personnalisée ou en groupe. Les bénévoles sont des bénéficiaires du centre, ceux qui sont dans des programmes quotidiens, ça reste à l'intérieur du réseau. On va faire une sensibilisation à l'intérieur des cours... « On établit les activités et les projets à partir de nos observations qui vont être entérinées par le conseil d'administration de l'organisme ».

Ces affirmations rejoignent en quelque sorte celle de M. Rouge qui constate que « ce sont les décideurs qui possèdent le pouvoir de décider à la fois du champ de la discussion et qui représentent les habitants. La participation ne peut fonctionner que dans le cadre de ce champ et avec les interlocuteurs reconnus »¹⁰. Pourtant au cœur de la philosophie et de la mission de PEQS, on retrouve l'habitant du quartier : « PEQS doit être un lieu où l'on réfléchit sur les conditions de vie mêmes des gens. Il manque d'information de base avec les gens. Il faut s'asseoir avec eux pour être leur porte-parole » (...) « La mission de PEQS doit être d'aider les gens à se représenter eux-mêmes », a dit un intervenant et responsable.

Un autre élément important qui démontre la faiblesse de la représentativité est que les négociations s'effectuent uniquement en français, à PEQS, aux tables de concertation et dans les principaux organismes intéressés. Il est donc évident que la très grande majorité de la population n'est jamais atteinte et que ces organismes ne sont pas de véritables porte-parole. Ils usent d'un pouvoir décisionnel pouvant à la limite conduire soit vers un véritable développement social soit vers un renforcement des mécanismes d'exclusion, selon Rouge. Il faut considérer cependant que la majorité des représentants de ces groupes se sentent très concernés par

10/ Michel Rouge, *idem*.

l'ensemble de la population immigrante démunie et désirent véritablement lui offrir de meilleures conditions de vie. Parmi ces responsables plusieurs sont des militants de l'action humanitaire en faveur des populations démunies, d'autres ont des préoccupations philosophiques. Toutefois, leur situation comporte un certain danger. Prenant en charge la cause des citoyens ou travaillant pour des groupes de citoyens, leur statut devient ambigu. À quel titre agissent-ils ? Comme représentants ou comme citoyens ? Pour l'intervenant rémunéré, la survie de l'organisme communautaire lui permet à la fois de conserver son emploi et de poursuivre une action qu'il juge utile à la population. L'intérêt ultime de la concertation à ce comité n'est donc plus seulement l'action sociale en tant que telle, malgré la bonne foi que cet acteur y met, mais une occasion de se trouver du financement, de se donner le crédit et la visibilité qui assureront la pérennité de ses propres activités et services. Plus les services fournis sont importants et correspondent à des besoins réels ou à des manques flagrants de la part des autorités locales, plus les enjeux le sont aussi et plus on verra apparaître cette lutte de pouvoir et cette recherche de financement. Un président d'organisme ne s'y trompait pas qui disait : « Défend-on les intérêts de la population ou les intérêts des gens autour de la table ? Il existe toujours une distance entre ce que je veux faire et ce que je crois faire. Les intérêts de la population sont là par certains groupes communautaires sérieux... Il faut faire attention pour ne pas prioriser la survie de l'organisme lui-même aux dépens des intérêts de la population ».

Ce conflit de valeurs se traduit par une réserve dans les discussions « pour ne pas choquer » et par des « contacts de couloirs » pour obtenir en cachette des faveurs aux dépens des autres organismes. Cela se traduit également par une forte concurrence entre les organismes eux-mêmes qui protègent leurs propres projets et leur avenir. Dans ces conditions seuls les organismes les mieux structurés et les

Un quartier
« en santé » ?

plus « visibles » peuvent supporter ces difficultés et survivre. Certains seront carrément écartés du regroupement. D'autres vont délaisser l'organisation, préférant agir efficacement, mais avec peu de moyens. Leurs activités resteront toutefois sans grande envergure, très proches des citoyens et méconnues du public. Un bénévole a ainsi caractérisé cette situation : « Le plus gros du travail communautaire se fait dans l'inconnu ».

On verra alors une surreprésentation de certains organismes autour d'une table. Un même organisme peut être représenté six fois : aux deux tables de concertation, aux deux comités de travail et au comité exécutif. Une même personne peut obtenir, dans ce cas-là, plus d'un droit de parole : l'un à titre d'intervenant, l'autre à titre de représentant. Cela finit par regrouper une poignée de personnes qui se connaissent toutes et qui détiennent l'autorité en matière de développement communautaire.

Des liens sociaux privilégiés

On peut reconnaître trois types de liens qui existent entre la population et les organismes. Ces liens varient en fonction du degré d'implication des organismes et de leurs intervenants dans le milieu. Par exemple, certains organismes bien structurés et très organisés offrent des services ou des activités à une clientèle qui varie régulièrement. Il ne s'établit que très peu de contacts personnels entre les intervenants et les clients. Le représentant ou l'intervenant est un salarié qui fait un boulot pour un client qui reçoit un service. Cette relation est bâtie sur un lien de type utilitaire. C'est le type de lien classique que l'on peut retrouver, par exemple, entre le client et certains employés d'institutions publiques ou parapubliques.

Dans d'autres situations, même si l'intervenant est salarié et fournit des services dans le cadre de son

travail, il peut développer un certain attachement ou une certaine compassion pour sa clientèle. Par exemple, le boulot ne s'arrêtera plus aux heures réglementaires, ou bien l'intervenant sera de plus en plus présent lors de certaines activités organisées en-dehors du temps de travail. Ou encore, avec la conviction de faire le bien, il acceptera de travailler à un salaire moindre. On observe également que certains intervenants salariés développent un lien de fraternité avec leur clientèle soit parce qu'ils sont de même origine ethnique ou parce qu'ils ont vécu antérieurement un cheminement semblable, ou encore parce que leurs clients sont d'anciens voisins. Il se produit aussi des rencontres entre individus qui ont des affinités et des valeurs communes à l'intérieur d'un cadre d'échanges utilitaires. Il peut alors se créer de véritables réseaux informels, une grande famille élargie qui englobe le travail et dans laquelle seront entremêlés clients et intervenants, entraide et amitié, tâches cléricales et obligations. Ces réseaux contribuent à développer un sentiment d'appartenance à l'organisme plutôt qu'au quartier, et des liens que l'on peut qualifier d'intermédiaires entre les liens secondaires et les liens primaires. Ces liens sont fondés à la fois sur un engagement utilitaire et sur des convictions morales. Et parce qu'ils sont centrés sur le bien-fondé des activités, l'amitié et l'obligation du travail, on pourrait les appeler des liens de vertu.

POSSIBLES
Travailler autrement
Vivre mieux ?

Voici comment un membre d'une communauté ethnique décrit les liens qui se créent dans son pays d'accueil : « Chez les Haïtiens, il se crée des petits réseaux, des petits groupes d'amis et les pratiques viennent de leur pays d'origine » (...) « les gens vont développer un sentiment d'appartenance aux organismes. Par exemple, CHAISE est la propriété des membres et des citoyens. Si un problème ou un conflit public se présente, les gens se mobilisent pour trouver des solutions et proposent des moyens. » « Pour eux l'environnement dérange et empêche le sentiment d'appartenance. Si le contexte social, les conditions physiques, le réseau social du quartier

Un quartier
« en santé » ?

ne correspondent pas à leurs intérêts personnels alors ils ne développeront pas de sentiment d'appartenance... Les gens arrivent dans un pays, pas dans un quartier. Ils pensent en fonction du Canada, très peu en fonction de la province et très rarement en fonction du quartier »... « les liens d'amitié prédominent à l'intérieur des familles,... dès qu'on se fait un bon ami, on le considère comme un membre de sa famille ».

Enfin on reconnaît un dernier type de lien qui s'établit entre les organismes religieux, les bénévoles des œuvres de charité et la population. Ce lien se rapproche du lien de vertu parce qu'il est soutenu par des convictions morales. Mais il diffère de celui-ci en ce sens qu'il est un don gratuit de soi et une offre sans intérêts marchands de services à la population. Le seul but poursuivi est celui de faire du bien, pour l'amour et pour la paix. Il est promu, entre autres, par des gens qui ont officiellement dédié leur vie au maintien et au développement de ce type de lien.

L'enjeu politique et administratif de la concertation

Jusqu'à tout dernièrement, les organismes du quartier fonctionnaient de manière indépendante les uns des autres. Bien qu'il existât une certaine forme de relation utilitaire entre ces organismes, il s'est développé parallèlement un véritable esprit de solidarité et d'entraide. L'implantation de PEQS vient réanimer ces vieux liens utilitaires. Mais les relations humaines et les relations entre organismes peuvent aussi se caractériser entre autres par la compétition et le manque de communication, par des luttes de pouvoir centralisées ou parallèles. Un responsable d'organisme en a témoigné ainsi : « L'esprit de partenariat n'est pas évident à la table de PEQS. On retrouve toute sorte de motivations. Il y a des groupes communautaires qui veulent aller chercher des fonds

pour assurer leur survie d'abord. Ils se vendent. Tout se fait à l'extérieur de la table ».

POSSIBLES
Travailler autrement
Vivre mieux ?

Ce type de lien utilitaire et conflictuel, vécu dans un cadre technocratique, engendre une inaction sociale et déconcerte tous les intervenants qui se replient sur leur groupe respectif ou leur institution. Cela a pour effet d'augmenter la cohésion à l'intérieur de ces groupes mais d'augmenter, par contre, la distance d'un groupe à l'autre. Cette constatation rejoint l'affirmation de J.T. Godbout qui disait que « l'État technocratique a tendance à diluer, voire à noyer tout dynamisme local »¹¹. Ainsi, comme l'a dit un représentant de la Ville : « Plus les citoyens s'impliquent, plus la perception du vide démocratique est omniprésente. Cela a pour effet la démotivation ou la lutte » (...) « PEQS a une structure organisationnelle complexe et lourde. Les gens se mobilisent pour essayer de comprendre les structures. Ils passent leur temps à comprendre ça au lieu de consulter les citoyens. »

La difficulté de vivre la concertation est aussi le résultat de divergences profondes sur la nature et la compréhension de PEQS. Pour certains, cet organisme est un moyen de développer des structures de mobilisation et de consensus entre les organismes et non un organisme de mobilisation des citoyens, ni de pression. La Ville, elle, considère que les citoyens sont des acteurs majeurs dans PEQS et que l'investissement doit venir principalement d'eux. Cette nouvelle forme de gestion surprend et laisse quelques sceptiques, à tort ou à raison. Certains ne voient là qu'un moyen pour la Ville d'éviter ses responsabilités et de récupérer une main-d'œuvre à bon marché. D'autres s'inquiètent de ce virage qui peut aboutir à une incohérence entre le discours et la pratique. Cette crainte prend un sens encore plus

11/ J.T. Godbout, et al., *Participation : Structures, Power, Values*, op. cit.

aigu lorsque l'on constate que les représentants de la Ville travaillent eux-mêmes à faire accepter la formule participative et les décisions entérinées par le Comité par l'administration municipale. Ces décisions ont peu de chance d'être soutenues si elles ne correspondent pas aux stratégies déjà prévues par l'administration. Comme le disait Crozier¹², le paradoxe est qu'en devenant modernisatrice l'administration a bien transformé ses techniques et ses méthodes, mais n'a fait que renforcer ses tendances traditionnelles. Il semble donc y avoir une contradiction fondamentale entre la politique communautaire de la Ville, son mode d'application et la compréhension du nouvel organisme dans le milieu. « Montréal QS confronte l'administration publique sur la façon d'associer la population locale » (...) Au niveau décisionnel les représentants de la Ville retournent à leur institution. Ils ont peu de pouvoir décisionnel au sens formel, mais beaucoup au sens informel. Ils ont un travail d'animation et de médiation à jouer avec l'institution pour qu'elle accepte que la communauté joue un rôle de gestion de projets » (...) « QS sert en quelque sorte à la validation des projets des fonctionnaires à ces tables », dit un représentant de la Ville.

Ainsi même si l'idée d'un rapprochement entre les différents acteurs reste souhaité par la plupart, on constate que la distance entre l'administration municipale et les organismes persiste. Ces organismes se sont jadis constitués en réaction à l'irresponsabilité matérielle et au manque de sens démocratique de la Ville. Et l'expérience de PEQS reconferme les perceptions d'autrefois. Le dilemme entre le financement et la volonté communautaire demeure et la Ville y joue un rôle majeur. La valeur morale de l'action communautaire légitime, en quelque sorte, les organismes dans leur quête du pouvoir et dans la quête des sources de financement, pouvoir qu'ils

12/ Michel Crozier et Erhard Friedberg, *L'Acteur et le système*, Coll. Points, 1981.

craignent de perdre ou de ne pas gagner, financièrement qui peut maintenir l'organisme en vie ou le faire disparaître. Ce financement provient en partie de la Ville elle-même qui, en plus d'offrir une allocation minimale de fonctionnement au Comité, risque de s'impliquer financièrement si elle accepte les projets proposés. La Ville n'est donc pas ici un partenaire égal aux autres. Ses représentants détiennent un certain contrôle décisionnel et monétaire. Ils transportent, malgré eux, cette distance politique. Il en est de même pour les représentants de l'État qui constitue une autre source potentielle de financement mais aussi un contrôle décisionnel.

Les critères de sélection et les formulaires de demande de subventions ont tendance depuis quelques années à se complexifier et à devenir plus spécifiques. Cela favorise les organismes les plus « institutionnalisés » et menés par des dirigeants scolarisés aux dépens des organismes moins « bureaucratés » qui visent une action sociale très proche de la population. C'est donc à travers ces mécanismes de redistribution que le gouvernement applique une certaine forme de contrôle qui touche à la fois la nature des initiatives et le mode de participation locaux. Les représentants gouvernementaux à ce comité sont ainsi, malgré eux, associés à un pouvoir légitime, défini dans les termes de Weber comme un pouvoir qui a la possibilité légitime de réduire les alternatives d'action d'autrui¹³. Dans ces circonstances, il devient difficile de parler d'un véritable rapport de concertation et d'intersectorialité qui, on le suppose, nécessite à la base une forme minimale d'égalité dans les rapports. Même si PEQS se veut la construction d'un nouvel espace démocratique, il constitue, pour l'instant, un lieu privilégié pour l'ascension institutionnelle des organismes communautaires. Et dans cet espace hiérarchisé, c'est un rapport

13/ Jean Rémy et Liliane Voyé, *Max Weber, la ville et l'urbanisation. Modalités de l'analyse sociologique*, Gembloux, Duculot, 1974, p. 201-226.

Un quartier
« en santé » ?

traditionnel de subordination et de dépendance des organismes envers l'autorité qui se vit. Pour plusieurs la partie est jouée, pour d'autres on garde espoir.

Comment obtenir une concertation et une participation véritables dans un contexte où l'on observe la confusion des rôles, des divergences d'intérêts sur les fondements de l'action et des représentations de pouvoir à différentes échelles ? Le manque de transparence qui en découle paralyse les relations de concertation et entraîne des dysfonctions dans la structure d'interaction. Pourquoi ne pas mettre les choses au clair et établir de simples relations humaines, comme le disait Crozier ? C'est au chef de projet que revient la charge de transformer en synergie créatrice des rapports interinstitutionnels qui sont souvent plus ou moins autobloquants. La clef du changement n'est pas à chercher du côté d'une population beaucoup plus capable de s'adapter qu'on ne le croit. Elle se trouve du côté d'un système administratif incapable de s'adapter à la réalité et exigeant de la contrôler¹⁴.

Un citoyen à redéfinir

La concertation, pourquoi faire ? Elle n'est pas recherchée ni revendiquée par la population. « L'innovation devient un phénomène collectif seulement possible si le maintien et le développement de la liberté d'initiatives individuelles sont assurés en même temps que la cohésion et l'efficacité de l'organisation. Un système bureaucratique ne remplit pas ces conditions propices à l'innovation »¹⁵.

Toute l'analyse démontre que PEQS est un échec en matière de concertation et de participation de la population. Plusieurs facteurs sont à la base de cet

14/ Michel Rouge, *op. cit.*

15/ Michel Crozier, *Le Phénomène bureaucratique*, Coll Points, 1971.

échec. En reprenant la théorie de Wirth¹⁶, on constate que le contexte social urbain est un premier élément qui défavorise la participation du citoyen. La diversité sociale et les problèmes inhérents à ce phénomène ne favorisent pas la cohésion sociale, de sorte que les liens formels entre les différents acteurs restent principalement de type utilitaire. Le sentiment d'appartenance, élément essentiel à la participation à la vie de quartier, n'existe que dans les liens ethniques plutôt que territoriaux parce que le citoyen satisfait ce besoin en s'impliquant dans sa communauté où les affinités et les valeurs communes créent des réseaux d'amitié et des associations locales dans lesquels il retrouve des liens de type primaire.

La situation personnelle du citoyen joue également un rôle primordial dans sa volonté ou sa capacité de participer. En reprenant les quatre grandes fonctions primaires de Talcott Parsons¹⁷, on voit que le statut social, le statut socioéconomique, le niveau d'intégration aux valeurs et nouveaux schèmes culturels ainsi que la motivation personnelle sont tous des éléments qui interviennent dans la facilité ou la difficulté de mobiliser le citoyen.

Par ailleurs, l'organisation bureaucratique telle que pratiquée dans PEQS constitue un autre facteur qui décourage les initiatives, la volonté et l'intérêt du citoyen qui, s'il s'engage, souhaite passer à l'action avant tout. On déplore cette structure trop complexe dans laquelle le citoyen, peu scolarisé, se sent impuissant ; les luttes de pouvoir qui affaiblissent l'action ; l'accès et l'intégration difficiles du citoyen à ce système contrôlé par une élite qui possède « un jargon de technocrate » et une langue d'usage que le citoyen n'a pas suffisamment acquise ; un pouvoir centralisé qui exclut le citoyen, faiblement consulté

16/ Louis Wirth, « Le phénomène urbain comme mode de vie », in *L'École de Chicago. Naissance de l'écologie urbaine*, Paris, Champ urbain, 1928, p. 255-281.

17/ Talcott Parsons, *Le Système des sociétés modernes*, Dunod, 1973.

Un quartier
« en santé » ?

et très peu écouté ; et finalement des règlements impersonnels qui annihilent les initiatives et qui alourdissent les processus d'action.

Il faut par ailleurs considérer les facteurs inhérents à l'organisation politico-administrative de la Ville de Montréal. Le quartier est sa créature. Il appartient à la Ville qui met en place des points de repères : des taxes, des règlements, des équipements, etc. Le seul lien que le citoyen peut développer avec elle dans ces circonstances est un lien utilitaire où la Ville devient pourvoyeuse et responsable des équipements. Elle contrôle et règle la vie dans le quartier. Elle établit son pouvoir comme elle l'entend. Le citoyen, lui, est un client, un bénéficiaire.

Où s'arrête la responsabilité de la Ville ? Si ce n'est pas évident pour un citoyen québécois de souche, ce l'est encore moins pour un immigrant, nouvellement arrivé de la campagne et d'un pays étranger. Aux prises avec des enjeux économiques importants ou par volonté réelle d'améliorer son pouvoir démocratique, la Ville décide sans consulter le citoyen de lui remettre la responsabilité de la qualité de vie de son quartier. Mais ce citoyen veut-il endosser cette responsabilité ? Et peut-il la prendre alors qu'il ne connaît même pas encore la limite de ses droits ? Et si malgré tout il prenait cette responsabilité, c'est un don qu'il ferait à la Ville. Mais pourquoi lui ferait-il un don puisqu'il entretient avec elle un rapport utilitaire ? La Ville tente de résoudre ces contradictions en redélimitant officiellement son champ de pouvoir et en formulant une nouvelle conception du citoyen. Mais comme le disait Boumaza, cette vision moderniste ne fait que « politiser le local en prônant l'autonomie et la décentralisation. Elle produit un nouveau paradigme du développement nécessairement fondé sur la coopération locale et communautaire »¹⁸. « Repenser le citoyen pour vivre

18/ Nadir Boumaza. *Banlieues, immigration, gestion urbaine*, Université Joseph Fourier, Grenoble, Institut de Géographie alpine, Actes du séminaire, Grenoble 26 et 27 mai 1988.

la démocratie », lançait Linda Trudel au colloque de Montréal sur la citoyenneté en novembre 1994. « Cette nouvelle citoyenneté consiste en fait à légitimer le vécu d'un nouvel espace plus informel (...) grâce à une participation effective à la chose publique » selon De Wenden¹⁹. C'est une conception qui n'offre au citoyen qu'une seule possibilité, celle de devenir responsable. Conception utopique ? Certainement, dans des quartiers multiethniques. Conception démocratique ? Mais qu'est-ce qu'une démocratie qui conditionne l'individu au lieu de lui laisser le libre choix de refuser de participer à une démarche politique ? En fait, pour développer une attitude cosmopolite à travers une situation urbaine où coexiste une pluralité ethnique, Rémy prétend qu'il faut « une conception de la vie urbaine qui va à l'encontre de l'idée d'intégration homogénéisante ».²⁰

PEQS se différencie des autres comités QS où l'on a parfois vécu des expériences positives, par le fait qu'il possédait déjà une structure communautaire riche, variée et organisée à travers laquelle s'étaient construits des projets communautaires. PEQS est venu s'ajouter à cette organisation sans que le rôle de chacun soit clairement établi et que les rapports de force soient atténués par une communication efficace et une véritable dynamique sociale participative. Comment une organisation comme PEQS peut-elle survivre ? Crozier croit que « le changement réussi est le résultat d'un processus collectif à travers lequel sont mobilisées, voire créées, les ressources et les capacités des participants nécessaires pour la constitution de nouveaux jeux. La

19/ Catherine De Wenden, « Les mutations socio-politiques des banlieues, nouveaux espaces politiques, nouveaux modes d'expression » in *Banlieues, immigration, gestion urbaine*, Université Joseph Fourier, Grenoble, Institut de Géographie alpine, Actes du séminaire, Grenoble 26 et 27 mai 1988, p. 398-406.

20/ Jean Rémy, « La ville cosmopolite et la coexistence inter-ethnique », in Albert Bastenier, Felice Dassetto, *Immigrations et nouveaux pluralismes*, Éditions universitaires De Boeck, Bruxelles, 1990, p. 85-106.

Un quartier
« en santé » ?

solution qu'il propose pour accroître l'efficacité d'un système bureaucratique est donc de renforcer la capacité organisationnelle c'est-à-dire de constituer, au sein de l'organisme, une capacité d'analyse sérieuse des nœuds de pouvoir et des modes de régulation de ces systèmes. Cela lui permettra de s'orienter ou de se réorienter comme un ensemble humain non comme une machine. L'important réside dans la notion de processus collectif ou plutôt d'apprentissage collectif par les acteurs de nouveaux modèles relationnels, de nouveaux modes de raisonnements, de nouvelles capacités collectives »²¹.

« Des idéaux communautaires portés à leur extrême pourraient mener à des rivalités de clocher et à l'isolement de forteresse de survie. Pour éviter les extrêmes il faut travailler au niveau de la dynamique même des forces en opposition, ne pas les entraver ni essayer de construire des barrières artificielles entre les intérêts territoriaux et l'intégration fonctionnelle, entre la coopération communautaire et l'État développementaliste. »²²

21/ Michel Crozier, *L'Acteur et le système*, op. cit.

22/ J. Jessop et C. Weaver, « La coopération communautaire : une stratégie pour le développement local », *Revue internationale d'action communautaire*, 13/53, printemps 1985, p. 149-164.

Collaboration spéciale à ce numéro

François Aubry, service de la recherche, CSN

Michel Beaudin, professeur, Faculté de théologie,
Université de Montréal

Charles E. Caouette, professeur, Département de
psychologie, Université de Montréal

Stéphane Chalifour, enseignant en science
politique, collègue Édouard-Montpetit et collègue de
Sherbrooke

Anne-Marie Charlebois, étudiante au doctorat en
études urbaines INRS-Urbanisation, Université du
Québec

Louis Cornellier, professeur de littérature au
cégep de Joliette et rédacteur en chef de la revue
Combats

Monique Cournoyer, étudiante au doctorat en
sociologie, Université de Montréal

Madeleine Gagnon, écrivaine

Louis Garneau, professeur de philosophie,
collège Lasalle

Vernau Joseph, étudiant en design industriel,
Université de Montréal

Jean-Louis Laville, sociologue et économiste,
CNRS, Paris

Marie Nicole L'Heureux, juriste et andragogue

Jacky Malo, chercheur autonome

Christopher McAll, professeur, Département de sociologie, Université de Montréal

Serge Mongeau, directeur des éditions Écosociété

Marie-France Proulx, enseignante au secondaire, étudiante à la maîtrise en éducation interculturelle, Université de Sherbrooke

Yves Robitaille, poète et administrateur errant dans les milieux culturel et communautaire

Marie Nicole Tremblay, professeure de biologie
Université de Montréal

Josée Robitaille, professeure de biologie
Université de Montréal

Christine Noël, professeure de biologie
Université de Montréal

Marie-France Tremblay, professeure de biologie
Université de Montréal

Marie-France Tremblay, professeure de biologie
Université de Montréal

Yves Robitaille, professeur de biologie
Université de Montréal

Lucie Cormier, professeure de biologie
Université de Montréal

Marie-Claude Tremblay, professeure de biologie
Université de Montréal

André Tremblay, professeur de biologie
Université de Montréal

Lucie Cormier, professeure de biologie
Université de Montréal

Yves Robitaille, professeur de biologie
Université de Montréal

Jean-Louis Tremblay, professeur de biologie
Université de Montréal

NUMÉROS DISPONIBLES

Volume 1 (1976-1977)

numéro 1 : 5 \$

Tricofil ; sciences sociales et pouvoir
Poèmes de Roland Giguère et Gérard Godin

numéro 2 : 5 \$

Santé ; question nationale
Poèmes de Gilles Hénault, Luc Racine, Robert Laplante

numéros 3/4 : 5 \$

Les Amérindiens : politique et dépossession
De l'artisanat comme instrument de conquête

Volume 2 (1977-1978)

numéro 1 : 5 \$

Fer et titane : un mythe et des poussières
Nouvelles perspectives du roman québécois
Nouvelle de Jacques Brossard

numéros 2/3 : 5 \$

Bas du fleuve/Gaspésie
Poème de Françoise Bujold

numéro 4 : 5 \$

Mouvements sociaux, coopératisme et autogestion
Texte d'Alexis Lefrançois

Volume 3 (1978-1979)

numéro 1 : 5 \$

A qui appartient Montréal
Poèmes de Pierre Nepveu

numéro 2 : 5 \$

L'éclatement idéologique
La poésie, les poètes et les possibles
Paul Chamberland : la dégradation de la vie

numéros 3/4 : 5 \$

Éducation
Sur les chemins de l'autogestion : le JAL
Poèmes de François Charron et Robert Laplante

Volume 4 (1979-1980)

numéro 1 : 5 \$

Des femmes et des luttes

numéro 2 : 5 \$

Projets du pays qui vient

numéro 3/4 :

Faire l'autogestion : réalités et défis
Poèmes de Gaston Miron

Volume 5 (1980-1981)

numéro 1 : 6 \$

Qui a peur du peuple acadien ?

numéro 2 : 6 \$

Élection 81 : questions au P.Q.
Gilles Hénault : d'Odanak à l'Avenir
Victor-Lévy Beaulieu : l'Irlande trop tôt

numéros 3/4 : 6 \$

Les nouvelles stratégies culturelles
Manifeste pour les femmes

Volume 6 (1981-1982)

numéro 1 : 6 \$

Cinq ans déjà...

L'autogestion quotidienne

Poèmes inédits de Marie Uguay

numéro 2 : 6 \$

Abitibi : La Voie du Nord

Café Campus

Pierre Perrault : Éloge de l'éché

numéro 3/4 : 6 \$

La crise... dit-on

Un écomusée en Haute-Beauce

Jacques Brault : leçons de solitude

Volume 7 (1982-1983)

numéro 1 : 6 \$

Territoires de l'art

Régionalisme et internationalisme

Roussil en question(s)

numéro 2 : 6 \$

Québec, Québec : à l'ombre du G

Jean-Pierre Guay, Marc Chabot : un beau mal

numéro 3 : 6 \$

Et pourquoi pas l'amour ?

Volume 8 (1983-1984)

numéro 1 : 6 \$

Repenser l'indépendance

Vadeboncoeur et le féminisme

numéro 2 : 6 \$

Des acteurs sans scène

Les jeunes

L'éducation

numéro 3 : 6 \$

1984 — Créer au Québec

En quête de la modernité

numéro 4 : 6 \$

L'Amérique inavouable

Volume 9 (1984-1985)

numéro 1 : 6 \$

Le syndicalisme à l'épreuve du quotidien

numéro 2 : 6 \$

...et les femmes

numéro 3 : 6 \$

Québec vert... ou bleu ?

numéro 4 : 6 \$

Mousser la culture

Volume 10 (1985-1986)

numéro 1 : 6 \$

Le mal du siècle

numéro 2 : 6 \$

Du côté des intellectuels

numéro 3/4 : 6 \$

Autogestion, autonomie et démocratie

Volume 11 (1986-1987)

- numéro 1 : 6 \$
La paix à faire
- numéro 2 : 6 \$
Un emploi pour tous ?
- numéro 3 : 6 \$
Langue et culture
- numéro 4 : 6 \$
Quelle université ?

Volume 12 (1988)

- numéro 1 : 6 \$
Le quotidien : modes d'emploi
- numéro 2 : 6 \$
Saguenay/Lac Saint-Jean : les irréductibles
- numéro 3 : 6 \$
Le Québec des différences : culture d'ici
- numéro 4 : 6 \$
Artiste ou manager ?

Volume 13 (1989)

- numéros 1/2 : 6 \$
Il y a un futur
- numéro 3 : 6 \$
[Droits de] regards sur les médias
- numéro 4 : 6 \$
La mère ou l'enfant ?

Volume 14 (1990)

- numéro 1 : 6 \$
Art et politique
- numéro 2 : 6 \$
Québec an 2000
- numéro 3 : 6 \$
Culture et cultures
- numéro 4 : 6 \$
Vies de profs

Volume 15 (1991)

- numéro 1 : 7 \$
La souveraineté tranquille
- numéro 2 : 7 \$
Génération 91
- numéro 3 : 7 \$
Bulletins de santé
- numéro 4 : 7 \$
Les publics de la culture

Volume 16 (1992)

- numéro 1 : 7 \$
L'autre Montréal
- numéro 2 : 7 \$
What does Canada want ?
- numéro 3 : 7 \$
Les excentriques
- numéro 4 : 7 \$
Formations professionnelles

Volume 17 (1993)

numéro 1 : 7 \$

À qui le droit ?

numéro 2 : 7 \$

Parler d'ailleurs/d'ici (les communautés culturelles)

numéro 3/4 (vol. double) : 12 \$

À gauche, autrement

Volume 18 (1994)

numéro 1 : 8 \$

L'artiste (auto) portraits

numéro 2 : 8 \$

Pensées pour un autre siècle

numéro 3 : 8 \$

L'État solidaire

numéro 4 : 8 \$

L'Estrie

Volume 19 (1995)

numéro 1/2 : 10 \$

Rendez-vous 1995 : mémoire et promesse

numéro 3 : 8 \$

Créer à vif

numéro 4 : 8 \$

possibles@techno

Volume 20 (1996)

numéro 1 : 8 \$

Modernité : élan et dérives

numéro 2 : 8 \$

Éduquer quand même

numéro 3 : 8 \$

Québec... On continue ?

numéro 4 : 8 \$

L'art dehors (l'art public)

Volume 21 (1997)

numéro 1 : 8 \$

Penser avec Giguère et Miron

BULLETIN D'ABONNEMENT

En vous abonnant, vous épargnez 7 \$ sur le coût de quatre numéros en kiosque, vous contribuez à l'essor de la revue et vous recevez un numéro en prime.

Je souscris un abonnement à POSSIBLES.

Envoyez-moi le numéro suivant, en prime :

- vol. 12, no 3 : Le Québec des différences
- vol. 13, no 1/2 : Il y a un futur
- vol. 14, no 1 : Art et politique
- vol. 14, no 2 : Québec an 2000

Nom

Adresse Code postal.....

..... Téléphone.....

Occupation.....

Ci-joint :

chèque.... mandat-poste.... au montant de.....

- abonnement d'un an (quatre numéros) : 25 \$
- abonnement de deux ans (huit numéros) : 45 \$
- abonnement institutionnel : 40 \$
- abonnement de soutien : 40 \$
- abonnement étranger : 50 \$

**Revue Possibles, B.P. 114
Succursale Côte-des-Neiges,
Montréal, Québec, H3S 2S4**

prochain numéro : La violence dans nos sociétés

BULLETIN D'ABONNEMENT

En vous abonnant, vous reconnaissez que vous acceptez les conditions d'abonnement et que vous reconnaissez que vous recevrez le bulletin en prime.

Je soussigné(e) abonne(e) le bulletin à l'adresse suivante :

- Envoyez-moi le bulletin suivant en prime :
- D vol. 12, no 3 : La Québec des différences
- D vol. 13, no 1/2 : Il y a un futur
- D vol. 14, no 1 : 844 et politique
- D vol. 14, no 2 : Québec en 2000

Nom :

Adresse :

Code postal :

Téléphone :

Occupation :

Cheque ... mandat ... ou montant de

Abonnement à un ou plusieurs numéros : 25 \$

Abonnement de deux ans (payable) : 45 \$

Abonnement institutionnel : 40 \$

Abonnement de soutien : 40 \$

Abonnement étranger : 50 \$

Rue Paré, 814
Société Québécoise
Montreal, Québec H3E 2E4

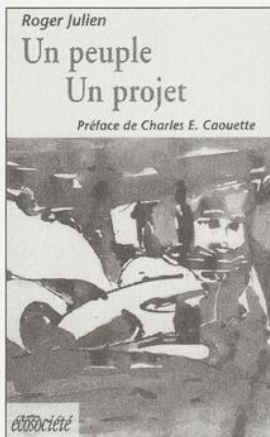
Préciser dans la colonne des sociétés

Deux livres décupants! L'un sur le Québec de demain à bâtir dans la solidarité, l'autre sur le Québec d'hier pour ne rien oublier!

Roger Julien
Un peuple - Un projet
Préface de Charles E. Caouette
Pour un Québec humain!

Que le peuple québécois prenne en main sa destinée et agisse! Tel est le projet collectif auquel Roger Julien nous invite à participer. L'auteur plaide pour un Québec responsable, égalitaire et pacifiste qui se construirait au moyen de la démocratie directe à mettre en œuvre partout, dans nos groupes et nos associations volontaires, ainsi que dans nos municipalités.

ISBN 2-921561-31-X Prix: 16,95\$ 176 pages



Collectif sous la direction de Serge Roy
La pensée en liberté

Les meilleurs textes du Q-Lotté

Souviens-toi!

De 1976 à 1988, un petit groupe de libertaires fait paraître un bulletin intitulé *Le Q-Lotté*, tiré à quelques centaines d'exemplaires: 64 numéros en 12 ans, sous le signe de l'humour et de la critique.

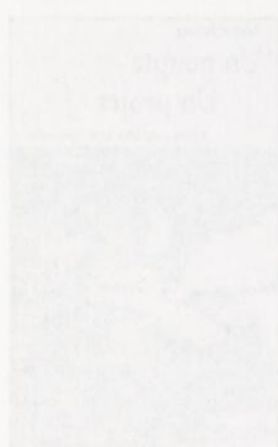
De l'anarchisme à l'éducation, de la guerre d'Espagne à l'autogestion, du travail et du syndicalisme à la politique, sans oublier, bien sûr, l'hilarante *Logorrhée à T.D.* et son sujet favori: le pape, les articles du *Q-Lotté* positionnent une gauche québécoise qui pense et agit dans le souci constant de la démocratie populaire et communautaire. La lucidité de l'analyse conserve toute leur actualité à ces textes.

ISBN 2-921561-30-1 Prix: 24,95\$ 300 pages



Associété

Des livres importants! C'est sur le Québec de demain à tout dire
à regarder, l'autre sur le Québec d'aujourd'hui pour les non-Québécois!



Un peuple - Un projet

Précédé de Charles E. Coover
Par Roger Joffe

Que le peuple québécois existe en tant qu'entité est évident. Mais ce qui est en question, c'est le projet collectif auquel Roger Joffe nous invite à participer. Le projet d'un Québec responsable, autonome et pacifique qui se construit au moyen de la démocratie directe à partir de comités citoyens dans les groupes et les associations volontaires.

ISBN 2-91501-51-X Prix 12,95 \$ 175 pages

La pensée en liberté

Collectif sous la direction de Serge Roy

Les nouvelles textes du Québec
Séminaire 1997
De 1975 à 1997, un petit groupe de chercheurs ont travaillé de manière autonome à l'élaboration de textes de réflexion et de recherche. Ces textes ont été publiés dans la revue "La pensée en liberté".

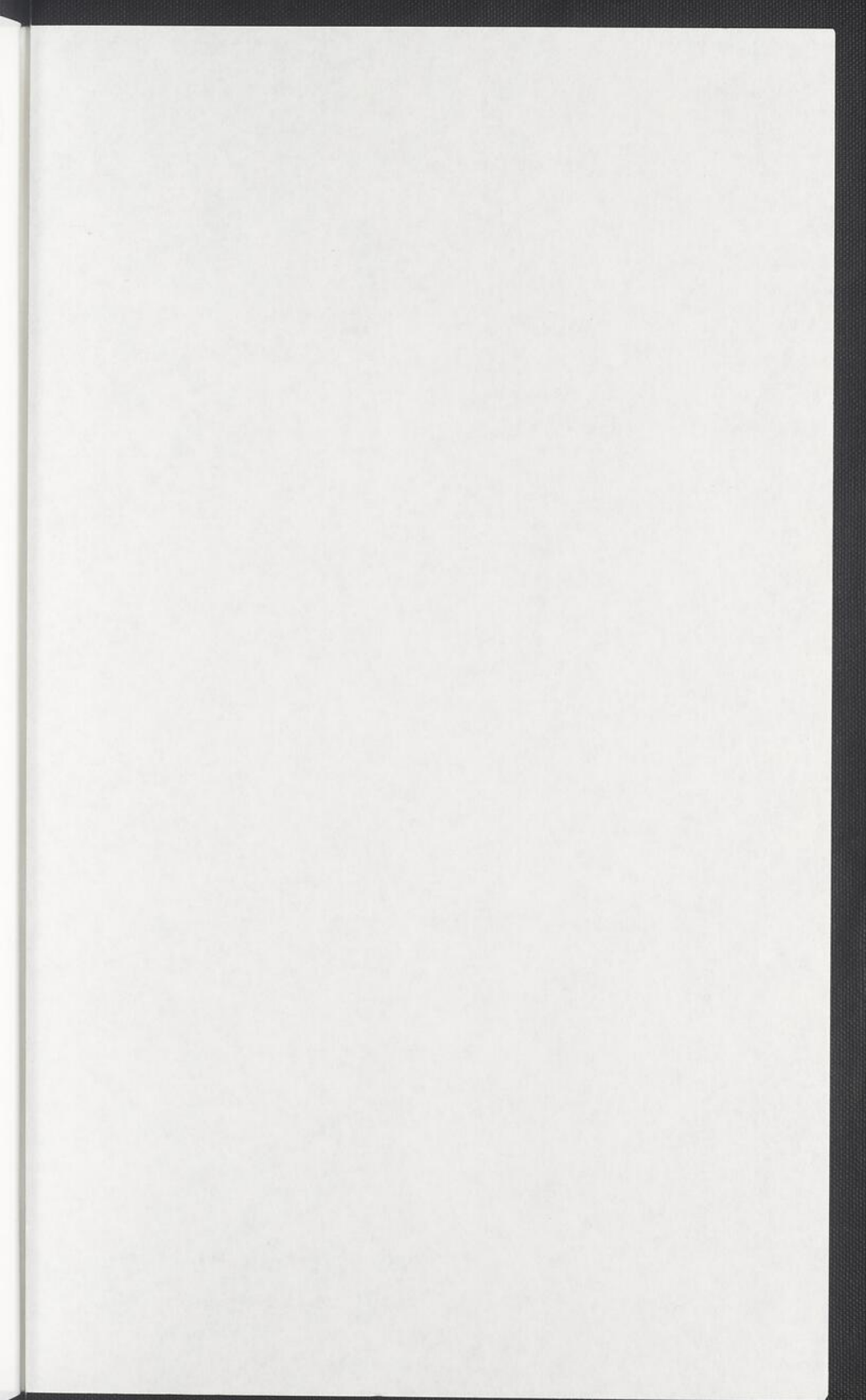


ISBN 2-91501-50-1 Prix 14,95 \$ 245 pages



• Cap-Saint-Ignace
• Sainte-Marie (Beauce)
Québec, Canada
1997

-L'IMPRIMEUR-





TRAVAILLER AUTREMENT. VIVRE MIEUX ?

En consacrant au travail ce volumineux numéro et le colloque qui le suivra le 14 mars, nous avons voulu nous interroger sur une réalité incontournable qui, malgré les prédictions de quelques futurologues, demeure au cœur des inquiétudes et des débats à POSSIBLES comme dans l'ensemble de la société québécoise.

À partir des parcours individuels esquissés par plusieurs de nos collaborateurs et de l'analyse des nouveaux enjeux qui bouleversent la sphère du travail, nous avons dessiné les pistes sur lesquelles nous sommes engagés. À partir de ces pistes, nous avons cherché, dans une dernière section, à tracer les contours d'utopies concrètes, de possibles créateurs susceptibles d'alimenter notre réflexion au cours des prochaines années.

Car il n'y aura plus d'âge d'or, de société sans classe, de monde meilleur. Rien ne nous empêchera cependant de souhaiter que le don, la convivialité, la coopération, la solidarité et la contemplation l'emportent sur le marché, la violence, la compétition, l'égoïsme et l'agitation stérile.

Enjeux

FRANÇOIS AUBRY
STÉPHANE CHALIFOUR
MONIQUE COURNOYER
JEAN-LOUIS LAVILLE
CHRISTOPHER McALL
YVES ROBITAILLE

Parcours

JEAN-MARC FONTAN
PATRICE LEBLANC
MARIE-FRANCE PROULX
ANDRÉ THIBAUT

Possibles

MICHEL BEAUDIN
CHARLES E. CAOUCETTE
JACQUES T. GODBOUT
MARIE NICOLE L'HEUREUX
JACQUELINE MATHIEU
SERGE MONGEAU
RAYMONDE SAVARD

En marge de ce dossier, on lira des textes littéraires de Madeleine Gagnon, Vernau Joseph, Louis Garneau et Jacky Malo et un document d'Anne-Marie Charlebois.